FRENCH COLL.

FRENCH
Anex
6

LES

ÉTATS-UNIS

PENDANT LA GUERRE

(1861-1865)

Paris. — Imprimerie de E. MARTINET, rue Mignon, 2.

LES ÉTATS-UNIS PENDANT LA GUERRE

(1861-1865)

PAR

AUGUSTE LAUGEL

PARIS
GERMER-BAILLIÈRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
Rue de l'École-de-Médecine, 17.

Londres
Hipp. Bailliere, 219, Regent street.

New-York
Baillière brothers, 440, Broadway.

MADRID, C. BAILLY-BAILLIÈRE, PLAZA DEL PRINCIPE ALFONSO, 16.

1866

Tous droits réservés.

Digitized by the Internet Archive
in 2011 with funding from
The Institute of Museum and Library Services through an Indiana State Library LSTA Grant

http://www.archive.org/details/lestatsunispenda00laug

INTRODUCTION

La guerre civile des États-Unis comptera un jour dans l'histoire comme l'un des plus grands événements du XIXe siècle. Les principes qu'elle a mis aux prises, l'avenir d'un continent entier dépendant de son issue, les sacrifices qu'elle a imposés à l'une des premières nations du monde, tout l'élève au-dessus de tant de misérables conflits où s'usent des ambitions mesquines et des intérêts surannés.

Je m'estimerai toujours heureux d'avoir pu visiter les États-Unis pendant cette période de leur histoire, et d'avoir pu connaître les acteurs principaux de ce grand drame, qui, pendant plusieurs années, a tenu le monde attentif. Je n'ai peut-être pas échappé à la contagion des passions dont je me sentais entouré, et je ne chercherai point à nier que je me laissais aller avec quelque complaisance aux émotions qui venaient m'assaillir.

J'entendais résonner avec toute leur sonorité ces grands mots, ces beaux mots de liberté, d'égalité, d'émancipation que, dans mon pays, les hommes de ma génération n'ont encore fait que murmurer : je me trouvais dans un monde bien vivant, où l'action était la sœur du rêve, où la plume pouvait se changer en épée, où les principes avaient des armées, où la gloire avait un prix et l'éloquence un but !

Ma jeunesse ne s'y sentait plus aussi sénile : une douce et secrète ardeur pénétrait lentement et dissipait comme par enchantement les doutes savants, les ironiques réserves, les méfiances, les découragements égoïstes que nous portons presque tous en nos consciences refroidies.

J'éprouvais aussi un plaisir singulier à me trouver dans une véritable démocratie. Je ne suis point de ceux qui n'acceptent la démocratie qu'avec une sorte de résignation attristée, comme un fait, comme une nécessité sociale contre laquelle toute résistance se briserait; je l'aime par goût, je l'admire par choix, quand elle réussit à mettre l'égalité sous l'égide de la liberté et non pas sous celle du despotisme. Il me convient mieux de trouver dans les hommes des égaux que des inférieurs. « *Nihil*

humani a me alienum puto. » Mais ce sentiment droit, sain et viril qui entraîne l'homme vers l'homme, qui se passe d'apprêts, de fictions, de règles, de défenses, ne se peut guère trouver pur et sans alliage dans des sociétés trop vieillies. Il se mêle à l'égalité trop d'envie et de haine quand elle succède à de trop longues servitudes. Je retrouve encore je ne sais quelle bassesse dans sa fierté toujours inquiète, dans sa disposition tacite ou avouée à sacrifier à ses intérêts les intérêts sacrés de la liberté, dans ses flatteries banales à la multitude, dans son respect instinctif de la force, dans ses cruelles et injustes méfiances, dans son envieuse crainte de toute grandeur solitaire. Les plis de l'âme sont lents à s'effacer.

Aux États-Unis, la liberté et l'égalité se sont mêlées intimement et en égales proportions pour former l'esprit démocratique. Tout a favorisé cet heureux mariage : l'immensité du territoire qui offre à tout homme laborieux l'indépendance, le respect forcément accordé au travail dans une société nouvelle, l'incertitude et l'instabilité des destinées, la circonscription étroite des fonctions de l'État, l'absence de toute tutelle historique et traditionnelle, la nécessité où sont les citoyens

de s'occuper sans cesse de la défense de leurs intérêts et de leurs droits, la séparation complète de l'Église et de l'État, qui familiarise toutes les consciences avec l'exercice de la plus haute et de la plus délicate des libertés.

Les théoriciens de la démocratie ont exprimé trois craintes : ils ont pensé que le développement excessif de l'individualisme devait être fatal à cette passion désintéressée qu'on nomme le patriotisme ; que la domination des majorités sans contrôle et sans frein pouvait graduellement, au milieu de toutes les libertés, détruire le sens même de la liberté ; ils ont cru enfin qu'une culture générale et uniforme devait abaisser graduellement toutes les intelligences sous le niveau d'une commune médiocrité.

Je ne crois pas que les États-Unis aient encore justifié aucune de ces craintes : leur patriotisme a, ce me semble, été assez éclatant. Que n'ont-ils pas sacrifié à cette Union, que l'Europe se plaisait à appeler une chimère ? à cette constitution, qui n'est pas seulement la Charte de leurs libertés, mais encore la garantie de leur grandeur nationale ? Sur ce premier point, il me semble qu'il n'y a vraiment rien à dire et que tout commentaire serait vain.

Dira-t-on que le sens de la liberté aille en s'éteignant dans un pays qui, au milieu d'une effroyable guerre, a accompli aussi tranquillement que par le passé toutes ses grandes fonctions politiques? qui n'a demandé des armes qu'à la loi pour se protéger contre les sauvages fureurs de la trahison? Bien qu'en aient pu dire les calomniateurs des États-Unis, la liberté n'a point reçu de graves blessures, au milieu de tant de convulsions et de catastrophes. Jamais la nation n'a poussé de lâches cris pour appeler un César, jamais elle n'a songé à acheter la victoire par sa propre servitude.

Est-il vrai enfin que la démocratie soit ennemie de toute grandeur et de toute originalité, qu'elle ôte l'indépendance à l'esprit, que ses mœurs soient grossières, banales et tyranniques, qu'elle n'ait d'estime que pour la richesse et le succès? Plus d'un étranger, jeté au milieu des remous de la démocratie américaine comme une bouée livrée à tous les flots, a peut-être ressenti ces impressions. On finit par ne plus apercevoir, dans son propre pays, un certain fonds de banalité, de vulgarité qu'on a vu depuis l'enfance. Dans un pays nouveau, ce fonds est ce qui frappe tout d'abord les yeux, et longtemps on ne voit pas autre chose. La gros-

sièreté américaine a d'ailleurs je ne sais quoi d'aigu, d'agressif, de plus vivant et par là même de plus blessant que cette grossièreté humble, résignée, presque bovine des multitudes en Europe. Mais en aucun pays l'on n'a le droit de juger une nation par les tableaux de hasard de la place publique et de la rue. Rien, je le crois, n'est plus malaisé que de bien apprécier le caractère américain, de démêler ce qui lui est propre et ce qui n'est qu'accidentel, ce qui appartient au terroir et ce qui n'est qu'une importation, un alliage impur et temporaire. Les Américains prétendent quelquefois que personne ne peut les comprendre qu'eux-mêmes, et j'ai entendu porter sur leur compte tant de jugements ridicules, que je ne suis pas très-éloigné de croire qu'ils ont raison.

A la fois ardent et froid, irritable et patient, vindicatif et généreux, communicatif et réservé, avide et prodigue, l'Américain semble d'abord un tissu de contradictions. On s'étonne de trouver tant de ruse avec tant de bonhomie, des desseins si suivis sous une nonchalance si facile, des habitudes si simples au sein de la richesse, des raffinements si grands dans les conditions obscures, tant de diplomatie au village et tant de rusticité à la ville.

L'Américain n'est point systématique : il subordonne toujours les moyens au but; il sait tirer profit des circonstances, des hommes, des hasards mêmes. Ce qu'il ne peut emporter de vive force, il l'obtient par la patience, mais il n'use point sa patience où l'audace peut réussir. Il n'y a point pour lui de fictions : il a des sentiments profonds, et point de sentimentalité. On ne lui en impose jamais : dans l'homme d'État, dans le prêtre, dans l'écrivain, dans l'orateur, il cherche toujours l'homme.

Aussi dépasse-t-il, je crois, toutes les nations et toutes les races dans la connaissance du cœur humain. C'est là sa grande, sa seule, son insatiable curiosité ; l'art, les idées abstraites, la nature, la philosophie, ne passent qu'après et bien loin. Sa mémoire semble capable d'embrasser tous les noms, toutes les généalogies, toutes les anecdotes, toutes les dates : s'il étudie une doctrine, le sectateur l'intéresse autant que la secte. Il aime le poëte au même degré que le poëme. Longfellow, Bryant, Lowell, sont, pour tout Américain, des amis personnels, ils peuvent s'asseoir à chaque foyer, tout leur appartient : ce sont les vrais rois de cette démocratie, qu'on dit si vulgaire, si rapace, et qu'on peint

à genoux devant le dieu Dollar. Si l'Américain voyage, c'est encore pour rencontrer des hommes ; il lui faut toujours, comme au Poussin, quelques personnages dans un tableau ; ce qu'il trouve en tout lieu de plus étonnant, c'est de s'y voir. Il n'en est pas encore à se fuir lui-même, à chercher le demi-sommeil des tristes contemplations : il est éminemment sociable, mais sa sociabilité n'est pas cette banale complaisance, qui joue avec de vaines formules ; elle est plus exigeante : elle dit au nouveau venu, à l'inconnu : qui êtes-vous ? que m'apportez-vous ? que pouvez-vous m'apprendre ? êtes-vous meilleur que moi ? êtes-vous un homme ? excellez-vous en quelque chose ? savez-vous couper ce tronc d'arbre ou traduire Homère ? Il jette la sonde dans toutes les consciences : et méprise par-dessus tout l'être inutile, la niaiserie, la sottise, la paresse d'esprit.

Si imbu qu'il soit de l'esprit d'égalité, il cherche toujours des supérieurs, mais il sait reconnaître un supérieur dans une maison de bois du Maine, comme dans un palais de la cinquième avenue de New-York, sous la veste d'un fermier comme sous la robe d'un pasteur.

Au fond même de sa religion, je retrouve encore l'instinct de la sociabilité : il lui faut ou une doc-

trine qui pénètre très-profondément dans les noirceurs et les détours de l'âme humaine, qui en analyse les contradictions, les tendances fatales, les étrangetés, avec une curiosité presque cruelle, ou une religion qui fasse descendre Dieu à l'homme, un Jésus humain, réformateur, fraternel; il adore la poésie, car la poésie n'est rien si elle n'est personnelle, si elle ne touche aux cordes les plus vibrantes de l'âme. L'histoire ne pouvait être négligée par un peuple si politique, si amoureux de réalités vivantes : Bancroft, Prescott, Motley, Hildreth, Headley, témoignent suffisamment des aptitudes naturelles de l'esprit américain aux études historiques. Il me semble en revanche revêche aux spéculations métaphysiques : dans Emerson, un esprit exquis, poétique, agile, à la fois souple et ferme, je trouve en somme un moraliste plutôt qu'un philosophe, une façon de Montaigne, comme lui fuyant, essayiste, capricieux, avec moins d'esprit et plus de profondeur, moins de grâce et plus de foi, mais avant tout et profondément humain.

La sagacité, la finesse, l'art du diagnostic moral, qui sont les priviléges du caractère américain, ne sont pas incompatibles avec une profonde ignorance et souvent avec une grande naïveté.

Les intelligences n'entrent point dans des moules uniformes, pour y recevoir les mêmes plis. Elles se moulent dès le jeune âge aux accidents de la route. Il y a une certaine proportion toujours gardée entre les aptitudes et les désirs. Point de rêveurs, de déclassés, d'incompris. Les espérances ne sont jamais fixées sur des objets trop lointains : l'Américain n'aime pas à se plaindre : il est trop fier, et en même temps trop habile : il sait bien que la plainte est le cri de la faiblesse. Il est toujours content de sa maison, de sa femme, de ses enfants, de ses chevaux, de ses champs, du maître d'école qu'il paye, du député pour qui il a voté, du président qui a eu sa voix. S'il reçoit une injure, il n'en dit rien à personne. Il traitera aussi longtemps qu'il le pourra son ennemi avec les dehors d'une politesse satisfaite, pour ne point lui donner le plaisir des éclats bruyants et des injures. Il est ami fidèle et sûr, sans trop attendre lui-même de l'amitié. Il a peu d'illusions, mais il est plus heureux que nous, car il n'en a jamais eues, et nous souffrons de perdre les nôtres. Depuis l'enfance, il a vu les choses par le côté réel, aigu, sans prismes trompeurs, sans couleurs fausses ; l'éducation qu'il reçoit ne le jette point dans la vie étranger à tout, trompé sur tout.

Les Américains ne connaissent point ces déchirements d'une belle âme, nourrie de chastes pensées, bercée de doux rêves et mise tout d'un coup au contact d'un monde vivant, froid, pressé : ils ne poursuivent jamais l'impossible et ne demandent rien qu'à la volonté et à l'intelligence. — Voilà les deux armes qu'il faut aiguiser de bonne heure : ils pensent que l'intelligence conduit à la vertu, et que la volonté seule peut l'atteindre. Leur morale est trempée dans le fleuve fangeux de la vie, mais elle en sort plus invulnérable.

Il y a peut-être quelque chose de sévère dans cette façon de regarder la vie, dans cette soumission aux dures réalités et ce divorce avec toute chimère ; la femme apparaît heureusement au milieu de tout cela comme une flamme et un rayon poétiques ; si dur à lui-même, l'Américain garde pour elle une tendresse délicate et subtile : c'est son égale, sa joie, sa vraie compagne, l'orgueil de son foyer : ils se sont cherchés l'un et l'autre et librement choisis. Elle n'est point venue les yeux baissés, timide, muette, mais la main ouverte et le front haut ; elle est son alliée, son conseil, la consolatrice et l'inspiratrice : belle, rieuse, parée, vous la croyez frivole, elle sourit à la terre, comme dit un poëte persan,

mais une éducation virile a mis au fond de son cœur le sentiment du devoir, avec quelque chose de fier et presque d'héroïque. Chez elle, seule peut-être au monde, l'amour conjugal est plus fort que l'amour maternel. Son époux n'a qu'elle, ses enfants ont l'avenir. A ceux-ci ils demandent tous deux l'affection plutôt que le respect, ils croient avoir assez fait quand ils les ont préparés à vivre comme ils ont fait eux-mêmes, et leur ont appris à priser par-dessus tout l'indépendance.

Quand je vois passer les flèches légères que le vieux monde jette au nouveau, *telum imbelle sine ictu*, je me souviens toujours de trois choses : les États-Unis ont montré que les hommes peuvent fonder un gouvernement de raison, où l'égalité n'étouffe point la liberté et où la démocratie ne se livre point au despotisme : ils ont montré qu'un peuple peut être religieux sans que l'État salarie les Églises et discipline les croyances : ils ont donné à la femme la place qui lui est due dans une société chrétienne et civilisée. Rien ne peut leur enlever ces trois titres de gloire.

A. L.

LES

ÉTATS-UNIS

PENDANT LA GUERRE

(1861-1865)

CHAPITRE PREMIER

LES CAUSES DE LA GUERRE CIVILE.

Jusqu'en l'année 1860, les États-Unis avaient échappé à tous les dangers qui menacent les démocraties; la grande république n'avait sombré sur aucun des écueils signalés par Montesquieu et entrevus, dit-on, par l'austère patriotisme de Washington; elle s'appelait avec orgueil la république modèle, *the model republic.* Sans armée permanente, presque sans police, protégée contre les coups d'État politiques par le souvenir de son premier président et par la constitution du pouvoir central, forte contre les ennemis du dehors, joignant les avantages de l'unité politique à ceux de la décentralisation, elle

offrait au monde la preuve que l'esprit de liberté peut se marier à l'esprit d'égalité, que la démocratie ne descend pas forcément la pente qui mène à la servitude.

Qu'arriva-t-il cependant quand M. Lincoln fut appelé à la présidence ? En quelques mois, ce grand corps, qui semblait animé de tant de vie et de santé, entra en décomposition ; l'équilibre savamment établi par les auteurs de la constitution entre le gouvernement fédéral et les États particuliers fut violemment rompu ; deux armées se disputèrent la capitale ; les explosions de haine et de colère qui éclatèrent de l'autre côté de l'Atlantique égalèrent en violence tout ce qu'on peut attendre de deux peuples animés d'une inimitié historique et séculaire. L'Europe assista avec étonnement à ces déchaînements de la guerre civile, et attendit que les événements se chargeassent de résoudre ses doutes.

Cette guerre n'était pourtant que le dernier, le sanglant épisode d'une lutte politique et morale qui remontait à bien des années, et qui avait laissé sa trace dans l'histoire entière des États-Unis.

Deux questions fondamentales divisaient les combattants, une question constitutionnelle et la question de l'esclavage ; mais la première fut d'abord posée seule. Sur l'un des drapeaux on lisait : Sécession ; sur l'autre : Union. D'un côté, on revendiquait pour les États le droit de se retirer à leur gré de la fédération ; de l'autre, on prétendait que la souveraineté réside

seulement dans le pouvoir fédéral, et que les États ne peuvent se soustraire à leurs obligations envers l'Union.

Qu'était-ce d'abord que le droit de sécession? Reposait-il sur une interprétation exacte de la constitution américaine, ou était-il contraire à cette constitution, en opposition avec les idées de ceux qui l'ont fondée, interprétée, appliquée jusqu'à ce jour? Le principe même du gouvernement fédératif était engagé dans cette grave question. « Il y a, écrivait Montesquieu, une grande apparence que les hommes auraient été obligés de vivre toujours sous le gouvernement d'un seul, s'ils n'avaient imaginé une manière de constitution qui a tous les avantages intérieurs du gouvernement républicain et la force extérieure du monarchique. Je parle de la république fédérative. Cette forme de gouvernement est une convention par laquelle plusieurs corps politiques consentent à devenir citoyens d'un État plus grand qu'ils veulent former. C'est une société de sociétés qui en font une nouvelle qui peut s'agrandir par de nouveaux associés qui se sont unis. Celui qui voudrait usurper ne pourrait être également accrédité dans tous les États confédérés. S'il se rendait trop puissant dans l'un, il alarmerait tous les autres ; s'il subjuguait une partie, celle qui serait libre encore pourrait lui résister avec des forces indépendantes de celles qu'il aurait usurpées, et l'accabler avant qu'il eût achevé de s'établir. S'il arrive quelque sédition chez un de ses membres,

les autres peuvent l'apaiser. Si quelques abus s'introduisent quelque part, ils sont corrigés par les parties saines. Cet État peut périr d'un côté sans périr de l'autre; la confédération peut être dissoute, et les confédérés rester souverains. »

On ne peut exprimer avec plus de force la nécessité où se trouvent les divers membres de la confédération de faire abandon d'une partie de la souveraineté en faveur d'un pouvoir central, le droit qu'a ce pouvoir d'apaiser les rébellions, de réprimer les abus et les usurpations des confédérés. Montesquieu admet, il est vrai, la possibilité d'une dissolution; mais si l'on pénètre bien le sens de ses formules concises, il l'envisage comme un accident, comme le résultat du dépérissement d'une partie du corps social. Pour qu'elle pût être provoquée par la volonté de l'un des confédérés, il faudrait que celui-ci revendiquât l'intégrité de sa souveraineté, et cette souveraineté, suivant Montesquieu, ne lui fait retour qu'après la dissolution même de l'union. Mais sortons de la politique théorique. La constitution américaine est trop récente, les traditions de la politique américaine ont traversé trop peu de générations pour que le sens en soit oblitéré. Quand les représentants des diverses colonies anglaises, devenues autant d'États indépendants, scellèrent leur union et adoptèrent une constitution commune, prétendaient-ils ne contracter qu'une alliance politique momentanée, ou fonder une république durable? Comptaient-ils avec le temps,

ou voulaient-ils transmettre leur œuvre aux générations les plus éloignées? Réservaient-ils le principe de la souveraineté des États particuliers, ou demandaient-ils à tous les États le sacrifice éternel de la portion de souveraineté nécessaire au pouvoir fédéral? Quiconque est familier avec l'histoire de la révolution américaine peut, ce semble, répondre sans hésitation à ces demandes. Les démocraties, bien qu'elles aient à lutter d'ordinaire à leurs débuts contre des royautés prétendues légitimes, ont aussi besoin d'une sorte de légitimité, en ce sens qu'il y a quelque chose qu'elles doivent mettre à l'abri du temps, des fluctuations des volontés humaines, sous peine de se laisser entraîner à l'anarchie. Personne ne veut bâtir sur le sable.

A la fin du dernier siècle, nous voyons d'abord les treize colonies rebelles de l'Amérique liées pendant la guerre révolutionnaire par une simple alliance et ne formant pas encore une confédération. L'Angleterre avait alors pour adversaire une ligue; le congrès était une diète composée par les envoyés d'États souverains ou en lutte pour obtenir la souveraineté: l'historien américain Motley l'a comparé aux états généraux de l'ancienne république de Hollande, ou à la diète germanique actuelle. Après la guerre, la ligue entra rapidement en décomposition: les souvenirs peu glorieux de cette époque ont été en quelque sorte noyés dans la grandeur et la puissance depuis atteintes par la république; mais il n'est pas

inutile de les rappeler pour montrer ce que l'Amérique gagna par l'union. « Quand la guerre eut cessé, écrit Motley, quand notre indépendance fut reconnue en 1783, nous tombâmes rapidement dans une condition d'entière impuissance, d'imbécillité et d'anarchie. Nous avions assuré notre indépendance, mais nous n'avions point fondé une nation; nous ne formions point un corps politique. On ne pouvait faire appliquer les lois, réprimer les insurrections, obtenir le payement des dettes. Il n'y avait sécurité ni pour les personnes, ni pour les propriétés. La Grande-Bretagne avait conclu avec nous un traité de paix, mais refusait dédaigneusement de nous accorder un traité de commerce et d'amitié, non parce que nous avions été rebelles, mais parce que nous n'étions point un État, — parce que nous n'étions que la ligue à demi dissoute de provinces querelleuses, incapables de garantir les stipulations d'un traité de commerce. Nous ne fûmes pas même capables de remplir les conditions du traité de paix et d'obtenir, conformément aux stipulations faites, le payement des dettes dues aux sujets britanniques, et la Grande-Bretagne refusa en conséquence d'abandonner les postes militaires qu'elle occupait en deçà de nos frontières. Douze ans après que notre indépendance eut été reconnue, nous fûmes humiliés par la vue de soldats étrangers occupant une longue chaîne de forteresses au sud des grands lacs et sur notre propre sol. Nous étions une confédération : nous étions des États souverains. Et tels

étaient les fruits de cette confédération et de cette souveraineté! Ce fut, jusqu'au jour présent, l'heure la plus sombre de notre histoire. » La constitution des États-Unis mit fin à cette situation; elle marqua le triomphe du parti dit *fédéral* ou *national* sur le parti qui dès lors luttait pour donner la plus grande extension possible aux droits des États. Qu'on écoute, sur ce point, le témoignage des contemporains. La convention assemblée pour préparer la constitution s'exprime ainsi en en recommandant l'adoption au peuple: « Dans toutes nos délibérations, nous avons constamment gardé en vue ce qui nous semblait être le plus grand intérêt de tout véritable Américain, la consolidation de notre union, à laquelle se lient notre prospérité, notre sécurité, peut-être notre existence nationale. » Que dit Henry, un des adversaires du projet? « Que le gouvernement soit un gouvernement consolidé, cela est parfaitement évident. La constitution dit: « Nous, le peuple, » au lieu de: « Nous, les États. » Ce doit être le gouvernement consolidé, national, du peuple de tous les États. » La cour suprême, l'autorité constitutionnelle par excellence, tient un langage bien plus net encore; le nouveau gouvernement établi, la cour s'exprime ainsi: « Il a été dit que les États étaient souverains, étaient complétement indépendants, et étaient réunis les uns aux autres par une ligue. Cela est vrai; mais quand ces souverainetés alliées ont converti leur ligue en un gouvernement, quand elles ont converti leur congrès d'ambassadeurs

en une législature chargée de promulguer les lois, le caractère sous lequel les États nous apparaissent a subi un changement. »

La forme politique que se sont donnée les États-Unis ne consiste donc pas dans la superposition d'une souveraineté à d'autres souverainetés ; il n'est jamais question dans la constitution de la souveraineté des États ; cette constitution est la charte d'un grand peuple. « Nous, le peuple des États-Unis, pour assurer une union plus parfaite et pour assurer les bienfaits de la liberté à nous-mêmes et à notre postérité, nous ordonnons et établissons cette constitution. » Les États ne conservent en fait aucun des attributs ordinaires de la souveraineté ; ils ne peuvent ni battre monnaie, ni émettre des billets de banque, ni maintenir une armée et une marine, ni donner des lettres de marque, ni faire des traités avec des gouvernemens étrangers, ni entretenir avec eux des rapports diplomatiques, ni conférer des titres de noblesse. Ce qui, jusqu'à la guerre civile des dernières années a le plus frappé les Européens dans l'ordre politique des États-Unis, c'est le degré de *self government* pratiqué dans les affaires particulières des États, l'absence de toutes ces entraves qui, dans les anciens États monarchiques, gênent l'action individuelle et la liberté des associations, quels qu'en soient la nature et l'objet. Beaucoup d'esprits avaient fini par imaginer que les fondateurs de la constitution américaine ont laissé la souveraineté aux États ; tandis qu'ils l'ont placée tout entière dans le

président, dans la cour suprême et dans le congrès. Que l'on compare les attributions du président des États-Unis à celles du souverain constitutionnel de la Grande-Bretagne, et l'on sera forcé d'avouer que c'est le président qui a le plus de pouvoir.

Le président seul est, d'après la constitution, le commandant en chef, non-seulement de l'armée et de la marine des États-Unis, mais encore de la milice des divers États, quand il juge à propos de l'appeler au service des États-Unis; le président a le droit de grâce dans le cas d'un crime commis contre les États-Unis; il a le pouvoir, de l'avis et du consentement du sénat, de faire des traités; il nomme, de l'avis et du consentement du sénat, les ambassadeurs, les consuls, les juges à la cour suprême, et tous les officiers des États-Unis; il choisit ses ministres, il peut les prendre et les conserver lors même qu'ils n'ont pas ou qu'ils n'ont plus les sympathies du congrès, la responsabilité du président couvrant l'irresponsabilité ministérielle. Chaque État ne représente en réalité, dans la république américaine qu'une subdivision administrative ; il est ce que serait le département en France, si par un coup de baguette on pouvait changer les préfets en gouverneurs nommés par les habitans, les conseils généraux en chambres délibérantes, légiférant sur les affaires départementales. Administrativement, on peut dire que l'État est tout; politiquement, qu'il n'est rien. Un simple citoyen peut, comme citoyen des États-Unis, tenir en balance tout

le pouvoir d'un État, car il y a une cour suprême spécialement investie du pouvoir de régler « toutes les controverses entre deux ou plusieurs États, entre un État et *des citoyens* d'un autre État. » Le président ne connaît pas les États, il ne connaît que les individus. Il prête serment à la constitution, et celle-ci « est et sera la suprême loi du pays, nonobstant tout ce qui pourrait y être contraire dans la constitution ou dans les lois d'un État. » Tous ceux qui ont étudié avec soin la constitution américaine ne l'ont jamais interprétée autrement que dans le sens d'un gouvernement national, consolidé, reposant sur la souveraineté directe et exclusive du peuple. La démocratie ne reconnaît et ne saurait, pour rester logique, reconnaître aucune autre souveraineté ; or y a-t-il un peuple du Maryland, un peuple du Massachusetts, un peuple de la Virginie ? La constitution fut adoptée par le peuple américain tout entier : elle ne fut point ratifiée par les États, mais par la nation. Si le vote eut lieu dans les divers États, ce ne fut que par suite d'une nécessité purement géographique. « Les électeurs, dit à ce sujet le juge Story, l'une des grandes autorités constitutionnelles de l'Amérique, se réunirent dans les divers États ; mais où ailleurs pouvaient-ils se réunir ? »

On peut néanmoins observer deux tendances chez les hommes d'État américains, les uns plus enclins à affermir le pouvoir central et à augmenter ses prérogatives, les autres plus disposés à chercher des ga-

ranties pour l'indépendance des États. Les fédéralistes visaient à ce qu'on est convenu de nommer aujourd'hui la centralisation, les démocrates à la décentralisation ; mais jamais il ne fût venu à la pensée de Jefferson de pousser le conflit entre les attributions de l'Union et celles des États jusqu'à la révolution armée. Sa loi suprême était la constitution : toutes les fois qu'elle ne contenait, sur un point donné, aucune limitation formelle et explicite du droit des États, il se prononçait contre l'intervention du pouvoir central ; mais, en agissant ainsi, il n'avait d'autre but que de défendre le peuple contre les excès du pouvoir, il ne cherchait point à ravir au pouvoir ses attributions légitimes. Avec Calhoun, nous voyons l'opinion démocratique, égarée par le talent remarquable de cet homme d'État, s'engager sur une pente qui devait fatalement la conduire jusqu'aux dernières extrémités. Son ouvrage posthume, *Disquisition on the government*, nous donne la clef de son système ; il resta longtemps l'arsenal où les démocrates cherchèrent des armes. Calhoun réussit à donner une couleur généreuse à des doctrines dont l'objet n'était pourtant que d'assurer à l'oligarchie des maîtres d'esclaves la direction suprême des affaires de l'Union. Son œuvre peut se résumer ainsi : Le gouvernement est nécessaire pour protéger la société contre l'égoïsme des intérêts individuels, mais les individus ont aussi besoin d'être protégés contre les abus du gouvernement. Le suffrage libre et absolu ne les défend point

contre l'oppression et l'injustice, car il les soumet aux caprices, aux tendances, aux passions de la majorité. La presse incline toujours du côté où sont les plus puissants intérêts, et la liberté ne lui apprend ni le désintéressement ni la justice. Il faut donc trouver un contre-poids contre les majorités, donner aux intérêts opprimés le droit de se dégager de ceux qui les gênent. « De même que dans la république romaine la puissance des patriciens était bornée par le *veto* des tribuns, qu'en Pologne la puissance des assemblées était tenue en échec par le *veto* d'un seul membre; ainsi, dans les États-Unis, il faut que chaque État ait le droit et le moyen d'annuler, de *nullifier* tout acte qui tend à violer et à diminuer ses droits. »

La doctrine de Calhoun avait été appliquée pour la première fois, dans ses conséquences extrêmes, par la Caroline du Sud, qui fut encore la première, en 1861, à lever le drapeau de la révolte. On se rappelle que, sous la présidence du général Jackson, elle proclama, à propos d'un nouveau tarif, un acte de *nullification* qui devait servir de prélude à une renonciation complète aux devoirs fédéraux; mais le président annonça la détermination de réprimer la révolte, et la Caroline du Sud dut céder sur-le-champ. Les théories démocratiques n'en continuèrent pas moins à gagner du terrain, et bientôt elles obtinrent une suite d'éclatants triomphes dans une question qui engageait l'avenir même de la république, parce

qu'elle se liait au développement de l'esclavage. Cette question des territoires devint le champ de bataille des partis, le nœud de toute la politique intérieure et extérieure de l'Union. On lit dans la constitution : « Le congrès aura plein pouvoir pour disposer des territoires et des autres propriétés des États-Unis, et pourra établir à cet égard toutes les lois et les règles nécessaires. » Cette souveraineté sur les territoires assignés au congrès par le pacte fédéral est absolue ; elle n'est limitée par aucune stipulation ; le territoire est considéré comme une propriété de la nation, au même titre que les vaisseaux de la flotte fédérale, les arsenaux, les forts, etc. Investi par la constitution d'un pouvoir absolu sur les territoires, le congrès a, d'une autre part, la faculté d'admettre de nouveaux États, et, par conséquent, le droit connexe de refuser leur admission. Cette double faculté donnait au congrès américain un moyen facile de limiter le domaine de l'esclavage, en lui permettant d'abord de l'exclure des territoires soumis à sa juridiction immédiate, et, en second lieu, de refuser l'admission des nouveaux États qui inscriraient l'esclavage dans leur constitution particulière. Aussi le Sud tourna toutes ses forces contre ces clauses protectrices de la liberté, et par une série d'attaques de plus en plus hardies il réussit à en annuler entièrement les effets.

En 1787, tout le territoire national avait été sans opposition enlevé à l'esclavage. Les fondateurs de la

république, qui n'eurent point le courage de l'abolir dans les anciens États, voulurent du moins se garantir contre l'extension d'une institution qu'ils étaient unanimes à condamner. Le compromis du Missouri enleva au travail libre toute la portion des territoires cédés par la France située au sud du 36e degré de latitude. L'annexion du Texas, la guerre du Mexique, augmentèrent encore le domaine du travail servile. Par les compromis de 1850, le choix entre le régime de la liberté et de l'esclavage dans les territoires du Nouveau-Mexique et du Texas fut laissé aux premiers occupants de ces territoires. Le peuple américain, représenté par le congrès, cessa d'être considéré comme un arbitre naturel dans les régions destinées à accroître son empire, et le sort des futurs États fut abandonné aux caprices et à la cupidité des colons les plus aventureux. Le droit d'intervention législative dans les territoires ne pouvait rester debout devant la souveraineté des territoires eux-mêmes. Le Sud ne tarda pas à triompher de cette contradiction, et, jetant bientôt le masque, dénonça le compromis du Missouri comme un attentat contre les droits populaires. Le bill de Nebraska fut arraché au congrès, et toute limite géographique entre le domaine du travail libre et celui du travail servile fut désormais effacée. Dès ce moment, tout observateur sagace put désespérer de l'avenir de l'Union. Jamais la constitution n'avait reçu une atteinte aussi profonde, jamais le droit individuel n'avait obtenu un

triomphe aussi éclatant sur le droit public, jamais une nation n'avait renoncé aussi imprudemment à se garantir contre des entreprises factieuses. Maîtresse du pouvoir, grâce à ses priviléges électoraux et à la multiplication de plus en plus rapide des États à esclaves, l'oligarchie du Sud avait trouvé des complices trop faciles dans les États du Nord. Enivré par ses prospérités, le peuple avait fini par fermer les yeux sur les dangers de l'esclavage. Les abolitionnistes n'avaient acheté qu'au prix des persécutions et du mépris public le droit de rappeler à la nation ses obligations morales. Après la forte génération des hommes d'État qui avaient fondé la république, et qui se guidaient par les nobles principes de libéralisme et d'humanité inscrits dans leur constitution, on vit une génération d'avocats et de sophistes qui étouffèrent l'esprit de cette grande œuvre sous de misérables arguties, réduisirent la politique américaine à une lutte de partis sans principes fixes, décomposés aussitôt que formés, instruments de plus en plus complaisants de l'intérêt des maîtres d'esclaves. Les États-Unis se préparaient ainsi les plus redoutables épreuves. L'accroissement de la richesse publique, la paix, le calme extérieur, ne compensent point pour les peuples la perte de la grandeur morale. Ceux qui s'endorment dans l'oubli de leurs devoirs doivent s'attendre à de terribles réveils.

La politique américaine se concentra de plus en plus sur la question des territoires et sur celle de l'es-

clavage : l'autorité politique du Sud était si bien établie que les ennemis du parti démocratique, renonçant à l'espoir d'abolir l'esclavage, avaient borné toutes leurs prétentions à lui fermer les territoires. Lentement, péniblement, on vit se former un parti qui, sous des noms divers, d'abord sous celui de *liberty party*, puis de tiers parti, de *free soil party*, enfin sous celui de *parti républicain*, se donna pour objet d'empêcher l'extension de l'esclavage, et de rendre toute sa force à l'article de la constitution qui donnait au congrès autorité sur les territoires. Quand le parti républicain présenta aux suffrages populaires Frémont, son premier candidat à la présidence, quel était son programme, ou, comme on dit en Amérique, sa *plate-forme?* Il importe de le rappeler : — adhésion à la constitution des États-Unis, — prohibition de l'esclavage dans les territoires (ainsi que de la polygamie, par allusion aux Mormons), — rétablissement de l'ordre légal dans le Kansas, alors ensanglanté par la guerre civile, — admission immédiate du Kansas comme État libre. Le succès relatif de la candidature de M. Frémont démontra aux hommes politiques du Sud que le Nord commençait à se soulever contre leurs perpétuelles usurpations, et ne voyait pas sans crainte le continent de l'Amérique entière livré ou promis à l'esclavage. L'oligarchie du Sud se sentit menacée, et, prévoyant que la direction politique de l'Union allait lui échapper, elle consuma les quatre années de la présidence de M. Buchanan en efforts ardents pour

conserver le pouvoir ou pour rendre stérile la victoire de ses adversaires.

A ce moment, le lien qui unit la question constitutionnelle à la question de l'esclavage devint de plus en plus visible. Après avoir arraché au Nord, au nom de l'Union, les plus nombreux, les plus honteux sacrifices, le compromis du Missouri, les compromis de 1850, la loi des esclaves fugitifs, le bill de Nebraska, les hommes d'État du Sud se préparèrent à sortir de l'Union le jour même où la balance politique cesserait de pencher en leur faveur. Les républicains n'avaient pourtant rien ajouté à leur programme : ils annonçaient seulement *l'intention* de limiter dans les territoires le domaine de l'esclavage. Cela suffit au Sud : les arsenaux furent dégarnis dans tous les États libres, les navires de la marine fédérale disséminés dans tout l'univers, et sans l'honnêteté de M. Holt, un des secrétaires d'État de M. Buchanan, et du général Scott, il est douteux que la première inauguration de M. Lincoln eût pu avoir lieu à Washington. La rébellion fut préparée à loisir : ce ne fut point la révolte unanime d'un peuple contre un gouvernement tyrannique, ce fut la tentative préméditée d'une aristocratie de maîtres d'esclaves déterminée à sortir de la république plutôt que d'en perdre la direction, le coup d'État d'une minorité contre la majorité, contre les lois, contre la constitution. Les ordonnances de sécession furent votées dans des formes et avec une rapidité qui indiquaient assez que les meneurs étaient

résolus à étouffer les protestations des citoyens paisibles et honnêtes : elles furent promulguées par des conventions, et ne furent point soumises à la ratification directe du peuple des États. Le premier sentiment du Nord fut la surprise ; il ne voulait point croire à la rupture de l'Union ; il n'avait jamais pris au sérieux les menaces de séparation de ceux qu'on nommait les *mangeurs de feu.* fire eaters.

L'administration nouvelle essaya de ramener les rebelles, on balbutia encore une fois le mot de compromis ; mais le jour où le fort Sumter tomba sous le canon des rebelles, toute transaction devint impossible, et la guerre fut désormais le premier devoir du gouvernement. April 12th 1861

CHAPITRE II

TROIS ANS DE GUERRE

Le 12 avril 1861, le premier coup de canon fut tiré contre le fort Sumter. Le major Anderson, qui commandait les troupes fédérales à Charleston, quand la Caroline du Sud se détacha de la Confédération, avait renforcé le fort Sumter de la garnison du fort Moultrie, une autre défense du port. Cette précaution fut regardée par les rebelles comme un acte d'hostilité. Ils osèrent demander au président Buchanan l'abandon du fort Sumter; celui-ci n'eut pas l'impudeur d'obéir à cette injonction : retrouvant un reste de courage et d'honneur, il annonça même qu'il enverrait des renforts au fort Sumter. Jefferson Davis considéra cette réponse comme une déclaration de guerre, et envoya le général Beauregard, la veille encore officier de l'armée régulière, diriger des opérations de siége contre le fort de Charleston. Le 11 avril, Beauregard demande à Anderson de se ren-

dre : celui-ci refuse. Quelques navires fédéraux se montrent au large : la folle colère des rebelles est au comble, et les premières bombes tombent sur la forteresse. Que n'eût pas découvert un œil prophétique derrière leur traînée de flamme et leur fumée impie ! que de sang, de ruines, de champs de carnage, tout un monde bouleversé, la fière Charleston enfin livrée elle-même aux flammes, pillée par ses derniers habitants, le pavillon étoilé, relevé au bout de quatre ans sur les ruines du fort Sumter, en présence de Garrison, le vieil abolitionniste, et aux applaudissements de régiments nègres ! Tout cela, ni Beauregard ne le vit, ni Anderson, qui, après une défense de trente-six heures et à bout de munitions, se rendit avec les honneurs de la guerre. Pas un homme tué, du reste, ni d'un côté ni de l'autre. Singulier début pour une guerre qui devait faire répandre des fleuves de sang !

L'émotion qui parcourut les États du Nord, à la nouvelle de la prise du fort Sumter, peut mieux s'imaginer que se peindre. A sa colère et sa douleur, le peuple américain sentit qu'il était bien un peuple et non pas un total arithmétique : la même vibration ébranla comme une seule âme tous ces millions d'âmes. Avant que le président appelât 75 000 miliciens sous les drapeaux, on courait déjà de toutes parts aux armes. Des gens de campagne, apprenant la nouvelle, partirent pour s'enrôler dans la ville voisine, sans dire adieu ni à leurs femmes ni à leurs enfants.

75.000

On reconnut les fils des fermiers qui avaient couru le siècle dernier à Bunker-Hill. Ces spasmes ne durent point, chez les nations non plus que les individus : à l'éclair de la passion doit succéder l'effort lent, patient, pénible de la volonté. Il faut que le niveau régimentaire passe lourdement sur l'ardeur martiale; une fois dans le rang, le soldat n'est plus qu'une fraction infinitésimale.

Pendant qu'on fait des régiments dans le Nord, le Sud en fait aussi : la Virginie, l'Arkansas, la Caroline du Nord, le Tennessee, jusqu'alors hésitants, suivent l'élan; le Kentucky, entre l'enclume et le marteau, proclame vainement sa neutralité. Le Missouri se divise, le Maryland reçoit à coups de fusil, dans les rues de Baltimore, les soldats du Massachusetts, qui volent avec Butler à Washington. On remue la terre autour de la capitale, sur les hauteurs d'Arlington, et la hache dépouille les riants coteaux du Potomac.

La guerre commence en Virginie; on entend parler pour la première fois de Mac Clellan, qui chasse les rebelles des hautes vallées de la Virginie occidentale. L'astre du « petit Napoléon » se lève. La presse a embouché la trompette guerrière : on veut une bataille, une grande bataille. Qui parle d'organiser l'armée, d'apprendre l'exercice et les manœuvres aux soldats, de former des brigades, des divisions, des corps, des cadres de réserve, une administration militaire? Qu'a-t-on besoin de ces vieilleries, bonnes pour l'Europe? En marche ! en avant sur Richmond ! Tout

On to Richmond!

1861 July 21 Bull Run

va reculer devant le flot des volontaires! Mac Dowell suit ce flot plutôt qu'il ne le dirige; le 21 juillet 1861, il rencontre Beauregard sur les bords d'un torrent nommé Bull Run. Il a quelques régiments de réguliers; tous ses autres soldats sont des recrues qui n'ont jamais senti la poudre. Les confédérés sont rangés sur la rive méridionale du torrent. Par derrière, ils touchent au chemin de fer qui sert à leurs communications. Mac Dowell fait une fausse attaque sur la droite pour détourner leur attention, pendant qu'une division va tourner leur flanc gauche. Les conscrits fédéraux franchissent la vallée, se battent bravement et repoussent la gauche ennemie jusqu'à de grandes forêts de pins. En vain Johnston, accouru de la vallée de la Shenandoah, en vain Beauregard, viennent se montrer sur le champ de bataille; leurs troupes continuent à lâcher pied, à reculer. Mac Dowell peut se croire vainqueur. Mais voici que les troupes fraîches de Kirby Smith arrivent à l'heure décisive. Toute la ligne confédérée se remet en branle; l'oscillation change de sens : les fédéraux, après plusieurs heures de marche et de combat, sont las. Le désordre se met dans leurs rangs, et le désordre dans une multitude armée dégénère en panique : on jette les armes, on abandonne voitures, canons, blessés; la marée, qui devait rouler jusqu'à Richmond, recule jusqu'à Washington. Beauregard, étonné de sa victoire, ne songe même pas à suivre les fuyards.

L'effet moral de ce désastre était déjà assez grand.

Un moment le Nord douta de lui-même, et l'Europe depuis ce jour ne cessa de douter du Nord. Il y eut depuis vingt, il y eut cent batailles plus sanglantes que Bull-Run, mais Bull-Run était la première : on y crut voir le doigt de Dieu. M. Lincoln, dès le lendemain, appelle 500 000 volontaires sous les armes : premier défi à la fortune qui insultait le pavillon étoilé. Les volontaires arrivèrent en foule ; il ne s'agissait plus seulement de punir l'arrogance du Sud, mais de sauver la capitale des États-Unis et, plus que cela, l'honneur de la nation. Il fallait un général : qui prendre? Scott, le héros de la guerre du Mexique, était trop vieux ; on ne pouvait plus songer à Mac Dowell. On choisit Mac Clellan ; on ne savait trop pourquoi : on savait qu'il était jeune, qu'il avait visité Sébastopol pendant la guerre de Crimée, qu'il avait vu des armées. D'emblée on le nomme commandant en chef des armées des États-Unis : il organise les nouvelles levées, lentement, laborieusement, comme s'il se préparait à une guerre de sept ans, de trente ans, passant revues sur revues, trompant l'impatience du congrès par de grands spectacles militaires, s'enivrant des applaudissements de ses soldats, auxquels commençaient à faire écho ceux des ennemis de l'administration. L'automne de 1861 fut perdu ; un mouvement commencé en Virginie se termina d'une manière désastreuse pour les fédéraux à Ball's Bluff; Mac Clellan se rebute, il n'a pas encore confiance dans son armée; il l'enferme, toute bouillante de patrio-

tisme et de passion, dans les quartiers d'hiver. Pendant cette longue attente, il fait des plans : ira-t-il à Richmond par terre, ira-t-il par eau ? Hélas ! il n'ira ni d'une façon ni de l'autre.

Nous voici en 1862 : Mac Clellan se décide enfin à tenter la fortune; il songe d'abord à se porter sur Annapolis et le Rapahannoch, pour se placer sur les derrières de Manassas, où l'ennemi avait campé tout l'hiver. Son plan à peine adopté dans un grand conseil de guerre, l'ennemi évacue Manassas. Que faire? le suivre dans les boues de la Virginie, ayant devant soi tant de larges fleuves, des forêts impraticables, des ponts rompus, de mauvaises routes; on revient au mouvement par eau. Le fort Monroë est situé à la pointe de la péninsule virginienne, grande langue de terre étendue entre le James et le York-river; ce point, toujours resté aux mains des fédéraux, est choisi pour le débarquement; 120 000 hommes descendent la baie de la Chesapeake sur des transports et se réunissent sous les canons du fort.

L'entrée du James-river était fermée par le *Merrimac*, navire blindé confédéré, qui avait coulé le *Cumberland*, jeté la terreur dans toute la rade de Hampton-Roads et ne s'était retiré que devant le *Monitor*, avec quelques avaries dont la nature n'était pas bien connue. Il faut se résoudre à longer la péninsule par terre en suivant le York-river et le Pamunkey, où les transports peuvent remonter jusqu'à White-Housse. De là on se jettera à travers la Chickahominy sur Richmond.

Mais voici d'abord Yorktown, avec ses vieilles fortifications, à peine changées depuis Rochambeau, Cornwallis et Clinton. Essayera-t-on de les prendre de vive force? Mac Clellan est trop prudent pour le tenter. Il veut tourner Yorktown, par eau, mais voici qu'on refuse de lui envoyer de Washington le corps de Mac Dowell, qu'il comptait envoyer sur la rive gauche du fleuve. Il ne lui vient pas à l'idée de détacher un des corps qu'il a sous la main pour opérer cette diversion; il commence un siége régulier; les canons de 100, les canons de 200, les mortiers, arrivent lourdement, lentement, à leurs places. Quand tout est prêt, l'ennemi a disparu; un mois a été consumé sans profit pour la gloire de l'armée. On se met à courir à l'ennemi; à Williamsburg, on le saisit enfin. Johnston, qui commandait la retraite, y tint deux jours et s'y battit avec rage, sous la pluie, pour donner au gros de son armée et de son matériel le temps de filer sur les routes étroites de la péninsule.

Après un peu de repos, on se remet en route, on avance lentement avec d'énormes files de wagons, en longeant le Pamunkey, jusqu'à White-House, qui devient le grand dépôt de l'armée. Jefferson Davis, effrayé, avait pendant ce temps fait évacuer Norfolk, le grand arsenal virginien. Le *Merrimac* n'ayant plus de port, on l'avait détruit. Le James river redevenait libre, mais on avait pris le parti de marcher sur Richmond du côté du nord, en suivant le chemin de fer de White-House à cette ville.

Rien n'empêchait pourtant d'aller, comme plus tard le fit Grant, se porter sur le James river, désormais librement parcouru par les canonnières fédérales. La mauvaise étoile de Mac Clellan le retint sur les marais de la Chickahominy ; Mac Dowell restait avec son corps à Fredericksburg, et Mac Clellan espérait encore qu'il viendrait donner la main à son aile droite. Rien n'était plus facile que de se mettre en communication avec lui : malheureusement, le général confédéré Jackson s'était jeté dans la vallée de la Shenandoah; il avait battu en détail les troupes éparpillées qui la gardaient sous Frémont, Banks, Sigel; on eut peur à Washington, et l'on rappela Mac Dowell. L'armée du Potomac n'avait plus à compter sur aucun renfort. Elle usa son temps, ses forces et son courage sur les rives de la Chickahominy : bataille le 31 mai à Fair-Oaks, sanglante, confuse, inutile; bataille le lendemain, où Johnston, le commandant confédéré, est blessé. Bataille le 23 juin sur la route de Richmond, où déjà l'on trouve devant soi les troupes de Jackson, revenu de son heureuse expédition dans la Shenandoah.

On ne peut plus ni avancer ni reculer. Jackson menace déjà le chemin de fer qui approvisionne l'armée. Mac Clellan se décide enfin à porter par un mouvement de flanc son armée décimée sur le James river. La retraite commence le 27 juin par la grande bataille de Gaines-Hill, lutte acharnée qui s'achève dans les brumes du soir, dans un dés-

ordre affreux; 35 000 fédéraux avaient contenu tout un jour 60 000 confédérés. Les ponts de la Chickahominy sont détruits, les lents convois, les troupeaux, se mettent en marche; on se bat tout en marchant, en arrière, en avant, de tous les côtés; par une horrible chaleur on traverse ainsi d'interminables marécages. On arrive enfin aux collines de Malvern, qui dominent le James; l'armée conservait son parc de siége, retrouvait ses transports et était à l'abri. On le vit bien quand, le 11 juillet, les confédérés essayent d'enlever les positions de Malvern; une formidable artillerie les repousse et la retraite des sept jours se termine par une victoire. Mais l'armée du Potomac n'était plus en état de faire un mouvement agressif; elle s'enferme dans des retranchements, ennuyée, irritée, sous une chaleur torride, regrettant tant d'espérances perdues, si près et si loin à la fois de Richmond.

35.000
60.000

Lee, qui désormais commande l'armée confédérée, renvoie Jackson faire une diversion dans le nord de la Virginie. Celui-ci rencontre l'armée du général Pope sur le champ de bataille même de Bull Run : plus de panique cette fois, mais une terrible effusion de sang qui dure deux jours. Mac Clellan, rappelé du James river, revient lentement et à regret à Alexandria. Profitant de l'éparpillement de ses adversaires, de leurs défiances qui se trahissent par l'incohérence des mouvements, Lee se décide à envahir le Maryland; Jackson investit Harper's Ferry,

tandis que le gros de l'armée confédérée se jette hardiment au delà du Potomac. Au milieu d'une confusion générale, Mac Clellan prend le commandement en chef et ajoute à son armée tout ce qu'il peut ramasser de troupes. Le 14 septembre, Hooker attaque à South Mountain l'avant-garde confédérée et la met en déroute. Le lendemain, on apprend que le commandant de Harper's Ferry, après une misérable défense, s'est rendu avec une garnison de 11 000 hommes; cette honteuse capitulation permet à Jackson de venir rejoindre Lee; Mac Clellan a donc devant lui toute l'armée confédérée. Il livre pourtant bataille le 17 septembre, sur les bords de l'Antietam, un petit tributaire du Potomac.

Toute la journée, la gauche et la droite des deux armées se cherchèrent, se heurtèrent; les centres restèrent presque inactifs; le soir, les deux armées couchèrent sur le champ de bataille parmi 20 000 tués ou blessés; le lendemain Lee se mit en retraite et ordonna l'évacuation de Harper's Ferry; Mac Clellan le laissa partir sans le molester, craignant sans doute de trop demander à la fortune qui lui avait enfin accordé une grande victoire.

Une longue pause suivit : l'opinion s'impatiente de nouveau; Mac Clellan use le temps en reconnaissances, fatigue le gouvernement de plaintes, de demandes, de réclamations. Le commandement lui est enlevé et donné à Burnside; l'astre « du petit Napoléon » tombe du zénith pour ne plus se relever.

Burnside marche sur le Rapahannock; le 11 décembre il bombarde Fredericksburg, et, le 12, à la faveur d'un brouillard, il passe le fleuve. Le lendemain, il avance contre les hauteurs boisées occupées par Lee, Longstreet et Jackson. Nulle stratégie : on se rue inutilement contre des obstacles insurmontables; six fois la brigade irlandaise monte à l'assaut des retranchements de Lee; l'artillerie ennemie moissonne les fédéraux comme du blé mûr. Hooker ne réussit pas mieux. La grande boucherie ne s'arrête qu'à la nuit, et l'armée découragée repasse le fleuve, sans avoir pu entamer les positions confédérées.

Burnside prend noblement sur lui toute la responsabilité de ce désastre et cède le commandement à Hooker, le favori de l'armée, celui qu'elle nomme *fighting Joe* (Joseph le Batailleur). Mais l'abîme appelle l'abîme, et Hooker ne devait pas être plus heureux que son prédécesseur. Bien triste fut la fin de cette année 1862, plus triste que celle de 1861; alors on s'amusait à compter les régiments de l'armée grossissante du Potomac; qu'étaient devenues et cette armée, et la gloire naissante de Mac Clellan, et l'espérance de foudroyer la rébellion? Comment formerait-on autour d'elle le cercle de fer? Où prendrait-on prise sur cette fatale Virginie, l'âme et le bouclier de la confédération? Rien ne pouvait consoler le Nord des revers de la péninsule et de Fredericksburg, ni la victoire défensive d'Antietam, ni le brillant combat du *Monitor*, ni même la hardie capture de la Nou-

velle-Orléans, où depuis avril flottait de nouveau le drapeau fédéral, ni la victoire de Rozencranz à Corinthe, dans l'État de Mississipi, ni la défaite de Bragg, qui, battu à Perryville, avait dû fuir après avoir un moment parcouru triomphalement le Tennessee, le Kentucky méridional, et osé menacer le nord du Kentucky et Cincinnati même. Le dernier jour de l'année, le 31 décembre, Bragg attaqua de nouveau Rosencranz à Murfreesborough, dans le Tennessee, enfonça ses lignes et lui prit 28 canons. Le 1er janvier 1863, Rosencranz, resserrant son armée, avait repris lentement l'avantage : le lendemain, il passait de la défensive à l'offensive et forçait son adversaire à la retraite.

1863

Avec 1863 s'ouvre la troisième année de la guerre; l'armée du Potomac attend jusqu'en avril pour se remettre en marche. Tout l'hiver Lee s'était tenu sur les hauteurs de Fredericksburg; Hooker remonte avec la plus grande partie de l'armée le Rapahannock, passe le fleuve au-dessus de Frédéricksburg, et, paraissant subitement sur la gauche de Lee, menace ses communications avec Richmond. Aussitôt que Lee, effrayé, abandonnerait Fredericksburg, Sedgwick, laissé en arrière, devait s'y jeter; enfin, la cavalerie de Stoneman se lançait au cœur même de la Virginie pour couper les ponts sur la route de Richmond. Qu'est-ce qui manquait à ce plan? Rien en apparence : Hooker tenait déjà la victoire. Lee pourtant, au lieu de se laisser tourner, fait un

changement de front, et, le 2 mai, donne ordre à Jackson de tourner lui-même la droite des fédéraux près de Chancellorville. Le corps de Jackson se montre inopinément sur ce point, jette le désordre dans quelques régiments : on a grand'peine à rétablir les affaires de ce côté. Le lendemain, Jackson recommence son attaque : pendant que Hooker ne pense qu'à sa droite menacée, Lee se jette sur Sedgwick, qui était venu occuper les hauteurs de Frédéricksburg, et le rejette dans le fleuve. Hooker pouvait continuer la lutte, bien qu'il eût fait de grandes pertes d'hommes; les confédérés avaient moins souffert, mais ils avaient perdu Jackson, frappé par méprise d'une balle confédérée. L'armée du Potomac reçut avec un morne mécontentement l'ordre de repasser le Rapahannock. Enflés par le succès, les rebelles ne veulent plus s'arrêter qu'à Washington. Il faut en finir, dicter les conditions à la Maison blanche. Dans la Shenandoah, ils surprennent les fédéraux à Winchester. Lee est déjà dans le Maryland, sa cavalerie parcourt joyeusement les paisibles vallées de la Pensylvanie. Dans la confusion qui suit cette audacieuse aggression, Hooker disparaît ; l'armée du Potomac, revenue en hâte pour défendre Washington, reçoit un nouveau commandant, Meade, soldat modeste, à peine connu de la nation. Mais l'armée le connaît, elle l'a toujours vu ferme, calme, patient, faisant sans bruit ce qu'il a à faire. Cet homme, ignoré la

veille, va livrer la plus grande bataille de la guerre : dans sa main sera pour un jour le sort de l'Union. Je le vis plus tard, descendu du premier rang au second, sous sa tente, devant Petersburg; mais je ne pus lui parler que de Gettysburg. Gettysburg est resté dans mon esprit le grand tournant de la guerre : la cause de l'Union, qui avait résisté à tant de chocs, pouvait, là, se briser. Meade logea son armée sur les hauteurs de cette bourgade et y fut attaqué par toute l'armée confédérée le 2 juillet. Lee tâta successivement la gauche, le centre, la droite des lignes fédérales, placées non en ligne droite, mais comme les deux branches d'un V, la pointe du V formant le centre. Du milieu de son triangle, Meade renforçait rapidement les points assaillis avec le plus de fureur. La première journée fut sans résultat, la droite fédérale seule avait un peu faibli : le lendemain, Meade y rétablit ses positions; un grand calme succède, interrompu bientôt par le tonnerre d'une formidable artillerie. Lee fait gronder tous ses canons, et envoie Longstreet à l'assaut du centre. Les colonnes rebelles couronnent un moment les hauteurs, puis fléchissent et sont obligées de se replier. Trois fois elles reviennent à la charge, trois fois elles sont repoussées. Pickett fait en vain un dernier effort. Il recule aussi. La lutte désespérée ne finit qu'avec le soir; l'armée fédérale reste fièrement dans toutes ses positions; Lee, qui a perdu la fleur de son armée, donne le signal de la retraite et retourne lentement

au Potomac, redoutable encore et bien capable de repousser quelques molles tentatives faites pour l'empêcher de repasser le fleuve.

Que se passait-il cependant dans l'ouest pendant 1863, l'année critique de la guerre? Là s'obtenaient les grands triomphes, les victoires fructueuses, qui rendaient à l'Union non quelques villes ou la ligne d'un fleuve, mais des États entiers, des territoires immenses. Farragut lui avait bien rendu l'embouchure du Mississipi, mais au commencement de 1863, les fortifications de Wicksburg et de Port-Hudson interrompaient la navigation sur le fleuve. Entre ces deux points, le Mississipi reçoit les eaux de la rivière Rouge, et par ce fleuve arrivaient aux confédérés les troupeaux, le sel, toutes les marchandises qui, par terre, étaient transportées de Matamoras. La rivière Rouge était une sorte de cordon ombilical par où la confédération rebelle pouvait se nourrir. Jefferson Davis attachait une telle importance à cette voie de communication et à la possession du bas Mississipi qu'il déclarait que si Wicksburg tombait, la confédération tomberait avec elle. Sherman, à la fin de 1862, avait déjà commencé sans succès des opérations contre ce point stratégique qui commandait un des caps les plus élevés que contourne le Mississipi. Grant s'était convaincu que du côté nord Wicksburg ne pouvait être enlevé d'assaut, et résolut de tenter l'attaque par le sud; mais comment transporter son armée de ce côté? Les batteries de Wicksburg eussent anéanti

tous les transports. On se mit à creuser un canal sur la rive droite pour passer à l'abri des batteries. Une inondation creva les berges du canal inachevé : on explora en tous sens les méandres et les paresseux affluents du Mississipi, pour chercher si à l'aide de quelques travaux d'art on ne pourrait frayer une voie continue à des bateaux légers pour passer des uns dans les autres et arriver ainsi au sud de Vicksburg. Rien ne réussit : les ingénieurs cédèrent la place aux marins. Porter, qui commandait la flottille fédérale en amont de Wicksburg, perdit deux vaisseaux en essayant de passer devant les forts. Mais, de l'autre côté, Farragut fut plus heureux ; bravant le feu des batteries, il franchit heureusement le redoutable passage, prit Natchez, mit en fuite la flottille confédérée et fit sa jonction avec Porter. Un corps de cavalerie, commandé par Grierson, parti des frontières du Tennessee, traverse l'État de Mississipi, coupe toutes les communications entre Wicksburg et l'est, et ne rejoint les fédéraux que près de la Nouvelle-Orléans, préludant ainsi aux brillantes incursions que devait plus tard faire Sherman dans la Géorgie et les Carolines. Grant, avec l'aide de la flotte, transporte l'armée au sud de Wicksburg, s'empare des forts de Grand-Gulf, la clef de cette place. Il essaye inutilement d'y pénétrer de force, mais cette fois du moins il peut l'investir entièrement : Pemberton se défend jusqu'au 4 juillet et est réduit à capituler avec 30 000 hommes. Peu après, Port-

See Story of the Great March

July 4 1863

Hudson se rend à l'armée de Banks. Les confédérés n'ont plus une seule position militaire sur le fleuve et les bateaux peuvent remonter de la Nouvelle-Orléans à Saint-Louis, sans craindre autre chose que les balles de quelques guérillas. Il y a, je crois, dans l'histoire des siéges peu d'entreprises comparables au siége de Wicksburg. Pendant près d'un an l'armée de Grant fut retenue dans les bayous du Mississipi, décimée par les fièvres, exposée vers la fin à des chaleurs torrides. Grant fit voir ce que peut la ténacité américaine ; chaque jour déçu, chaque jour modifiant ses plans, cherchant toujours des moyens nouveaux, usant de la ruse, puis de la force, puis encore de la ruse, ne reculant que pour revenir, déterminé enfin à tout faire plier, les hommes, la nature, le hasard même devant son indomptable volonté.

Après la chute de Wicksburg, les fédéraux avancèrent dans le Tennessee et Bragg dut faire retraite sur les frontières de la Géorgie ; Rosencranz s'empare de Chattanoga et poursuit son ennemi. Bragg, renforcé par Longstreet et par Hood, fait un retour subit et livre bataille à Rosencranz sur les bords du Chickamanga. Le 19 septembre la division fédérale commandée par Thomas résiste à tous les assauts. Le lendemain les confédérés, ne pouvant percer la ligne de Thomas placé à la gauche, se jettent sur la droite, la débordent, et enfin réussissent à mettre le centre en déroute. L'armée de Rosencranz se met en retraite et recule jusqu'à Chattanoga. Thomas pour-

tant reste longtemps à sa place et ne se retire ensuite qu'avec lenteur, en défiant encore l'ennemi. Bragg s'établit sur la montagne Lookout et sur la chaîne du Missionnaire, en face de Chattanoga où les fédéraux sont retranchés. Grant vient prendre le commandement. Hooker est envoyé à son aide avec un des corps qui ont remporté la victoire de Gyttesburg, et Sherman arrive de Wicksburg juste à temps pour prendre part à la bataille du 25 novembre. La veille encore assiégés, les fédéraux deviennent assiégeants; une division gravit les hauteurs de la montagne Look-Out, Hooker se bat au-dessus des nuages, chasse les confédérés de leurs retranchements élevés et les jette dans la vallée de l'autre côté de la montagne. Sherman, après des combats sanglants, occupe la chaîne du Missionnaire. Bragg est obligé de fuir avec toute son armée. Pendant qu'il se faisait battre, Longstreet, détaché de son armée, faisait une pointe dans le Tennessee occidental et tentait en vain de prendre Knoxville.

Ainsi finit l'année 1863 : la fortune qui, à son début, souriait partout aux rebelles, était partout tournée contre eux. Le Mississipi était ouvert d'un bout à l'autre, l'orgueil de Charleston avait été humilié : si la flotte fédérale n'avait pu pénétrer dans sa rade, on avait du moins pris le fort Wagner et les lourds canons de Gillmore avaient à demi détruit le fort Sumter. Meade avait repoussé l'invasion de Lee, et l'armée du Potomac avait montré, dans une grande bataille rangée, ce dont elle était capable. Dans l'Ouest, les fédéraux

avaient pris possession des montagnes qui séparent le Tennessee de la Géorgie et mis définitivement le Kentucky à l'abri des incursions des confédérés.

Dans les premiers mois de 1864, les affaires des confédérés parurent se rétablir; nombre de petits échecs interrompirent la brillante série des victoires fédérales; échec de Sherman qui essaye dans le Mississipi et l'Alabama ces grandes marches où plus tard il devait exceller, mais qui ne reçoit point les renforts de cavalerie sur lesquels il comptait; échec en Floride, où un général malheureux fait une incursion inutile; échec dans la Caroline du Nord où les rebelles reprennent Plymouth; échec dans le Tennessee où Forrest prend d'assaut le fort Pillow et passe la garnison noire tout entière au fil de l'épée; échec plus important sur la rivière Rouge, où Banks se fait battre par Kirby Smith, et manque perdre toute sa flotte de transports, sauvée seulement par un officier du génie, Bailey, qui élève les eaux du fleuve à sec à l'aide d'une digue et fait descendre tous les vaisseaux par une coupure, sur des rapides improvisés et périlleux. Mais tous les yeux se tournent vers Grant, qui réorganise l'armée du Potomac. En mai il part et va droit au Rapidan, pendant que Butler remonte le James river du côté de Richmond. Lee et Grant commencent la lutte le 6 mai dans une vallée nommée *the Wilderness*, la Vallée sauvage; nom bien choisi pour ces scènes sanglantes. Deux armées immenses se cherchent tout un jour dans les bois, se déciment sans

se voir; dans ces fourrés épais, la bataille n'est qu'une fusillade, une canonnade continuelle, une gigantesque escarmouche. On se bat de la même façon le 7, le 8, le 9, le 10, le 11; Grant ne recule pas d'une semelle et avance lentement sur sa gauche, ne pouvant percer la ligne toujours mobile et toujours solide de son adversaire. Il avance ainsi en obliquant jusqu'au Chickahominy. Là il fait un circuit, franchit tranquillement ce fleuve, arrive au James et va rejoindre l'armée de Butler établie en face de Petersburg et de Richmond au confluent du James river et de l'Appomatox.

Pendant ce temps, Sherman commence sa campagne de Géorgie, la plus étonnante de la guerre. Ce que d'autres demandent à la masse des bataillons, à la force de l'artillerie, il ne le demande qu'à la vitesse de leurs mouvements; le génie de la stratégie se développe spontanément et pleinement chez ce soldat ardent, qui se trouve capable de remuer une armée aussi facilement que d'autres un bataillon. Il force d'abord Johnston qu'on lui a opposé à se retirer de Tunnel-Hill à Dalton, de là à Resaca; Rome est le premier prix de ses efforts; il ne s'y arrête qu'un moment, tourne son adversaire, le fait reculer à Marietta, le force d'abandonner les montagnes de Kenesaw, et enfin de passer le Chatahotchee. Il arrive enfin devant Atlanta, l'objectif de sa première campagne et la clef de la Géorgie.

Telle était la situation militaire aux États-Unis,

quand je m'embarquai en Angleterre pour aller les visiter; il me reste à montrer quelles avaient été les conséquences politiques de ces grands événements, quelles transformations l'opinion et les partis avaient subies pendant un drame si long déjà et si émouvant.

CHAPITRE III

TROIS ANS D'AGITATION POLITIQUE.

Si la guerre civile des États doit compter comme un des plus grands événements du XIXe siècle, c'est qu'elle a été non pas seulement une guerre, mais aussi une révolution. Les conséquences politiques de la lutte, longtemps obscurcies par la fumée des batailles, s'en dégagèrent de plus en plus nettement. Avant la guerre, la politique intérieure de États-Unis pouvait se résumer en ces trois termes : triomphe de l'école démocratique, affaiblissement du pouvoir fédéral, extension indéfinie de l'esclavage. La guerre commencée, elle put se résumer dans les trois termes opposés : triomphe des doctrines républicaines, extension de l'autorité centrale, destruction de l'esclavage.

De même que les médecins profitent de la maladie pour mieux sonder la structure du corps humain, le philosophe politique put étudier sur le vif, en quelque sorte, la constitution américaine. Quand Tocque-

ville en fit l'analyse dans un livre célèbre; il jeta un regard inquiet sur l'avenir. Malgré les tendances pessimistes et mélancoliques de son esprit, malgré son instinctive défiance des institutions auxquelles il avait pourtant élevé un si durable monument, il ne prévoyait certes pas que l'heure des grandes crises fût si rapprochée. Cette heure a sonné en 1861, et, dès le jour où éclata la guerre civile, la presse et les hommes d'État européens n'eurent qu'une voix pour déclarer que la constitution des États-Unis, et avec elle les principes mêmes des institutions démocratiques, étaient mis à une redoutable épreuve. Il y avait dans ce sentiment général une part de vérité aussi bien qu'une part d'erreur. Il est certain qu'en aucun temps, en aucun pays, les idées démocratiques n'ont été représentées par une société aussi considérable, aussi puissante que celle des États-Unis, dans toute leur intégrité, sans aucun alliage avec les traditions d'un autre âge. Sur le sol vierge d'un nouveau monde, l'homme a tenté de recommencer l'histoire.

Aussi la dissolution de la grande république fondée sur les principes démocratiques, eût-elle entraîné un grand trouble moral dans le monde entier. D'une autre part, on peut nier que la crise à laquelle nous avons assisté soit le résultat naturel de l'application des idées qui ont triomphé à la fin du siècle dernier sur le continent américain. On peut affirmer hautement que la guerre n'eût jamais éclaté, si le privilége, sous sa forme la plus injuste et la plus cruelle, ne s'était

introduit subrepticement dans les lois et dans les mœurs de l'Union : dans les lois par la protection constitutionnelle accordée à l'esclavage, dans les mœurs par les préjugés de race, qui opposent un si grand obstacle à l'émancipation des noirs. On a vu le principe aristocratique fonder et conserver de puissants empires, en assurer la grandeur par la fidélité à de nobles traditions, par la protection éclairée des intérêts populaires ; l'histoire n'a jamais montré une démocratie et une aristocratie vivant côte à côte, s'associant aux mêmes entreprises, animées des mêmes ambitions, dégagées de haine et de jalousie. Et que penser d'un ordre social où du sein de l'égalité la plus achevée s'était élevé un privilége qui n'était fondé ni sur la vertu, ni sur le savoir, ni sur des services rendus à la patrie, ni même sur la richesse, mais seulement sur une espèce particulière de propriété, sur la propriété humaine? Cette fatale antinomie de la servitude et de la liberté est la clef de toute l'histoire politique et sociale des États-Unis. En la laissant subsister dans la constitution, les fondateurs de l'Union compromirent tout leur ouvrage. Les conséquences de cette coupable erreur se développèrent avec une effrayante rapidité. Les institutions se faussèrent, l'esclavage ne cessa d'agir comme un dissolvant. Quand un mal a une source profonde, il éclate en symptômes nombreux, qui semblent souvent indépendants les uns des autres, et dont on ne saisit le lien qu'en remontant à la cause première. L'histoire

politique des États-Unis depuis la défaite du parti fédéraliste jusqu'au triomphe récent du parti républicain n'a été autre chose que l'histoire de l'alliance des hommes d'État du Sud et du parti démocratique du Nord. Et que se proposaient les hommes d'État du Sud, dont pendant cinquante ans les démocrates du Nord étaient restés les instruments trop complaisants? Le maintien et l'extension indéfinie de l'esclavage.

La constitution investit le président d'un pouvoir très-étendu et parfaitement défini; les démocrates avaient réussi à l'annuler presque entièrement; ils avaient du moins obtenu des premiers magistrats de la république une sorte de renoncement tacite à l'exercice de leur autorité légitime. Le lustre qui entourait la fonction présidentielle s'était par degrés dissipé. Les premiers présidents se nommaient Washington, Jefferson, John Adams, Madison; les derniers qui précédèrent M. Lincoln, Polk, Taylor, Pierce, Buchanan. Qui ne se souvient des déplorables défaillances de M. Buchanan, pactisant avec l'audacieux mouvement du Sud, recevant ses commissaires et parlementant avec eux, autorisant par son inaction le pillage des arsenaux, la saisie des forts de la confédération? Qui ne se rappelle que M. Lincoln, se rendant à Washington pour y prendre la présidence, dut traverser Baltimore la nuit en se cachant, et arriva à la Maison-Blanche en fugitif? Un an après, y avait-il beaucoup de souverains armés d'autant de

puissance que celui qui allait alors, au péril de sa vie, réclamer une autorité disputée?

La guerre civile a révélé et fait revivre la force du pouvoir exécutif aux États-Unis. « Le président, écrivait M. de Tocqueville, possède des prérogatives presque royales dont il n'a pas l'occasion de se servir, et les droits dont jusqu'à présent il peut user sont très-circonscrits : les lois lui permettent d'être fort, les circonstances le maintiennent faible. »

Depuis bien longtemps, le président n'arrivait à la Maison-Blanche que lié par un programme étroit, par des promesses sans nombre ; ses ministres étaient déjà nommés, on s'était déjà distribué toutes les parts dans cette curée de places qui suit l'avénement du premier magistrat de la république. Mais, en face de circonstances imprévues, nouvelles et terribles, il n'y a point de mandat impératif : plus M. Lincoln se trouva entraîné loin du programme dont il était dans les premiers jours le représentant encore obscur et timide, plus il retrouva de force dans sa puissante prérogative. « L'honnête vieux Abraham » (*honest old Abe*), n'eut qu'à frapper du pied la terre pour en faire sortir une armée d'un million d'hommes. Cet esprit dont la simplicité rustique s'aiguisait volontiers d'une pointe d'innocente ironie fut placé en face des plus redoutables problèmes et des alternatives les plus solennelles. Dans ce rôle où le portaient des événements que nulle prévoyance humaine n'avait devinés, il ne fut soutenu que par sa

probité et par cette constitution qui lui prêtait sa force et sa majesté. Le monde était si déshabitué de voir un président des États-Unis exercer sa prérogative, que la solution pacifique de l'affaire du *Trent* causa au moins autant d'étonnement que de satisfaction. M. Lincoln rendit à l'Angleterre les commissaires du Sud, saisis par le capitaine Wilkes, sans demander l'avis du congrès, contrairement aux vœux de quelques-uns de ses ministres, sans même consulter le sénat, le corps politique par excellence, celui qui, par ses traditions, par sa composition même, représente éminemment les plus grands, les plus durables intérêts de la république. Le paisible avocat de l'Illinois se vit commandant en chef d'une immense armée et d'une flotte puissante : il put destituer le général Mac-Clellan au lendemain de la victoire d'Antietam ; c'est aux heures les plus sombres et les plus critiques qu'il revendiqua le plus hautement son autorité ; c'est après la défaite de Fredericksburg, au milieu des menaces et des murmures des démocrates, qu'il mit en vigueur la loi de la conscription. Dès le début de la guerre civile, il fut autorisé par le congrès à suspendre l'*habeas corpus* (1). La proclamation

(1) La constitution porte que l'*habeas corpus* ne peut être suspendu « que dans les cas de rébellion et d'invasion, lorsque la sûreté publique l'exigera ». L'article ne spécifie point à qui sera dévolu le droit de prononcer la suspension de cet acte. A la suite de vives discussions, il fut décidé que cette prérogative devait appartenir logiquement au pouvoir exécutif, puisque la constitution

de la loi martiale dans les territoires en révolte, la création de prévôts spéciaux chargés de la police de l'armée et du recrutement, le bill de confiscation, donnèrent au président des armes terribles, dont il ne se servit que rarement et à regret. Au commencement de la lutte, on s'étonnait de voir un gouvernement si faible, si impuissant contre la révolte; plus tard ses ennemis l'accusèrent volontiers de sacrifier la liberté à l'Union.

En même temps que le pouvoir, l'opinion publique et les partis subissaient de profondes transformations. On se souvient peut-être encore du programme du parti qui amena M. Lincoln au pouvoir en 1860. Ce programme ne renfermait aucune menace directe contre l'esclavage : l'unique prétention des républicains était d'en circonscrire le domaine, et de faire revivre la juridiction du congrès sur les territoires. Par le compromis du Missouri, ceux-ci avaient été divisés en deux parties, l'une livrée au travail libre, l'autre abandonnée au travail servile; mais le parti démocratique avait obtenu le rappel de ce compromis, et substitué à l'autorité du congrès dans les territoires la souveraineté du premier occupant. Les républicains, en arrivant

lui impose la mission de repousser l'invasion et de réprimer les insurrections. M. Binney, jurisconsulte éminent de la Pensylvanie, a écrit sur cette question un mémoire remarquable qui n'a pas été sans influence sur la solution de cette délicate question constitutionnelle.

au pouvoir, protestèrent de leur respect pour les droits constitutionnels du Sud, et allèrent jusqu'à promettre de faire exécuter rigoureusement la loi détestée des esclaves fugitifs. M. Lincoln n'appela pas seulement autour de lui les hommes d'État de son opinion; il fit une large place aux démocrates qu'effrayaient les excès de leur propre parti, et qui, en face de la guerre civile, sentaient le besoin de fortifier l'autorité fédérale. Il ouvrit surtout une oreille attentive aux conseils des représentants des États frontières, qui, placés entre le Nord et le Sud, semblaient naturellement appelés à opérer un rapprochement entre les intérêts hostiles. Le secrétaire d'État, M. Seward, l'homme d'État le plus important du cabinet, appuya de son influence cette politique conciliatrice. Esprit profond et clairvoyant, cachant des desseins suivis sous une apparente mobilité, trop habile pour ôter toute espérance à ses ennemis politiques, il fit toujours entendre dans les conseils du président la voix de la prudence et d'un patriotisme qui avait bien deviné que l'Europe ne resterait pas une spectatrice tout à fait désintéressée des commotions du nouveau monde. Toutefois les passions du Sud se montrèrent intraitables : l'ardeur et les difficultés de la lutte usèrent par degrés la patience du Nord. Les républicains furent contraints de contracter une alliance de plus en plus intime avec les abolitionnistes. Le lien vivant qui, dès le principe, unit ces deux partis fut M. Charles Sumner, le célèbre sénateur de Bos-

ton, qui naguère avait failli payer de la vie le courage qu'il avait déployé en défendant le Kansas contre l'avide ambition des maîtres d'esclaves, et que M. Lincoln s'était hâté d'appeler à la présidence du comité des affaires étrangères à cause du prestige de son nom et de ses grandes connaissances en histoire et en droit international. La situation de M. Sumner était depuis longtemps trop considérable pour qu'il s'asservît entièrement à un parti. Il n'avait jamais caché ses sympathies pour les abolitionnistes à l'époque même où ceux-ci souffraient les plus grandes disgrâces. Sans partager toutes les vues de Garrison, de Wendell Phillips et de leurs amis, il les aimait, les respectait et reconnaissait en eux les guides intellectuels et comme les lumières morales de la république. Ceux-ci avaient, dès le premier jour, compris la véritable issue de la guerre civile : la sincérité de leurs croyances, dont ils avaient fourni tant de preuves, l'énergie de leurs convictions, cette clairvoyance particulière que donne seule la grandeur morale aux époques où les sociétés humaines sont bouleversées par les révolutions, leur assurèrent bientôt une autorité nouvelle, et leur alliance devint d'un prix inestimable. Néanmoins le rapprochement ne s'opéra pas en un jour.

Longtemps les républicains se crurent assez forts pour vaincre la rébellion sans saisir les armes que pouvait leur fournir la question de l'esclavage. Dans son message au congrès, au commencement de 1862,

le président parla pour la première fois d'émancipation; il avertit les rebelles que, si la guerre continuait, « tous les incidents de la guerre se produiraient, même au risque d'une ruine totale », menace facile à interpréter par les moins clairvoyants. Un mois après, le congrès, sur la proposition du président, abolissait l'esclavage dans le district de Columbia, dont Washington est le centre, en accordant une forte indemnité aux propriétaires d'esclaves. Reprenant la juridiction que la constitution lui avait accordée sur les territoires, le congrès décida que l'esclavage ne pourrait plus y être introduit, et ferma ainsi à l'institution du Sud les territoires vierges du centre du continent. Quand le général Lee rejeta l'armée de Mac-Clellan sur les bords du James river et se prépara lui-même à envahir les États du Nord, le bill de confiscation fut la réponse des chambres aux insolents cris de victoire des confédérés. Le président accorda aux sécessionnistes un délai de soixante jours pour faire leur soumission. Ce terme passé, il avait le droit de déclarer libres leurs esclaves et de confisquer leurs biens. Le bill affranchissait tous les noirs fugitifs, et défendait aux autorités militaires de se faire les exécuteurs de la loi relative à ces esclaves; il autorisait aussi le président à enrégimenter les hommes de couleur pour hâter la suppression de la révolte. Bientôt, dépassant les bornes du bill de confiscation, qui n'assurait la liberté qu'aux fugitifs arrivés dans les lignes fédérales, la chambre de com-

merce de New-York, qui représente les grands intérêts de la première ville commerciale de l'Union, demanda au président de proclamer l'émancipation immédiate et sans conditions de tous les esclaves des États rebelles. M. Lincoln se décida, le 22 septembre 1862, à prendre cette grave résolution; mais il annonça, pour donner une nouvelle preuve de sa modération, que la proclamation n'aurait son effet qu'à partir du 1er janvier 1863. Il parut un moment comme écrasé sous le poids de la responsabilité qu'il avait prise en sa qualité de commandant en chef de l'armée fédérale, muni de pleins pouvoirs pour réprimer une insurrection. La constitution, en confiant au pouvoir présidentiel la mission de lutter contre la rébellion ou l'invasion, ne pouvait le laisser désarmé contre ces dangers, et dès longtemps John Quincy Adams avait déclaré au sénat qu'en face de tels périls le président pourrait abolir l'esclavage pour sauver la nation. Quand quelques abolitionnistes allèrent, le 24 septembre 1863, remercier M. Lincoln, il ne voulut accepter aucun éloge, aucune ovation. « Ce que j'ai fait, dit-il, je l'ai fait après mûre délibération, sous un solennel sentiment de ma responsabilité. Je ne puis prendre qu'en Dieu la confiance que je n'ai pas commis une faute. Je n'essayerai de défendre ma conduite par aucun commentaire. Mon pays et le monde me jugeront, et, s'il est nécessaire, agiront selon ce jugement. Je ne puis rien vous dire de plus. » La proclamation émancipatrice fut, en Amé-

rique comme en Europe, l'objet de violentes critiques. On reprocha à M. Lincoln de ne donner la liberté qu'aux esclaves des rebelles, et de laisser dans les fers les esclaves des États demeurés fidèles. On trouva immoral que le maintien des droits de propriété des maîtres fût montré en quelque sorte comme le prix de la fidélité ou du retour à l'Union. Est-il nécessaire de répondre à ce reproche que M. Lincoln ne possédait pas le droit d'abolir l'esclavage dans les États qui n'avaient, par la révolte, perdu ou compromis aucun de leurs droits et de leurs priviléges constitutionnels : sa proclamation était une mesure de guerre qui ne pouvait avoir de force que contre l'ennemi.

A ceux qui prétendirent que le grand acte de M. Lincoln deviendrait le signal d'une épouvantable guerre servile, les faits ont donné une réponse. Ce n'était point une simple proclamation qui pouvait armer les noirs contre les blancs : en émancipant les esclaves, M. Lincoln savait bien qu'il ne les délivrait pas sur-le champ. Il voulait montrer seulement au Sud que le Nord était déterminé à ne lui rien céder. Il punissait cette oligarchie arrogante qui avait donné le signal d'une lutte fratricide, il détruisait le prix que les maîtres d'esclaves se promettaient de la victoire. Voici comment le philosophe Emerson mesurait la portée de cette résolution qui scellait à jamais l'alliance des républicains et des abolitionnistes : « Il n'est pas le moins du monde nécessaire que cette mesure soit tout de suite marquée par un résultat

signalé et important qui affecte ou les noirs ou leurs maîtres rebelles. L'importance de cet acte consiste à faire entrer notre pays dans la voie de la justice, à obliger les innombrables agents civils et militaires de la république à se mettre du côté de l'équité. Prise par une administration, cette mesure ne peut être révoquée par une autre, car l'esclavage ne surmonte les dégoûts du sentiment moral que par la force d'un usage immémorial. Il ne peut s'offrir à nous comme une nouveauté, comme un progrès, dans notre XIXe siècle. Cet acte donne une excuse au sacrifice de tant de nobles soldats; il cicatrise nos plaies, il rend la santé à la nation. Après une victoire telle que celle-ci, nous pouvons subir encore impunément bien des défaites. La proclamation ne nous promet pas la rédemption immédiate de la race noire, mais elle la délivre de notre complicité, de notre opposition. Le président a délivré sur parole tous les esclaves de l'Amérique; ils ne se battront plus contre nous. Nous sommes sortis d'une fausse position pour nous placer sur le terrain solide du droit naturel : tout éclair d'intelligence, tout sentiment vertueux, tout cœur religieux, tout homme d'honneur, tout poëte, tout philosophe, la générosité des cités, les bras vigoureux des ouvriers, la patience de nos fermiers, la conscience passionnée des femmes, la sympathie des nations lointaines, voilà désormais nos nouveaux alliés. »

On fut d'autant moins fondé à dire que l'émancipation était seulement un acte inspiré par la ven-

geance, la rancune et la haine, que M. Lincoln, à maintes reprises, invita les États à esclaves demeurés fidèles à effacer dans leurs constitutions particulières toute trace de l'institution servile, et pressa le congrès de mettre les ressources financières de l'Union entière au service des États qui s'y résoudraient.

Le gouvernement donna une preuve manifeste de ses sympathies pour la race noire en reconnaissant, ce qui n'avait été fait par aucune des administrations précédentes, la république noire de Libéria, et en nouant des relations diplomatiques avec celle d'Haïti. La présence d'un ambassadeur noir dans les salons de la Maison-Blanche n'aurait jamais été tolérée par un Pierce ou un Buchanan. Enfin les droits de citoyen de l'homme de couleur furent pour la première fois solennellement reconnus. Sans doute ils l'étaient déjà dans un certain nombre des États de la Nouvelle-Angleterre, mais jusqu'alors le gouvernement central n'avait jamais donné ouvertement et explicitement droit de cité aux affranchis. En leur ouvrant les rangs de l'armée, le pouvoir exécutif dut nécessairement les couvrir de sa protection. On ne pouvait demander aux noirs de verser leur sang pour l'Union sans reconnaître qu'ils étaient des hommes et des citoyens; le ministre de la guerre exigea que le gouvernement de Richmond traitât de la même manière les prisonniers de toute couleur, et menaça de répondre par de sévères représailles à tous

les actes qui ne s'inspireraient point de ce sentiment d'équité.

La guerre civile n'avait pas seulement opéré le rapprochement définitif du parti républicain et du parti abolitionniste, elle avait aussi transformé le parti démocratique. Une scission s'était opérée entre ceux qui, tout en critiquant sur quelques points la conduite du cabinet, considéraient la guerre comme une inexorable nécessité et voulaient obtenir avant toute autre chose le rétablissement de l'Union, et ceux qui restaient entièrement dévoués à la cause de l'esclavage et dont l'hostilité ne reculait pas devant la trahison. Les premiers étaient familièrement nommés les *war democrats;* les seconds, ou *peace democrats,* ne formaient qu'une minorité méprisée, mais remuante et sans scrupules. Parmi les démocrates partisans de l'Union, beaucoup avaient embrassé avec ardeur la cause du gouvernement et en étaient devenus les soutiens les plus fermes. M. Lincoln leur avait habilement laissé une place importante dans son administration, comme dans les rangs de l'armée. Parmi les transfuges du parti démocratique, je citerai M. Stanton, le ministre de la guerre : M. Stanton avait fait son entrée sur le grand théâtre de la vie publique quand M. Buchanan refusa d'abord d'envoyer des renforts au major Anderson, enfermé dans le fort Sumter au début même de la guerre civile. A cette occasion, le général Cass quitta la secrétairerie d'État, et, dans le remaniement ministériel qui suivit, M. Buchanan

donna à M. Stanton la place d'attorney-général. Aussitôt entré dans le cabinet, M. Stanton employa son influence contre les Floyd, les Thomson, les Cobb et tous ceux qui conspiraient déjà longtemps avant que fût donné le signal de la sécession. C'est par les efforts de M. Stanton, du juge Holt, devenu ministre de la guerre, et du général Dix, que Washington fut alors conservé à l'Union. M. Holt, du Kentucky, s'était aussi rallié au gouvernement de M. Lincoln, bien qu'ayant toute sa vie appartenu au parti démocratique. Combien d'autres ne pourrions-nous citer? le général Halleck, appelé au commandement de l'armée de l'ouest après la retraite de Frémont, et longtemps commandant en chef des armées fédérales; le général Butler, naguère dévoué aux intérêts de la faction démocratique la plus hostile aux idées abolitionnistes, et devenu l'organisateur des régiments noirs et l'avocat le plus ardent de l'émancipation.

Bien que beaucoup d'hommes influents eussent passé du camp démocratique dans le camp républicain, il en restait encore beaucoup qui cherchaient à rétablir la fortune du parti qui depuis Jefferson s'était habitué à exercer et à garder le pouvoir. Comme il arrive toujours pendant la durée d'une guerre, l'opposition était d'autant plus hardie et plus puissante que les échecs militaires étaient plus nombreux et que les opérations devenaient plus lentes.

A l'une des heures les plus sombres de la guerre

civile, la faction extrême du parti démocratique qui ne cachait point ses sympathies pour la cause du Sud, put se croire près du triomphe. Après la sanglante bataille de Chancellorville, Lee avait passé le Potomac; son armée, enhardie par le succès, menaçait à la fois Washington, Baltimore, Philadelphie. Voici quel était le programme préparé par les chefs de la sécession et par leurs complices du Nord : Lee devait passer le Potomac, battre Hooker, démoralisé par les échecs qu'il avait subis; une insurrection éclatait alors à Washington, à Baltimore et à New-York. M. Lincoln, M. Seward, tous les membres du cabinet étaient jetés en prison. L'insurrection victorieuse appelait Lee, qui entrait en maître à la Maison-Blanche, et refaisait l'Union au profit du Sud et de l'esclavage. Voilà le programme qui fut tracé au lendemain des batailles de Fredericksburg et de Chancellorville. M. Davis, même en cas de nouveaux succès, n'eût pas sans doute tenté de l'accomplir jusqu'au bout, et n'eût probablement pas nourri la folle espérance de reconstruire l'Union à son profit; mais il laissa croire à ses alliés du Nord que telle était son intention pour obtenir leur concours, pour provoquer des troubles dans les grandes villes où le parti démocratique recrute ses adhérents les plus nombreux et les plus remuants. La nomination du général Meade au commandement de l'armée du Potomac et la grande victoire de Gettysburg déjouèrent tous ces projets; mais à New-York la

poudre était prête et partit toute seule. La plus grande ville commerciale de l'Union fut pendant quelques jours le théâtre de scènes atroces : les mouvements de la populace irlandaise, qui a toujours été l'armée obéissante du parti démocratique, n'étaient que l'explosion intempestive d'une conspiration dès longtemps nouée, et dont les ramifications s'étendaient jusqu'à Washington et à Richmond. La conscription était le prétexte habilement choisi par les meneurs; mais les infâmes violences exercées contre les noirs affranchis révélèrent le véritable caractère de l'insurrection. Les saturnales de la cause qui ne reculait pas devant le meurtre, l'incendie et le pillage, ne furent pas de longue durée, et bientôt l'écho des grandes victoires obtenues dans la vallée du Mississipi étouffa les derniers murmures de la trahison.

Si nous cherchons à résumer les résultats politiques de la guerre, quel était donc, au résumé, l'état politique des États-Unis du Nord, vers la fin de la première présidence de M. Lincoln? L'effet le plus visible de la guerre civile était l'affermissement du pouvoir exécutif. Une crise aussi terrible avait rendu à l'autorité présidentielle la force que la constitution lui avait sagement assignée, mais qui s'était usée pendant le long triomphe de l'école démocratique. L'augmentation nécessaire de l'armée et de la marine, la création de nombreux impôts, destinés à payer les intérêts d'une dette publique démesurément accrue, contribuaient à étendre le patronage présidentiel; les

intérêts conservateurs, ébranlés par de si violentes commotions, se ralliaient avec empressement autour de l'autorité centrale. Une vive réaction s'opérait contre les excès de l'école démocratique : tout conspirait à la précipiter, l'émission de gigantesques emprunts, dont les titres se répandaient jusque dans les chaumières et sur tous les points de l'Union, l'adoption forcée du papier-monnaie, dont tous les porteurs étaient intéressés au triomphe du gouvernement, la substitution graduelle aux anciennes banques de banques dites nationales, dont le crédit se liait de la façon la plus intime au crédit de l'État, mais surtout la communauté de tant de périls affrontés sur les champs de bataille, de tant d'émotions et de douleurs : les intérêts comme les passions serraient de plus en plus les âmes autour de celui qui était la vivante expression de la souveraineté nationale.

En ce qui concerne les partis, l'influence des événements n'avait pas été moins visible. Aux époques révolutionnaires, les partis se décomposent avec une extrême rapidité et sont obligés de chercher de nouveaux points de ralliement. En même temps que leurs cadres se déforment, leurs programmes se modifient ; il devient presque impossible de suivre dans tous leurs détours les courants de l'opinion publique, et l'on doit se contenter d'en observer les directions principales. Avant la guerre, le parti républicain repoussait l'alliance du parti abolitionniste, bientôt il la rechercha et se ligua avec lui contre l'esclavage ;

avant la guerre, les abolitionnistes n'étaient qu'une minorité dédaignée des hommes d'État, bientôt leur pensée, leur esprit dicta les résolutions du congrès et du sénat. Quelques années auparavant, les abolitionnistes, désespérant d'obtenir l'abolition de l'esclavage par les moyens constitutionnels, prêchaient ouvertement la désunion et demandaient au Nord de rompre le lien qui l'attachait au Sud ; le cri de guerre de Garrison était, depuis vingt ans : «*No union with slaveholders!* — pas d'union avec les maîtres d'esclaves ! » — Les abolitionnistes devinrent les défenseurs les plus ardents de l'union, dès que l'union ne voulut plus dire esclavage, mais émancipation. Pour le parti démocratique, il gardait encore en partie le prestige que donne la longue habitude du pouvoir ; mais le terrain avait manqué en quelque sorte sous ses pas. Tous les compromis, toutes les concessions que ce parti avait obtenues autrefois du Nord en faveur du Sud, avaient été réclamés au nom de l'union, et voilà que le Sud portait à cette union des coups terribles et s'en déclarait l'irréconciliable ennemi. On vit alors, comme je l'ai dit, ce parti se diviser en deux fractions : la première, la plus nombreuse et la plus influente, reconnut la nécessité de la guerre, et son opposition s'enferma dans les limites de quelques questions soulevées par la guerre civile, telles que la suppression de l'*habeas corpus* et la conscription. La minorité s'usa en vains efforts pour établir un accord perma-

nent entre les meneurs du Sud et les démocrates du Nord; elle ne réussit ni à ébranler le patriotisme de la nation, ni à intimider le gouvernement; elle n'obtint pas même les honneurs de la persécution et put conspirer en quelque sorte publiquement, même après les sanglants désordres de New-York, qu'elle avait provoqués, et qui soulevèrent contre elle l'indignation du pays.

CHAPITRE IV

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 1864. — LES CANDIDATS.

Le 7 septembre 1864, le *steamer Scotia,* sur lequel je m'étais embarqué pour les États-Unis, arrivait en vue de la côte basse de Long-Island ; mêlé aux autres passagers, je regardais avec attention ces rives pour moi nouvelles. Les collines bleuâtres du New-Jersey se montrèrent bientôt, et nous vîmes se détacher sur le fond sombre et agité de la mer la voile triangulaire du bateau-pilote. Une petite nacelle menée par deux rameurs vint, comme portée par la vague, se ranger auprès du gigantesque vapeur. En un moment, le pilote fut sur le pont; il communiqua les nouvelles au capitaine, qui monta pour les annoncer sur la légère passerelle qui joint les deux tambours des roues. « Atlanta était prise, — la convention démocratique de Chicago avait choisi pour candidat à la présidence le général Mac-Clellan. » La nouvelle de la grande victoire qui avait couronné la campagne de

Sherman en Georgie fut accueillie par une triple salve de hourrahs : les sécessionistes et les *blockade-runners* (c'est le nom qu'on donnait à ceux qui commerçaient malgré le blocus avec les ports du Sud) n'essayèrent pas de protester contre l'enthousiasme général. A la joie causée par la prise d'Atlanta se mêlèrent bientôt des sentiments plus complexes; on se mit à discuter les chances de Mac-Clellan. Le choix du général n'étonnait personne, mais la nouvelle n'en fut pas reçue par tous avec une égale faveur. Si pendant les dix jours de la monotone traversée je n'avais entendu que peu de discussions politiques, l'esprit de parti se réveilla comme en sursaut, et avant de quitter le pont de la *Scotia* je commençai à me sentir en Amérique.

Le spectacle politique auquel je venais assister avait quelque chose de tout nouveau; il était bien digne d'attirer l'attention. On a vu, en Angleterre et dans d'autres pays constitutionnels, des ministères tomber au milieu d'une guerre : le patriotisme des peuples libres n'est pas toujours si aveugle qu'il ne permette à une opposition loyale de demander la paix quand elle croit une guerre injuste et fatale au pays. Néanmoins, là même où les habitudes de la libre discussion sont le mieux établies, il est difficile et souvent périlleux de lutter contre cet instinct puissant et légitime qui unit l'honneur du citoyen à l'honneur de la nation, contre cet amour naturel de la gloire qui, mêlant toutes les forces et toutes les

volontés sous un même signe, fait du drapeau comme le symbole vivant de la patrie. Aussi la plupart du temps le pouvoir exécutif puise-t-il une force nouvelle dans la guerre. Dans les monarchies constitutionnelles d'ailleurs, quelque chose reste debout quand un ministère est renversé : le souverain, l'armée, les administrations publiques. Aux États-Unis, le changement du pouvoir exécutif est une révolution bien plus profonde : le président est suivi dans sa retraite par tous les fonctionnaires qu'il a nommés ; un reflux s'opère dans tous les courants de la vie publique, pareil au reflux irrésistible de la mer, qui se fait sentir dans les moindres interstices des rochers d'une côte comme sur les plus vastes plages. Le changement du pouvoir exécutif tout entier au milieu d'une guerre peut déjà sembler une expérience périlleuse; l'expérience n'offre-t-elle pas des dangers autrement redoutables lorsque la guerre est une guerre civile? Les principes sont alors en lutte comme les armées ; l'esprit de discorde entre dans chaque province, chaque ville, chaque bourgade, chaque foyer; les passions s'exaltent; les plus vils comme les plus nobles instincts de l'humanité sont surexcités pendant ces époques de trouble et de décomposition; la trahison se glisse derrière l'héroïsme, la lâcheté derrière le courage, la haine derrière la générosité.

Au début de la guerre, quand le canon fut tiré contre le fort Sumter, l'esprit de parti avait un mo-

ment paru abdiquer devant l'esprit de patriotisme; un souffle d'enthousiasme avait couru sur toute la nation; on se flatta de pouvoir réduire en quelques mois la rébellion. Les échecs, les lenteurs inévitables de la guerre, les incertitudes du gouvernement, permirent à l'ancien parti démocratique, renversé par l'avénement de M. Lincoln, de se reconstituer par degrés, de choisir de nouveaux chefs à la place de ceux qui s'était spontanément et loyalement rangés parmi les défenseurs du pouvoir, de chercher de nouveaux points de ralliement et de reformer leurs cadres, qui pendant si longtemps avaient été remplis par la majorité de la nation. La guerre avait paru d'abord porter un coup fatal au parti démocratique du Nord, qui depuis cinquante ans s'était montré l'allié fidèle et complaisant de l'oligarchie des maîtres d'esclaves; mais elle se prolongea si longtemps que le parti reprit courage. Tout le servit comme à souhait : la modération politique de M. Lincoln, qui, arrivé au pouvoir dans les circonstances les plus critiques, fit appel à tous et montra aux démocrates, surtout dans les États frontières, une complaisance qui souvent inquiéta et irrita ceux qui l'avaient porté à la présidence; l'attitude et les sentiments politiques de Mac-Clellan, attaché, comme la plupart des anciens élèves de Westpoint, aux traditions du parti démocratique; l'hostilité, longtemps sourde et bientôt ouverte, entre le jeune général et le pouvoir exécutif, son opposition à la politique

Bell and P.

d'émancipation et au recrutement des régiments noirs, les échecs subis en Virginie par les généraux qu'on lui donna comme successeurs dans le commandement de l'armée du Potomac. Depuis la mort de Douglas, qu'on nommait familièrement « le petit géant de l'Ouest », les démocrates n'avaient plus de chef : ils en trouvèrent un dans le général Mac-Clellan. Sa campagne dans la péninsule virginienne n'avait pas été heureuse; mais il avait remporté à Antietam une victoire qui avait assez relevé son prestige militaire pour que son nom pût encore regagner quelque popularité parmi les masses. On le savait disposé à rétablir l'Union par un compromis politique, et sa réserve un peu énigmatique donnai même à penser à quelques-uns qu'il avait reçu des chefs de la rébellion d'éventuelles promesses.

1860.
3 D.F.

Les partis ont parfois une singulière clairvoyance : longtemps avant que le général Mac-Clellan se fût jeté dans l'opposition, avant qu'il écrivît de Harrison's-Landing, sur les bords du James river, alors qu'il commandait encore l'armée du Potomac, une lettre rendue publique, qui était une censure de la politique émancipatrice et des principes qui animaient le gouvernement dans la conduite de la guerre, les meneurs démocrates avaient jeté les yeux sur lui pour la prochaine élection présidentielle. Quelques-uns même faisaient injure à son caractère, et, habitués à considérer M. Lincoln comme un intrus dans la Maison-Blanche, ils allaient jusqu'à

voir dans le commandant de l'armée du Potomac une sorte de Monck républicain dont la mission était de rétablir ce qu'ils nommaient l'ancienne Union et de faire régner la paix sur le continent. On pourrait presque dire que le parti démocratique trouva un général avant de retrouver des soldats; bientôt pourtant ses cadres se remplirent de nouveau, les mécontents se rallièrent. Les lenteurs de la guerre, les appels successifs, la conscription, le trouble causé par les émissions continuelles de papier-monnaie, devaient nécessairement semer de nombreux germes d'opposition dans le pays. Néanmoins, pendant comme avant la guerre, les démocrates et les républicains se divisèrent principalement sur la question de l'esclavage. Je ne connais pas de phénomène politique plus étrange que l'attachement, le dévouement aveugle d'un grand parti à une *institution* dont il ne tirait aucun profit direct. Que dans les États où l'esclavage a été aboli, comme il vient de l'être dans le Maryland, les maîtres d'esclaves dépossédés regrettent l'ancien régime, les préjugés de l'éducation et l'amour naturel de l'homme pour une autorité sans contrôle l'expliquent jusqu'à un certain point; mais on ne comprend pas sans peine par quelle puissance secrète l'esclavage avait su entrer comme une sorte de religion dans le cœur de tant de démocrates du Nord qui n'avaient jamais vécu qu'au milieu d'hommes libres. Chez les Irlandais ignorants et demi-sauvages que l'émigration a jetés sur le continent américain, la haine

pour la race noire s'explique par une jalousie naturelle : l'Irlandais ne verrait rien au-dessous de lui sur l'échelle sociale, si la loi n'avilissait le noir et ne lui ôtait les droits de citoyen. Le parti démocratique, qui trouve dans la population des villes, notamment chez les Irlandais, ses adhérents les plus fidèles et les plus bruyants, flatte les préjugés de la multitude pour s'en faire une arme contre ses adversaires. Il y avait cependant, si je ne me trompe, autre chose que l'ambition, autre chose que l'amour du pouvoir dans le sentiment qui attachait les meneurs de ce grand parti à l'institution de l'esclavage ; il s'y mêlait je ne sais quelle bassesse démagogique qui confondait les idées d'indépendance et de servitude, d'égalité et d'oppression. Le démocrate américain offrait de la même main à ses adhérents les joies de la liberté, les plaisirs de la tyrannie.

A mesure que l'administration, subissant la pression impérieuse de l'opinion libérale, entra de plus en plus franchement dans les voies de la politique émancipatrice, l'opposition du parti démocrate devint plus ardente, plus impatiente. Avec un peu plus de clairvoyance, les chefs du parti auraient vu qu'ils se trompaient et luttaient contre un courant irrésistible. Le seul avantage de la guerre et de la force est de résoudre rapidement les questions que le temps et la discussion ne peuvent résoudre que lentement. En vain les démocrates, et, au début, beaucoup de républicains eux-mêmes avaient-ils répété

qu'il n'y avait aucune connexion entre la guerre civile et l'esclavage, que la guerre n'avait d'autre objet que le rétablissement de l'Union. Le jour où les hommes d'État du Sud prirent les armes contre la constitution des États, ils coupèrent un nœud gordien dont chaque année les entrelacements devenaient plus serrés. Le bon sens public ne s'y trompa point : ce ne fut pas M. Lincoln qui jeta violemment la nation dans les voies de la politique émancipatrice; la nation s'y jeta avec lui. La proclamation émancipatrice du 1er janvier 1863, qui donna la liberté à tous les esclaves des États rebelles, ne fut point dictée par la fantaisie d'une volonté solitaire; elle était en harmonie avec les vœux de la nation et avec l'ensemble des actes du pouvoir législatif. On n'a peut-être pas fait assez attention en Europe aux efforts du sénat, du congrès, des législatures, pour effacer les dernières traces de l'esclavage. Je rappellerai ici toutes ces mesures : l'abrogation de toutes les lois relatives aux esclaves fugitifs, — la traite intérieure (ou d'État à État) prohibée, — l'admission du témoignage des noirs dans les cours de justice des États-Unis, — le travail libre organisé sur un grand nombre de plantations, dans la Caroline du Sud, la Louisiane, du Tennessee et de la Virginie occidentale, — l'enrôlement de deux cent mille noirs sous les drapeaux de l'Union, — la défense faite par le congrès au gouvernement fédéral d'employer aucun noir non affranchi, — le nouveau traité avec l'Angleterre pour l'aboli-

tion de la traite, — l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia, — l'abolition de l'esclavage dans l'État du Missouri, — la nouvelle constitution votée par le Maryland et émancipant tous les esclaves de cet État. Cette nomenclature n'est-elle pas assez éloquente, et permet-elle de croire que la politique d'émancipation n'ait été imposée au président que par une poignée de fanatiques?

La question de l'esclavage redevint donc, comme avant la guerre, le champ de bataille des partis : le parti républicain, réuni le premier en convention à Baltimore pour choisir un candidat à la présidence, annonça ouvertement dans son programme qu'il poursuivait l'abolition de l'esclavage en même temps que le rétablissement de l'Union. La convention de Baltimore, en appuyant la réélection de M. Lincoln et en lui promettant l'appui du parti républicain, se déclara pour un amendement à la constitution qui prohiberait à jamais l'esclavage non-seulement dans tous les territoires, mais encore dans tous les États de la république. Le langage de la *plateforme* de Baltimore était simple et catégorique : la guerre devait être continuée jusqu'à la soumission complète des rebelles, l'esclavage ne devait point survivre à la guerre. Il n'y eut pas plus d'hésitation à Baltimore pour le choix du candidat à la présidence : M. Lincoln fut nommé unanimement, et aucun autre nom ne fut soumis à la discussion. Ce n'est pas que tous les chefs du parti professassent un vif enthousiasme

pour M. Lincoln. Les uns étaient mécontents de ses lenteurs, de ses tergiversations; les autres lui reprochaient sa complaisance extrême pour des conseillers favoris, son inhabileté à former un ministère dont tous les membres fussent unis par de communes sympathies et par les mêmes principes; quelques-uns lui faisaient un grief de son ignorance des choses diplomatiques; d'autres enfin le représentaient tout bas comme un homme politique d'ordre inférieur, privé des qualités et des hautes vues de l'homme d'État, habitué à mettre les questions de personnes avant les questions de principes, essayant toujours de concilier les ennemis du jour au risque de mécontenter les amis de la veille. Toutefois ces critiques n'étaient jamais sorties du huis clos du parti : les républicains les plus frondeurs avaient toujours senti le besoin de fortifier l'autorité morale du président, et leur mécontentement avait plus d'une fois été étouffé par leur patriotisme. La popularité de M. Lincoln n'avait point été exposée à ce travail de dénigrement qui, dans les démocraties, use les plus grandes renommées ; sa figure était restée la même aux yeux de la nation. Les grandes émotions des dernières années l'avaient rendue plus chère au peuple. L'instinct des masses avait peut-être, mieux que la sagacité jalouse des hommes politiques, pénétré ce caractère étrange, où tant de finesse se mêlait à tant de bonhomie, tant de bonté à tant d'ironie, mais où respiraient surtout l'honnêteté, le patriotisme et le désin-

téressement. Une petite fraction cependant du parti républicain avait rompu ouvertement avec M. Lincoln; elle avait tenu sa convention à Cleveland, et choisi pour candidat le général Frémont. La minorité radicale qui se réunit au mois de mai à Cleveland n'éleva contre l'administration de M. Lincoln que des reproches vagues : elle lui reprocha d'avoir paralysé l'enthousiasme soulevé dans le pays par la prise du fort Sumter, d'avoir divisé le Nord, d'avoir porté atteinte aux libertés du pays; elle déclara qu'au point de vue administratif, militaire et financier, la présidence de M. Lincoln n'avait été qu'une série de fautes et d'erreurs. Cependant le général Frémont ne réussit pas à constituer un parti : son état-major était formé d'un ou deux abolitionnistes ardents et d'anciens démocrates; derrière cet état-major, il n'y avait point d'armée. M. Frémont conservait encore un reste d'influence parmi les populations allemandes de l'ouest; mais la popularité s'était peu à peu retirée de lui, et il essayait en vain de la ressaisir : elle n'avait pu se fixer longtemps sur cette figure inquiète et toujours changeante. Quand il se vit abandonné, M. Frémont retira sa candidature, et la plupart de ceux qui s'étaient un moment groupés autour de lui se hâtèrent de se ranger parmi les partisans de M. Lincoln.

Les démocrates n'avaient point, comme les républicains, réuni leur convention au printemps; ils attendaient les événements, et se tenaient prêts à

profiter de toutes les fautes, de toutes les défaites du gouvernement. Enfin ils crurent le moment venu, et ils choisirent en quelque sorte l'heure la plus sombre de l'année 1864, lorsque le général Grant, parti du Potomac avec une magnifique armée, traversa toute la Virginie, livrant presque chaque jour une sanglante bataille et vit enfin, malgré son indomptable énergie, ses efforts expirer devant les fortifications de Richmond. Le héros de Wicksburg avait rencontré en Virginie des ennemis plus disciplinés, plus redoutables que ceux qu'il avait eu à combattre dans l'Ouest. Il avait cru pouvoir accabler ses adversaires par la masse de ses bataillons et se frayer dans le sang un droit chemin sur la capitale qui depuis si longtemps défiait tous les efforts des États-Unis; mais les batailles avaient seulement décimé son armée, et il avait été contraint de se replier sur les bords du James river et de commencer devant Petersburg et Richmond la lente guerre des siéges. Le président avait fait un nouvel appel de 500000 hommes, et les rangs devaient être remplis par la conscription, s'ils ne pouvaient l'être par les enrôlements volontaires. En Géorgie, la position du général Sherman inspirait les plus vives inquiétudes: sans autres communications qu'une ligne de chemin de fer de deux cents lieues de longueur, Sherman s'était aventuré jusque dans le centre de la Géorgie; il avait commencé une partie où il pouvait tout gagner, mais où il pouvait aussi tout perdre. Les journaux du Sud se réjouis-

saient en le voyant approcher d'Atlanta; ils prédisaient que son armée serait tout entière faite prisonnière et ne pourrait plus jamais reprendre la route de Chattanoga. Le doute, l'inquiétude, la défiance, avaient jeté leurs ombres sinistres sur la nation; la lassitude avait un moment accablé les plus fermes courages.

Pendant ce temps, les démocrates étaient à l'œuvre, et les circonstances conspiraient surtout à faciliter les efforts de ceux qu'on nommait les *peace-democrats* par opposition aux *war-democrats*, prêts à maintenir l'Union par les armes, si les compromis politiques ne pouvaient ramener les États rebelles. Les premiers étaient les moins nombreux, et l'opinion publique les avait flétris du nom de *copperheads* (nom d'un serpent d'Amérique); mais ils étaient habiles, actifs, logiques. Ils professaient ouvertement la doctrine des *state-rights*, c'est-à-dire de la souveraineté des États, doctrine qui, portée à ses dernières limites, aboutit au droit de sécession. Leurs symphathies étaient pour M. Jefferson Davis et pour l'esclavage, et s'ils n'avaient pas ouvertement joint les rebelles, c'est qu'ils conservaient l'espoir de détacher du Nord les États frontières, ceux de l'Ouest, et jusqu'à la Pensylvanie et New-York; ils auraient reformé ainsi une confédération nouvelle qui n'eût exclu que les États abolitionnistes de la Nouvelle-Angleterre. On ne peut douter que ces projets n'aient été le rêve favori de quelques démocrates; le Mississipi avait été rendu aux fédé-

raux par la prise de Wicksburg; les rebelles ne pouvaient dès lors conserver l'espoir de fonder un gouvernement indépendant que s'ils réussissaient à obtenir l'annexion spontanée et volontaire des vastes États de l'Ouest et de la vallée mississipienne à leur confédération. Et si ce nouveau déchirement avait lieu dans le Nord, ne pouvait-on détacher aussi les deux grands États de New-York et de la Pensylvanie, où de tout temps le parti démocratique avait eu tant de puissance? Les *copperheads* avaient fortement organisé l'opposition dans tous les États frontières où, pendant si longtemps, l'influence des maîtres d'esclaves avait été prépondérante; ils couvrirent tous ces États et ceux de l'Ouest de sociétés secrètes, recrutées parmi tous les mécontents; le général Price, ancien gouverneur du Missouri, qui avait déjà envahi son État natal en 1862, dans l'espérance de le conquérir à la sécession, y revint à la tête de vingt mille hommes, et annonça ouvertement qu'il venait faire un dernier effort pour arracher le Missouri aux armées fédérales. Dans l'État de New-York, le gouverneur Seymour était le meneur de l'opposition la plus ardente et la moins scrupuleuse. Le Tennessee et la Louisiane n'étaient maintenus dans l'obéissance que par la présence des armées fédérales, et les républicains attendaient en vain le réveil de cet élément unioniste sur lequel ils avaient toujours compté pour rétablir dans ces États l'ordre légal. Toutes ces circonstances avaient rendu au parti démocratique son an-

cienne confiance. M. Vallandigham, de l'Ohio, condamné naguère, pour complicité avec les rebelles, à la prison perpétuelle, et, par ordre de M. Lincoln, simplement conduit au delà des lignes fédérales, avait réussi à se rendre au Canada. Revenu aux États-Unis, il y donnait libre cours à son amère éloquence, et soulevait contre celui qui lui avait fait grâce toutes les passions démagogiques. A New-York, les deux frères Wood, qui, après les troubles qui ensanglantèrent cette ville au lendemain de la bataille de Gettysburg, étaient rentrés un moment dans l'obscurité, reformaient les rangs de leur nombreuse armée démocratique, toujours prête pour le désordre. Tels furent les alliés qui s'imposèrent à ces nombreux démocrates restés fidèles à leur pays et à l'Union, et simplement disposés à user de leur droit constitutionnel pour reconquérir le pouvoir.

La convention du parti démocratique eut lieu à Chicago. Le choix de cette ville était une flatterie pour l'Ouest, appelé à jouer un rôle de plus en plus prépondérant dans les élections présidentielles et dans la politique générale de l'Union. Dix-huit mille personnes environ se réunirent dans la belle cité, presque née d'hier et aujourd'hui devenue la capitale de la région des grands lacs du nord de l'Amérique. Le gouverneur Seymour fut nommé président de la convention, et M. Vallandigham fut le rédacteur principal de la *plate-forme* du parti. En dépouillant ce document de sa phraséologie, on peut le résumer en

deux propositions : — armistice immédiat, puis convention de tous les États, tant du Sud que du Nord, pour régler les conditions de la paix. En proposant un armistice immédiat, le parti démocratique affirmait que la guerre continuée pendant trois ans avait été impuissante et stérile. Cette déclaration, faite en termes peu mesurés, qui étaient comme un défi au courage de la nation, souleva une profonde indignation dans le Nord. On n'offense pas impunément ce sentiment délicat qui s'appelle l'honneur chez les individus et le patriotisme dans une nation. La *plate-forme* de Chicago fut regardée comme une insulte au pays et à l'armée; l'injure fut ressentie d'autant plus vivement que la réunion du parti démocratique fut presque immédiatement suivie d'une succession de brillantes victoires: la fortune se reprit à sourire aux armes fédérales. Coup sur coup, on reçut la nouvelle de la prise d'Atlanta, des combats glorieux livrés par le général Sheridan dans la vallée de la Shenandoah, de la capture des forts qui gardaient la rade de Mobile par l'escadre de Farragut. Le général Grant n'avait encore obtenu aucun succès décisif; mais ses lignes se resserraient et s'étendaient autour de Petersburg et de Richmond, et les recrues venaient chaque jour grossir son armée. Toutes les âmes s'ouvrirent à la joie, à l'espérance; l'or redescendit à des cours plus bas par des secousses rapides. Au découragement des mois longs et oppressifs de l'été succéda un retour de confiance, d'entrain, de virile et

joyeuse résolution. Ainsi les jours de l'automme aux États-Unis ont souvent une splendeur plus vive que les jours caniculaires; les horizons semblent plus profonds, et la lumière se colore de reflets plus variés dans les bois, que l'approche de l'hiver couvre d'une magnifique livrée, inconnue dans les climats européens.

Malgré leur petit nombre et leur impopularité, les *copperheads*, profitant du découragement général, avaient réussi à dicter la *plate-forme* de Chicago; ils choisirent également dans leurs propres rangs le candidat à la vice-présidence, M. Pendleton. Pour la présidence, le choix était fait d'avance: le parti démocratique n'avait d'autre candidat sérieux à présenter au peuple que le général Mac-Clellan. Peu de jours après la réunion de Chicago, un comité se rendit à New-York pour apporter au général les résolutions de la convention démocratique. Celui-ci fit quelque temps attendre sa réponse. Il avait contre l'administration, surtout contre quelques-uns de ses membres, de profonds griefs; il attribuait l'insuccès de sa première campagne en Virginie à l'hostilité du cabinet, qui l'avait privé, au moment décisif, des troupes auxiliaires sur lesquelles il avait compté; il s'était vu enlever le commandement de l'armée du Potomac presque au lendemain de sa victoire d'Antietam. Après la convention de Chicago, un des amis et conseillers du président, M. Blair, le père de M. Montgomery Blair, qui fut pendant longtemps le directeur des

postes du cabinet de Lincoln, se rendit malgré son grand âge auprès du général Mac-Clellan, et essaya de le déterminer à repousser les offres du parti démocratique. Il fit appel à son patriotisme, lui montra les dangers que pouvaient entraîner le triomphe de ce parti et le changement du pouvoir exécutif. Si le général avait suivi les conseils de M. Blair, il n'est pas douteux qu'il eût été promptement chargé d'un commandement militaire important; les ombres qui enveloppaient sa popularité se seraient dissipées, et son désintéressement politique eût été infailliblement récompensé par le peuple américain. Il était sans doute trop tard: les délégués de Chicago attendaient leur réponse. Qu'allait-il pourtant leur dire? La presse attaquait avec une vive indignation la *plate-forme* de Chicago; M. Seward, si réservé d'ordinaire, était un moment descendu dans l'arène politique, et, dans un discours prononcé à Auburn, dénonçait les rédacteurs de ce programme comme des traîtres en connivence avec le Sud. De son camp de Petersburg le général Grant écrivait une lettre conçue dans le même sens, et s'attachait à montrer qu'il ne restait plus à frapper qu'un coup pour en finir avec la rébellion.

Accepter sans commentaires la *plate-forme* de Chicago, c'était avouer que la guerre avait été une erreur; et une erreur aussi colossale, aussi féconde en malheurs publics et privés, n'était-elle pas un crime? Est-ce là pourtant le langage que pouvait tenir un

capitaine qui avait souvent conduit les soldats de l'Union au combat et quelquefois à la victoire? Était-ce à lui de baisser l'épée devant l'ennemi? Après quelques hésitations, le général accepta la nomination du parti démocratique; mais il le fit en des termes qui étaient un désaveu indirect de la *plate-forme* du parti. Il prit la fiancée et repoussa la dot. « Je ne pourrais point, dit-il, regarder en face mes braves camarades de l'armée et de la marine qui ont survécu à tant de batailles sanglantes, et leur dire que leurs travaux, que le sacrifice de tant de nos frères, ont été vains, que nous avons abandonné l'Union, pour laquelle nos vies ont été si souvent mises en péril. » Ailleurs il disait encore : « L'Union doit être maintenue à tout hasard. » Il se séparait ainsi des *peace-democrats*, et se rendait l'organe fidèle des sentiments des *war-democrats*. Il savait que ces derniers étaient les plus nombreux, bien que leur influence n'eût pas été prédominante à Chicago. A leurs yeux, la guerre n'avait d'autre objet que le rétablissement de l'Union. Dès que les rebelles se montreraient prêts à traiter sur cette base, les démocrates s'empresseraient de leur rendre la pleine et entière garantie de tous les droits constitutionnels, y compris la possession de leurs esclaves. Ils considéraient la proclamation émancipatrice et l'armement des noirs comme des armes dangereuses et des obstacles au rétablissement de la paix. Ils disaient comme le général Mac-Clellan : « L'Union est

la seule condition de la paix, nous ne demandons pas davantage » ; mais, comme lui, ils subordonnaient tout à la nécessité de rétablir l'Union.

La lettre du général Mac-Clellan mécontenta les *peace-democrats*, et quelques-uns d'entre eux parlèrent un moment de réunir une nouvelle convention; mais leur mauvaise humeur fut bientôt dissipée : ils comprirent que le nouveau président ne pourrait jamais se dégager entièrement de ceux qui le porteraient au pouvoir. La *plate-forme* de Chicago demeurait l'expression officielle, si l'on me permet le mot, des opinions du parti : le patriotisme et l'honneur militaire de l'ancien général en chef des armées de l'Union avaient seulement mêlé quelques accents plus fiers au langage de la convention démocratique; mais, comme le dit fort bien M. Charles Sumner dans un éloquent discours que j'entendis prononcer à Boston : « la rébellion n'est que l'esclavage armé, de façon que se rendre à l'esclavage, c'est se rendre aux rebelles. La *plate-forme* sacrifie l'Union ; la lettre professe l'amour de l'Union, mais sacrifie l'émancipation, sans laquelle l'Union est désormais impossible. La lettre dit : « L'Union est la seule condition de la paix, nous ne demandons pas davantage. » Si le candidat démocratique ne demande pas davantage, d'autres demandent davantage. Moi, je demande davantage, car, si nous n'obtenons davantage, l'Union reste un vain nom. Je demande davantage au nom de la justice et de l'humanité, et pour que cette épouvantable guerre ait sa

justification dans l'histoire. La convention de Baltimore demande davantage, M. Lincoln demande davantage, le peuple américain demande davantage. » Le résultat de l'élection justifia l'assertion de M. Sumner : le peuple américain a choisi entre ceux qui voulaient l'esclavage avec l'Union et ceux qui voulaient l'Union sans l'esclavage.

CHAPITRE V

LE DUEL DES PARTIS

On vient de voir dans quelles conditions la lutte électorale était engagée; je voudrais maintenant essayer de raconter, en remontant à mes souvenirs de voyage, quelques-uns des épisodes de cette lutte pour mieux faire comprendre l'organisation des partis et le jeu des institutions démocratiques aux États-Unis.

J'étais arrivé trop tard pour être témoin de l'une des conventions générales des partis; mais bientôt j'eus l'occasion d'assister à une convention d'État tenue dans le Massachusetts. Il est impossible d'avoir une idée exacte des institutions politiques des États-Unis, si l'on n'y étudie de près l'organisation des partis, et le système des conventions forme un élément essentiel de cette organisation. Ce système s'applique au gouvernement intérieur des États comme au gouvernement de la confédération, à l'administration des

comtés, des districts et des communes comme à celle de l'État. On ne saurait mieux comparer l'organisme des partis américains qu'à celui d'un végétal : les réunions et les comités de la commune représentent la cellule élémentaire; les conventions d'État, les fibres; les conventions générales, le tronc. La comparaison est d'autant plus exacte que les comités primaires communaux forment la base de tout l'organisme politique, de même que la cellule est l'origine et la substance de tout l'édifice végétal. Le principe du *self-government*, apporté d'Angleterre aux États-Unis par les premiers colons, a sans cesse agrandi le cercle de son empire, mais il est toujours resté fixé à son centre primitif, qui est la commune. La vie politique circule incessamment de ce centre à la circonférence et de la circonférence au centre, et entretient sans cesse l'activité de ces grands corps qui se nomment les partis. Jamais cette puissante circulation n'est interrompue, mais elle devient naturellement plus rapide à l'approche des grandes crises politiques. Avant l'élection présidentielle, les membres de chaque parti s'assemblent dans toutes les communes et choisissent des délégués; ceux-ci se réunissent dans leurs États et désignent des représentants pour la convention générale, qui publie son programme et choisit ses candidats. Alors s'opère comme un mouvement inverse. De nouvelles conventions d'État se réunissent pour ratifier les actes de la convention générale et pour choisir les noms de leurs

candidats aux fonctions d'*électeurs présidentiels;* à ces noms, la convention d'État ajoute ceux des candidats aux fonctions de l'État qui sont vacantes. Chaque parti forme ainsi ce qu'on nomme un *ticket*, c'est-à-dire une liste qui comprend les électeurs présidentiels, le gouverneur, les fonctionnaires de l'État et les représentants au congrès dont les siéges sont vacants. Le jour de l'élection présidentielle, chaque citoyen choisit entre les diverses listes et les modifie à son gré. Le mandat d'électeur présidentiel est en fait un mandat impératif, de sorte que le nom de la liste qui triomphe fait connaître le nom du futur président bien avant que les électeurs aient envoyé leur vote cacheté au sénat.

Ces explications étaient nécessaires pour faire comprendre le caractère de la convention d'État à laquelle j'assistai dans le Massachusetts, quand tous les partis avaient déjà choisi leurs candidats à la présidence en convention générale. Des trains spéciaux amenaient à Worcester, dans la matinée du 14 septembre 1864, 1625 délégués républicains envoyés par les communes du Massachusetts. La ville manufacturière de Worcester, placée au cœur de l'État, doit à sa position centrale d'être toujours choisie comme le lieu de réunion des partis, de préférence à Boston. Les délégués, comme je l'ai expliqué, avaient été élus par leurs coreligionnaires politiques dans des assemblées primaires, et apportaient tous des lettres de créance des comités communaux. Arrivés à Wor-

cester, ils se dirigèrent vers un grand bâtiment nommé *Mechanic's Hall*, spécialement affecté aux *meetings* populaires. La salle principale est très-vaste et pourrait sans difficulté contenir trois mille personnes. Une estrade s'élève au fond pour le bureau et pour les orateurs. Elle était remplie par les délégués. Les auditeurs entraient librement et prenaient place dans une large galerie qui court sur trois côtés de la salle. Un bureau provisoire fut constitué, et, sur la proposition d'un délégué, on nomma un premier comité, composé d'autant de membres qu'il y a de districts électoraux dans l'État, pour organiser d'une manière définitive le bureau de la convention. Un second comité fut chargé d'examiner les lettres de créance. Ces comités se réunirent dans des bureaux au fond de la salle et firent promptement leur rapport. On porta un membre du congrès à la présidence, et l'assemblée accepta une liste de vice-présidents et de secrétaires. Après s'être donné un bureau permanent, la convention fit choix de candidats pour les magistratures politiques de l'État de Massachusetts, c'est-à-dire pour les fonctions du gouverneur, de lieutenant-gouverneur, de secrétaire d'État, de trésorier d'État, d'auditeur (*auditor*) et d'*attorney general*. Autrefois le gouverneur du Massachusetts, assisté de son conseil, choisissait lui-même les magistrats qui devaient le seconder. Les démocrates parvinrent, il y a quelques années, à lui enlever cette prérogative; mais ce parti du moins n'a jamais réussi

à livrer le choix des juges de tribunaux au suffrage populaire, comme dans les États de New-York, de Pensylvanie et dans les États de l'Ouest. Les nominations aux fonctions de l'État se firent sans discussion. Le choix seul de l'*attorney general* demeura longtemps indécis, et on fut obligé de recourir à un scrutin régulier.

Après les officiers ministériels de l'État, la convention nomma deux électeurs présidentiels, dits *at large*. Ce mot demande une explication. Le président des États-Unis, on le sait, n'est point l'élu du suffrage direct et universel. Les électeurs au second degré, choisis par le peuple dans ses comices, ne représentent pas seulement la masse des citoyens, ils représentent aussi le principe fédéral. En conséquence, le corps électoral est calqué exactement sur le congrès, où chaque État envoie invariablement deux sénateurs et un nombre plus ou moins grand de représentants, suivant le chiffre de la population. Aux représentants correspondent des électeurs nommés dans les mêmes districts, aux sénateurs des électeurs *at large*, c'est-à-dire élus par l'État tout entier. Outre les voix auxquelles lui donne droit le chiffre de sa population, chaque État jette ainsi dans la balance électorale deux voix supplémentaires qui représentent en quelque sorte le principe abstrait de son individualité.

La convention d'État de Worcester n'avait point à choisir les électeurs de district, qui sont nommés

dans les districts électoraux; elle choisit seulement les deux électeurs *sénatoriaux*. L'un d'eux, qui fut nommé au milieu d'enthousiastes acclamations, était M. Edward Everett, ancien ministre des États-Unis en Angleterre et candidat à la vice-présidence aux élections de 1860. Attaché toute sa vie aux principes conservateurs de l'ancien parti whig, M. Everett se lia temporairement à la fraction du parti démocratique qui voulait porter M. Bell au fauteuil présidentiel, dans l'espérance d'empêcher le triomphe de cette démocratie exaltée et sans scrupules qui avait choisi pour candidats Breckenridge et Douglas. Le parti dit Bell-Everett ne survécut pas à la campagne présidentielle de 1860. La guerre civile suivit de près la nomination de M. Lincoln, et M. Bell s'attacha temporairement à la fortune du Sud; M. Everett, au contraire, resta fidèle à cette Union dont il avait si souvent et dans un si magnifique langage célébré les glorieux fondateurs. Il y eut comme un rajeunissement chez ce vieillard. L'astuce et la violence des partis l'avaient quelque temps entraîné et comme plié en des sens divers; mais en face de la guerre civile il se redressa, et son noble patriotisme trouva des accents que l'éloquence politique a rarement surpassés.

Un comité rédigea et soumit à l'approbation de l'assemblée ce qu'on appelle les *résolutions;* c'est le nom qu'on donne dans tous les *meetings* à l'exposé des sentiments de ceux qui en font partie sur les

questions qu'on y traite. Les résolutions de la convention de Worcester, très-longuement motivées, se résumaient en ces termes : Continuation énergique de la guerre, abolition de l'esclavage, réélection de M. Lincoln, nul armistice sur d'autres bases que la soumission des rebelles à l'autorité fédérale. Elles furent appuyées par plusieurs discours : je fus captivé seulement par celui d'un M. Bullock, de Worcester. Une figure qui reste avec la sienne dans mes souvenirs est celle du ministre qui récita, suivant l'usage, une prière au moment où la convention fut ouverte. Jeune encore, avec de longs cheveux flottants et une barbe fine comme on représente celle du Christ, je le vois immobile et les yeux baissés ; j'entends sa voix grave et traînante résonner dans l'immense salle au milieu de l'universel silence. Son éloquence avait quelque chose à la fois de doux et de farouche : il appelait la merci céleste sur son peuple, puni pour avoir opprimé une race malheureuse; mais il offrait à Dieu, s'il les exigeait, de nouveaux holocaustes avec un empressement où il y avait plus de fierté que de résignation. Avec son front sans rides et pourtant soucieux, ce visage prophétique d'où la force avait exclu la grâce m'apparut comme une image vivante de la Nouvelle-Angleterre du temps passé, pieuse, austère, laborieuse, qui dans ses chaumières de bois se préparait à ses hautes destinées. N'avais-je point devant moi les descendants directs de ces émigrants qui, sur le nouveau continent, apportèrent les premiers la liberté avec la foi? Je ne

connaissais pas un seul des seize cents délégués, venus de tous les points du Massachusetts. Aux simples habits, aux lourdes chaussures, aux mains hâlées, je reconnaissais partout autour de moi les artisans, les fermiers, les pêcheurs de la côte. Tous paraissaient parfaitement familiers avec les usages parlementaires; ils se levaient, parlaient sans embarras, sans emphase. Je n'ai jamais vu régner un ordre plus parfait dans une assemblée aussi nombreuse. Chacun apportait dans la convention générale de l'État des habitudes depuis longtemps contractées dans les réunions des communes, des villes, des districts électoraux.

Rentrés dans leurs communes, les délégués à la convention générale convoquent leurs partisans, et leur rendent compte de leur mission dans des réunions qui portent le nom bizarre de *caucus*. J'assistai, quelque temps après la convention de Worcester, au *caucus* républicain d'une petite ville du Massachusetts. La réunion avait lieu le soir dans la maison commune. Je m'y rendis à la lueur d'une faible aurore boréale. L'arche surbaissée d'où partaient des rayons mobiles qui parfois montaient jusqu'au zénith jetait une lumière pâle, étrange, et troublée sur les petites collines couvertes de cèdres nains, sur les blanches maisons, sur les murs de pierres amoncelées qui forment les clôtures dans le Massachusetts. Le *caucus* n'était ni nombreux ni animé. On s'occupa des préparatifs d'un *meeting* populaire où se réuniraient tous les partisans de M. Lincoln, et l'on nomma ensuite des candidats

aux fonctions de conseiller municipal. On désigna un candidat par district scolaire (*school-district*). La commune n'avait pas moins de huit écoles pour une population de huit mille habitants, répandus, il est vrai, sur une grande superficie de terrain. L'école est dans toute la Nouvelle-Angleterre l'agglomération élémentaire qui sert de base et d'appui à la commune. Elle est ainsi le berceau des institutions civiles, et l'éducation primaire est la source de l'éducation politique.

Pendant que les républicains avaient leur *caucus* dans une chambre du *town-hall*, les démocrates y étaient réunis en comité dans une autre salle. Jamais l'entrée de l'édifice municipal n'est refusée à une réunion de citoyens pour un motif politique. Tous les partis ont besoin de la liberté : triomphants, ils ne songent pas à priver leurs adversaires des droits qu'ils ont invoqués hors du pouvoir. Quelques jours avant que la convention républicaine se réunît à Worcester dans la belle salle de *Mechanic's Hall*, les démocrates de l'État y avaient tenu leur convention générale. A Boston, un Français nommé Faneuil légua, longtemps avant la guerre de l'indépendance, à la municipalité de la ville une somme d'argent considérable avec laquelle fut bâti *Faneuil Hall*, qu'on a souvent appelé le berceau de la liberté américaine. Là se firent entendre les premières voix qui protestèrent contre les actes tyranniques du gouvernement anglais; de là, les premiers abolitionnistes purent parler au peuple américain, quand leur voix

était partout ailleurs étouffée. Pendant la période de la campagne présidentielle, il se passait à peine une soirée sans que *Faneuil-Hall* ouvrît ses portes, tantôt aux républicains, tantôt aux démocrates. A la faveur des libertés illimitées dont ils jouissent, les partis politiques peuvent se donner aux États-Unis une très-puissante organisation : les assemblées primaires, les conventions de district, les conventions d'État, les conventions générales, forment une sorte d'organisme soutenu et réglé par l'esprit de parti, comme le système solaire est gouverné par la gravitation. L'esprit de parti, au lieu de se montrer destructeur comme dans les pays où il n'est point réglé, devient au contraire une garantie de conservation. On conçoit en effet qu'il ne soit point facile de changer ni de créer en un jour ces organismes politiques qui embrassent depuis la moindre commune jusqu'à l'ensemble de la confédération ; ce n'est point chose aisée que de former, de remplir des cadres aussi étendus. Le parti démocratique, qui a occupé le pouvoir depuis Jefferson jusqu'à l'avénement de M. Lincoln, conserve encore aujourd'hui une large part de la puissance qu'il avait acquise pendant cette longue période. Le parti républicain actuel n'est pas né en 1860, il n'est que la transformation dernière de l'ancien parti whig, qui, à travers beaucoup de vicissitudes, n'a jamais entièrement perdu de vue deux objets : la consolidation du pouvoir exécutif et la limitation, sinon l'abolition de l'esclavage. Les traditions politiques ne pourraient

se transmettre de génération en génération dans une démocratie sans ces grands gouvernements d'opinion qui règnent dans le pacifique domaine des idées.

Dans les pays où le corps électoral est peu nombreux et où il existe des classes privilégiées, la communauté des intérêts impose en quelque sorte d'elle-même l'unité, la logique à l'action politique; mais aux État-Unis, où le suffrage est universel, où la division des classes est à peine marquée, où règne l'égalité la plus parfaite en même temps que la plus complète liberté, le corps électoral, s'il n'était guidé par les traditions des partis, deviendrait je ne sais quelle poussière sans consistance, emportée au gré des courants les plus capricieux. Dans une telle société, on n'aperçoit rien, en dehors de l'action morale des partis, toujours vigilants et toujours actifs, qui puisse servir de défense ou contre l'anarchie, ou contre le despotisme. Il est singulier, d'ailleurs, de voir combien l'esprit de parti perd de son aigreur et de sa vivacité quand il trouve chaque jour une occasion de se manifester, quand il se mêle à toutes les relations de la vie publique, quand il n'a pas besoin d'attendre, pour faire preuve de son ardeur, des occasions rares et solennelles. L'élection présidentielle, qui se renouvelle tous les quatre ans, agite, il est vrai, le pays jusque dans ses profondeurs; mais cette émotion ne s'exprime pas autrement que les émotions ordinaires et locales, qui n'ont pour théâtre que l'État, la ville et la commune. Personne ne

s'en effraye ; on n'y voit rien que de naturel, et les règles de ce grand duel des partis sont toutes tracées d'avance.

Si l'organisation des partis aux États-Unis doit être considérée comme une nécessité politique et comme une garantie d'ordre et de stabilité, elle a pourtant aussi quelques inconvénients. On peut lui reprocher, par exemple, d'avoir faussé les élections présidentielles en livrant le choix du premier magistrat de la république, non pas, comme le voulait la constitution, à un corps électoral indépendant, mais à une convention qui impose ses arrêts aux électeurs présidentiels. On peut lui reprocher encore d'avoir grandi outre mesure l'importance de ces hommes qu'on nomme les *politicians*, et qui sont les meneurs actifs des partis. Le *politicien* n'a rien de commun avec l'homme d'État proprement dit; ce qui lui est nécessaire, ce n'est ni une profonde instruction, ni un caractère élevé, ni même une grande éloquence : c'est l'art de comprendre et de diriger les hommes, la connaissance approfondie des vices et des qualités du cœur humain, avec un goût naturel pour l'action, pour l'intrigue, pour le patronage. Le nom de *politicien* dans la bouche de beaucoup d'Américains est devenu presque une injure; mais on ne voit pas comment les partis pourraient se dispenser de ces instruments quotidiens : on n'a jamais vu d'armée sans état-major. Je ne fus pas sans m'apercevoir, à la convention de Worcester, que la besogne

de la réunion était en quelque sorte préparée d'avance; les listes des comités, les résolutions, les noms des candidats, tout cela n'était pas et ne pouvait pas être tout à fait improvisé. Cependant les meneurs ne peuvent rien faire sans consulter ni connaître les sentiments populaires; ils sont comme des girouettes politiques qui marquent sans cesse la direction des grands courants de l'opinion. Le véritable homme d'État peut toujours parler directement au pays au-dessus de la tête des politiciens, bien sûr que, s'il se fait écouter et suivre par la nation, il n'a rien à craindre des parasites, qui ne vivent que par la popularité.

Quand le travail des partis est terminé, quand les listes électorales sont complètes, il reste encore une autre tâche à remplir : c'est alors qu'on commence à se disputer la faveur populaire, qu'on cherche à émouvoir l'opinion publique par les mille voix de la presse, de la tribune et même de la chaire. Les orateurs populaires, les députés au congrès, les sénateurs, les gouverneurs, commencent le *canvass*, c'est-à-dire la croisade électorale. Ils vont de ville en ville, prêchant le peuple, comparant les programmes, discutant les titres des candidats rivaux. Les *meetings* se succèdent de jour en jour : le plus imposant auquel j'aie assisté fut celui de *Faneuil-Hall*, à Boston, le 28 septembre. Les républicains, qui s'étaient donné rendez-vous dans les clubs des divers arrondissements, traversèrent la ville à la lueur des torches, avec

des bannières et des transparents où se lisaient leurs devises favorites. Quand j'arrivai dans la grande salle, trois mille personnes environ y avaient trouvé place, et aux abords de *Faneuil-Hall* on avait élevé deux estrades en bois pour les orateurs chargés de haranguer ceux qui n'avaient pu trouver place à l'intérieur. De la plate-forme, où j'étais mêlé aux membres du bureau et aux orateurs de la soirée, la salle m'apparaissait comme une mer de têtes mouvantes. Tous les assistants étaient debout, serrés les uns contre les autres, et quelquefois des courants irrésistibles balançaient en sens divers cette masse animée, comme le vent incline les épis. Pendant quatre heures les orateurs gardèrent la foule attentive. L'un d'eux, venu du Maryland, porta au comble l'enthousiasme de l'auditoire en évoquant le souvenir des soldats du Massachusetts tués au commencement de la guerre dans les rues de Baltimore, qu'ils traversaient pour aller protéger Washington. « Je viens, s'écria-t-il, vous apporter le prix de ce sang; c'est la nouvelle constitution du Maryland qui abolit l'esclavage. » Il y avait chez ce jeune orateur, qui courait d'un bout à l'autre de la plate-forme et gesticulait avec violence, une faconde, une verve toute méridionale, qui étonnaient et charmaient les habitants de Boston, habitués à une éloquence moins démonstrative. M. Charles Sumner prononça le discours principal de la soirée; sa voix grave et retentissante dominait tous les bruits de cette grande foule. Pendant qu'il développait avec

une inflexible logique les deux programmes du parti démocratique et du parti républicain, j'observais attentivement les hommes de couleur mêlés à l'auditoire. Leurs yeux, brillants comme la porcelaine, suivaient les moindres mouvements de celui qui depuis si longtemps s'était constitué leur défenseur, et sur ces humbles visages je pouvais lire des sentiments plus purs, plus vrais que ceux où les popularités vulgaires croient bien trouver leur consécration.

A quelque temps de là, je revenais d'une excursion dans les montagnes Blanches et m'arrêtai dans la ville de Springfield, située dans le Massachusetts, sur les bords du Connecticut. Pendant quelques jours, la géologie et la botanique m'auraient fait oublier complétement l'élection présidentielle, si de temps à autre je n'avais aperçu quelque drapeau électoral flottant sur un village perdu dans les pittoresques vallées du New-Hampshire et du Vermont. A peine arrivé à Springfield, j'entendis de ma chambre un grand bruit de musique, et, mettant la tête à la fenêtre, je vis apparaître un long cortége précédé de torches. Je m'informai de l'objet de cette manifestation : on m'apprit qu'un des clubs démocratiques de la ville allait tenir un *meeting* sur la colline où sont les bâtiments de l'arsenal des État-Unis. Je suivis le cortége, qui défila dans la rue principale. De nombreux spectateurs étaient rangés sur les larges trottoirs de briques. J'entendais, en passant devant les groupes, quelques remarques ironiques : « Il y a donc encore des dé-

mocrates, je les croyais tous morts; leur procession ressemble à un enterrement! » Rien de plus : pas de cris, pas d'injures, pas de voies de fait. Le cortége se détourna bientôt et monta sur la colline par une large avenue bordée d'ormes magnifiques. Des deux côtés de l'avenue j'apercevais de coquettes villas à demi cachées par des arbres et entourées de jardins; je longeai bientôt la grille massive qui enceint les vastes terrains où s'élèvent les beaux bâtiments de l'arsenal. Entourés de vastes pelouses, on les prendrait plutôt la nuit pour des palais, car on n'aperçoit nulle part ces débris, ces matériaux épars qui s'accumulent d'ordinaire autour des usines. Enfin la foule s'arrête au sommet de la colline, un président improvisé s'élève, je ne sais comment, au-dessus de la multitude; le *meeting* commence, et d'abord on procède aux affaires. On nomme des délégués pour une réunion du parti, on choisit un comité pour s'occuper des préparatifs d'un *meeting* en masse (*mass-meeting*) des démocrates de Springfield. Une petite fille, à peine âgée de huit ans, est hissée à côté du président, et chante d'une voix aiguë une chanson en l'honneur du général Mac-Clellan. Je me rappelle encore le refrain :

We have an other Washington,
Let us vote for little Mac (1).

(1) « Nous avons un autre Washington, — votons pour le petit Mac. »

Un orateur commence ensuite un discours. Ce qu'il y a de plus saillant dans sa longue improvisation, c'est une laborieuse comparaison entre le serpent dit *copperhead* et un autre serpent dit *black snake*, qui naturellement représente les *black republicans* et les abolitionnistes. Toute allusion faite aux malheureux noirs est saisie avec transport par l'ignorant et brutal auditoire, composé principalement d'ouvriers irlandais. L'orateur ne dit point *negro*, il dit *nigger*, et jamais ne prononce ce terme méprisant sans un air de farouche provocation. Je songeai malgré moi aux scènes affreuses dont New-York était naguère le théâtre, à ces noirs poursuivis dans les rues, égorgés, brûlés, à cet asile des orphelins de couleur saccagé et incendié. La lune était souriante et répandait une clarté enchanteresse sur la foule pressée que j'avais devant moi, sur ces femmes au doux visage mêlées aux ouvriers, sur les ormes qui penchaient leurs branches élégantes. Cette foule paraissait, hormis les moments où elle poussait ses rauques hourrahs, si paisible, si disciplinée, que par instants je ne pouvais plus rien comprendre à ce qui se passait devant moi. Quel abîme que le cœur de l'homme ! Pourquoi tant de haine sous ce ciel clément, parmi tous ces dons de la nature, tous ces triomphes de l'activité et de l'intelligence humaine? Je regardais d'un côté les murailles de cet arsenal, où une armée de deux cent mille hommes trouverait à s'équiper du jour au lendemain, de l'autre cette foule que le seul nom de

nègre semblait rendre ivre et furieuse. La foule me fit comprendre l'arsenal. Une nation peut-elle être en paix avec elle-même quand elle n'est pas en paix avec l'humanité?

Dans les grandes villes comme New-York, Philadelphie, Boston, les processions dans les rues ne servent pas seulement à frapper l'imagination des masses; beaucoup d'électeurs indécis comparent les armées rivales et se rangent du côté des plus nombreux bataillons. Aussi les comités directeurs ne reculent-ils pas devant de très-fortes dépenses pour donner le plus d'éclat possible à ces manifestations. J'étais à Philadelphie lors de la grande procession des démocrates; elle eut lieu peu de jours avant l'élection, le 29 octobre au soir. La ville de Philadelphie est divisée en vingt-six *wards* ou arrondissements. Chaque *ward* était représenté par une troupe nombreuse de cavaliers, par des porteurs de bannières et de transparents, par un char que traînaient plusieurs chevaux, enfin par une troupe nombreuse de piétons, rangés en ordre comme des soldats. Tous avaient autour de leur chapeau de larges bandes de papier blanc sur lequel était inscrit le numéro de leur arrondissement. La plupart portaient des torches ou de longs bâtons à l'extrémité desquels étaient suspendues des lampes. Les cavaliers étaient parés de ceintures, d'écharpes, de guirlandes, faites avec du papier de couleur découpé. Les chars étaient pavoisés de nombreux drapeaux; sur l'une de ces énormes voitures,

traînée par six chevaux, se tenaient des jeunes filles représentant les divers États de l'Union. Parmi les robes et les draperies blanches on reconnaissait les États rebelles à de longs voiles noirs et à des robes de deuil. Sur un autre char on avait mis un petit canon, et, de temps à autre, le bruit d'une forte détonation se mêlait aux cris et aux hourrahs de la foule. Les pétards partaient de tous côtés, les fusées montaient au-dessus des toits, et retombaient lentement en étoiles de toute couleur. Parfois des feux de Bengale allumés sur l'un des chars remplissaient tout à coup la rue de leur douce lueur, et les longues files mouvantes des cavaliers, les torches, les chars, les drapeaux, s'enveloppaient d'un nuage rouge ou violet. A toutes les fenêtres se pressaient des femmes qui agitaient leurs mouchoirs et qui répondaient par leurs cris aux hourrahs du cortége. Les transparents attiraient surtout l'attention des spectateurs; illuminés à l'intérieur par une lampe, ils présentaient sur leurs quatre faces des devises, des portraits, des caricatures, et les porteurs les retournaient sans cesse pour en montrer tous les côtés. Ici l'on voyait la longue et maigre silhouette de M. Lincoln avec une grosse négresse à chaque bras; ailleurs le président, un sac de voyage à la main, descendait précipitamment l'escalier de la Maison-Blanche. Je vis sur un autre ces mots : « abolitionnisme, — le cancer de la nation », et entre ces deux lignes s'étalait un gigantesque cancer avec ses veines rouges et ses noueuses racines.

L'ordre le plus parfait régnait dans ce long cortége, qui ne devait pas être formé par moins de cinq mille hommes; j'appris pourtant, le lendemain matin, que les démocrates avaient pris une attitude menaçante en face d'un club républicain. Ils avaient lancé des briques sur deux immenses transparents fixés aux fenêtres de ce club, et représentant l'un M. Lincoln, l'autre le candidat à la vice-présidence, M. Andrew Johnson. Beaucoup de glaces avaient été brisées dans les beaux magasins environnants, et une brique avait tué un malheureux Irlandais, âgé d'une soixantaine d'années, qui probablement était du même parti que son meurtrier involontaire.

Je vis encore une autre procession démocratique à Boston, la veille même de l'élection présidentielle. Il pleuvait fort; les cavaliers, les transparents mouillés, les drapeaux, étaient enveloppés d'une brume épaisse; les torches, demi-éteintes et fumeuses, n'éclairaient que faiblement le cortége. Les démocrates portaient en terre l'effigie de M. Lincoln; mais cette plaisanterie sinistre était par plus d'un témoin retournée contre eux. Ils célébraient en effet les funérailles de leur parti, et cette nuit sombre entendit leurs derniers cris d'espérance et de triomphe. Le lendemain (8 novembre), Boston était si tranquille qu'on aurait pu se croire au dimanche. Je me dirigeai vers l'un des bâtiments où venait de s'ouvrir le scrutin. A la porte, on m'offrit de toutes parts la liste démocratique; les distributeurs me faisaient en même temps

mille recommandations : « Voici la seule, la vraie, la bonne liste; gardez-vous de la liste rouge, c'est la mauvaise. » Au haut de l'escalier, un distributeur silencieux me remit cette liste rouge : je reconnus la liste républicaine. Chaque électeur, en entrant, donnait son nom aux scrutateurs : on cherchait le nom sur une liste; quand il s'y trouvait, le vote était accepté. Je vis arriver un des avocats les plus éminents de Boston précédé d'un nègre et suivi d'un autre. Les hommes de couleur jouissent, dans le Massachusetts, des droits de citoyen, et pour être électeurs ils n'ont qu'à payer, comme tout le monde, le *poll-tax,* taxe électorale qui ne s'élève qu'à 2 dollars pour le terme de deux ans.

Pendant les jours qui précédaient l'élection, il n'était bruit que de conspirations, de désordres qui devaient éclater à New-York et dans quelques grandes villes de l'Ouest. Des sécessionistes, venus secrètement du Canada, avaient résolu de s'emparer du camp Jackson, situé aux environs de Chicago, de délivrer les douze mille prisonniers confédérés qu'on y gardait, de se jeter avec eux sur la belle capitale des États de l'Ouest et de la mettre au pillage. Détroit, situé en face de la côte du Canada occidental, devait aussi être surpris, saccagé et livré aux flammes. Quelques conspirateurs furent découverts et arrêtés. Chicago et la frontière canadienne furent soumis à une active surveillance. A New-York, l'inquiétude n'était pas moins vive ; les démocrates, assurés de la

connivence de la municipalité et du gouverneur de l'État, M. Seymour, avaient déclaré hautement qu'ils ne permettraient pas qu'on votât pour M. Lincoln. Ils s'étaient organisés en milices, et se tenaient prêts à toutes les violences. Quelques jours avant l'élection, le gouvernement envoya le général Butler à New-York, et lui confia le commandement des troupes fédérales cantonnées dans les environs. Le nom seul de Butler jeta la terreur dans l'armée démocratique. Il annonça, dans un manifeste, que les opérations électorales auraient lieu comme de coutume et sans le concours de l'autorité militaire, mais que toute tentative de désordre serait immédiatement réprimée par les troupes placées sous son commandement. Dans les *meetings* démocratiques qui précédèrent son arrivée, des énergumènes avaient déclaré publiquement qu'ils attenteraient à sa vie ; mais on put le voir bientôt traverser lentement New-York à cheval et en grand uniforme, suivi de tout son état-major. La journée de l'élection se passa sans troubles, et les démocrates de New-York n'eurent que la satisfaction de donner une majorité de 37 000 voix à leur candidat.

Dès le lendemain, et bien que les chiffres définitifs ne fussent pas encore connus, on sut d'un bout à l'autre des États-Unis que M. Lincoln était réélu. De chaque village, de chaque ville, les chiffres étaient envoyés aux comités des deux partis. Les employés des télégraphes, des postes, les chemins de fer, n'étaient occupés d'autre chose. La victoire des républicains

fut bientôt assurée; elle devint un triomphe éclatant quand aux voix de la Nouvelle-Angleterre et de l'Ouest s'ajoutèrent les 26 voix de la Pensylvanie et enfin les 33 voix de l'État de New-York; il ne restait au parti démocratique que le petit État de New-Jersey et deux États à esclaves, le Delaware et le Kentucky. M. Lincoln avait reçu 213 votes et le général Mac-Clellan 21. Non-seulement les républicains avaient donné à leur candidat une énorme majorité, mais ils avaient réussi à faire entrer assez de députés dans le congrès pour obtenir même cette majorité des deux tiers sans laquelle la constitution ne saurait être amendée. Dans le sénat, aussi bien que dans la chambre des représentants, on pouvait compter d'une manière certaine sur les trois quarts des voix. Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif se trouvaient donc en parfaite harmonie, et ce dernier, pour la première fois depuis bien des années, se vit armé d'une autorité suffisante pour entreprendre la révision de la constitution nationale et pour en effacer toute trace de l'institution fatale qui avait amené sur le pays les fléaux de la guerre civile. Aux émotions, aux inquiétudes, aux agitations qui précédèrent le 8 novembre, succéda presque sans transition un calme absolu. Le triomphe des républicains n'eut rien de bruyant; leur joie ne fut point la joie fébrile qui salue les victoires obtenues sur les champs de bataille : elle fut muette, intérieure, profonde. La minorité elle-même s'inclina respectueusement

devant l'expression de la volonté populaire, et ne resta pas insensible à la grandeur du spectacle que le peuple américain présentait au monde, lorsqu'au milieu des convulsions de la guerre civile, dans le déchaînement des intérêts hostiles, des passions et des haines, il accomplissait non moins tranquillement qu'aux jours de paix et de prospérité la fonction normale de sa vie constitutionnelle. Les canons mêmes s'étaient tus devant Richmond, et les deux armées, pendant la trêve tacite, se livraient aux mêmes préoccupations.

CHAPITRE VI

DE BOSTON AU NIAGARA

Boston a été appelée quelquefois la « ville aux trois collines ». Comme elle, une grande partie de la Nouvelle-Angleterre est formée de mamelons doucement arrondis. Quand cette terre n'avait pas de nom, un rabot puissant y a enlevé toutes les aspérités; des stylets irrésistibles, passant sur les dures syénites, sur les granites cristallins, sur les vertes diorites, sur les poudingues remplis de noyaux arrondis, y ont dessiné un réseau de sillons droits et de stries. Est-ce, comme le croit Agassiz, un puissant glacier couvrant toute l'Amérique du Nord qui a laissé ces traces, broyé les roches et modelé le terrain actuel? Un violent déluge a-t-il roulé pêle-mêle tous les débris qui couvrent de leur rude manteau les couches siluriennes de la Nouvelle-Angleterre? Sont-ce seulement des montagnes de glace venues du pôle qui ont déposé ici leur cargaison de blocs erratiques, comme elles la

laissent tomber aujourd'hui sur les bancs de Terre-Neuve? Voilà les questions que je m'adressais en traversant, à la fin du mois de septembre 1864, les tranchées du chemin de fer qui conduit de Boston à Portland dans le Maine, et qui au delà se dirige vers le Canada, en passant au pied des montagnes Blanches, que j'allais visiter. Peu de personnes autour de moi s'occupaient du paysage : hommes et femmes lisaient les journaux du matin; des soldats convalescents ou en congé, enveloppés de leurs manteaux bleus, continuaient à demi-voix les conversations des camps. Quelques Anglais seulement, en route pour le Canada, regardaient passer, avec un air de curiosité lassée, les collines arrondies couronnées de petits cèdres, les bouquets d'ormes, d'érables et de chênes, les petites maisons de bois propres et coquettes, entourées d'arbres et de vergers, les fleurs jaunes des verges d'or et les grappes brunes des soumacs, qui partout bordaient la voie. Ils cherchaient peut-être, sans pouvoir la trouver, quelque cabane, quelque masure, quelque trace de misère; mais si la nature américaine conserve encore çà et là la grâce du désordre, si parfois un arbre mort se mêle aux arbres vivants, si des fleurs sauvages bordent les champs cultivés, toutes les demeures de l'homme, construites avec soin, ont je ne sais quel air décent et achevé qui étonne toujours le voyageur européen.

Jusqu'à Portland, le chemin de fer s'éloigne peu de la mer, qui étincelle et frissonne sous le soleil radieux.

Sa frange d'écume vient battre capricieusement les rochers sauvages de Nahant, baiser les grèves de Marblehead et mourir au pied des belles forêts de pins de Beverley. A Newbury-Port, on traverse l'embouchure de la rivière Merrimac, à Portsmouth celle du Piscatagua; les cours d'eau ont conservé les beaux noms indiens, les villes n'ont pour la plupart que des noms de hasard et étrangers. Dans les vallées s'étendent des prés marécageux où la haute marée pénètre et laisse sur les herbes une poussière saline; on y garde en tas le foin, qu'on dispose sur de petits pilotis pour le mettre à l'abri des hautes eaux. Des sables et des graviers qui couvrent les rivages du Nouveau-Hampshire et du Maine sortent çà et là, comme des murailles, des collines rocheuses, arrondies et usées. Les pâturages succèdent aux bois, les bois aux pâturages : les feuilles dentelées des érables, rouges, jaunes, violettes, purpurines, se découpent sur le sombre fond des sapins ou sur la verdure bleuâtre des grands pins. On ne se lasse point d'admirer cette riche végétation, dont le déclin est plus splendide que la maturité; les coteaux boisés ressemblent de loin à la palette d'un peintre. Les chênes, à la fin de septembre, gardent encore leur couleur ordinaire, mais tous les autres arbres non résineux sont déjà touchés par la main de l'automne.

Portland a une rade magnifique; les schistes presque verticaux de la côte s'y enfoncent sous la mer et forment une enceinte où peuvent entrer sans difficulté

les plus grands vaisseaux du monde. Le *Great-Eastern*, auquel tant de ports sont fermés, y peut pénétrer. On compte à Portland vingt-cinq églises pour une population de 25 000 habitants. L'esprit puritain a poussé de profondes racines chez tous ces pêcheurs et ces bûcherons du Maine. Un soldat qui retournait à Bangor me racontait les pénibles marches qu'il avait faites dans la dernière campagne d'été en Virginie. « Il fallait tout jeter, monsieur, havre-sacs, couvertures, habits de rechange. Le jour vint où je jetai ma bible de poche, qui ne m'avait pas quitté depuis deux ans. » A l'armée, il était resté fidèle au *Maine liquor law*, et n'avait jamais trempé ses lèvres que dans de l'eau. Le Nord n'a peut-être pas eu de meilleurs régiments que ceux de cette province, composés d'hommes grands, robustes, sobres, patients chasseurs, bûcherons hardis; le *log-house* de leurs forêts, construit avec des troncs non équarris, a servi de modèle aux abris que les fédéraux construisaient dans leurs quartiers d'hiver. Depuis le commencement de la guerre, le Maine a fourni en tout 61 000 hommes à l'armée et à la marine des États-Unis, c'est-à-dire près d'un dixième de sa population entière. Dans la seule année 1864, cet État a donné 1846 matelots et 17148 soldats, sur lesquels 3525 étaient des vétérans réengagés.

61.000

Les quais de Portland et toutes les gares de chemins de fer du Maine sont encombrés de troncs de pins et de planches. Le centre principal du commerce

du bois est pourtant Bangor, sur la rivière Penobscot. Le pin blanc (*pinus strobus*) est l'essence la plus recherchée de la grande forêt qui couvre sans interruption la moitié septentrionale du Maine, la plus grande partie du Nouveau-Brunswick, le nord-est de l'État de New-York et les parties adjacentes du Canada. Cet arbre, au feuillage clair et aux longues pointes, peut atteindre jusqu'à 60 mètres de hauteur. On s'en sert exclusivement pour la construction des mâts, et le bois, découpé en planches, en lattes, en tuiles, en pièces de toute forme et de toute grandeur, est expédié dans tous les États-Unis. Les arbres résineux couvrent tout le plateau situé entre l'Atlantique et le Saint-Laurent. Les eaux du Maine se versent au nord dans le Saint-Jean et dans la rivière Chaudière, au sud dans le Penobscot et le Kennebec, qui descendent vers les *fiords* de la côte. Un archipel de lacs, s'il est permis d'employer cette expression, interrompt seul la monotonie du désert de verdure. Les niveaux ne sont que peu différents, et les bateliers passent de l'un à l'autre par de courts *portages* (c'est l'expression adoptée depuis longtemps par les Canadiens). Suivant une vieille tradition indienne, le Penobscot pourrait couler à son gré, soit au nord, soit au sud.

A partir de Portland, le chemin de fer qui va de Boston au Canada traverse des régions boisées et solitaires ; le manteau des sables et des graviers couvre de ses ondulations la charpente rocheuse qui

surgit par intervalles en murs de plus en plus élevés. Le long de la voie, il ne reste souvent dans la forêt que des troncs, des souches noircies : on les a parfois arrachées, et les racines hérissées forment les premières clôtures des champs. Le vocabulaire de la géographie américaine est fécond en surprises : nous voici tout d'un coup à Oxford, puis un peu plus loin à Paris ; ce Paris inconnu se compose de quelques maisons perdues dans les érables et les chênes de la vallée du Petit-Androscoggin. Le soleil couchant jette ses dernières flèches sur l'or et sur la pourpre des bois, il jaunit les lacs endormis où la rivière a ses sources. Un peu au delà, on descend dans la vallée où le Grand-Androscoggin arrive avec un bruit joyeux des collines où le Connecticut prend aussi naissance. On suit cette vallée jusqu'à Gorham, dans le Nouveau-Hampshire, et des deux côtés s'allongent dans l'ombre les lignes déjà solennelles et grandioses des chaînes qui servent d'enceinte au massif des montagnes Blanches. La nuit est venue quand le train nous dépose à la porte de l'*Alpine-House;* du vestibule en bois je vois s'éloigner le panache étincelant de la locomotive; en face, le croissant de la lune brille doucement au-dessus des montagnes qui remplissent tout un côté du ciel.

Je partis le lendemain de bonne heure pour faire l'ascension du mont Washington, le dôme le plus élevé des montagnes Blanches (l'altitude de cette montagne est égale à six mille deux cent quatre-

vingt-cinq pieds); une route carrossable a été pratiquée dans ces dernières annés jusqu'au sommet. Elle conduit d'abord, en remontant une vallée sauvage, jusqu'au pied même de la montagne, arrondie comme un bouclier. La route, coupée de fondrières, traverse une forêt où les bouleaux sont encore plus nombreux que les arbres résineux. On apprend bien vite à distinguer parmi ces derniers le pérusse (*abies canadensis*), au feuillage fin, transparent et léger, formant une dentelle un peu plus claire sur le vert noirâtre des autres sapins. Au sortir de cette forêt, on entre dans un vaste amphithéâtre de toutes parts encaissé par des montagnes. On y a bâti un grand hôtel en bois, nommé le *Glen-House;* en face du mont Washington et de ses pentes énormes, l'immense hôtel a l'air d'une hutte. Un ours brun, attaché à une chaîne, se promène mélancoliquement autour du pieu qui le tient prisonnier. On lui a laissé du moins la vue libre des bois où il est né.

C'est au Glen-House que commence la véritable ascension. La lourde voiture, attelée de six chevaux vigoureux, s'élève lentement le long des rampes pratiquées sur le flanc de la montagne, parmi les rochers, les fleurs sauvages, les érables, les bouleaux, les sapins. Çà et là on voit les traces d'un incendie; la roche grise et nue ne porte plus que des troncs blanchis, pareils de loin à des fantômes. Les érables disparaissent les premiers, les bouleaux ensuite; mais cette dernière essence a une rusticité et une

force de résistance remarquables, car on en retrouve des représentants jusqu'à une très-grande hauteur. La zone des sapins a je ne sais quoi de triste, de désolé; partout l'on voit des troncs morts penchés sur les arbres vivants, des branches déchirées, des mousses pendantes. Bientôt les sapins, battus par les vents, s'accrochent par des racines plus tortueuses aux rochers ; mais la bise et le froid finissent par triompher de cette force secrète qui circule avec la séve et qui la porte vers le ciel. Vaincus, écrasés, courbés, les derniers sapins deviennent des nains difformes; ils se traînent comme des mousses monstrueuses à la surface du sol et dans les interstices béants du gneiss. Plus haut même, dans la région où les lichens rampent comme des moisissures tenaces sur les cimes éternellement battues par les vents, la nature , comme pour témoigner de sa fécondité, sème encore çà et là des fleurs d'une exquise beauté. Ce jardin suspendu dans les airs voit éclore les plantes exotiques du Labrador et de la Laponie; mais ces délicates merveilles échappent aux regards superficiels, et la montagne, au delà de la zone des conifères, n'est plus qu'un vaste désert de pierre. Le gneiss qui forme la cime, brisé en gigantesques morceaux, montre ses veines onduleuses et irrégulières de quartz, de feldspath et de mica miroitant. Du vaste amoncellement des pierres l'œil descend avec plaisir sur les pentes sombres hérissées de sapins et dans les profondeurs des vallées, où la

rouille, l'orange et l'écarlate des bouleaux et des érables tachent le fond velouté des conifères.

Chemin faisant, j'engage la conversation avec le cocher par des éloges sur son habileté à tenir en main ses six chevaux. Le cocher devient communicatif, me raconte qu'il est né dans l'État de New-York, qu'il est démocrate et votera pour Mac-Clellan. Il se plaint de la guerre, du prix élevé de toutes choses, mais surtout de la conscription. Il a été lui-même la veille à Portland s'acheter un remplaçant chez un de ses amis, ancien cocher comme lui, devenu recruteur (*substitute-broker*) et agent de remplacement. « Ces marchands d'hommes, me dit-il, valent-ils mieux que les marchands de noirs? » En l'interrogeant, je découvre néanmoins que son remplaçant ne lui coûtera que 500 dollars, somme qu'il faut encore réduire à peu près de moitié, si l'on veut l'évaluer en or, et qui assurément semblera peu élevée après quatre ans de guerre.

Une mince couche de nuages qui, depuis le matin, s'attachait opiniâtrément au sommet du mont Washington, m'empêcha de jouir complétement de la vue qui s'y déploie, et dont le propre est que rien n'y rappelle l'homme : on n'aperçoit que la forêt sans limites; quelques lacs y sont jetés çà et là, comme les fragments d'un miroir brisé sur un tapis. Ni vallées cultivées, ni villes, ni villages; les ondulations des montagnes cachent les lieux où l'homme s'est fait une petite place. Dans l'immense solitude

des bois, est-il étonnant que les Indiens aient personnifié les montagnes? La race anglo-saxonne n'a pas assez respecté les noms qu'ils leur ont donnés. Le mont Agiochook est devenu le mont Washington. Voici pourtant encore, dans le lointain, Monadnoc et le cône du Kearsage (1), qui ont gardé leurs noms bizarres, et dans l'interminable forêt qui s'étend vers le nord-est, la masse du Ktaadn surgit comme une tache bleuâtre sur l'horizon. De ce côté, la civilisation n'a encore imprimé que peu de traces. Il n'est pas besoin d'aller au delà du Mississipi pour voir la forêt vierge et l'Indien : à quelques lieues seulement de Gorham ou de Bangor, vous les retrouverez. Sous ce sombre manteau de forêts qui s'étend en plis majestueux, sur ce sol humide et spongieux où des générations végétales sans nombre ont laissé leurs dépouilles, vivent encore, comme il y a plusieurs siècles, l'ours, le loup, le lynx, le caribou, le gauche et gigantesque *mouse*, qui, tenant sa vaste ramure abaissée en arrière, se fraye avec la poitrine un chemin à travers les branches. Avec eux vit aussi l'homme primitif qu'ont connu les premiers émigrants.

Au delà des derniers villages, on trouve encore un asile et un lit grossier chez les bûcherons en quête des plus beaux pins; plus loin, on ne s'aventure qu'avec

(1) Presque tous les *monitors* de la flotte américaine ont emprunté leurs noms aux montagnes de la Nouvelle-Angleterre.

un guide indien, on n'a plus d'autre lit que les branches de l'*arbor vitæ* étendues sur la mousse, on n'entend d'autres bruits dans l'effrayante solitude que les cris inconnus des animaux qui s'appellent ou le retentissement soudain causé par la chute d'un arbre séculaire, note solennelle qui seule marque la fuite du temps. Voilà bien l'Amérique telle que la virent les premiers voyageurs. La civilisation n'a occupé à ces latitudes que des côtes, des vallées; elle a glissé autour d'immenses provinces montagneuses, comme l'eau tourne autour des rochers. Les mâts des vaisseaux américains, qui traversent toutes les mers, les planches des maisons de la Nouvelle-Angleterre, entre lesquelles s'abritent tant d'ambitions, de calculs, de passions, viennent de régions où l'Indien chasse en paix comme ses aïeux. La géographie d'une partie du Maine est encore presque aussi incertaine que celle des montagnes Rocheuses. Les géologues de l'État de New-York prennent des guides indiens pour explorer les monts Akirondak.

Akirondac.

Sur le sommet du mont Washington, formé d'une petite plaine rocheuse, on a bâti une maison à un étage qui porte le nom de *Tip-Top house;* elle est entourée de blocs de gneiss et protégée ainsi contre le vent furieux qui souffle presque sans relâche à cette hauteur. Les rafales sont si violentes au haut de la montagne, que, pour leur donner moins de prise, notre cocher crut prudent d'enlever les toiles qui recouvraient le char à banc, car il est arrivé que

des voitures ont été enlevées et jetées par-dessus les murs de pierres amoncelées qui bordent la route. L'ascension avait duré cinq heures, la descente ne fut pas beaucoup plus rapide ; la voiture redescendit avec des cahots affreux les rudes pentes où elle s'était traînée le matin. De temps à autre, les masses rampantes du brouillard étaient chassées plus haut et laissaient les regards plonger dans les profondeurs verdâtres ou azurées des montagnes ; puis le vent rejetait le brouillard dans la vallée, et le sommet du mont Jefferson, qui fait face au mont Washington, apparaissait au-dessus d'une brume légère comme une île placée à une hauteur inaccessible.

De Gorham on peut se rendre, en traversant les montagnes Blanches, à Littleton, dans la vallée du Connecticut : le trajet est long et fatigant, à cause du mauvais état de la route, qui en beaucoup d'endroits n'est formée que de troncs demi-pourris posés les uns contre les autres. Le paysage, en revanche, est admirable, car on côtoie du côté nord tout le massif des montagnes Blanches et des montagnes plus basses dites « de Franconie, » qui se rattachent au flanc occidental de la chaîne. On aperçoit dans toute leur majesté les monts Madison, Adams, Jefferson et Washington, dont les dômes presque égaux s'appuient sur une base commune ; les versants, plus inclinés du côté septentrional, y montrent fort nettement les larges bandes des zones végétales qui s'y superposent. Au-dessus de la zone bigarrée des contre-forts

inférieurs court la ligne épaisse et noire des sapins, que dominent les sommets gris et violacés, sans arbres.

On arrive à travers bois à un petit village nommé Jefferson : d'un côté se dressent les massives montagnes Présidentielles, de l'autre fuient les ondulations sans fin des montagnes de Franconie et de celles qui enserrent la vallée du Connecticut. Le mont Lafayette (l'altitude est de 3200) et le mont Pemigewasset (altitude de 4100 pieds) élèvent leur tête au-dessus de ces flots montagneux de toute nuance, de toute couleur, de toute forme, qui reculent dans un désordre plein de grâce. On peut étudier à Jefferson ce que j'appellerais volontiers l'embryogénie d'un village américain. Le fermier qui vient s'établir dans une région aussi déserte commence par brûler la forêt : le feu consume le taillis et ne laisse debout que les souches et les troncs charbonnés des plus gros arbres ; ces troncs sont coupés et forment, couchés bout à bout, les premières clôtures. On y enferme quelques bœufs ; on voit ces animaux, au poil long et roux, errer dans ces étranges pâturages remplis de rochers ; ailleurs, liés au joug, ils arrachent les souches, ils défonchent et creusent le terrain où l'on établit les fondations de la maison d'habitation, de la grange, de l'écurie, des hangars, détachés les uns des autres à cause de la fréquence des incendies ; les souches retirées du sol sont disposées les racines en l'air, en longues clôtures qui de loin ressemblent

à des rangées de cactus monstrueux et difformes. Les blocs de pierre sont enlevés un à un et servent à faire des murs. Les bâtiments de ferme sont de légères constructions en bois ; la maison d'habitation est ordinairement bâtie avec soin, elle est spacieuse, propre, et aux fenêtres bien fermées sourient les visages roses et frais de robustes enfants. Parmi les maisons qui bordent la route à d'assez longs intervalles, j'en distingue une où, dans une grande salle, on n'aperçoit que des bancs de bois; c'est l'école, qui n'est jamais oubliée.

Après le village de Jefferson, on rentre dans la solitude des bois jusqu'à Littleton. Ce petit bourg est placé sur un affluent du Connecticut, l'Ammonoosuc, dont les eaux, qui roulent entre des rochers, font mouvoir un grand nombre de scieries. Dans ce recoin du Nouveau-Hampshire, quelque chose vint encore me rappeler la guerre et la politique. A la porte de l'auberge était une grande affiche indiquant l'itinéraire du collecteur des nouveaux impôts de guerre dans le troisième district électoral de l'État. Les contribuables étaient invités à venir payer la taxe dite du *revenu intérieur* à des jours spécifiés dans les diverses villes où le collecteur devait s'arrêter, s'ils ne voulaient aller s'acquitter à ses bureaux d'Oxford. Dans les districts ruraux, souvent très-étendus, les collecteurs sont obligés, on le voit, de faire des tournées de village en village pour percevoir les impôts : les contribuables reçoivent d'avance par la poste les lettres

d'avis où le chiffre de leur quote-part est fixé. Les retardataires sont punis d'une amende qui s'élève à 10 pour 100 du chiffre de leur taxe.

De Littleton part un petit embranchement de chemin de fer qui serpente jusqu'à la grande et belle vallée du Connecticut. La ligne suit toutes les sinuosités de ce fleuve, et le traverse plusieurs fois sur des ponts de bois treillissés, recouverts d'un toit. Tantôt le train reste à l'intérieur de ces galeries, tantôt il roule sur le sommet; les rails, dans ce dernier cas, sont placés au haut du toit aplati, et l'on aperçoit des deux côtés les eaux transparentes qui glissent sur les rochers. La vallée traverse de riantes montagnes, entre lesquelles le fleuve circule au fond d'une plaine fertile, formée de dépôts alluvionnaires. Les terrains sont disposés en terrasses naturelles qui se succèdent comme les marches d'un gigantesque escalier. La ligne ferrée suit ces grands plans nivelés d'avance; sur les larges terrasses se succèdent les beaux champs, les pâturages, les villes florissantes, les villages prospères. Le fleuve s'élargit de plus en plus; à Holyoke, les eaux sont retenues par un magnifique barrage qui a 330 mètres de long et 10 mètres de haut. Cette force hydraulique donne le mouvement à d'importantes filatures de coton, à des scieries, à des ateliers divers. Un peu après Holyoke en aperçoit les usines de Springfield. Cette ville est une des plus florissantes du Massachusetts : la population, qui en 1850 était de 11 766 habitants, s'élève aujourd'hui à 20 000. L'ar-

senal, qui est le plus important des États-Unis, occupe un très-grand nombre d'ouvriers : on y garde toujours 200 000 fusils. Il n'est certainement pas de ville d'industrie moins noire et moins triste : les ateliers ressemblent de loin à des palais; la force hydraulique étant presque la seule employée, le ciel n'est point assombri par les fumées du charbon; les coquettes villas sont comme ensevelies derrière le feuillage des ormes et des érables; rien ne ternit les contre-vents verts, les colonnettes blanches des vérandahs, les bois peints de toute couleur, les angles et les moulures du grès rouge. L'industrie ne traîne pas encore à sa suite, dans la Nouvelle-Angleterre, les haillons de la misère, la dégradation des mœurs, l'abrutissement, l'ignorance; l'homme est regardé comme un produit aussi important que ceux que le commerce échange; l'ouvrier reste supérieur à l'œuvre.

Springfield n'est pas très-éloigné d'Albany, la capitale politique de l'État de New-York. On traverse d'abord la partie occidentale du Massachusetts, la plus montueuse, la plus pittoresque de cet État. On suit quelque temps un des affluents du Connecticut, puis on entre dans le grand bassin de l'Hudson. Aux approches d'Albany se voient les monts Catskill, dont les crêtes ont ces formes quadrangulaires, simulant des tours crénelées, des ruines, des marches d'escalier, qui presque toujours caractérisent les montagnes de grès. La vallée de l'Hudson se déroule à perte

de vue avec ses bois, ses prés, ses nombreux villages. La transition entre le Massachusetts et le New-York se marque assez nettement : dans ce dernier État, les champs, les enclos, sont plus vastes, les bâtiments de ferme plus spacieux, les maisons d'habitation, en revanche, plus petites et moins propres. A Albany, les voyageurs descendent des wagons et montent sur un bateau à vapeur qui va sans cesse d'une rive à l'autre de l'Hudson. Ces bateaux-bacs, sans poupe ni proue, sont de véritables rues mouvantes : au milieu du pont se tiennent les voitures, les omnibus, les chevaux, les camions; des deux côtés sont de longues salles d'attente pour les piétons. Quand le bateau arrive au quai de débarquement, l'extrémité du large pont se place au niveau d'un plancher mobile; voitures et piétons, sans perdre un moment, se ruent dans toutes les directions, et le bateau, sans se retourner, repart bientôt pour l'autre rive.

La rivière Hudson est une des principales artères du commerce des États-Unis. C'est sur ses eaux que Robert Fulton fit en 1808 le premier essai de la navigation à vapeur. Quelle serait sa surprise, s'il pouvait voir aujourd'hui les gigantesques *steamers* étagés qui vont sans cesse de New-York à Albany, emportant des centaines de voyageurs! Les derniers construits sont assurément les plus beaux spécimens de bateaux de rivière qui existent dans le monde entier. Outre ces grandes maisons mouvantes, le fleuve porte sans cesse plus d'un millier de bateaux à voiles. Les plus

gros vaisseaux peuvent remonter le fleuve jusqu'à Hudson, et les schooners vont jusqu'à Albany et Troy (à une distance de 166 milles de l'embouchure), où la marée se fait encore sentir. Outre son fleuve et ses chemins de fer, Albany possède encore des canaux qui établissent une communication avec le lac Érié, le lac Ontario, le lac Champlain. Cette ville est un des plus grands marchés de bois du monde entier. Elle reçoit les pins blancs du Michigan et du Canada, les chênes, les cerisiers sauvages, les peupliers de l'Ohio, les pins communs de Pensylvanie et de New-York. Il y passe en outre une immense quantité de céréales, de laine et de tabac. Le petit établissement fondé en 1614 par les Hollandais est devenu une cité considérable, qui a quarante églises, onze écoles publiques, dix banques, un capitole, un hôtel de ville en marbre, un observatoire, une université, une école de médecine, une école normale pour les instituteurs et les institutrices de l'État, et de nombreux établissements charitables. A Albany, on entre dans le grand courant qui conduit les émigrants dans les États du nord-ouest. Les familles allemandes qui vont s'établir dans le Michigan, l'Illinois et le Wisconsin prennent à New-York des billets avec lesquels elles peuvent se rendre sans s'arrêter à Détroit et à Chicago. Le train du chemin de fer dit *New-York Central* était si rempli de femmes et d'enfants, que j'eus quelque peine à y trouver de la place. En traversant les faubourgs d'Albany, on aperçoit beau-

coup d'enseignes et de noms germaniques. Ici l'on vend du *lager beer*, là du vin du Rhin ! Bien que New-York ait une population allemande plus nombreuse qu'aucune autre ville du monde, sauf Vienne et Berlin, on peut affirmer que le vrai Germain ne s'arrête pas volontiers sur les côtes de l'Atlantique. Il aime trop la solitude et l'indépendance. Il est encore aujourd'hui ce qu'il était quand Tacite dépeignait si fidèlement ses mœurs. Dans la colonisation de l'Ouest, il a pris le rôle du pionnier : il aime l'isolement, il défriche la forêt, et fait sortir les premières moissons de la terre. Sa robuste compagne le suit volontiers dans les champs, et ne s'enferme point, comme l'Américaine, dans la maison. Leurs blonds enfants grandissent au désert, dans les sillons, dans les bois, et de bonne heure travaillent. Quand le laboureur a terminé sa tâche, celle du *Yankee* commence : le producteur est suivi du spéculateur. L'Américain apporte parmi ces familles fixées au sol, isolées, défiantes, sobres, économes, demi-sauvages encore, l'esprit d'entreprise, les institutions communales et civiles, les solidarités de la vie publique, l'éducation, les tentations, les goûts, les habitudes d'une civilisation avancée. Tout est muscle chez le paisible, lent, laborieux Allemand; tout est nerf chez le maigre Yankee, aux yeux brillant d'un feu sombre, au front soucieux, au cou mobile et allongé. L'esprit chez l'un, le corps chez l'autre, ne connaissent ni trêve ni repos : l'un crée la richesse, l'autre la fait circuler;

l'un travaille, l'autre s'ingénie à inventer sans cesse des instruments de travail plus parfaits. Ils ne s'aiment guère, mais ils sont nécessaires l'un à l'autre. Le Yankee, à l'esprit délié, aventureux, toujours prêt à saisir l'occasion, aussi généreux qu'avide, amoureux d'idées générales, rhéteur politique et religieux, sociable et ambitieux, a trop de mépris pour la lenteur patiente et la taciturnité de l'Allemand. Il ne comprend pas ce rêveur qui préfère à tout les grands horizons des plaines solitaires, cette âme qui vit d'une vie tout intérieure, et pour qui l'indépendance est le plus beau prix du travail; mais ces deux fortes races se complètent naturellement : l'une achève ce que l'autre commence, et de leur mariage sortira quelque jour, au moins dans l'Ouest, une race nouvelle où les belles facultés mentales et physiques trouveront un meilleur équilibre.

En quittant Albany on monte par une pente rapide le versant de la vallée de l'Hudson. Sur le grand et riche plateau qui le domine se succèdent les fermes et les taillis. Dans les champs qui se déroulent à perte de vue, les tiges jaunies du maïs sont liées en cônes alignés; des vaches rousses errent dans les pâturages. Çà et là, le limon du plateau s'appauvrit, et, devenant trop sableux, ne porte plus que de petits pins blancs. On aperçoit de temps à autre les bateaux qui remontent lentement le canal Érié, longtemps parallèle au chemin de fer. Schenectady, situé sur ce canal, est un des plus anciens établissements des

Hollandais. En 1690, cette ville n'avait qu'une église et une soixantaine de maisons, et fut brûlée par un parti de Français et d'Indiens. Jusqu'en 1825, elle est restée l'entrepôt principal du commerce entre la vallée de l'Hudson et l'Ouest. Le Mohawk, tributaire de l'Hudson, a des rapides au-dessous de ce point, et toutes les marchandises étaient autrefois transportées à Albany par une route ordinaire : aujourd'hui le canal qui unit le Mohawk au lac Érié et les chemins de fer ont réduit des neuf dixièmes les frais de transport. Les locomotives passent au-dessus du canal et de la rivière sur un pont qui a 330 mètres de longueur. A partir de Schenectady, on remonte la vallée du Mohawk. A Little-Fall, les eaux se précipitent entre des montagnes escarpées dont les roches ont les formes les plus hardies et semblent des forteresses démantelées. Le canal longe le chemin de fer au fond de la vallée étroite, et on le voit s'engouffrer dans une coupure de la montagne. De distance en distance, des barrages arrêtent l'eau et fournissent la force hydraulique à des établissements industriels. Plus loin, la vallée s'évase, se couvre de gras pâturages où errent des troupeaux. A Francfort (encore un souvenir de l'Allemagne!), une immense cheminée, entourée d'usines en brique, sert de centre à une agglomération de jolies petites maisons de bois blanc où demeurent des ouvriers. La locomotive essoufflée vient enfin s'arrêter au milieu d'Utica. Cette ville, fondée par on ne sait quel Caton obscur vers

1793, a aujourd'hui six grands hôtels, vingt églises, publie plusieurs journaux quotidiens et cinq journaux hebdomadaires; elle a cinq banques, s'éclaire au gaz, possède des filatures de coton, de laine, des fonderies, des tanneries, des ateliers de construction pour le chemin de fer. En 1830, c'était encore un village, et sa charte municipale ne date que de cette époque. L'établissement le plus intéressant est la maison de fous, qui appartient à l'État de New-York. Le docteur Bringham, qui en était autrefois directeur, a fondé en 1844 un journal aliéniste intitulé *American Journal of Insanity*, et destiné à répandre des idées plus humaines en ce qui concerne le traitement de la folie. Le docteur John Gray, directeur actuel de l'asile et éditeur de ce journal, fidèle aux mêmes idées, oblige les fous à se guérir eux-mêmes et leur laisse presque pleine liberté. Son système consiste à faire appel à ce qui leur reste de raison pour les amener à surveiller et à vaincre leur déraison : la folie n'est jamais, suivant lui, complète au début ; elle n'envahit d'abord qu'un coin de l'esprit. Il explique au malade sa maladie, lui fait peur de la folie complète, incurable, et lui apprend à user de sa volonté contre le fantôme qui vient le hanter. Cette méthode produit, m'a-t-on assuré, dans un très-grand nombre de cas de merveilleux résultats ; mais le succès dépend sans doute en grande mesure du tact, de la fermeté, des qualités morales de ceux qui l'appliquent.

Les chutes de Trenton sont à quelque distance d'Utica. Un embranchement de chemin de fer y conduit par une contrée sauvage et pastorale que traverse le Canada creek, un petit affluent du Mohawk. En arrivant près de Trenton, la locomotive, attelée à quelques vieilles voitures usées, passe timidement sur un frêle pont de bois jeté à une très-grande hauteur au-dessus d'un torrent. On s'occupe de vider des tombereaux de ballast à travers les poutrelles pour noyer peu à peu les appuis dans un remblai; mais le passage est encore dangereux, et le voyageur ne se rassure guère avant que la locomotive ait cessé de rouler sur la maigre charpente. Après une nuit passée dans une méchante auberge, je me rendis de bon matin aux chutes. Je traversai un petit bois, et, descendant un escalier rustique, me trouvai au fond d'une gorge en face de la cascade inférieure. On ne saurait imaginer paysage plus imprévu : rien ne l'annonce, rien ne le fait deviner. Le Canada creek coule au fond d'une vallée étroite qui forme comme une coupure dans la plaine : le lit de cette rivière est creusé dans des couches calcaires superposées comme les feuillets d'un livre; minces et d'épaisseur égale, elles dessinent une série de traits parallèles et horizontaux sur les murs de la vallée. Des deux côtés et au niveau de l'eau, ces couches forment comme de petits trottoirs, tantôt plus larges, tantôt plus étroits. On avance lentement sur ces dalles naturelles, en foulant aux pieds d'innombrables fossiles de l'époque silurienne.

Les eaux descendent, sombres et écumantes, sur les marches de cet escalier naturel. En se tenant aux chaînes de fer scellées dans la pierre, on longe les portions les plus étroites, qui demeurent libres entre le torrent et le rocher. Quand on arrive à une cascade, le trottoir devient escalier; on monte rapidement les degrés glissants au milieu d'une poussière liquide et transparente où le soleil dessine d'admirables arcs-en-ciel circulaires. Parvenu au niveau du déversoir, on peut regarder à loisir les eaux qui, en franchissant le seuil, se colorent d'une belle teinte jaune, due à la nature chimique des calcaires noirâtres qu'elles ont lavés : on les dirait mêlées de poix ou de bitume, ou l'on croirait voir couler des masses de verre fondu, pareil à celui dont on fait les bouteilles communes. Cette teinte disparaît dans les flocons frissonnants qui montent et descendent sans cesse au bas de la cascade en remous dont la blancheur fatigue le regard. La deuxième chute est la plus élevée et la plus pittoresque. La nappe moirée qui bondit et ruisselle sur les noirs rochers est encadrée par les flancs boisés de la vallée; les branches traînantes et tristes de l'*arbor vitæ* se penchent sur les eaux bouillonnantes; les bouleaux au tronc argenté, les érables s'attachent en désordre aux parois du rocher, et couronnent les sommets en mêlant leur feuillage coloré des riches teintes de l'automne aux sombres pointes des sapins. Çà et là, une liane rougie trace comme une ligne de sang. Rien dans mes sou-

venirs ne dépasse cette cascade de Trenton pour l'harmonie, la beauté des lignes, la richesse et le contraste des couleurs. C'est un paysage de dimensions restreintes, mais achevé ; rien n'y rappelle l'homme : pas une maison, pas une route, pas même un sentier visible, pas une hutte rustique ou un siége de bois; la solitude profonde, la tristesse de cette vallée oubliée, le murmure doux et monotone des eaux, tout invite au repos et à la rêverie.

De retour à Utica, je traversai jusqu'aux chutes du Niagara les plaines riches et monotones de l'État de New-York. Sur tout ce trajet, le pays conserve le même caractère : de vastes prés naturels entourés de frêles clôtures de bois, çà et là quelque village formé de maisons alignées le long de larges avenues d'arbres et entourées de jardins et de vergers, des taillis, des futaies où les pins blancs se mêlent aux érables, aux bouleaux, aux chênes, aux ormes, dont les branches retombent en courbes régulières comme les longues plumes d'un panache. On ne se lasse point d'admirer les tons éclatants du feuillage; chaque essence a sa livrée d'automne : l'érable, rouge écarlate, couleur de groseille ou de rubis, se reconnaît de très-loin; l'orme donne des massifs jaunâtres, le vert lutte encore contre le jaune et le rouge dans l'érable sucré. Le soleil couchant vient dorer la vaste plaine et resplendit à travers les bouquets de bois ; nulle description ne peut donner l'idée des splendeurs de ce spectacle. Les nuages légers, franges immobiles

suspendues aux bords de l'horizon, semblent flotter dans la pourpre, dans le feu, dans le sang ; on ne distingue plus les sillons, la rude glèbe, les friches de la plaine, convertie en un lac rose ou violet. Les ormes lointains reluisent comme de frêles bouquets d'améthyste ou de grenat; mais ces crépuscules féeriques ne durent pas assez longtemps : le soleil s'arrête à peine sur l'horizon, les irisations s'évanouissent par degrés dans une ambre d'abord légère, et bientôt de plus en plus opaque.

Entre Utica et le Niagara, on rencontre deux villes importantes, Syracuse et Rochester. En 1820, Syracuse était un village de trois cents habitants ; aujourd'hui la population dépasse trente mille âmes, elle a vingt-cinq églises (dont quatre catholiques) et huit écoles publiques. Elle doit sa prospérité à ses mines de sel, les plus importantes des États-Unis. A une profondeur de 100 mètres environ on puise une eau qui renferme dix fois plus de sel que l'eau de mer. Les puits sont creusés et l'eau pompée aux frais de l'État de New-York, propriétaire des terrains salifères. L'eau est fournie à des industriels qui la concentrent pour fabriquer le sel, et qui payent un droit minime par mètre cube. Il y a en outre à Syracuse beaucoup de manufactures, des fabriques d'instruments aratoires, de machines à vapeur, de poêles en fer, des papeteries, des tanneries, des moulins. Le canal Érié traverse la ville de l'est à l'ouest; il est lui-même traversé à angle droit par le canal Oswego, qui se dirige

au nord vers le lac Ontario. La ville est coupée de larges rues quadrangulaires; le chemin de fer suit l'une d'elles et traverse à niveau les quartiers les plus animés ; pendant que les trains ralentis passent devant les grands hôtels, les boutiques, les hautes maisons de brique et de pierre, des enfants s'amusent, au risque de se faire écraser, à sauter sur les petites plates-formes qui terminent à l'avant et à l'arrière toutes les voitures de chemins de fer en Amérique.

Rochester n'a commencé à être une ville qu'en 1834 : en 1855, sa population était de 44 000 habitants. La rivière Genesee lui fournit une force hydraulique presque illimitée; aussi ses moulins sont-ils peut-être les plus actifs qu'il y ait aux États-Unis. Sur une longueur de 4 kilomètres, la rivière descend de 75 mètres ; trois barrages successifs ont 31, 7 et 25 mètres de haut. On moud annuellement à Rochester plus de 600 000 barils de farine. Les eaux du canal Érié, qui passe au milieu de la cité, traversent la rivière sur un bel aqueduc de pierre qui a 280 mètres de long. Un second canal remonte la vallée du Genesee et va rejoindre la vallée de la rivière Alleghany, qui à Pittsburg, en Pensylvanie, devient l'Hudson en s'unissant au Mohongahela.

J'arrivai dans la nuit au village du Niagara, et m'y rendis à l'un des immenses hôtels qu'on a construits pour les milliers de voyageurs qui chaque année visitent les cataractes. Je distinguais déjà de loin deux notes profondes, — l'une qui venait des rapides, l'autre

des chutes ; la première plus élevée, la seconde plus grave et plus solennelle. Dès le matin je courus au Niagara : les eaux du grand lac du nord de l'Amérique n'arrivent au lac Ontario, la dernière et la plus basse de ces mers intérieures, que par une large et profonde fracture creusée dans la langue de terrain silurien qui unit le Canada occidental à l'État de New-York. Ce passage naturel est comme une gigantesque écluse placée par la nature entre les deux lacs Érié et Ontario, dont le premier a un niveau plus élevé de 100 mètres que le second. Les eaux y coulent du sud au nord : avant d'arriver au Niagara, elles descendent un long plan légèrement incliné, dont le lit inégal et rocheux forme les rapides. Au bout de ce plan, elles se divisent en deux branches, et, passant à gauche et à droite de l'île dite de la Chèvre, arrivent à l'extrémité de cette île, au précipice où elles s'engouffrent. Entre la petite île qui semble se pencher sur l'abîme et la rive américaine est la plus petite cataracte dont le déversoir est droit comme celui d'un immense barrage d'usine. Les eaux y courent de l'ouest à l'est perpendiculairement à la direction générale de la vallée ; du côté canadien, la crête de la grande cataracte a la forme d'un fer à cheval. Les eaux roulent sur ce demi-cercle en masses si épaisses que le nuage de fumée soulevé au bas de la chute monte en tourbillonnant jusqu'à plus de 300 mètres de haut. Une petite tour en pierre a été bâtie sur l'extrême pointe de l'île de la Chèvre : l'observateur placé au sommet voit

arriver de loin les eaux qui se précipitent en écumant sur les rapides ; chaque marche du rocher est marquée par une frange blanche et agitée ; çà et là, un rocher détaché du lit ou quelque tronc de sapin échoué s'entoure d'une crête de flots plus élevés et plus furieux. La masse liquide, emportée par son irrésistible poids, vient enfin tomber dans l'enceinte en fer à cheval. La nappe circulaire, verte au sommet, se moire au-dessous de stries argentées qui ondulent et frémissent comme des panaches fouettés par le vent. La belle ligne céruléenne du sommet reste seule tranquille, et les eaux mobiles passent éternellement sous son immobile niveau. La vitesse en est telle que leur hardie parabole reste encore sensiblement éloignée de la verticale au moment où elles se brisent au pied de la cataracte, à une profondeur de 50 mètres. Je descendis dans une mince tour de bois qui enveloppe un escalier en hélice jusqu'au fond de la vallée du côté de la chute canadienne, et suivis un petit sentier qui serpente sur les calcaires schisteux, noirs et fétides qui forment la partie inférieure du grand mur le long duquel le fleuve se déverse. Au sommet de ce mur, des couches épaisses de calcaire dur et compacte surplombent les minces schistes, qui se délitent et que les eaux usent sans relâche. Il arrive quelquefois que des rochers se détachent de cette épaisse table calcaire et tombent au pied de la cataracte. L'écharpe courbée des eaux forme comme une voûte sous laquelle, en se couvrant de toile imper-

méable, on peut avancer très-loin. Je remarquai deux femmes descendues dans un affreux accoutrement, qui n'eurent point le courage de pénétrer dans la pluie et le tonnerre de la cascade ; un enfant d'une quinzaine d'années qui les accompagnait suivit seul le guide, un noir robuste qui l'entraîna plutôt qu'il ne le conduisit aussi loin qu'on peut aller. Je les vois encore se traîner le long du rocher, le noir soutenant l'enfant d'une main contre la muraille de pierre, et de l'autre lui montrant avec de grands gestes la muraille des eaux. Ces deux figures confuses, l'une craintive, l'autre énergique et comme menaçante, se sont, je ne sais pourquoi, gravées dans ma mémoire. Du côté américain, on peut aussi descendre par une tourelle au pied de la cataracte et se mouiller en quelques instants des pieds à la tête dans un enfoncement qu'on nomme la « caverne des vents». Pour aller d'une rive à l'autre, on traverse le fleuve dans un petit bateau à vapeur à une petite distance de la cataracte, car les eaux n'ont qu'un très-faible courant après leur chute. Un peu plus loin, on rencontre aussi le magnifique pont suspendu en treillis de fer qui est jeté à une hauteur de 83 mètres à travers la vallée, et qui joint le chemin de fer du Centre de New-York au *Great-Western* du Canada. Les locomotives roulent au sommet de la poutre en treillis, qui a 266 mètres de longueur; les voitures et les piétons passent sur le tablier inférieur. C'est de la rive canadienne qu'on aperçoit le mieux l'ensemble des chutes. La sombre

masse de l'île de la Chèvre se penche entre les deux nappes éblouissantes; le nuage qui s'élève en tournoyant du fer à cheval semble sortir d'une chaudière souterraine. Au-dessus du seuil verdâtre du long déversoir se dessinent en lignes parallèles les franges écumeuses des rapides jusqu'à la sévère muraille des sapins dont s'entoure le triste horizon.

Je n'ai jamais vu un bon tableau du Niagara; un seul peintre eût peut-être été capable de rendre la terrible majesté de ce spectacle : c'est Ruysdaël. Il eût choisi sans doute quelque jour où les eaux sont plus sombres, où les grands nuages traînants promènent des ombres plus lourdes et plus menaçantes, où les rapides semblent irrités, où les sapins se penchent sous un vent froid et furieux. La chute canadienne m'a fait penser tout de suite au grand paysagiste de l'école flamande. De ce côté, rien ne dépare la sévérité du tableau. Du côté américain, les rapides sont gâtés par des usines et des maisons. On voudrait faire la solitude autour de ce lieu; il n'y faudrait qu'eaux, bois et rochers. On voudrait abattre ces hôtels qui ressemblent à des casernes, ces boutiques où l'on vend au naïf voyageur des contre-façons de l'industrie primitive des Indiens, arcs, mocassins, écrans de plumes ornés d'oiseaux aux couleurs éclatantes, boîtes en écorce de bouleau, brodées avec les poils colorés du *mouse* et des grains de verre, raquettes pointues qui servent à marcher sur la neige. Il reste encore une petite tribu indienne aux

environs du village de Niagara ; mais ce n'est pas ici qu'il faut venir chercher l'homme rouge avec sa coiffure en plumes d'aigle, ses colliers, ses ceintures bariolées, ses jambières frangées : j'aperçus seulement deux Indiennes assises sur un tronc d'arbre, la tête enveloppée de sombres capuches. Dans les antichambres de l'hôtel de la Cataracte, je fis aussi rencontre d'un homme au teint cuivré, vêtu avec une fausse élégance ; ses cheveux noirs et luisants étaient soigneusement séparés en boucles ; une grosse épingle en faux diamants brillait sur sa chemise, d'une blancheur douteuse. Son sourire obséquieux laissait voir des dents brillantes et bien rangées. Je me détournai avec pitié de ce représentant dégénéré d'une noble race que la civilisation dégrade avant de l'anéantir.

CHAPITRE VII

DÉTROIT ET CHICAGO

Le Canada occidental, que le voyageur traverse en allant du Niagara à Détroit, dans le Michigan, n'offre d'intérêt qu'à l'agriculteur. La forêt y occupe encore de très-grandes surfaces; mais partout où elle a été coupée s'étendent de beaux champs où les boules d'or des potirons brillent à travers les tiges du maïs. Autour des maisons, des pommiers déjà vieux se penchent sous leurs fruits. Que dire de Sainte-Catherine, de Hamilton, de London, de toutes ces villes qui se ressemblent, et où la locomotive ne s'arrête qu'un instant? La géographie connaît à peine ces lieux, à demi villes, à demi villages, où vit une population obscure, sans nationalité bien définie, sans passé comme sans avenir, servante dédaignée d'une métropole lointaine et de plus en plus indifférente. Hamilton, ville grande et prospère, bâtie en pierre, domine le lac Ontario, qui étincelle sous le soleil comme un bouclier d'acier.

On suit d'abord le lac, puis on s'élève par des pentes boisées sur le plateau de la péninsule canadienne. L'extrémité occidentale de cette péninsule est baignée d'un côté par le lac Saint-Clair, de l'autre par le lac Érié. J'arrivai à dix heures du soir à Windsor, situé sur le détroit qui unit ces deux lacs. Sur la rive opposée, Détroit, éclairé par la lune en son plein, semblait sortir de l'eau. Les lumières du port brillaient au loin, et les fanaux colorés des bateaux à vapeur glissaient en tous sens; un bateau-bac traversait rapidement le canal, où ses feux rouges se réverbéraient sur les rides de l'eau. Le gémissement étrange du sifflet des chaudières troublait seul le silence de la nuit. La grande Ourse, pâlie par la lumière de la lune, semblait descendre sur la ville endormie. Ce tableau avait quelque chose de féerique, et malgré le froid piquant de la nuit je demeurai sur le pont du vapeur qui m'emportait vers Détroit, pendant que les nombreux émigrants avec qui j'avais voyagé toute la journée dévoraient le souper qu'on leur avait préparé dans la salle à manger. En admirant ce vaste canal, qui a presque un kilomètre de large, je me rappelai, avec une fierté mêlée de regrets, que des Français avaient les premiers apporté la civilisation dans ce lieu, qui n'a plus de français que le nom. Quand un gouvernement insouciant livra le Canada à l'Angleterre, n'est-ce pas ici qu'un héros, Pontiac, recommença seul la lutte, et combattit héroïquement pour la France en même temps que pour l'indépen-

dance de sa race? Hélas! la France ne connaît plus ce noble martyr, et son nom ne se retrouve aujourd'hui que dans un comté inconnu de l'Illinois (1).

Le lendemain matin, le charme était rompu. Détroit, qui le soir m'était apparue comme transfigurée dans la vapeur lumineuse de la lune, se montra ce qu'elle est réellement, une ville à demi achevée, où les masures de bois avoisinent de gigantesques constructions en pierre ou en brique, où d'immenses avenues, tracées pour une capitale, longent presque partout des terrains vagues et encore inoccupés. C'est bien là la cité de l'ouest, où les extrêmes se touchent; ici on construit, à côté l'on démolit pour reconstruire : tous les styles se heurtent, tout se mêle, hangars, maisons de bois, villas ornées de vérandahs blanches, grands massifs de pierre et de brique, où s'étagent les magasins et reluisent les criardes enseignes, temples grecs aux colonnes de bois peint et aux frontons nus, églises gothiques dont le temps n'a pu encore user les angles et auxquelles des lierres plantés hier essayent en vain de donner un air de vétusté. Aux trottoirs de pierre larges comme des rues succèdent des trottoirs en planches ou des fondrières; des voitures de campagne allemandes, faites de deux longues planches soutenues contre quatre piquets et traînées par des chevaux rustiques, passent à côté

(1) Voyez l'*History of the Conspiracy of Pontiac*, par F. Parkmann. Boston, 1851.

des beaux camions peints en rouge et des longs omnibus qui roulent sur des rails. Il y a quelque part des monuments, un hôtel de ville, un palais de justice, une douane, une banque bâtie dans le style grec, un théâtre, un muséum; mais le vrai monument de l'Ouest est toujours l'hôtel : dans les vastes antichambres pavées en marbre se presse incessamment un peuple de voyageurs, de curieux, de spéculateurs, occupés à lire les journaux, les monstrueuses affiches, les nouvelles télégraphiques, la cote de l'or et le registre où s'inscrivent les nouveaux arrivants. Les domestiques noirs courent en tous sens; de la buvette (*bar-room*), remplie de groupes bruyants, sort une odeur de tabac et d'eau-de-vie. Dans les salons couverts de riches tapis aux éclatantes couleurs, les dames reçoivent leurs visites; parfois une jeune fille essaye la dernière valse de Paris sur un piano dont les touches lassées ne rendent plus qu'un son faux et éteint. Dans l'énorme salle à manger s'allongent les tables autour desquelles on s'asseoit à toute heure et où, sous des noms différents, on fait trois ou quatre fois par jour le même repas. A côté d'une femme habillée avec la dernière élégance, dont les fines mains couvertes de bagues ne touchent aux mets qu'avec une savante lenteur, s'asseoit un robuste fermier qui en quelques instants a dévoré tout ce qu'on lui apporte. Un enfant boit du lait à la glace dans un verre pendant qu'un officier en congé vide une bouteille de *catawba*. Les nègres agiles et souriants se

tiennent derrière les taciturnes mangeurs, surveillant leurs moindres désirs et toujours prêts à les satisfaire. L'hôtel est, dans l'Ouest, avec le *meeting* politique, un organe et un instrument de sociabilité; la vie est trop affairée pour les rapports sociaux qui demandent des loisirs, qui exigent le goût désintéressé des choses de l'esprit, l'application demi-sérieuse, demi-frivole, à la poursuite d'un idéal de convention. La rudesse démocratique ignore ou dédaigne les nuances, les degrés, les classifications; au milieu de tant d'égaux, l'homme se sent en réalité seul. Chacun a sa maison où, avec sa femme et ses enfants, il s'enferme; mais à l'hôtel l'Américain voit de nouveaux visages, il entend parler d'autre chose que de ses propres affaires, il apprend à aimer l'ordre, la propreté, le luxe, les chambres spacieuses et élevées; il forme ses manières sur celles des étrangers auxquels il se trouve mêlé. Il épie les mouvements, écoute les moindres paroles des personnages célèbres, généraux, hommes d'État, orateurs ou écrivains, que le hasard a pour un jour amenés à ses côtés. Parmi ce flot continuel de nouveaux arrivants, au milieu de tant de figures diverses, il en vient à connaître mieux que sur les cartes la grandeur de son pays : s'il ne peut en visiter tous les États, tous les États viennent le visiter. Son horizon s'élargit, et du centre de ce vaste continent ses regards plongent jusque sur les bords de l'Atlantique, jusqu'au golfe du Mexique, jusqu'aux vallées de la Californie.

L'hôtel est comme l'abrégé de la confédération.

De Détroit à Chicago on traverse en ligne droite l'État agricole du Michigan. Rien ne distrait le regard sur cette fertile plaine : on ne voyage pas, dans l'Ouest, on est transporté d'un lieu à un autre. Parmi les champs et les bois, on traverse comme d'un bond toutes les phases de la civilisation. Ici des feux consument lentement les derniers troncs d'arbres dans une partie de la forêt qu'on veut donner à la culture; dans les pâturages encore remplis de fleurs sauvages, d'asters violets, de verges d'or, de molènes, errent des vaches entre les souches noircies et les blocs erratiques; dans les premiers enclos, la charrue passe lentement en contournant les dernières souches; sur les champs déjà bien nettoyés, le soc trace sans difficulté ses sillons parallèles. Les premiers abris sont des huttes élevées à la hâte; plus tard, l'émigrant enrichi bâtit une maison plus grande; les planches sont peintes en jaune ou en blanc, et des contrevents verts encadrent les fenêtres. Enfin, dans les centres les plus importants s'élèvent des constructions en pierre ou en brique. Les stations ne diffèrent que par le nom. Qui a songé à donner à l'une d'elles celui du héros hellène Ypsilanti? Chelsea, Albion, viennent après : on s'arrête un moment dans un endroit marqué Paw-Paw sur les cartes les plus récentes, mais qui aujourd'hui a reçu déjà un nom anglais et banal. Le chemin de fer suit longtemps les eaux dormantes de l'harmonieux Kalamazou, qui se traîne entre des

bois d'érables jaunis. La nuit arrive, et la prairie nue prend l'aspect d'un lac noir, immobile et sans reflets. Sur les rives méridionales du lac Michigan, le steppe n'est traversé d'aucune ondulation; sa surface unie reproduit exactement cette forme idéale que l'astronomie dans ses calculs suppose à la terre; la circonférence de l'horizon est aussi parfaite que celle dont le marin sur son vaisseau reste le centre mobile. Cette fuite rapide à travers le désert morne, silencieux, sans limites, semble un rêve. Quelques lumières se montrent enfin sur le fond obscur de l'horizon comme des étoiles au moment de leur lever. On arrive à Chicago.

Chicago est la reine de l'Ouest; c'est la capitale des grands États producteurs de céréales. Il y a trente-trois ans, les Indiens erraient encore librement sur les rives du lac Michigan, où s'élèvent maintenant des églises, des hôtels, des monuments, des maisons pour une population de 180 000 habitants. L'immense damier, découpé de larges rues, s'étend à perte de vue, au nord, au sud, à l'ouest. A l'est est le port, où se pressent les mâts d'une multitude de bateaux. Ils entrent dans la petite rivière qui a donné son nom à la ville, et qui, dans son milieu, se divise en deux branches; douze ponts tournants les traversent, et font communiquer les diverses parties de la cité. De petits remorqueurs, pareils à de gros insectes flottant sur l'eau, traînent sans cesse les bateaux chargés de blé. Chicago est un entrepôt colossal; il reçoit d'une part les

céréales de l'Ouest, de l'autre tous les produits manufacturés que les États de l'Est lui envoient en échange. Aussi quelques rues ont-elles autant d'animation que la Cité de Londres. Partout on bâtit : les anciennes maisons de bois sont jetées bas pour faire place à des maisons hautes et vastes; on construit déjà pour l'avenir, on taille le beau marbre d'Athènes (l'Athènes de l'Illinois), on sculpte le bois, on mêle à la pierre les belles briques de Milwaukee, d'une couleur claire et dorée. Il n'y a pas une ville de l'Union qui ait une rue comparable à l'avenue Michigan, bordée sur une immense longueur de charmantes maisons, qui ont toutes vue sur le lac. Elles ne sont point une copie servile les unes des autres, comme les maisons des quartiers élégants de New-York. Beaucoup d'entre elles ont des toits à la Mansard, et en général il m'a semblé y reconnaître une tendance à l'imitation des formes françaises, qui se trahit aussi dans les ameublements. On goûte mieux nos usages, nos modes, sur les rives du lac Michigan qu'aux bords de la Tamise. Les églises, presque toutes asservies au style gothique, sont en revanche d'un goût détestable. Il est une rue, dont j'oublie le nom, où il y en a presque autant que de maisons. Toutes les sectes se coudoient, et les congrégations, n'étant pas très-nombreuses, ne bâtissent point de monuments assez spacieux pour avoir un grand air architectural. Les églises gothiques en particulier, qui sont comme des réductions, ont quelque chose de pauvre, de mesquin

et souvent de grotesque. L'architecture religieuse est au reste, dans tous les États-Unis, soumise à des conditions particulièrement défavorables. J'ai fait le calcul qu'il y a en moyenne une église pour mille habitants sur l'étendue entière du pays. Il n'est pas besoin de vastes nefs, d'ailes spacieuses, de voûtes inaccessibles dans les temples où se réunissent ces petites congrégations, et qu'elles sont obligées d'élever de leurs propres deniers. Dans les communautés protestantes, l'église perd tout ce que gagne le sentiment religieux.

Si Chicago est en quelque sorte la ville représentative de l'Ouest, son rôle peut être figuré par deux sortes d'établissements, les *élévateurs* et les abattoirs dits *packing-houses*. Ce sont les deux mamelles de l'Ouest d'où sortent sans cesse le pain et la viande. J'allai d'abord voir un élévateur. Qu'on se figure un vaste édifice sans fenêtres, très-élevé, subdivisé à l'intérieur en plusieurs étages. L'étage inférieur est traversé par une longue galerie où peuvent entrer deux trains conduits par des locomotives. Les voitures arrivent des dépôts voisins, où la compagnie de l'élévateur reçoit les blés des diverses lignes de chemin de fer avec lesquelles sa gare est en communication. D'un côté de l'élévateur coule la rivière Chicago, de l'autre un canal qui communique avec la rivière. Les bateaux peuvent ainsi venir se ranger le long de l'édifice aussi facilement que les trains pénètrent à l'intérieur. Quand des voitures chargées de blé y sont entrées, on

abaisse la porte latérale des trucs, et le blé roule dans une large rigole qui court tout le long de la voie. Suivons-le dans sa marche. Au haut du vaste bâtiment tourne un axe de fer mis en mouvement par une machine à vapeur de 130 chevaux. Cet arbre de couche porte de distance en distance des tambours où s'applique une large courroie sur laquelle s'attachent des auges. Celles-ci viennent puiser le blé dans la rigole inférieure dont j'ai parlé et l'élèvent à l'étage supérieur. Après quelques tours de roue, le blé est parvenu sous le toit et va se déverser dans une caisse de bois cubique de très-grande capacité. Une fois emmagasiné dans cette boîte, il est pesé à la façon des voitures qui passent sur une balance : puis on l'envoie dans un des réservoirs définitifs où se classent déjà des céréales de toute nature et de toute qualité. Dans cette vue, on a mis au-dessous de l'orifice inférieur du réservoir où se fait le pesage un ajutage de bois : cet ajutage mobile peut être à volonté dirigé vers l'un ou l'autre des vingt canaux de bois qui vont se dégorger dans de grandes tours qui remplissent presque tout le corps de l'édifice. Quand on veut faire sortir le blé de l'élévateur, on n'a qu'à l'abandonner à son propre poids ; il vient remplir des sacs à l'étage inférieur ou descend dans les bateaux par des canaux quadrangulaires de bois pareils à ceux que tout le monde a vus dans les moulins. Le fleuve des graines nourricières coule, coule sans cesse, et va se répandre en tous sens dans les États de l'Est et vers les ports de l'Atlantique.

L'élévateur que je visitai en détail peut recevoir jusqu'à 300 000 boisseaux (*bushels*) de céréales : on pourrait craindre qu'ainsi chargé le réservoir n'éclatât; mais les tours de bois sont très-solidement construites, et l'édifice entier est entouré d'épaisses murailles de brique. Treize roues élévatrices font monter chacune 4000 boisseaux dans une heure ; on peut donc emmagasiner pendant ce temps 52 000 boisseaux. L'édifice entier peut se remplir en une demi-journée. On comprend facilement l'utilité de ces gigantesques réservoirs : le producteur y peut apporter à sa convenance une quantité quelconque de céréales; on la pèse, on la numérote, et il reçoit immédiatement un certificat de dépôt négociable sur le marché de Chicago. La compagnie prélève un droit de 2 cents (le *cent* est la centième partie du dollar) par boisseau emmagasiné et s'engage à garder le blé pour un laps de temps qui ne peut dépasser vingt jours; au delà de ce terme, le déposant est tenu de payer un demi-cent par jour et par boisseau. Les frais de la compagnie s'élèvent par jour à 175 dollars : ce chiffre permet d'évaluer facilement l'étendue des bénéfices qu'elle réalise.

Les élévateurs, on le voit, ne sont autre chose que des docks à blé : on les trouve partout où le commerce des céréales a pris une grande extension, à Chicago, à Milwaukee, à Buffalo. Chicago en possède dix-huit qui peuvent recevoir en tout 10 millions de boisseaux. La capacité des plus considérables est de

1 250 000 boisseaux. En 1845, la quantité de céréales embarquée à Chicago sur le lac était de 1 million seulement de boisseaux; en 1854, ce chiffre s'élevait à 12 millions; du 1er avril 1863 au 1er avril 1864, il a atteint 54 741 839 boisseaux (comprenant 18 298 532 de froment, 24 906 934 de maïs, 9 909 175 d'avoine, 683 946 de seigle, et 943 252 d'orge). Le tonnage total des navires qui, pendant l'année 1864, sont entrés dans le port de Chicago, steamers, remorqueurs, bricks et schooners, s'élève à 232 970 tonneaux (1).

Ces chiffres démontrent que la guerre n'a point

(1) J'emprunte encore quelques chiffres sur l'importance de ce commerce des céréales aux documents du *Board of Trade* de Chicago.

CÉRÉALES SORTIES DE CHICAGO DE 1859 A 1864.

Années.	Froment.	Maïs.	Avoine.	Seigle.	Orge.	Total.
						boisseaux.
1859	10 759 359	4 217 654	1 174 177	478 162	131 449	16 753 795
1860	15 892 857	13 700 113	1 091 698	156 642	267 449	31 108 759
1861	23 855 143	24 372 725	1 633 237	393 813	226 534	50 481 862
1862	22 508 143	29 452 610	3 112 366	871 796	539 195	56 484 110
1863-64. . .	18 278 532	24 706 934	9 909 175	683 946	943 252	54 741 839

Une partie du froment sort à l'état de farine : il y a neuf grands moulins à Chicago. En 1863-64, 1 507 816 barils de farine ont été expédiés de cette ville. La guerre a donné une grande activité à la production des avoines, comme on peut le vérifier sur notre tableau. Les chemins de fer qui rayonnent vers le Sud étaient encombrés sans cesse de trains qui transportaient l'avoine aux différentes armées.

interrompu le développement de l'agriculture dans l'Ouest. Financièrement, tout le poids de la lutte gigantesque où l'Union a été engagée a pesé sur les États de l'Atlantique. L'Ouest, loin de s'appauvrir, s'est enrichi. Avant la guerre civile, la dette hypothécaire y avait pris des proportions inquiétantes. L'année 1848 avait été marquée par une prospérité extraordinaire, et à cette époque les fermiers, enivrés par le succès, avaient tous fait de larges emprunts pour acheter de la terre et pour faire des améliorations de toute espèce. Malheureusement pour eux, le blé atteignit de 1850 à 1857 des prix de moins en moins rémunérateurs : pendant la crise de 1857, il tomba à 20, à 15, même à 10 cents le boisseau. L'Ouest se crut ruiné et perdit presque l'espoir de payer sa dette. Avant la guerre, le maïs valait 30 cents, le froment 75 cents environ. Depuis l'introduction du papier-monnaie, les prix se sont naturellement beaucoup élevés : au mois d'octobre 1864, le maïs se cotait 1 dollar, et le froment 1 dollar 30 cents. Le fermier s'est trouvé ainsi en mesure de rembourser avec du papier ce qu'il avait reçu en espèces. L'accroissement des prix ne lui a pas permis seulement de se libérer très-rapidement, il a pu encore faire des économies et des placements, soit en terres, soit dans les emprunts fédéraux. La guerre a balayé dans tous les États de l'Ouest cette multitude de billets de banque qui jadis les inondaient ; ils ont été renvoyés dans l'Est, et l'on n'y reçoit plus que les *greenbacks*, les billets

verts de la dette nationale. Il est vrai de dire que les salaires ont notablement augmenté : les ouvriers de campagne, qui jadis recevaient de 12 à 15 dollars par mois, exigent aujourd'hui 25 dollars ; mais l'emploi de nombreuses machines agricoles a beaucoup amoindri la main-d'œuvre, et un grand nombre d'agriculteurs, sur leurs petites fermes, n'ont pointbesoin d'avoir recours à des bras étrangers. A mesure que le recrutement faisait des vides dans la population de l'Ouest, l'émigration venait les remplir, car elle se dirige toujours de préférence vers les États les plus éloignés de l'Atlantique. A la faveur de toutes ces circonstances, l'Ouest a pu s'enrichir par la guerre, et la prospérité dont il jouit a singulièrement exalté le sentiment de fidélité à l'Union. Ceux qui songaient à détacher les États du Nord-Ouest de ceux du Centre et de l'Atlantique connaissaient bien peu les sentiments de la population qui a rempli les vastes provinces devenues les greniers de l'Union. La doctrine de la sécession n'y a encore converti personne, et ceux qui se plaisaient à tracer en imagination les limites d'une confédération occidentale doivent être cherchés ailleurs que dans l'Ouest.

Après le pain, la viande. Après ma visite à l'élévateur, je me rendis dans un des abattoirs de Chicago. Les *packing-houses* sont placés loin du centre de la ville, sur la prairie, qui de toutes parts l'entoure. A quelque distance des quartiers populeux, on arrive dans des faubourgs où des masures de bois s'élèvent

çà et là, orientées au hasard. Les rues sont pourtant déjà tracées, et les larges avenues s'étendent à perte de vue. La route n'est point pavée; les voitures enfoncent dans le sable ou roulent en cahotant sur un chemain fait de planches justaposées. Le long des maisons, des trottoirs de bois sont supportés sur des pieux. Suivons dans la plaine un de ces grands troupeaux que des guides à cheval conduisent lentement vers les parcs voisins des abattoirs. Pendant quelques jours, enfermés entre des planches, les bœufs paissent l'herbe sèche et rare de la prairie, presque dépouillée aux abords de la grande cité. Quand le moment est venu, on les mène à l'abattoir. Des brins de foin qu'on leur présente les attirent jusqu'à la porte où ils sont attendus. Au moment où un bœuf dépasse le seuil, il est saisi par les cornes et entraîné par une corde qui s'enroule sur un treuil. Un coup de massue achève en un instant le malheureux animal. A ses jambes de derrière s'accrochent des harpons de fer; il est enlevé, dépouillé de sa peau, vidé, fendu en deux. Les deux moitiés préparées sont portées sur une immense enclume de bois; tout autour les bouchers vigoureux font sans cesse retomber leur hache. A peine détachés, les morceaux sont saisis avec des crocs, salés et empaquetés dans des barils. Dans ces proportions, la boucherie prend quelque chose de grandiose. On voit les grands corps saignants avancer le long des poutres auxquelles ils sont suspendus; les crocs où ils s'attachent glissent sur de petits rails en fer. L'un après

l'autre, les immenses quartiers arrivent devant l'enclume où résonnent sans relâche les couperets affilés.

Dans les journées les plus actives, en octobre et en novembre, on tue dans l'abattoir que je visitai jusqu'à 340 bœufs. Il y a place dans la vaste usine à viande pour 700 bœufs coupés en deux. Qu'on se figure les 1 400 moitiés pendues à de longues poutres parallèles ! 350 ouvriers sont sans cesse à l'ouvrage. Outre 340 bœufs, ils tuent encore et préparent chaque jour 1 800 cochons. Une longue cuve quadrangulaire remplie d'eau chaude reçoit les cadavres de ces animaux. Ils tombent un à un, après avoir reçu le coup de mort, dans le compartiment extrême où l'eau est presque bouillante; ils y flottent quelque temps, puis les bouchers les saisissent, les nettoient, les raclent avec de petits chandeliers de fer. On n'a pu trouver d'instrument plus commode ni plus expéditif pour enlever les soies dures de ces bêtes. Le boucher, tenant le chandelier par sa partie allongée, frotte sans relâche avec le bord recourbé du support, et enlève les soies comme par longs copeaux. Pendant ce temps, les cadavres flottent encore sur l'eau, traversée par un incessant jet de vapeur; le porc, dépouillé, se trouve bientôt pris dans une espèce de berceau de fer qui le retourne et le jette sur une table. Là on le nettoie de nouveau ; il prend la couleur rose et délicate des jeunes cochons de lait : des crocs entrent alors entre les tendons de ses membres

postérieurs. L'animal est enlevé et pendu par les pieds. D'un seul coup de couteau, le ventre est fendu; les mains plongent entre ses flancs et rejettent les intestins bouffis, la bile verdâtre, les rubans dentelés et graisseux des tripes. Le sang descend dans une rigole : rien n'est perdu, tout est recueilli et mis à part; le porc dépouillé et fendu vient prendre sa place dans un magasin où il se dessèche avant d'être découpé. Il y a quelque chose d'homérique dans ce perpétuel massacre, et l'on finit par trouver une poésie sauvage dans ces scènes sanglantes; on oublie ce qu'elles ont de révoltant pour ne penser qu'à l'ordre, à l'activité, à la grandeur des résultats obtenus. Le malheureux ouvrier qui achète la viande à bon marché dans les faubourgs de Liverpool ou de Londres sait-il qu'il la doit à ces rudes bouchers de Chicago, dont les bras trempent toute la journée dans le sang? Les abattoirs sont de vastes laboratoires ou s'amassent les matériaux nécessaires à la vie humaine : la fleur sauvage de la prairie, la gentiane azurée, les graminées avec lesquelles a joué le vent descendu des montagnes Rocheuses, ont passé dans ces chairs où jouent aujourd'hui la hache et le couteau et qui deviendront bientôt la chair d'un peuple.

Le commerce de la viande s'est développé à Chicago avec autant de rapidité que celui du blé. Cincinnati était, il y a encore quelques années, le marché principal des porcs, ce qui lui avait valu le surnom de Porcopolis; mais aujourd'hui Chicago a pris les

devants : par les lacs, les canaux et les chemins de fer qui de toutes parts y rayonnent, cette ville peut distribuer la viande plus rapidement et plus économiquement que nulle autre. En 1863-64, on a mis en barils dans les 58 abattoirs de Chicago 904 659 porcs; pendant l'année 1862-63, le chiffre était presque d'un million; en 1857-58, il n'était que de 99 262; il a donc décuplé en six années. Pendant l'année qui finissait au 31 mars 1864, on avait reçu en outre à Chicago 300 622 têtes de bestiaux contre 209 655 reçus pendant l'année qui avait précédé. Un grand nombre de bœufs ne font que traverser la ville et sont dirigés par le lac vers les États de l'Ouest. La ville de New-York par exemple, qui en 1863 a consommé 264 091 têtes de bestiaux, en a reçu 118 692 de l'Illinois. Veut-on savoir ce que cette ville de meuniers, de bouchers et de marchands fait pour l'éducation primaire? elle a fondé 17 écoles de district et une école supérieure. Pendant l'année 1863, ces écoles ont été fréquentées chaque jour en moyenne par 10 000 élèves. Le fonds des écoles (*school fund*), qui consiste en terres concédées par la municipalité, est estimé à 900 000 dollars. Aux revenus qui en dérivent s'ajoute la taxe des écoles, votée et perçue chaque année. Pendant l'année 1863, le budget de l'instruction primaire a été de 146 655 dollars, ce qui permet de porter la dépense par élève, en moyenne, à 12,67 dollars.

Les grands travaux d'utilité publique qui s'exé-

cutent à Chicago peuvent rivaliser avec ceux des plus grandes capitales. Un réseau de magnifiques égouts s'étend sous la ville entière; les maisons reçoivent l'eau à tous les étages. Cette eau est prise sur les bords du lac et élevée par de puissantes machines à vapeur dans un vaste réservoir; mais les nombreux abattoirs, les tanneries et les divers établissements situés le long de la rivière envoient beaucoup d'impuretés sur les bords du lac, et pour avoir une eau plus saine, l'ingénieur de la ville, M. Chesbrough, a conçu le projet hardi d'aller chercher l'eau du lac à 3 kilomètres du bord à l'aide d'un tunnel creusé sous le lit et communiquant avec une tour creuse, percée d'ouvertures à des hauteurs diverses. Ces portes peuvent s'ouvrir ou se fermer à volonté, de telle façon que pendant l'été, par exemple, on ne laissera entrer dans le tunnel que les eaux du fond du lac, non échauffées par le soleil. Ce beau travail est en voie d'exécution, et la tour de bois qui doit servir de prise d'eau était déjà terminée quand je quittai Chicago.

L'est déjà fini. 1866.

Après ma visite aux abattoirs de Chicago, je fus conduit à un camp nommé le Camp-Douglas (partout ce nom se retrouve dans l'Illinois), où l'on gardait environ dix mille prisonniers confédérés. Douze longues rangées de maisons de bois parallèles avaient été élevées pour recevoir les confédérés; le vaste camp était entouré d'une palissade, au haut de laquelle courait un balcon de bois où se promenaient

les sentinelles fédérales. Je ne fus point admis à l'intérieur de la vaste enceinte, et j'aperçus seulement quelques prisonniers, revenant d'une corvée, qui traversaient avec leurs gardiens les grandes places d'armes, autour desquelles s'allongaient les casernes des soldats fédéraux, maisons basses, élevées à la hâte, et qui n'ont qu'un rez-de-chaussée. La plupart portaient encore leur uniforme gris et ces chapeaux de feutre mou qui semblaient être la coiffure favorite des deux armées. Les prisonniers du Sud ont toujours été traités dans les camps du Nord avec la plus grande humanité; leur nourriture était la même que celle de leurs gardiens, et leur sort n'était en réalité pas beaucoup plus malheureux. Dans le Sud, au contraire, il est avéré que les prisonniers du Nord ont été souvent l'objet des traitements les plus barbares; le récit de leurs souffrances est la page la plus lamentable de la guerre et montre jusqu'à quel degré l'institution de l'esclavage peut endurcir les âmes. Le gardien de la prison d'Andersonville, en Géorgie, se vantait publiquement de faire périr plus de fédéraux que le général Lee n'en tuait sur les champs de bataille. C'est le 17 octobre que je vis le Camp-Douglas : peu de temps après, à la veille de l'élection présidentielle, la police de Chicago mit la main sur des malfaiteurs qui, venus du Canada et des provinces du Sud, avaient projeté de mettre le feu à la ville sur plusieurs points, et de délivrer, à la faveur de l'incendie, les dix mille prisonniers gardés dans le

camp. Sans doute on était déjà sur les traces de cette conspiration au moment de mon passage, car depuis quelques jours personne n'avait été admis à entrer dans l'enceinte palissadée.

CHAPITRE VIII

LES POPULATIONS DE L'OUEST.

Si vive et si intelligente que soit dans les cités de l'Ouest l'impulsion donnée aux travaux d'art, à l'industrie, au commerce, à l'éducation publique, ce qu'on y trouve encore de plus intéressant, c'est le peuple. On se fatigue de voir des écoles, des églises, des monuments, des usines, des banques, on ne se lasse point d'étudier les hommes. Dans notre vieille Europe, l'histoire, les institutions politiques, les traditions, ont créé une sorte de hiérarchie sociale qui asservit l'individu autant qu'elle le protége : ce qui est un appui est en même temps une barrière. Toutes les tâches sont divisées, toutes les places prises. La force individuelle multiplie son action en se concentrant sur des objets constants et définis : l'artiste, le savant, le musicien, l'industriel, doivent viser à la perfection. La haute culture enveloppe les intelligences d'élite comme d'une toile subtile, composée de

doutes, de réserves, de dédains, à travers laquelle l'enthousiasme et la joie ont peine à passer : on est plus tenté de rester témoin que de devenir acteur. Dans quelques villes même des États de l'Atlantique dont l'histoire est déjà ancienne, l'esprit de famille, l'esprit de coterie, l'esprit provincial, sont déjà aussi intolérants que dans les pays européens, et la chaîne des traditions, si elle n'est aussi longue, est aussi tenace. Dans l'Ouest vit un peuple sans traditions, un peuple nouveau, naïf, créateur, encore enfant, bien que la civilisation ait mis entre ses mains toutes les armes de la maturité. Tout lui semble facile, tout lui paraît beau. Il est joyeux et impatient; un enthousiasme chronique l'enivre. Aussi son langage est-il empreint d'une perpétuelle exagération. Quel nom l'Illinois a-t-il donné à son homme d'État favori, Douglas? Il l'a appelé le petit géant de l'Ouest. Je ne pouvais m'empêcher de sourire quand j'entendais dire à tout instant d'un personnage médiocre et inconnu hors de sa ville ou de son comté : *He is a splendid man* (c'est un homme splendide). C'est la formule de l'Ouest; le talent y prend vite les proportions du génie, la médiocrité celles du talent. L'éloquence politique dédaigne les artifices, l'ironie froide, les déductions sévères de la logique, et se contente trop souvent de l'invective, des bruyantes déclamations, des plaisanteries grossières; les journaux ont le ton violent du pamphlet. Les seules doctrines religieuses qui réussissent à remuer profondément les conscien-

ces sont les doctrines calvinistes. Par leur effrayante logique, leur brutale simplicité, elles ébranlent des âmes qui resteraient insensibles à un enseignement philosophique ou enveloppé de mysticisme : il leur faut la vue nette d'un enfer ; la croyance à la prédestination les met à l'aise, elles ne peuvent se reposer que dans une sorte de fanatisme tranquille qui ignore toute finesse et toute critique. L'esprit d'analyse n'a encore rien défloré : on ne connaît ni règle ni mesure. Non-seulement l'habitant de l'Ouest admire tout, mais il veut que vous admiriez tout avec lui. S'il s'extasie devant une église, un tableau, un monument, il ne soupçonne point qu'ils puissent vous paraître affreux et jouit naïvement du plaisir que vous n'éprouvez pas. Ouvert et généreux, il montre, il donne tout ce qu'il a, et son hospitalité a quelque chose de vraiment royal, car tout ce qu'il a touché se transforme, vu à travers son imagination. A Chicago, je fus conduit dans une chambre où l'on gardait quelques paquets poudreux de cartes, de journaux, de livres modernes : c'était la bibliothèque de la «Société historique de Chicago», et je fus informé que le prince de Galles y avait été solennellement conduit pendant sa visite dans cette ville. Partout où j'ai visité des bibliothèques publiques, on a cru nécessaire de me dire : « Ceci n'est pas encore la bibliothèque d'Astor (la plus belle de New-York et des États-Unis), ni le British Museum ; mais nous ne faisons que commencer. » La générosité, comme l'en-

thousiasme, ne connaît point de limites. Un jeune homme qui, en quelques années, a fait une grande fortune en distillant des eaux-de-vie, vient de donner d'un seul coup un million de dollars à la ville de Chicago pour bâtir un nouveau théâtre. Depuis plusieurs années, l'observatoire de Harvard-College, près de Boston, possède un magnifique télescope, qui, entre les mains de MM. Bond, a rendu de très-grands services à la science astronomique. Chicago a voulu dépasser Boston et vient de faire l'acquisition d'un objectif qui est d'un tiers plus large que celui de l'Université du Massachusetts. Il s'est trouvé un riche marchand pour l'acheter, un autre pour en payer la monture, un troisième pour donner les autres instruments, de sorte que rien ne manque plus à l'observatoire de Chicago qu'un astronome.

La confiance est, après l'enthousiasme, le trait le plus caractéristique des populations de l'Ouest. Elles ne connaissent ni ces inquiétudes ni ces timidités qui ailleurs débilitent les hommes. Dans des pays où tout est encore à créer, où il reste tant à faire, tout homme est le bienvenu : il sent qu'on a besoin de lui, il peut débattre ses services et faire ses conditions. On dirait que chaque citoyen, en se levant, relit les statistiques officielles publiées chaque année par le gouvernement; à tout moment il les récite : « nos ressources, nos exportations, notre territoires, notre blé, nos mines », ces mots reviennent sans cesse dans la conversation. Tout cela, semble-t-il, appartient à chaque

individu : aussi chacun sera-t-il volontiers et tour à tour marchand, fermier, mineur; chacun guette la fortune et la suit n'importe où elle va le conduire. Tout le monde connaît aujourd'hui l'histoire de M. Lincoln, un vrai représentant de l'Ouest, successivement batelier, bûcheron, fermier, avocat, député, président de la république. Grant, Sherman, les meilleurs généraux de l'Union, sont des hommes de l'Ouest.

En politique, les États de l'Ouest sont plus profondément qu'aucune autre partie de l'Union imbus des principes démocratiques; la souveraineté populaire y est devenue un dogme, une religion. Elle ne connaît aucune règle, elle repousse tous les freins. Les mandats politiques sont toujours impératifs et de plus courte durée que partout ailleurs. Le suffrage universel désigne les représentants du pouvoir judiciaire comme ceux du pouvoir exécutif. La société est trop mobile, trop fluide, pour s'emprisonner volontiers dans des formes. Sans cesse on modifie les lois, et les États amendent leurs constitutions sitôt qu'ils croient y apercevoir une gêne ou un défaut. La souveraineté populaire ne s'incline pas volontiers devant les engagements pris par les générations passées; le citoyen de l'Ouest dirait volontiers comme le pionnier de Lowell :

The serf of his own past is not a man (1).

(1) « Le serf de son propre passé n'est pas un homme. » —

Est-ce la tyrannie de l'opinion publique qui rend les individus plus versatiles, ou la versatilité des individus qui rend l'opinion plus tyrannique ? Dans une société laborieuse, pressée, ardente, qui ne regarde jamais du côté du passé et pour qui il semble que l'avenir ne vienne jamais assez vite, chacun veut se sentir entraîné dans le courant le plus rapide ; il n'y a ni asiles, ni cloîtres, ni châteaux forts, ni retraites paisibles pour les mécontents. Ailleurs la dévotion d'une secte, les caresses des classes patriciennes, les plaisirs solitaires de l'étude, les jouissances que procurent les arts, peuvent adoucir les regrets et affermir la fidélité de ceux qui sont vaincus; mais il faudrait à l'homme un cœur d'acier pour résister aux entraînements de l'opinion là où il n'y a point d'autre autorité reconnue, où elle asservit la loi civile et interprète jusqu'à la loi divine. Quand la mer abandonne une portion de son lit qu'elle a couverte de sables, on remarque des couches qui, avec le temps, se convertissent en grès d'une certaine dureté : ainsi, dans les provinces les plus anciennes de l'Union, la démocratie n'est plus un sable toujours fluide et agité; les intérêts déjà séculaires, les traditions enracinées, les longs antagonismes, les institutions locales, introduisent des forces conservatrices dans l'État. L'individu peut bien plus facilement jouer avec ces forces

Lowell, professeur à l'université de Cambridge, est un des poëtes les plus estimés et les plus originaux des États-Unis.

divergentes et souvent contraires qu'il ne peut échapper à cette force souveraine, unique, écrasante, qui entraîne tout devant elle dans une jeune démocratie. C'est dans les anciens États seulement que surgissent les idées nouvelles et que survivent les idées surannées. Le Massachusetts seul a pu servir pendant de longues années de forteresse aux abolitionnistes. C'est là aussi que les doctrines du vieux parti fédéraliste ont résisté le plus fortement à l'école démocratique triomphante. Cet État restera longtemps encore le guide et comme le protecteur intellectuel du pays, car c'est là que les droits de l'intelligence individuelle sont le plus hautement reconnus et le mieux sauvegardés.

Tant que durera l'influence morale des États de l'Atlantique sur ceux de l'Ouest, il n'y a point lieu de trop redouter ce qu'on pourrait nommer l'ivresse démocratique de ces derniers États. Il faut réfléchir aussi que l'esprit d'anarchie ne peut faire de grands progrès dans une communauté liée au sol et vouée principalement à l'agriculture. Dans chaque nouveau sillon creusé par la charrue germent avec les premiers blés l'instinct conservateur et l'amour de la patrie. Le pied posé au centre du continent, le robuste fermier de l'Ouest s'en considère comme le maître et le roi : l'Amérique véritable ne commence pour lui que sur les versants occidentaux de la chaîne alléghanienne; la fierté nationale qui s'allume dans son cœur n'est pas seulement nourrie par la passion démocra-

tique, elle s'inspire encore du spectacle de ces plaines sans limites ouvertes à son ambition, de ces fleuves géants dont les uns courent vers les régions polaires, les autres vers les mers tropicales. Les vieux États sont restés, à beaucoup d'égards, des dépendances de l'Europe, ils lui empruntent non-seulement des étoffes et des machines, mais encore des idées; l'Ouest échappe entièrement à cette action de l'Europe. Par je ne sais quel charme étrange, quelle puissante fascination, ceux qui marchent vers les montagnes Rocheuses ne regardent plus vers l'Atlantique; l'émigrant de la Nouvelle-Angleterre ne regrette point dans la prairie les collines où il est né, l'Irlandais ne songe pas à retourner dans son île humide, l'Allemand lui-même, fidèle encore à sa langue natale, devient infidèle à son pays. De ces races diverses sort une race nouvelle, forte comme le sol généreux qui la nourrit, indépendante et fière. L'amour de la liberté, le sentiment de l'égalité, deviennent pour elles comme des passions congénitales; ses croyances politiques ne sont pas, comme chez l'Européen, des armes contre une tyrannie; elles n'ont pas besoin de s'envelopper de formules; sa foi est une foi vivante. C'est surtout de l'Américain de l'Ouest qu'on peut dire qu'il ne se croit pas seulement, mais qu'il est l'égal de tous ceux qui l'entourent. Un peu d'alcali efface la tache faite par l'acide sur un morceau de soie; mais toute femme sait que l'acide laisse toujours une trace légère. L'esprit démocratique de

l'Ouest est l'étoffe vierge que rien n'a encore ternie.

On ne connaîtrait point une des causes les plus actives de la prospérité de l'Ouest, si l'on n'étudiait ses lois territoriales. Ailleurs le cadastre a suivi des siècles de possession : ici le cadastre précède la colonisation. Le fermier n'est pas le seul pionnier du désert; il est accompagné, souvent précédé du géomètre. Qui n'a été frappé, en regardant la carte des États-Unis, de voir tant de limites rectangulaires, simplement formées de méridiens et de parallèles terrestres? Ailleurs les fleuves, les montagnes, la constitution géologique, séparent les provinces; sur le territoire de l'Union américaine, la géodésie a tracé des frontières tout idéales. Elle a déterminé, avec la rigueur qui caractérise toutes les opérations de la science, non-seulement les limites des États, mais celles des circonscriptions municipales, et à l'intérieur de ces dernières les bornes de la propriété individuelle. Les cartes de l'Illinois, du Wisconsin, du Minnesota, semblent de grands damiers; on y voit les terres divisées en carrés qui ont 6 milles de long et 6 milles de large. Ces groupes municipaux (*townships*) suivent le méridien, et la série qu'ils forment dans la direction du sud au nord se nomme *range* ou rangée. Chaque future commune ou *township* est subdivisée en trente-six *sections*, renfermant un mille carré ou 640 acres. La section est découpée en quatre parties (*quarter-sections*) de 160 acres, qui peuvent enfin elles-mêmes se subdiviser en quatre : le carré

de 40 acres demeure la plus petite fraction territoriale. Comme les méridiens terrestres vont sans cesse en se rapprochant vers le pôle, les *townships* ne pourraient conserver la même superficie, si les rangées n'étaient de temps en temps interrompues. De distance en distance, une nouvelle parallèle terrestre est prise pour base. Les angles de chaque commune sont marqués par des bornes fixes, et l'on conserve sur les plans de l'agence territoriale la trace de toutes les déterminations géodésiques.

Ces grandes opérations cadastrales commencèrent jadis sur la rivière Ohio; le vaste réseau des lignes qui forment les frontières immuables des subdivisions territoriales s'est depuis étendu en tous sens jusqu'au Mississipi, et au delà de ce fleuve jusqu'aux sources du Missouri. Des opérations pareilles ont été exécutées dans la Californie, l'Orégon, sur le territoire de Washington, et quelque jour les deux réseaux se joindront aux montagnes Rocheuses. Le voyageur qui, des États de l'Atlantique, arrive dans les plaines de l'Ouest ne peut manquer d'être frappé du contraste entre les formes irrégulières des propriétés dans les vieux États et les figures rectangulaires des terres dans les États nouveaux. Grâce au système de numérotage qui a été adopté pour les *townships* et les sections, un lot dans la prairie peut se trouver aussi facilement qu'une maison dans les rues d'une grande ville.

Ce n'était pas assez de mettre la propriété à l'abri

de toutes les usurpations dans des pays sans police, ouverts à tous les aventuriers, où la nature n'a tracé elle-même presque aucune limite et ne fournit aucune défense; il fallait rendre l'acquisition de la terre aussi facile que les titres en sont assurés. L'État n'a jamais concédé les terres, mais il les vend aux conditions les plus libérales. Chacun peut acheter un lot de 40, 80, 160, 320 ou 640 acres ou une réunion de semblables lots au prix de 1,25 dollar par acre. La loi exige le payement immédiat; mais, en 1841, une loi dite de *préemption* fit une exception en faveur des pionniers établis déjà sur des terres invendues. A la condition qu'ils n'achètent pas moins de 160 acres, il leur est accordé un délai de douze mois, et, dans certains cas, un délai plus long, pour se libérer envers le trésor. Un émigrant aventureux, qui veut user des bénéfices de la loi de préemption, choisit un lot; il s'y établit avec sa famille, bâtit une maison, défriche, ensemence. Il envoie aux officiers territoriaux du district une déclaration écrite où il fait connaître qu'il est citoyen américain, ou, s'il est étranger, qu'il a l'intention d'obtenir la naturalisation. Si le lot qu'il occupe a été offert en vente publique, mais sans trouver d'acheteur, il est obligé de se libérer envers le trésor public après douze mois de possession, et reçoit avec sa quittance un titre de propriété définitif; si la terre entre dans le réseau géodésique déjà tracé, sans pourtant qu'elle ait encore été mise en vente, il n'est tenu de payer la somme de

1,25 dollar par acre que le jour où le lot est offert en vente publique par les agents territoriaux, ce qui peut n'arriver qu'après quelques années de possession.

Pendant mon séjour à Chicago, je visitai les bureaux du chemin de fer de l'Illinois-Central. La compagnie qui a construit les lignes de Chicago et de Dubuque à Cairo, est en même temps une grande compagnie foncière, car elle a reçu à l'origine la concession d'une large bande de terrain avoisinant la ligne. Un fermier en quête d'un lot trouve non-seulement dans les bureaux de la compagnie une carte détaillée de toutes les sections qui restent inoccupées, mais il peut y examiner des échantillons des terrains arables pris dans toutes les subdivisions territoriales, une collection de tous les produits agricoles obtenus dans les parties déjà cultivées, blés de toutes les variétés, tiges de maïs aussi hautes que de jeunes bambous, épis gigantesques de sorghum, feuilles de tabac, fleurs du cotonnier. Un agriculteur intelligent peut, d'un coup d'œil, se rendre compte des ressources de l'État et de la nature de ses terrains.

La compagnie fait bâtir à l'avance, dans les communes où elle veut appeler l'émigration, des églises et des maisons d'école. Les conditions qu'elle fait aux fermiers sont les suivantes : elle leur cède 80 acres à 10 dollars l'acre, si le payement est fait immédiatement, ou bien ils ont la faculté de s'acquitter en donnant au moment de la vente 48 dollars, et en payant

la même somme au bout de la première, de la seconde et de la troisième année de possession. L'annuité, au bout de la quatrième année, devient 236 dollars; au bout de la cinquième et de la sixième année, 224 dollars. La septième et la huitième, qui sont les dernières, sont de 212 et de 200 dollars. Depuis la guerre, les fermiers ont fait des bénéfices qui ont permis à beaucoup de se libérer en un ou deux ans envers la compagnie. Il n'y a que peu d'États dont le sol puisse le disputer en fertilité aux terres noirâtres de l'Illinois; le gras limon qui recouvre cette région, aussi vaste que l'Angleterre, a porté en 1861 une récolte de 35 millions de boisseaux de froment et de 140 millions de boisseaux de maïs, sans compter les avoines, le seigle, l'orge, les pommes de terre, les patates, le chanvre, le lin, les betteraves, le tabac, le sorghum. Pendant l'année 1863, l'Illinois a exporté 4 millions de tonnes de céréales. Ces immenses plaines, qui n'ont encore qu'une population de 1 700 000 âmes, nourriront un jour sans peine de 15 à 20 millions d'habitants.

Les chiffres de la statistique sont trop froids, trop vides, pour laisser à l'esprit une impression durable : on ne saurait bien comprendre la grandeur de l'Ouest, ni deviner ses destinées, si l'on n'a parcouru ses plaines sans fin. Que de fois, debout sur la plate-forme à l'arrière d'un train, ai-je regardé fuir le ruban de fer qui courait en ligne droite jusqu'à l'horizon! Au delà des champs cultivés qui çà et là bordaient la

voie, s'étendait au loin la prairie solitaire, tantôt unie comme un lac, tantôt soulevée par de molles ondulations. Par instants, l'ombre d'un nuage courait sur les hautes herbes qui, tour à tour assombries et éclairées, semblaient en mouvement comme des flots paresseux. Pendant combien de temps ces grands jardins du désert sont-ils restés inutiles à l'homme? L'Indien n'y a pas laissé plus de traces que le buffle, l'élan, le castor, ou le loup qui hurle encore la nuit dans la plaine. Les feux des tribus sauvages n'ont jamais détruit les germes des fleurs de la solitude. Combien de fois la plaine ne s'est-elle point parée de leur moisson diaprée, et combien de fois l'été ne les a-t-il pas flétries! Mais la civilisation peut arracher au désert sa vaine parure; elle ne rend jamais ce qu'elle a pris, et quelques années lui suffisent pour jeter les fondements d'un empire.

Ces pensées me revinrent souvent à l'esprit pendant le voyage que je fis de Chicago au haut Mississipi. Parmi les lignes ferrées qui rayonnent du lac Michigan vers le grand fleuve, je choisis celle qui va le plus au nord, et qui traverse l'Illinois septentrional et l'État entier du Wisconsin. Dans cette dernière province, on traverse encore presque partout la solitude, rarement on aperçoit des maisons; beaucoup de champs n'ont pas encore de clôtures, et les tiges jaunies du maïs se mêlent à leurs confins aux tiges pressées des verges d'or ou aux herbes dures des marécages. Au milieu du désert, se montrent, à de longs

intervalles, le clocher et les toits de quelque village naissant, entouré de ses vergers. A Portage-city, on entre dans une région très-boisée, où le sol devient sableux; dans les vallées, les sables, durcis en grès, forment des murailles crénelées semblables à des tours ou des forteresses en ruine. Cette contrée stérile est couverte de bois de chênes et d'érables, auxquels çà et là se mêlent quelques pins. Le train s'arrête un instant à une station nommée Kilbourn-city : je regarde de tous côtés pour voir la ville, mais je n'aperçois qu'une masure de bois, devant laquelle erre un cochon solitaire. A Sparte, un enfant à cheval vient prendre le paquet de journaux que lui jette le conducteur du train, et se sauve au grand galop vers le petit village qui, au milieu de ces bois sauvages, a reçu le nom de la fière cité du Péloponèse. Quelques lignes bleuâtres indiquent bientôt les falaises qui bordent le Mississipi; le chemin de fer quitte les plateaux boisés du Wisconsin, et descend graduellement à travers les jaunes coupures du sable, bordées de taillis épais, de lianes éparses et rougies, de fleurs sauvages, jusqu'à la large plaine d'alluvion où le fleuve suit ses paresseux méandres. Les saules et les joncs marquent les lignes des petits canaux qui circulent en tous sens. Des troupeaux de bœufs se tiennent immobiles, et comme ensevelis au milieu des herbes. Des champs de fleurs frémissent et se balancent sous le vent léger. Voici enfin le fleuve avec ses bancs de sable, ses îles sans nombre aux rives

rongées, couvertes d'ormes et d'érables. On aperçoit des deux côtés de la vallée comme de hautes falaises dont les promontoires fuient en retraite les uns derrière les autres, et vont se perdre dans la brume de l'horizon.

La Crosse, tel est le nom de la station où s'arrête le chemin de fer. Sur tout le haut Mississipi, on pourrait se croire, si l'on ne regardait qu'aux noms, dans une province française. Au-dessous de la Crosse, on trouve, sur le Mississipi, Prairie-du-Chien, — que les Américains prononcent Prairie-du-Chêne, et Dubuque; au nord, dans le fertile Minnesota, on arrive à Saint-Paul, la capitale de l'État, et aux chutes de Saint-Antoine, qui reçurent en 1680 leur nom du père Hennepin. L'extrémité du lac Supérieur, qui se rapproche des sources du Mississipi, s'appelle encore Fond-du-Lac; mais ce nom menace déjà de dégénérer en Fondulac. Bien que la Crosse soit depuis longtemps marquée sur les cartes, elle n'a, comme ville, que dix ans environ d'existence, et compte pourtant 10 000 habitants. Le flot de l'émigration se répand, depuis plusieurs années, avec une grande rapidité, vers les fertiles terres du haut Mississipi. Saint-Paul a déjà 9000 habitants, huit églises, plusieurs hôtels, trois imprimeries, des écoles et un capitole. La Crosse, malgré ses boutiques neuves alignées sur la berge du fleuve, ses magasins, son élévateur, dont la masse domine la gare du chemin de fer, a encore un aspect de misère et d'abandon. Les vaches errent en

14. an 186 7.

liberté sur les sables, où l'on commence à tracer des rues quadrangulaires. On se sent bien loin de la civilisation. Dans la salle basse de l'auberge, autour du poêle de fer rougi, se tiennent des groupes taciturnes et presque farouches. On peut observer ces figures d'aventuriers, si communes dans toute la vallée du Mississipi; les barbes sont rudes et incultes, les vêtements grossiers, les chapeaux mous s'enfoncent sur des yeux sombres, qui semblent suivre dans le vide quelque image sinistre. C'est à la Crosse que j'aperçus pour la première fois de véritables Indiens; quatre hommes drapés dans de longues couvertures de laine rouge, une femme enveloppée d'un manteau gris et un enfant demi-nu se tenaient au bord du fleuve, autour d'un grand feu de bois. Les hommes étaient tête nue; leur chevelure noire, épaisse, pareille à des paquets de crin en désordre, flottait librement au vent et couvrait presque leurs sombres visages. A côté d'eux, des avirons et des rames gisaient à terre; de temps en temps, ils jetaient dans le feu quelques morceaux de bois, et le groupe frileux s'enveloppait d'un nuage plus noir et plus agité. A quelque distance, des bateaux à vapeur élevaient leurs blancs étages superposés au-dessus du miroir du fleuve. J'avais tout ensemble devant moi les anciens maîtres du Mississipi et ses maîtres actuels. La fumée du feu allumé par les Indiens montait dans le ciel à côté des fumées vomies par ces machines puissantes qui conduisent

aujourd'hui le voyageur depuis l'embouchure du Mississipi jusqu'aux abords du lac Supérieur. Toute l'histoire de l'Amérique n'était-elle pas écrite dans ce tableau?

CHAPITRE IX

UN ÉTAT FRONTIÈRE. — L'INVASION DU MISSOURI. — SAINT-LOUIS.

Après avoir traversé les États du Nord et de l'Ouest, de l'Atlantique au haut Mississipi, je me dirigeai vers un de ces États frontières où les discordes civiles ont laissé des traces si profondes. Le temps viendra où cette dénomination d'État frontière, de *border-State*, si fréquemment employée encore en Amérique, n'aura plus de sens. L'esclavage seul avait tracé au cœur même du vaste territoire de l'Union une ligne de frontières idéale ; la guerre l'a déjà effacée à demi, et la reconstitution des États reconquis la fera totalement disparaître. Les frontières véritables de la république américaine ne seront plus cherchées au nord que le long du Canada, au sud le long du Mexique; mais à l'époque où je visitais les États-Unis, le mot de *border-State* avait gardé toute sa signification, que la guerre civile avait même rendue plus apparente et plus sinistre.

Le *border-State* que je me proposais de visiter était

le Missouri; je retournai de la Crosse à Chicago, en passant par Milwaukie, belle ville dont la prospérité égale celle de Chicago : je traversai dans toute leur largeur les plaines fécondes de l'Illinois et m'arrêtai à Quincy, sur le Mississipi, où je comptais m'embarquer pour me rendre par le fleuve à Saint-Louis. J'arrivai de nuit à Quincy, et me rendis aussitôt dans l'unique hôtel de la ville. Toute la journée, j'avais entendu parler au tour de moi de l'invasion du Missouri, où les confédérés étaient entrés et commettaient de grands excès. Comme il arrive toujours en pareil cas, mille rumeurs trouvaient cours, et l'alarme s'était répandue jusqu'à Quincy. En arrivant à l'hôtel, j'appris que pendant la soirée le gaz avait été subitement éteint dans la ville et à la gare du chemin de fer par une main inconnue. Le portier de l'hôtel avait fait patrouille avec d'autres habitants; mais, à voir sa mine blême, il me parut qu'au cas où les confédérés passeraient le fleuve et attaqueraient Quincy, il n'y aurait pas lieu de compter beaucoup sur ce défenseur. Dans la chambre commune, où rougissait un fourneau chargé jusqu'à la gueule, se tenaient des groupes d'hommes aux longs cheveux, à la barbe de bouc, sombres et presque tous occupés à lire les journaux en lançant de temps à autre un jet de salive jaunie par le tabac. Certains visages avaient une expression tout à fait farouche. Je vois encore entrer un pauvre soldat boiteux, appuyé sur sa canne et amaigri par les fièvres. Un officier coiffé de son chapeau de feutre noir orné d'une

torsade à petits glands où brillent quelques brins dorés s'asseoit à une table, et dépouille avec solennité une correspondance que le train du chemin de fer vient de lui apporter. Le maître d'hôtel m'annonce qu'on ne peut me donner à souper, parce qu'il est plus de onze heures. Il semble étonné que j'insiste, ayant grand'faim, pour obtenir du moins un morceau de pain : les voyageurs américains ont en pareil cas une sorte de résignation et d'indifférence passive qui m'a toujours étonné chez un peuple libre, si volontaire, si ennemi de toute entrave. Hommes et femmes acceptent sans mot dire les petites misères du voyage avec un fatalisme où se mêle quelque dédain. Les compagnies de chemin de fer ont singulièrement abusé de cette patience; je ne crois pas m'être jamais trouvé dans un train qui arrivât à destination à l'heure indiquée. Jamais pourtant on ne lit dans les journaux des États-Unis ces réclamations qu'à tout propos les Anglais adressent aux leurs : l'ennui passé, l'Américain a hâte de l'oublier.

Placé à la limite des États libres et des États à esclaves, le Missouri, où se rencontrent les deux plus grands fleuves du continent américain, devait nécessairement devenir un des champs de bataille de la guerre civile, — champ de bataille excentrique, placé loin des provinces où devait se porter l'effort principal des combattants, mais par là même condamné à servir de théâtre à des scènes plus désolantes, à des passions plus ardentes, plus farouches, moins sou-

mises au frein de l'honneur et de la discipline militaire. Au moment des premiers troubles, la plupart des Missouriens ne cachaient point leurs sympathies pour les rebelles. Les partisans de l'Union ne comptaient guère que pour un tiers dans un État que les relations commerciales, les traditions politiques et surtout l'institution de l'esclavage rattachaient par tant de liens à la nouvelle confédération. Après la première élection de M. Lincoln, il ne tint qu'à peu de chose que Saint-Louis et avec cette ville le Missouri tout entier ne fussent perdus pour la cause du Nord. Déjà les partisans de la révolte s'étaient armés, avaient formé un camp à la porte de Saint-Louis et se préparaient à brusquer une *ordonnance de sécession*. Quelques unionistes courageux et dévoués organisèrent silencieusement les forces du parti républicain et recrutèrent surtout des alliés dans la population allemande. Le 10 mai 1861, un peu avant le terme désigné pour la publication de l'ordonnance de sécession, le capitaine Lyon, à la tête d'une poignée de volontaires, se rendit au camp Jackson, y entra sans coup férir, et dispersa ceux qui s'y étaient réunis. Une heure d'audace empêcha une vaste province d'unir sa cause à celle des rebelles, et épargna peut-être au Nord des années d'efforts et d'immenses sacrifices. A plusieurs reprises, les confédérés essayèrent cependant d'arracher le Missouri à l'Union. Le sang coula dans les rues de Saint-Louis, qui devint le chef-lieu d'une circonscription militaire; plus de quarante mille Missouriens

s'enrôlèrent dans les armées du Sud. Un ancien gouverneur de l'État, Sterling Price, qui jouissait encore d'un grand prestige, surtout parmi les populations rurales, fut nommé général par Jefferson Davis, et envahit une première fois le Missouri à l'époque où le général Frémont exerçait le commandement à Saint-Louis. L'invasion fut repoussée; les unionistes, qui avaient fui devant les régiments de Price, purent rentrer dans leurs foyers. Cependant la sécurité ne fut jamais parfaitement rétablie : des bandes armées parcoururent longtemps le pays en tous sens; la fidélité de ceux mêmes qui avaient servi la cause fédérale fut mise à l'épreuve, quand ils ne purent plus douter que l'esclavage ne survivrait pas à la guerre civile. Le sentiment unioniste n'avait jamais été tout à fait pur dans le Missouri : chez beaucoup d'habitants il était resté subordonné à leur attachement invétéré à l'institution servile. Plus cette institution fatale semblait près de la ruine, plus obstinés étaient les efforts de ceux qui voulaient encore la sauver. Quelque temps avant l'élection présidentielle de 1864, et pendant que les partisans et les ennemis de l'esclavage étaient partout aux prises, le général Price annonça qu'il allait envahir de nouveau le Missouri : il acheva tranquillement ses préparatifs, fit des enrôlements dans les comtés méridionaux de l'État, et sa troupe atteignit bientôt le chiffre de vingt mille hommes. La conscription, l'enrôlement des noirs dans les armées

de la république, la politique émancipatrice, la longue interruption du commerce du Mississipi, avaient contribué à augmenter le nombre des mécontents, qui n'attendaient qu'un chef pour se déclarer en faveur de la sécession. Le général Rosencranz commandait à Saint-Louis, mais pendant longtemps il ne fit point mine de vouloir gêner les mouvements de Price. Son inaction permit à la cavalerie rebelle de se montrer à Hermann, à très-petite distance de Saint-Louis, sur le chemin de fer du Pacifique, et à Pilot-Knob , qui est également très-rapproché de cette ville. Le gouvernement avait envoyé Rosencranz à Saint-Louis, bien qu'il eût commis quelques fautes militaires dans le Tennessee : on l'avait choisi en qualité de catholique, pour donner une sorte de gage à ses coreligionnaires allemands de Saint-Louis. Pendant les premières campagnes de la guerre, il avait acquis une grande réputation; les correspondants des journaux s'étaient plu à le représenter comme une sorte de héros chrétien, passant de la prière au combat et du combat à la prière; mais à Saint-Louis comme dans le Tennessee, Rosencranz se montra inférieur à sa tâche. Il permit à Price de traverser à l'aise tout le Missouri : au moment où j'étais à Quincy, le général confédéré avait fait couper les ponts du chemin de fer du Pacifique et dispersé les ouvriers occupés aux travaux de cette ligne, appelée à un si grand avenir et aujourd'hui déjà terminée jusqu'à Warrensburg. Ses maraudeurs parais-

saient fréquemment sur le chemin de fer d'Hannibal à Saint-Joseph, qui va de la vallée mississipienne à celle du Missouri. Pendant que Price se dirigeait dans la direction du Kansas pour aller frapper un grand coup parmi la population de ce jeune État, tout dévoué à l'Union, des chefs de partisans opéraient autour de lui, notamment deux bandits nommés Bill Anderson et Quantrell, ce dernier déjà célèbre pour avoir, l'année précédente, surpris la ville de Lawrence dans le Kansas, et pour y avoir fait massacrer deux cents personnes désarmées. Anderson et Quantrell avaient des commissions régulières du gouvernement confédéré, mais ils agissaient en véritables voleurs de grand chemin; ils rançonnaient les amis comme les ennemis, et leur nom répandait la terreur sur toute la rive droite du Mississipi.

A Quincy, le fleuve a déjà une grande largeur. La ville est de construction très-récente, mais elle ne peut que grandir rapidement, car elle est située sur l'un des chemins de fer qui servent aux communications des deux rives du Mississipi. La grande place, plantée d'ormes, est entourée de boutiques où les fermiers de tout le pays voisin viennent faire leurs achats. Le port est encombré de sacs, de barriques, de caisses; de toutes parts on amène des troupeaux qui montent sur les bateaux à vapeur du fleuve. Ces *steamers* ne ressemblent en rien à ceux qu'on voit sur les lacs et sur les rivières d'Europe. Les Américains n'ont point conservé, dans les bateaux qu'ils des-

tinent à la navigation fluviale, les formes des navires qui doivent tenir la mer : le Mississipi, lors des basses eaux, a une très-faible profondeur, et son lit est partout rempli de bancs de sable qui sans cesse changent de place; aussi le bateau qui de tout temps a été propre à ce grand fleuve est ce que l'on nomme un *flat-boat*, bateau plat et rectangulaire, qui n'a qu'un très-faible tirant d'eau, et où le fret s'étale sur une grande surface. Le *steamer* du Mississipi n'est lui-même en réalité qu'un *flat-boat* à vapeur surmonté d'une maison. Sur le plancher principal, placé un peu au-dessus du niveau de l'eau, on loge les chaudières du côté de l'avant : elles ne sont point ensevelies, comme sur nos bateaux, dans une cale profonde, et, la nuit, les portes ouvertes où l'on jette le charbon luisent de loin sur le fleuve comme de grands yeux enflammés. Derrière les générateurs de vapeur est la machine; les cylindres sont presque toujours horizontaux, et d'immenses bielles horizontales communiquent directement l'impulsion aux manivelles des roues motrices , qui sont fort étroites et logées à l'arrière. Entre la machine et l'extrémité du *flat-boat* reste un grand espace où s'accumule le fret. Sur le bateau où je m'étais embarqué, on avait entassé des bœufs, des chevaux et des mulets envoyés à l'armée du bas Mississipi. Bien que ce bateau, le *Sucker-State*, ne tirât que trois pieds d'eau, le volume du fleuve était si bas, par suite de longues sécheresses, qu'on avait chargé presque tout le fret sur deux bateaux

plats ordinaires, alléges attachées à ses flancs. Un escalier conduit de ce que l'on pourrait appeler le rez-de-chaussée du bateau au premier étage, qui n'est qu'un grand salon en forme de couloir tout le long duquel s'ouvrent les portes numérotées des cabines. Celles-ci ont une seconde porte extérieure sur un balcon qui court le long du bateau. Aux heures des repas, le salon intérieur est converti en salle à manger. A l'une des extrémités est un *bar* où toute la journée on voit préparer des liqueurs de toute espèce, dont le *whisky* forme presque toujours l'élément principal. Le salon et les cabines sont recouverts d'un toit plat, enduit de bitume, qui porte un second étage en retrait, et beaucoup plus petit, où sont logés les agents et les officiers du *flat-boat*. Cet étage est surmonté d'une sorte de petit observatoire carré qui domine tout le navire, et où le pilote se tient à la roue du gouvernail.

Les eaux étaient si basses que l'on dut s'arrêter la première nuit un peu au-dessous d'Hannibal, sur la rive missourienne. On embarqua à la lueur des torches un grand troupeau de bœufs à demi sauvages. Ils n'avançaient qu'à force de cris et de coups sur le plancher de bois qui conduisait au pont. Les matelots noirs, les bouviers, armés d'immenses bâtons, s'agitaient en tous sens : les bœufs effarés poussaient de sourds beuglements ; quelques-uns, pris de terreur, se précipitaient dans le fleuve. On voyait des lueurs courir à travers le bois. L'affreux vacarme dura près de deux

heures, puis tout rentra dans le silence et l'obscurité. A cette latitude, les nuits sont déjà d'une admirable splendeur. Orion brillait d'un éclat merveilleux; la Grande-Ourse, penchée sur l'horizon, se réflétait dans le fleuve, et, renversée, paraissait presque aussi brillante. Dans le salon des passagers, les hommes, le cigare à la bouche, se tiennent du côté de l'avant, groupés autour d'un poêle de fer où un nègre vient de temps à autre mettre du charbon. Quelques rôdeurs de rivière à mine sauvage jouent aux cartes; quelques-uns lisent les derniers journaux de Quincy ou de Saint-Louis, d'autres causent à voix basse, et de temps à autre on entend les noms de Price, de Lincoln, de Mac-Clellan. Il y a là des figures qui ne dépareraient pas les hordes du Missouri : les cheveux incultes, les barbes hérissées, les regards obliques, les habits usés, les chapeaux mous enfoncés sur les yeux, font penser involontairement aux bandits qui suivent Quantrell et Bill Anderson. A l'autre extrémité se tiennent les femmes, les enfants, les hommes qui les accompagnent ou qui sont admis à l'honneur de leur conversation. Les Missouriens réfugiés à bord du bateau à vapeur s'entretiennent des atrocités commises par les guérillas. Je rapporterai seulement un de leurs récits, parce que j'eus l'occasion d'en vérifier l'authenticité à Saint-Louis. Après que le général Price eut quitté la petite ville de Glasgow, Quantrell et Anderson y entrèrent. Anderson, accompagné d'un capitaine, se rendit à la maison d'un vieux proprié-

taire unioniste très-riche et très-respecté, M. Benjamin Lewis. Il demanda à voir M. Lewis : on lui répondit que celui-ci était sorti, sur quoi il menaça de mettre le feu à la maison. Madame Lewis envoya chercher son mari. Elle avait à ce moment chez elle madame Clark, mère du général confédéré Clark, et M. Yorth, beau-frère du général Price ; mais Anderson ne voulut point écouter leurs supplications. Quand M. Lewis parut, Anderson lui dit : « J'ai entendu parler de vous ; vous avez fait plus de mal à notre cause qu'aucun autre homme dans cet État. » Là-dessus, il lui demanda tout ce qu'il avait d'argent. M. Lewis apporta environ 1000 dollars, ajoutant que c'était tout ce qui lui restait ; mais Anderson ne se déclara point satisfait. Resté seul avec M. Lewis (madame Lewis était sortie avec madame Clark et M. Yorth pour chercher de l'argent chez ses voisins et ses amis) il frappa le vieillard à la tête avec la crosse de son pistolet, le renversa, et continua de le frapper à terre avec l'aide de son compagnon. Ils mirent l'un après l'autre le canon de leur revolver dans sa bouche en le menaçant de lâcher la détente. Anderson lui ordonna ensuite de se relever, et continua de le menacer avec son pistolet. Quatre heures se passèrent ainsi, pendant lesquelles le malheureux vieillard resta exposé à la furie d'Anderson. A deux heures du matin, une cousine de M. Lewis arriva et demanda au capitaine qui accompagnait Anderson combien il faudrait donner pour obtenir sa délivrance. Ander-

son exigea 6000 dollars : ils lui furent comptés, 5000 en papier et 1000 en or. Alors seulement le bandit consentit à se retirer. Quelques jours après, M. Lewis se réfugiait à Saint-Louis ; son état était encore déplorable : il était couvert de contusions, et l'anxiété qu'il avait éprouvée lorsque, quatre heures durant, il avait été menacé de mort, avait profondément ébranlé sa santé.

On m'avait donné pour compagnon de cabine un jeune fermier du Kansas qui conduisait son neveu, un enfant de dix ans, à Saint-Louis. Il lisait assidûment *La démocratie en Amérique* de M. de Tocqueville dans la traduction anglaise. L'exemplaire portait la marque de la « bibliothèque publique de Leavenworth. » Sa conversation m'intéressa vivement. Depuis dix ans établi au Kansas, il avait vu fonder et s'agrandir Leavenworth, qui a aujourd'hui 20 000 habitants, Lawrence et Atchison, qui n'en ont encore que 3000. Ces trois villes sont les plus importantes du Kansas, où la population est surtout disséminée dans des fermes et de petits villages. Il n'est pas une province où l'amour de l'Union soit plus énergique et plus passionné. Le Kansas a connu la guerre civile avant qu'elle éclatât dans le reste du pays. Là s'alluma l'étincelle qui depuis a tout embrasé. Le souvenir de John Brown y est encore vivant, et la figure héroïque de ce rude fermier qui faisait la guerre avec ses fils à la façon des Macchabées est déjà comme enveloppée dans la légende. « Elle marche, l'âme de John Brown

(*his soul is marching on*) ! » dit le refrain de la plus belle chanson que la muse de la guerre ait trouvée, chanson qu'on entend presque partout où l'on rencontre un groupe de soldats de l'Union ; elle marche ! mais c'est aux solitudes du Kansas qu'elle a d'abord vu la liberté aux prises avec la tyrannie et qu'elle s'est préparée à la lutte suprême. De l'État du Kansas sont partis depuis le commencement de la guerre 30 000 volontaires ; 10 000 fermiers, organisés en milices et habitués à manier les armes, attendaient l'armée de Price, bien déterminés à défendre leurs champs et leurs foyers. Avec 1000 soldats fédéraux commandés par Curtis et en garnison au fort Leavenworth, le Kansas n'avait pas d'autres défenseurs au moment où je descendais le Mississipi.

La fidélité ardente et exaltée de cet État à la cause de l'Union ne s'inspire point de motifs vulgaires, car l'intérêt le relie à peine aujourd'hui aux provinces de l'Atlantique ou même à celles de l'Ouest. Placé sur la rive droite du Mississipi, le Kansas est déjà, qu'on me permette le mot, sur le versant du Pacifique, bien que les montagnes Rocheuses élèvent leur muraille entre son territoire et la rive californienne. Ses communications principales sont ouvertes avec les régions que traversent les grandes chaînes de l'intérieur : pourquoi enverrait-il ses blés dans l'Illinois, qui en regorge ? Placé aux confins des pays cultivés, il expédie ses céréales dans le district de Colorado, à Santa-Fé, aux mines argentifères de Virginia-

city, dans le district de Nevada, aux mines d'or d'Idaho. Son commerce est un commerce de caravanes : bestiaux, farines, lavoirs pour les sables aurifères, tout part maintenant du Kansas ou du pays des Mormons pour arriver à ces oasis métallurgiques longtemps ignorées, et où la fièvre des mines a pourtant attiré une population très-nombreuse.

Le second jour, le bateau à vapeur s'amarra encore le soir sur la rive missourienne, à une petite distance de l'embouchure de la rivière Illinois. Le lendemain matin, nous arrivâmes en vue d'Alton ; le promontoire rocheux sur lequel est bâtie cette ville est dominé par un vaste pénitencier qui servait de prison pour les soldats confédérés. Les baïonnettes des sentinelles étincelaient aux rayons du soleil matinal, et des soldats désœuvrés se promenaient sur le quai de débarquement. Peu de temps avant notre arrivée à Alton, un jeune homme qui m'avait vu dessiner sur le pont vint me demander en rougissant si je ne consentirais point à lui faire un croquis de la prison d'Alton. Malgré sa barbe rousse inculte, ses yeux brillants et ses cheveux en désordre, il avait un air si naïf et si candide que je cédai à son désir. Je lui demandai cependant pourquoi il avait choisi ce point de préférence à tout autre. Il rougit encore plus, et me dit que beaucoup de ses amis au village connaissaient Alton et seraient bien aises d'en avoir un dessin. J'appris quelques jours après à Saint-Louis que les bandes confédérées avaient eu la pensée de sur-

prendre Alton pour y délivrer les prisonniers. Le projet ne fut point mis à exécution : mon dessin de la prison ne servit donc à rien, s'il sortit des mains de mon jeune inconnu, que j'ai depuis soupçonné d'avoir servi dans les armëes de la rébellion.

Un peu au-dessous d'Alton, le Missouri et le Mississipi mêlent leurs eaux : celles du Missouri, limoneuses, toutes chargées d'argile, ont le volume le plus puissant. Aussi le Mississipi, jusque-là limpide, prend-il bientôt une couleur grise et terreuse qu'il conserve jusqu'aux méandres de son embouchure. On aperçoit enfin Saint-Louis ; les vastes usines, les hangars, les magasins, les vieilles maisons rouges du port s'allongent le long du quai, où se presse une véritable flotte de blancs *steamers*. Il y avait peu d'animation sur le port : presque tous les feux des bateaux à vapeur étaient éteints, et sur les talus du quai on ne voyait que peu de ballots et de barriques. La ville, au premier abord, me parut triste et sale. Les maisons de brique qui avoisinent le fleuve sont toutes délabrées. Saint-Louis a déjà, dans quelques parties, l'air d'une vieille ville, bien qu'elle soit entièrement moderne. Le petit poste fondé par Laclède et Chouteau est devenu depuis vingt ans la métropole commerciale du centre du continent. Saint-Louis aspire aujourd'hui à étendre son influence jusque sur la côte californienne : elle a son chemin de fer du Pacifique, déjà terminé jusqu'à Dresden, au delà de Jefferson-city, la capitale politique du Missouri. Avec les avan-

tages naturels que possède Saint-Louis, maîtresse du plus grand fleuve de l'Amérique du Nord, cette ville aurait fait des progrès bien plus rapides, si elle n'eût été soumise aux énervantes influences de l'esclavage. Le « compromis du Missouri » livra à l'institution fatale un pays que sa latitude aurait dû en préserver et qui offrait au travail libre un champ d'une admirable fécondité : ce fut le premier triomphe d'une politique envahissante et sans scrupules. Le Sud s'engageait alors à ne réclamer pour l'*institution favorite* aucun autre territoire situé au delà du 36e degré de latitude. Comment cette promesse fut tenue, quelle suite d'humiliations pour le Nord, de victoires pour le Sud, les précipita enfin tous deux dans la guerre civile, c'est ce que chacun sait. Pour le Missouri lui-même, l'esclavage n'a jamais été qu'un fléau : il en a écarté l'esprit d'entreprise, l'émigration, le génie industriel. Peut-on comparer les forges et les usines à fer du Missouri à celles de la Pensylvanie ? Pourtant le Missouri a de véritables montagnes de minerai de fer dans les monts Ozark ; les masses métalliques d'Iron-Mountain et de Pilot-Knob rivalisent pour la qualité avec les célèbres gisements de l'île d'Elbe, de la Suède et de la Norvége.

La population française de Saint-Louis a été de tout temps et reste encore aujourd'hui attachée à l'esclavage ; à sa fidélité aux anciennes traditions coloniales se mêle je ne sais quel dédain instinctif et méfiant pour tout ce qui passionne les races envahissantes dont

elle se trouve enveloppée. C'est, je dois le dire, pour un Français un spectacle douloureux que celui de cette population aimable, riche, estimable, mais, par sa propre faute, presque absolument privée d'influence. Tandis que tout marche autour d'elle, elle reste et veut rester stationnaire. Elle ne descend point dans l'arène politique et n'a pas encore fourni à la république un seul homme d'État. Le clergé catholique, très-riche et par ses vertus très-digne de respect, ne laisse guère percer d'autre préoccupation que celle de soustraire les enfants catholiques aux écoles publiques, où l'éducation est gratuite et conserve un caractère tout à fait laïque. Saint-Louis fait involontairement penser à telle ville de province en France à la fois timide et frondeuse, endormie, paresseuse, gouvernée par des gens qu'elle connaît à peine ou qu'elle ne connaît point, insouciante ou ignorante de ses droits municipaux et politiques, contente d'elle-même sans rien néanmoins attendre d'elle-même. Otez-lui de plus la fierté nationale, l'écho des voix lointaines de la capitale, le sentiment obscur et profond de je ne sais quelle puissante solidarité qui sert de ciment à toutes les âmes, l'assurance enfin d'une grande destinée pour la nation : voilà du moins le Saint-Louis des Français. A côté de celui-là se trouve le Saint-Louis des Américains et des Allemands. Il ne paraît pas dans cette grande ville un seul journal français; en revanche on y publie un grand nombre de journaux anglais et allemands.

C'est peut-être dans la population germanique qu'il faut chercher les défenseurs les plus exaltés de l'Union, les ennemis les plus résolus de l'esclavage. Moins familiarisés toutefois que les émigrants de race anglo-saxonne avec les habitudes de la vie publique, les Allemands apportent encore dans les luttes politiques un enthousiasme trop irréfléchi, une certaine naïveté qui se repaît facilement de phrases creuses, un entêtement qui s'use dans de misérables personnalités. En flattant leur passion démagogique et leur vanité, quelques meneurs hostiles à M. Lincoln avaient réussi à leur faire adopter la candidature du général Frémont au commencement de la campagne présidentielle de 1864, et quand le général se retira de la lice, les radicaux missouriens ne prêtèrent au candidat républicain qu'un appui fort tiède.

Si le radicalisme d'une partie de la population germanique de l'Ouest a pu causer quelques embarras au gouvernement, il est juste de reconnaître que les Allemands ont montré un vif attachement, un grand dévouement pour leur nouvelle patrie. Ayant compris dès l'origine le caractère et le but de la guerre civile, ils ont épousé la cause de l'Union et de l'émancipation avec une ardeur et une passion dont le contre-coup a été ressenti jusqu'en Europe par les populations d'outre-Rhin. La part qu'ils ont prise dans la guerre, le courage qu'ils ont déployé sur les champs de bataille, leur hostilité à l'esclavage et au parti démocratique, leur assurent désormais une place

importante dans la politique des États-Unis. L'esprit anglo-saxon, exclusif, envahissant et jaloux, il faut le dire, habitué à tout vaincre, à tout absorber, devra compter avec cette force qui s'est révélée dans les jours de lutte et de danger. En Californie comme en Missouri, les Allemands se sont trouvés aussi Américains, je dirais presque plus Américains que les *Yankees;* la guerre civile a signé leurs lettres de grande naturalisation. Les véritables amis des États-Unis ne peuvent que s'en féliciter. Il y a dans la race germanique des qualités et des éléments qui sont destinés à rajeunir la race anglo-saxonne. La haute culture allemande a encore bien peu de représentants au delà de l'Atlantique, et l'Allemagne n'y envoie guère que les plus ignorants et les plus pauvres de ses enfants ; mais ils portent dans leurs veines et dans leur cerveau les germes mystérieux qui, dans la vieille patrie, ont déjà eu leur plein épanouissement. Dans la patrie nouvelle, ces germes ne resteront pas toujours endormis : à l'audace, à la ténacité, à la roideur anglo-saxonne s'alliera quelque chose de neuf, de plus naïf, de plus poétique. Au point de vue même purement physique, on peut attendre quelque chose du mélange des deux races; l'une est trop nerveuse et irritable, l'autre trop rustique et trop épaisse ; mais leur mariage intellectuel portera sans doute les fruits les plus précieux.

La situation du Missouri n'était, au moment où je m'y trouvais, rien moins que satisfaisante : depuis la

prise de Wisksburg, les canonnières fédérales circulaient librement sur tout le Mississipi, mais les relations commerciales entre Saint-Louis et la Nouvelle-Orléans étaient à peu près interrompues; les transports de l'armée continuaient seuls à donner un reste d'animation au fleuve; les guérillas tiraient encore fréquemment sur les bateaux à vapeur et ôtaient toute sécurité aux voyageurs. La violence des partis était extrême; les démocrates reprochaient à M. Lincoln sa politique émancipatrice, et leur candidat aux fonctions de gouverneur de l'État n'était autre qu'un cousin germain de Sterling Price, qui par deux fois avait envahi la province. Ce cousin, du nom de Price aussi, était en 1860 resté fidèle à l'Union, et M. Lincoln, pour l'en récompenser en même temps que pour donner un témoignage de ses dispositions conciliatrices, l'avait nommé d'emblée brigadier, général dans l'armée des volontaires. Cela n'empêchait point, au mois d'octobre 1864, le brigadier Price de soutenir la candidature de Mac-Clellan, et dans une assemblée populaire il osait déclarer que, si M. Lincoln était réélu, le Missouri aurait à examiner s'il ne serait pas conforme à ses intérêts d'unir sa destinée à celle des États de la nouvelle confédération. D'autre part, les républicains se croyaient abandonnés, presque trahis par le gouvernement; ils reprochaient à M. Lincoln les moindres complaisances pour les démocrates; ils avaient obtenu dans une convention l'abolition graduelle de l'esclavage,

mais ils redoutaient que la mesure émancipatrice ne restât une lettre morte, si leurs ennemis parvenaient à reprendre l'influence. Partout les unionistes étaient exposés aux plus grands dangers ; l'inertie du commandant militaire de la province avait pour la seconde fois livré l'État à des bandes de pillards et d'assassins. Des deux côtés on se plaignait de la conscription. Le Missouri avait déjà donné trente mille soldats à l'armée du Nord, près de quarante-cinq mille avaient suivi le drapeau du Sud, et l'on demandait encore à l'État un contingent fixé d'après le chiffre de la population en 1860.

Ma visite la plus intéressante à Saint-Louis fut celle du camp Jefferson, situé à petite distance de la ville. Je m'y rendis par le chemin de fer américain, et aperçus en passant l'un des onze forts, aujourd'hui abandonnés, que le général Frémont fit élever quand il commandait à Saint-Louis, plutôt pour tenir la ville en respect que pour la protéger. Les maisons de bois du camp s'allongent autour de grandes places d'armes, à côté d'un parc autrefois affecté à des expositions agricoles. Parmi les beaux chênes noirs au tronc droit, aux branches anguleuses, s'élèvent quelques bâtiments légers qui ont tous été convertis en hôpitaux ; on a construit en outre beaucoup de maisons de bois pour loger les soldats malades, les familles noires et les réfugiés du Sud. L'hôpital de ces derniers, où j'entrai d'abord, offrait un spectacle lamentable : partout des femmes, des enfants émaciés par les longues marches,

la fatigue, la faim et la maladie. On me fit voir une pauvre vieille femme qui était venue seule sur un petit cheval depuis le Texas jusqu'à Saint-Louis. Pendant que je passais tristement entre les rangées de lits, un vieillard s'agitait dans les lentes convulsions de l'agonie en soulevant des bras amaigris qui déjà ressemblaient à des ossements. Une odeur fétide de cuisine et de pharmacie alourdissait l'atmosphère échauffée par les poêles de fer. On voyait encore étendus sur les couvertures de laine grise des couchettes les vêtements en lambeaux que les fugitifs avaient apportés. Quelques femmes à l'œil hardi riaient tranquillement entre elles, et leur gaieté auprès de ces lits de mort avait quelque chose de cynique et de lugubre. Ont-ils vu souvent de tels tableaux, ceux qui ont donné le signal de la guerre civile? et s'ils les ont contemplés, ont-ils pu se défendre d'un remords?

L'hôpital militaire avait un tout autre aspect : les couchettes blanches et propres étaient presque toutes vides ; des guirlandes en papier de couleur pendaient en festons entre les colonnes de bois et sur les plafonds. Au-dessus des portes et des lits en fer étaient accrochés de grands cartons où l'on avait écrit en gros caractères des versets de la Bible, des devises, des sentences patriotiques. La plupart des malades étaient des hommes de couleur. L'un d'entre eux avait eu les pieds gelés pendant les opérations du siége de Wicksburg. Les convalescents étaient assis en groupes ; quelques-uns portaient leurs cheveux tressés en pe-

tites queues qui se dressaient sur la tête ; leurs habits bleus reluisaient de propreté.

Après les hôpitaux, je parcourus les cases bâties à la hâte pour les réfugiés, gens de couleur ou petits blancs. Dans le quartier des premiers, les négrillons semblaient sortir de tous les coins. Les femmes faisaient la cuisine. Une vieille femme à mine réjouie passait en portant des patates. « Pourquoi, lui dit mon guide, n'achetez-vous pas des pommes de terre ? Elles coûtent bien moins cher. — Bah ! fit-elle avec un air de tête et un sourire indescriptibles, est-ce que je mange des patates irlandaises ? » Un vieillard à la barbe et aux cheveux blancs se chauffait au soleil sur un escabeau ; il avait au moins quatre-vingts ans, mais il ignorait son âge véritable. « Pourquoi, lui demanda-t-on, avez-vous fui le Sud ? — Pour me reposer : l'oncle Sam ne me fera plus travailler. » Les maisons affectées aux familles blanches réfugiées n'étaient guère remplies que de femmes et d'enfants ; on n'y voyait que peu d'hommes, tous trop vieux ou trop faibles pour trouver un emploi. Les membres de la même famille restaient réunis. Ces malheureux nous regardaient avec une curiosité étrange ; les femmes surtout entraient volontiers en conversation : elles ne semblaient connaître ni le sentiment de l'embarras ni celui de la pudeur ; quelques-unes, occupées à se peigner, ne prirent point la peine de renouer leurs cheveux. Mon guide, par les soins duquel avait été récemment ouverte dans le camp une école pour les

enfants des réfugiés, demanda à une jeune femme dont le visage délicat et encore enfantin annonçait tout au plus seize ans : « Êtes-vous déjà allée à notre école? — A l'école ! dit-elle avec surprise et hauteur, en rejetant en arrière ses longues tresses blondes, je suis, monsieur, une dame mariée (*I am a married lady*). » Toutes ces femmes du Sud sont des dames, des *ladies*, ce qui ne les empêche point de fumer tranquillement dans des pipes en terre, comme des soldats ou des matelots (1). La jeune *dame* qui s'était révoltée à la pensée d'aller à l'école fut pourtant obligée d'avouer qu'elle ne savait point lire. Elle n'en parut nullement honteuse : les blancs qui dans les États du Sud forment la classe intermédiaire entre les grands propriétaires et les esclaves vivent dans la plus profonde ignorance. C'est dans cette classe rude, grossière et demi-sauvage, dès longtemps habituée à une entière dépendance, que l'oligarchie du Sud a recruté ses armées ; elle est parvenue à lui inspirer l'horreur de tout ce qui pourrait la régénérer : ces soldats, dont le sang a coulé sur tant de champs de bataille, croyaient se battre pour l'indépendance, et se battaient en réalité pour avoir des maîtres. Les soldats de l'esclavage étaient eux-mêmes des esclaves.

En sortant du camp, je vis arriver une troupe de

(1) L'abus du mot *lady* est au reste très-général aux États-Unis dans le Nord comme dans le Sud. On m'a cité à ce propos cette phrase d'un sermon : « Qui vint d'abord au pied de la croix? Des dames (*ladies*). — Qui resta le plus longtemps au pied de la croix ? Des dames. »

cavalerie missourienne qui revenait d'une expédition à Pilot-Knob ; l'escadron fit halte à la porte du camp en attendant qu'on lui assignât ses quartiers. Hommes et chevaux avaient l'air également fatigué, n'ayant pas eu de repos depuis plusieurs jours ; les vestes bleues ornées de quelques passementeries jaunes, les longs manteaux, les chapeaux de feutre noir, étaient chargés de poussière ; les grandes bottes et les étriers de cuir à la mexicaine, couverts d'une épaisse couche de boue desséchée. Tous les hommes avaient des mousquetons pendus à la selle et des revolvers au ceinturon. Ils avaient battu le pays en quête des guérillas, mais eux-mêmes avaient tout l'air de partisans plutôt que de soldats. La plupart étaient si las qu'ils s'étaient assoupis sur leurs chevaux, les uns assis, pour se reposer, dans la posture des amazones ; les autres tenant les deux jambes croisées par-dessus le pommeau de leur selle. Il y avait dans le nombre de magnifiques types militaires : je me rappelle notamment un jeune capitaine qui était descendu de cheval ; le bras appuyé sur la selle, avec son sabre traînant, son visage souriant et martial, ses dents qui brillaient sous une belle moustache blonde, il avait l'air aussi gai et aussi dispos que s'il revenait de la parade. A voir les figures hardies de ces Missouriens, on devinait qu'ils devaient se battre comme des démons, mais qu'ils préféraient les expéditions d'aventure à la vie des camps et aux longues opérations d'une guerre régulière.

Les hôpitaux de Saint-Louis et de ses environs étaient sans cesse visités par les membres de la *commission sanitaire de l'Ouest.* Ces commissions, indépendantes de l'État, fonctionnaient dans toutes les grandes villes de l'Union. Elles ne contrariaient en rien l'action du corps médical, ni des officiers de l'armée, et s'efforcaient seulement d'en rendre la tâche plus aisée. La générosité du peuple américain leur fournissait des ressources qui permettaient d'ajouter partout un peu de superflu au nécessaire, des fruits, des antiscorbutiques à la ration réglementaire des camps et des hôpitaux, quelques vêtements plus chauds à l'uniforme d'ordonnance; ces mêmes ressources avaient servi à fonder des écoles pour les noirs, à diminuer les souffrances de tant de malheureux, noirs ou blancs, victimes innocentes de la guerre civile. Peu de commissions sanitaires ont eu une tâche plus difficile que celle de l'Ouest. Les offrandes et les dons patriotiques se portaient plus naturellement vers la grande commission de Washington, et vers ses succursales de Boston, de Philadelphie, de New-York. La commission de Saint-Louis et de la vallée mississipienne eut les débuts les plus modestes; après les premières batailles livrées dans le Missouri pendant l'été de 1861, rien n'était prêt pour les blessés; on n'avait ni lits, ni fourneaux, ni matelas, ni couvertures, ni remèdes, ni infirmiers. Au moment où j'étais à Saint-Louis, la commission avait déjà reçu 275 000 dollars, et des contributions en nature pour une va-

leur d'environ 1 250 000 dollars. Le président de la commission, M. Yeatman, avait 2000 dollars à dépenser par jour; de toutes parts, de vastes hôpitaux avaient été élevés; la commission avait fondé dans plusieurs villes des *soldier's homes*, établissements où les soldats en route pour les armées ou pour leur pays recevaient gratuitement le vivre et le couvert; elle distribuait, par l'intermédiaire des chirurgiens de l'armée, dans les camps et les hôpitaux, des couvertures, des bas, des chemises, des conserves de légumes, du vin, des fruits, des livres, etc., tout ce qui pouvait ajouter au bien-être du soldat. Des caisses arrivaient chaque jour de toutes les parties de l'Union, remplies des objets les plus variés : depuis le Maine jusqu'au Minnesota, de Boston à Saint-Louis, il n'est pas un village qui n'ait envoyé son offrande; mais c'est du Massachusetts que sont venus les secours les plus abondants et les plus précieux. Non-seulement ce petit État a fait des dons plus importants en nature et en argent; il a donné des chirurgiens, des infirmiers, des infirmières, des institutrices. Le ministre unitaire de San-Francisco, Starr King, dont la patriotique éloquence a peut-être empêché la Californie de se détacher de l'Union, et qui a obtenu de cet État jusqu'à 300 000 dollars pour les commissions sanitaires de Washington et de Saint-Louis, était de Boston. M. Elliott, ministre unitaire de Saint-Louis, qui, avec un ancien propriétaire d'esclaves du Tennessee, M. Yeatman, était l'âme de la commission de

Saint-Louis, venait également de la Nouvelle-Angleterre. J'ai vu l'une de ses nièces, qui était arrivée à Saint-Louis pour apprendre l'alphabet à des enfants nègres, passer, à l'âge de vingt ans, toutes ses journées entre les bancs d'une école. Un démocrate s'écriait un jour devant moi avec colère : « La guerre actuelle, c'est la conquête de l'Amérique par le Massachusetts. » Il avait raison, mais cette conquête n'était pas celle de l'épée.

Quand je quittai le Missouri, tout y était confus et et incertain ; mais peu de temps après mon départ le général Price fut battu par les rudes milices du Kansas, soutenues par quelques troupes fédérales et par la cavalerie de Stoneman. Au premier échec, l'armée d'invasion, démoralisée par ses propres excès, se fondit en quelque sorte ; le général Price n'en ramena que quelques débris dans les solitudes de l'intérieur du continent. Son deuxième appel aux populations du Missouri avait été aussi vain que le premier. Il était venu, disait-il dans ses proclamations, les soustraire à la tyrannie de M. Lincoln et leur donner pour la dernière fois l'occasion de se soulever contre le gouvernement de Washington ; mais il n'avait trouvé d'autres recrues que des pillards et des bandits. Le général Rosencranz, malgré la faiblesse qu'il avait montrée, conserva encore son commandement jusqu'à l'élection présidentielle du 4 novembre, après quoi il lui fut retiré. Le Missouri donna ses voix à M. Lincoln ; du même coup les électeurs choisirent

dans la fraction la plus radicale du parti républicain leur gouverneur, les membres d'une nouvelle législature et ceux d'une convention chargée de refaire la constitution de l'État. Les terribles leçons de la guerre civile n'avaient pas été perdues pour les habitants de cette malheureuse province, ravagée en tous sens et deux fois condamnée à toutes les horreurs de l'invasion. La nouvelle convention commença vaillamment son œuvre : elle ne voulut pas laisser vivre un jour de plus la fatale institution, considérée à bon droit comme la cause de la guerre civile, et l'on effaça de la nouvelle charte politique tout ce qui pouvait la rappeler.

CHAPITRE X

LES ÉTATS DU CENTRE. — CINCINNATI. — PHILADELPHIE.

Le Missouri m'avait montré dans toute leur âpreté les passions politiques qui avaient compromis la cause de l'Union. Dans les États du centre, où allait se continuer mon voyage, je devais observer la société américaine sous un aspect plus calme. C'est vers Cincinnati que je me dirigeai d'abord en quittant Saint-Louis. Je traversai le fleuve de grand matin en bateau à vapeur pour aller prendre le chemin de fer sur la rive gauche. La ville était enveloppée dans une légère brume qui dormait sur le fleuve; à travers ce voile, les grands *steamers* peints en blanc semblaient comme des flocons cotonneux. De Saint-Louis à Vincennes, on traverse la pointe méridionale de l'État de l'Illinois : cette région, entièrement peuplée par des émigrants du Sud, Missouriens ou Kentuckiens, s'appelle familièrement *l'Égypte;* c'est la tache noire

de l'Illinois, le pays d'ignorance, de sauvagerie, de pauvreté. On traverse de belles forêts où les arbres du midi se Mêlent déjà aux arbres du Nord; jamais, je crois, je ne vis nulle part autant d'essences mélangées dans un si pittoresque désordre. On aperçoit de temps à autre dans la solitude des fourrés quelque cabane de bûcheron ou une pauvre ferme qui s'entoure de riches cultures. A toutes les stations se tiennent des groupes désœuvrés attendant les journaux. Arrivé à l'une d'elles, je descends un moment, et j'entends une violente discussion entre un unioniste et des démocrates qui lui parlent d'un ton de menace. A la mine farouche des interlocuteurs, on devine qu'il ne doit pas y avoir loin dans ce pays de la parole à l'action. « Si Lincoln est nommé, s'écrie l'un d'eux avec d'horribles jurons, on verra du nouveau ici. » Le train repart au milieu des étincelles et suit sa ligne droite à travers les chênes noirs, les ormes, les érables, les acacias, les cerisiers, les noyers sauvages, les charmes, les bouleaux, les troncs morts que les vignes vierges couvrent de pampres jaunis ou pourprés. Sur le Wabash, l'un des nombreux affluents de l'Ohio, est Vincennes, un des anciens établissements des Français au Canada : c'est encore aujourd'hui le siége d'un évêché catholique. Dans tout autre pays, le Wabash passerait pour un grand fleuve, en Amérique on n'en parle pas. Au delà de Vincennes, on est dans l'Indiana. Le pays conserve le même caractère. On n'aperçoit que des

loghouses dans les clairières de la forêt; quelques troncs d'arbres dont les interstices ont été bouchés avec du limon, une cheminée grossière en pierres mal jointes ou en bois noyé dans le pisé, une petite fenêtre et une porte basse, voilà le *loghouse*. Les porcs errent alentour en liberté parmi les ronces, les herbes et les mousses sur l'humus formé par les débris accumulés des végétaux. Quelquefois un enfant demi-nu, aux longs cheveux blonds, se tient sur le seuil du *loghouse* et suit des yeux la bruyante locomotive. Dans les villages, traversés de rues boueuses, passent les lourdes voitures allemandes. Presque à chaque station j'aperçois les manteaux bleus de quelques cavaliers fédéraux qui ont attaché leurs chevaux aux clôtures de bois. Après une journée entière passée dans les splendides forêts de l'Indiana, on atteint l'Ohio ou *Belle-Rivière*, et le chemin de fer en suit les bords sinueux depuis Aurore jusqu'à Cincinnati.

Cincinnati est la ville la plus populeuse et la plus importante de la magnifique vallée de l'Ohio; elle est depuis longtemps déjà florissante, mais la guerre a encore donné une impulsion plus vive à son principal commerce, qui est la salaison et la vente des porcs. Chicago commence pourtant, je l'ai dit, à lui disputer le nom de Porcopolis, sous lequel elle a été longtemps désignée familièrement. Dans les rues principales et sur le port règne une grande activité; les deux gigantesques piles d'un pont suspendu s'élèvent déjà sur les bords opposés du fleuve, et bientôt

les trains des chemins de fer passeront au-dessus des bateaux à voiles et des bateaux à vapeur. Partout se dressent d'énormes constructions où l'on emploie les matériaux les plus variés, les calcaires siluriens qui miroitent au soleil, les grès verdâtres du terrain carbonifère, qui ont les délicates nuances de la molasse suisse. La fantaisie des architectes se donne libre carrière; on ne peut reprocher aux maisons la monotonie, si l'on n'en peut toujours louer le dessin et les proportions. Tous les styles se mêlent, ou plutôt, au milieu de ces formes moresques, gothiques, italiennes, françaises, il n'y a plus aucun style. Les environs sont charmants. Par des faubourgs escarpés je montai jusqu'au sommet du mont Auburn, éminence qui domine la ville au nord. Les versants du côté de Cincinnati sont arides, et sur les pentes supérieures quelques maisons délabrées pendent sur les couches schisteuses du rocher. Dans ces schistes mis à nu, le géologue peut faire une riche moisson de coquilles siluriennes d'une extrême délicatesse. Au sommet, on domine toute la vallée, et l'on voit la ville étendue autour du fleuve comme un vaste croissant. De toutes parts, la masse confuse des toits, des clochers, des usines, des cheminées, est enceinte par des collines, où çà et là de coquettes habitations sont semées à toute hauteur au milieu des arbres. Le ruban du fleuve trace sa courbe majestueuse au centre de ce vaste tableau. Quand on s'éloigne de l'escarpement du mont Auburn, on

entre dans un pays pastoral, traversé de molles ondulations, où des arbres magnifiques, jetés çà et là au milieu des pâturages, forment comme un parc sans limites. Les érables à sucre se mêlent à quatre espèces de chênes, aux noyers, aux frênes, aux pâles bouleaux. Quelques maisons de campagne, que j'aperçus d'une belle avenue nommée Clifton-avenue, me rappelèrent les plus belles résidences de l'Angleterre par la douceur veloutée des pelouses, l'heureuse distribution des grands arbres en bouquets et en massifs; mais où trouverait-on en Angleterre ce ciel d'une admirable pureté, cette lumière légère et transparente qui donne à toute chose un relief si puissant, des nuances si riches, si cristallines?

Revenu vers la vallée, j'admirai longtemps la position de Cincinnati, étendue au fond d'une coupe de verdure. En 1812, tout était encore silencieux et désert dans ces lieux où s'agite maintenant une multitude humaine. J'entendais de loin les cris de quelques soldats à cheval qui conduisaient un grand troupeau de mulets à un petit ruisseau qui descend au fond d'un pli dans l'Ohio. La fumée des bateaux marquait d'une traînée noire la courbe du grand fleuve. Au loin, parmi de sombres conifères, quelques taches blanches indiquaient la place d'un cimetière, ville des morts, presque aussi peuplée déjà que la ville des vivants. La brume du soir commençait à ramper sur l'Ohio, et, montant avec lenteur, adoucissait les angles des toits rougeâtres. Je quittai

à regret les hauteurs et ne rentrai qu'à la nuit tombante dans le tumulte des rues.

Le chemin de fer que je suivis de Cincinnati à Pittsburg me fit traverser tout l'État de l'Ohio. Aux environs de la ville, je vis passer les longues maisons de bois du camp Denison, les champs de manœuvres, les villas converties en hôpitaux, éparses parmi des champs et des bouquets de bois. Le chemin de fer serpente longtemps dans la riante vallée du Petit-Miami, parmi de belles fermes, d'immenses champs de maïs, des prés où restent encore debout les plus beaux arbres, de petits bois dorés par l'automne. On franchit la rivière Scioto à Columbus, ville grande, visiblement florissante, traversée de larges rues où roulent sur des rails les lourds omnibus américains; des maisons neuves et bien bâties portent des combles à la Mansard. Au delà de Hanover, on entre dans la fertile vallée de la rivière Miskatung; des champs de maïs interminables s'étendent entre des collines violettes couvertes de bois; le chemin de fer suit longtemps un canal qui du fleuve Ohio va jusqu'à Cleveland, sur le lac Érié. Aux approches des Alleghanys, le paysage prend un aspect plus agreste : aux arbres verts se mêlent les conifères; des ruisseaux bruyants coulent au fond de vallons sauvages.

A quelque distance de Steubenville, un train de marchandises déraillé intercepte quelque temps la voie et, pour retrouver à Steubenville le train qui arrive de Cleveland et auquel le nôtre doit s'atteler,

la locomotive descend avec une vitesse effrayante les courbes sinueuses d'une petite vallée où un torrent écumeux court entre des forêts de pins. Nous regagnons le temps perdu, au risque d'être jetés par la force centrifuge hors de la voie, qui suit les méandres capricieux du cours d'eau. Le train, lancé à toute vitesse, ne s'arrête qu'à grand'peine dans la gare de Steubenville, et arrache aux freins les grincements les plus affreux. Sans descendre même un instant à Steubenville, on repart pour Pittsburg : au bout de quelque temps, nouvel arrêt en pleine campagne: tout le monde descend sur la voie et court aux informations. Dans une tranchée voisine, un train de marchandises avait heurté une vache et déraillé. Toutes les locomotives américaines portent à l'avant ce qu'on nomme un *cow-catcher*, espèce de double soc qui peut jeter à droite ou à gauche les vaches qui souvent s'aventurent sur la voie; mais dans une tranchée étroite, ouverte pour une seule voie, le *cow-catcher* rejette seulement l'obstacle d'un côté à l'autre, et le train peut facilement sortir des rails. Nous attendîmes longtemps que la voie redevînt libre; j'étais sorti du wagon et regardais les croupes assombries des premières chaînes alléghaniennes, pareilles à de longs murs horizontaux. On désespéra bientôt de débarrasser assez rapidement la voie, et il fallut prendre un parti héroïque : de l'autre côté du train déraillé était un convoi qui se trouvait, comme le nôtre, arrêté. On changea la destination des deux

trains: les voyageurs qui descendaient la voie vinrent prendre nos places, et nous allâmes nous-mêmes nous installer dans les wagons qu'ils laissaient vides. L'opération ne fut point des plus faciles; quand l'échange des bagages et des voyageurs fut complet, il était déjà très-tard : aussi nous n'arrivâmes à Pittsburg que vers une heure du matin.

La ville de Pittsburg est bâtie sur le cap où se rencontrent les deux rivières Alleghany et Monongahela, qui en se mélant forment l'Hudson. Les Français, dès 1754, y avaient élevé un fort qui reçut le nom de Duquesne. Avant la guerre de l'indépendance, et pendant la lutte entre les colonies anglaises et les Français du Canada, Washington, alors jeune officier de milice, déclarait que le fort Duquesne était la clef de tous les domaines de l'Ouest. Le 25 novembre 1758, le général anglais Forbes prit le fort, auquel ses troupes donnèrent par acclamation le nom de Pitt. En 1845, Pittsburg fut presque entièrement brûlée; mais elle fut promptement rebâtie, et les noires fumées du charbon y tombent aujourd'hui sur un *court house* en style dorique, qui a coûté un million, et sur plus de cent églises. Sur la rive gauche de la rivière Alleghany est Alleghany-city, reliée par plusieurs ponts à Pittsburg ; on y a bâti à grands frais un magnifique pénitencier. A Lawrenceville, un des faubourgs de Pittsburg, les États-Unis ont un arsenal. Il suffit de lever la tête pour reconnaître qu'on est au centre d'un grand district industriel ; un nuage épais

flotte sans cesse au-dessus des innombrables usines de Pittsburg et des environs. De toutes parts s'élèvent des collines où les couches de charbon tracent leurs noirs affleurements : les tranchées du chemin de fer les montrent à nu ; le mineur n'a pas besoin de chercher le combustible au fond de puits creusés à grands frais ; il lui suffit d'entrer dans la montagne en perçant des galeries. Sur tous les flancs des vallées, on aperçoit les ouvertures d'où sortent les wagons qui, descendant sur de frêles plans inclinés de bois, vont déverser le charbon au niveau des chemins de fer ou des cours d'eau. Le sol recèle trop de richesses pour qu'on se donne la peine de le cultiver, et l'aspect sauvage qu'il conserve ne révèle que trop cette insouciance des habitants. Les bois sont coupés sans merci pour construire les revêtements des galeries de mines. Çà et là seulement restent quelques bouquets épargnés par la hache, et dont la beauté fait regretter que l'homme ait été obligé de ravager la surface pour extraire de cette terre privilégiée les trésors qu'elle recèle.

Dans toute la chaîne alléghanienne, les minerais de fer accompagnent les couches de combustible. En 1864, les divers districts houillers de cet État ont fourni 12 millions de tonnes de charbon minéral (1).

(1) Ce sont la Pensylvanie, l'Ohio et la Virginie occidentale qui fournissent le plus de charbon dans l'Est. En 1860, la Pensylvanie

Le prix moyen du charbon a été, pendant la même année, de 6,50 par tonne; la valeur de la production houillère peut être estimée à environ 78 millions de dollars, ce qui en or, au cours de 200 (et pendant toute l'année 1864 l'or s'est tenu le plus souvent au-dessus de ce cours), représente 39 millions de dollars. La houille extraite en 1860 valait environ 15 millions de dollars. On peut juger par ces chiffres quelle impulsion fébrile la guerre et les nouveaux tarifs mis en vigueur en 1860 ont donnée à l'industrie pensylvanienne. On évalue à 700 000 tonnes environ la quantité de fonte produite en 1864 en Pensylvanie. Les prix de la fonte ont subi d'étranges fluctuations : ils se sont élevés de 30 dollars la tonne à 70, et puis sont retombés à 60. Le prix moyen de l'année 1864 a été de 53 dollars, ce qui donne pour la production totale 37 100 000 dollars en papier-monnaie, ou environ 18 500 000 dollars en or; mais cette fonte se transforme en fer, en rails, en canons, en machines, en instruments aratoires. Quand elle a subi toutes ces transformations, elle représente au

a donné 9 397 332 tonnes d'anthracite évaluées à 11 869 574 dollars, et 66 994 295 boisseaux de charbon bitumineux évalués à 2 833 859 dollars : valeur totale, 14 703 433 dollars pour 7 529 683 dollars, chiffre de la production en 1850. En charbon bitumineux, l'Ohio a donné, en 1860, 28 339 900 boisseaux estimés 1 539 713 dollars, et la Virginie 222 780 boisseaux estimés 222 780 dollars.

moins un capital de 80 millions de dollars en or (1).

Conemaugh est un centre industriel placé au cœur même des Alleghanys. Les vastes usines à fer s'y adossent à des collines de remblais extraits des galeries en exploitation. Les panaches épais vomis par les cheminées traînent sur toute la ville. Les habitations ouvrières, toutes construites sur le même plan, sont assez semblables aux petites maisons qu'on voit dans les faubourgs de Londres; seulement elles restent isolées, tandis qu'à Londres, appuyées les unes contre les autres, elles forment de longs et monotones massifs de brique. On est heureux de sortir de la fumée de ces usines de Conemaugh et de rentrer dans la solitude des bois. Des sapins foncés et des pins bleuâtres bordent les torrents, et presque partout les rochers se recouvrent du manteau luisant des rhododendrons. Les formes des vallées alléghaniennes sont très-saisissantes : par moments, on peut se croire transporté dans les montagnes du Jura, tant il y a de ressemblance entre les deux chaînes. Seulement en Amérique ce n'est point le terrain dit jurassique, c'est le terrain carbonifère qui se trouve

(1) Les quantités de fer à l'anthracite produites en Pensylvanie ont été pendant cinq années :

1859.....	286 332	tonnes.
1860.....	313 000	—
1861.....	310 000	—
1862.....	381 000	—
1863.....	430 000	—

replié en larges ondulations. Comme dans notre Jura ces plis grandioses forment de longues chaînes parallèles, droites, et séparées par des vallées longitudinales, quelquefois fort élevées. Ces sombres murailles de forêts sont interrompues par des vallées transversales pareilles aux *combes* du Jura français ou aux *cluses* de la Suisse. De la sorte, chaque chaînon, aux deux bouts terminé sur deux combes, ressemble à une chenille, et l'ensemble des chaînes qui vont de la Pensylvanie au Tennessee ne saurait mieux se comparer qu'à un peuple de chenilles rangées les unes au bout des autres sur plusieurs courbes parallèles. Les grands fleuves ne descendent point les vallées longitudinales, ils serpentent de combe en combe, ajoutant ainsi à la sauvage majesté de ces gigantesques coupures. De toutes parts, quand on en suit le cours tortueux, on voit les couches terrestres repliées en immenses arceaux, en berceaux symétriques ; les joints tracent des courbes majestueuses qui témoignent de l'écrasement formidable dont fut accompagné le soulèvement de l'Alleghany. Les combes sont de véritables défilés, mais les vallées longitudinales sont ordinairement larges, et l'on y rencontre de petites plaines où les cours d'eau n'ont qu'une pente peu rapide.

La topographie de la chaîne alléghanienne mérite d'autant plus d'exciter l'intérêt que cette région montagneuse a joué dans la guerre un rôle des plus importants. Le fleuve du Potomac suit dans sa partie

supérieure les profondes coupures des combes de la Virginie occidentale ; à Harper's-Ferry, il se mêle aux eaux de la Shenandoah, qui descendent d'une belle vallée longitudinale, large et fertile. Cette intéressante région est comme enfermée entre deux longs murs parallèles : à l'ouest s'élèvent de hautes chaînes où n'entre aucun chemin de fer et où une armée considérable ne peut s'engager ; à l'est court la chaîne basse des *Montagnes-Bleues*, dernier contre-fort du massif de l'Alleghany. Au delà s'étendent les grandes plaines boisées de la Virginie occidentale, qui pendant quatre ans ont servi de champ de bataille aux armées principales du Nord et du Sud. Sur quelques points, le mur qui sépare ces plaines de la vallée de la Shenandoah est interrompu ; plusieurs combes (les Américains se servent du mot *gap*, qui littéralement veut dire bâillement) sont comme autant de portes naturelles par où l'on peut jeter des troupes dans la grande vallée. Masquée par le rideau des montagnes Bleues, une armée pouvait rapidement se porter sur le Potomac, inquiéter à son gré les derrières des corps placés entre ce fleuve et Richmond, ou, franchissant les gués du haut Potomac, se jeter dans le Maryland et la Pensylvanie. La *grande vallée* (c'est le nom qui désigne ordinairement la vallée de la Shenandoah) était la route favorite de ce général Jackson qui joua un si grand rôle pendant les deux premières campagnes de Virginie. Au printemps de 1862, lorsque le général Mac-Clellan menaçait Richmond, Jack-

son, profitant de ce que Banks, laissé dans la vallée avec quelques milliers d'hommes, s'amusait à y fortifier Strasburg, se jeta hardiment dans le *gap* de Front-Royal. Banks, menacé d'être coupé, se replia précipitamment sur Winchester, où Jackson arriva en même temps que lui et d'où il le délogea. Ce mouvement jeta l'alarme dans Washington : toutes les troupes dont on pouvait encore disposer furent opposées à Jackson, qui les battit en détail. Le général Mac-Clellan, ne recevant point les renforts sur lesquels il comptait pour le tirer d'une situation déjà difficile, donna le signal de la retraite, et le fruit de plus d'une année d'efforts se trouva perdu. Deux fois l'armée du Sud, descendant par la grande vallée, a pu inquiéter la capitale de l'Union au moment même où Richmond semblait le plus menacé, et ces retours agressifs n'ont été arrêtés la première fois qu'à Antietam, la seconde fois qu'à Gettysburg. Placée au confluent de la Shenandoah et du Potomac, la ville d'Harper's-Ferry n'a jamais pu arrêter le flot de l'invasion, car cette place, protégée du côté de la vallée par une ligne de hauteurs qui portent le nom de Bolivar, est dominée par les collines qui, sur la rive opposée du Potomac, atteignent 500 mètres de haut. On n'a trouvé d'autre moyen de fermer enfin aux armées du Sud la voie qui leur avait permis si souvent de déjouer les combinaisons des fédéraux que de brûler les granges, les moulins, et d'enlever tout ce qui pouvait servir à des approvisionnements. She-

ridan a fait payer cher à la grande vallée les priviléges que la nature lui a conférés et la renommée acquise à des noms qui resteront indissolublement liés à l'histoire de la guerre civile.

De Pittsburg à Philadelphie, on traverse en biais tout le massif de l'Alleghany. Le premier chaînon important est le Chestnut-Ridge ou la Crête-des-Marronniers, que l'on traverse à Blairsville. La rivière Conemaugh y sort des montagnes par une combe étroite en courant sur des rapides interrompus de distance en distance par des barrages qui fournissent une chute d'eau à des usines. Sur une grande partie de son cours, la rivière a pu être canalisée : le long des rapides, un canal la suit à petite distance. La gorge est si étroite qu'il y a à peine place en certains endroits pour le canal, la rivière, le chemin de halage et le chemin de fer. Les voitures de chemins de fer et les locomotives ont aux États-Unis l'essieu de devant mobile; de la sorte, le train peut suivre les courbes les plus hardies. Le voyageur y gagne, car il ne s'enfonce pas aussi souvent qu'en Europe dans l'obscurité des tunnels. Après la chaîne dite des Marronniers, on arrive à la chaîne la plus élevée de l'Alleghany proprement dit. Au pied occidental est Cresson, charmant lieu de plaisance où l'on prend les eaux l'été. On n'y aperçoit encore qu'un immense hôtel en bois surmonté d'un pavillon étoilé, quelques jolis chalets, et un parc nouvellement planté. Peu après, on pénètre dans une vallée transversale; le

train s'y élève par degrés, en décrivant des lacets sur des rampes très-inclinées. On frémit à l'idée d'un déraillement quand on laisse les regards plonger le long du gigantesque talus de la montagne jusqu'au fond de la vallée, où le torrent ne trace plus qu'un mince filet argentin, qu'on aperçoit seulement çà et là à travers les flèches des sapins. A mesure qu'on s'élève, le paysage grandit en quelque sorte, et à travers les entre-bâillements des vallées l'on voit monter les plans verts et bleuâtres des chaînes plus éloignées, dont les plis horizontaux fuient les uns derrière les autres. Au pied de la chaîne, on arrive à Altoona, petite ville perdue dans une vallée longitudinale solitaire. On entre peu après dans la riche vallée de la Juniata. La Juniata est une rivière magnifique, qui, après de longs méandres, vient se jeter à Cove dans le Susquehannah ; on suit la rive droite de ce fleuve jusqu'à Harrisburg.

Harrisburg est la capitale politique de l'État de Pensylvanie. Un magnifique pont en treillis, appuyé sur dix-huit grandes piles, y traverse le fleuve. Cet admirable ouvrage d'art faillit être détruit pendant la seconde invasion du Maryland et de la Pensylvanie, par l'armée confédérée, en 1863. L'avant-garde de Lee était le 27 juin 1863 à Kingstown, à 13 milles seulement de Harrisburg. Deux jours après, le général Lee portait son quartier général à Carlisle. L'alarme s'était répandue dans toute la Pensylvanie, et déjà l'on travaillait à élever des défenses autour de Pitts-

burg. La victoire de Gettysburg, remportée par le général Meade, obligea les confédérés à évacuer la Pensylvanie et les rejeta de l'autre côté du Potomac. Pendant cette courte invasion, les populations allemandes qui occupent les vallées de la partie méridionale de la Pensylvanie furent soumises à de nombreuses réquisitions. Les *Dutchmen* — c'est le nom qu'on donne partout aux Allemands dans les États-Unis — ne songèrent même pas à résister aux envahisseurs; dans le grand drame auquel ils se trouvaient mêlés par hasard, ils semblaient vouloir conserver le simple rôle de témoins. Certains régiments levés dans la Pensylvanie, surtout au commencement de la guerre, se montrèrent inférieurs à tous les autres en courage, en solidité, en intelligence militaire. De tous les États de l'Union, la Pensylvanie, bien qu'il soit un des plus anciens, est peut-être celui où la population reste encore le moins homogène. On pourrait aisément en tracer la carte ethnographique. Les plaines du nord sont occupées par les gens de race anglo-saxonne. Sur les bords de la Juniata s'est jeté un courant d'Écossais, d'Irlandais protestants et de *Yankees* qui se mêlent seulement dans la partie méridionale de la vallée aux *Dutchmen*. Les Allemands sont maîtres de toutes les terres fertiles qui séparent Harrisburg de Philadelphie. Économes jusqu'à l'avarice, ils laissent à la race anglaise les soucis et les émotions de la politique; ils ne songent qu'à étendre leur riche domaine, et d'année en année chassent les Améri-

cains proprement dits des terres qui leur restent encore. L'énorme barrière de l'Alleghany les a tenus séparés du grand courant qui porte hommes et idées depuis la Nouvelle-Angleterre jusqu'aux régions sans limites de l'Ouest. L'Allemand de la Pensylvanie vit isolé, dans une sorte d'oasis intellectuelle; il n'a pu être gagné que par la contagion des doctrines qui longtemps ont régné souverainement dans Philadelphie, la *cité des amis*, et il n'en a pris que ce qui convenait à son égoïsme, à son amour du repos, à sa simplicité, laissant de côté ce qu'il y a de plus noble, de plus élevé, tout ce qui demande un sacrifice ou impose une lutte à la conscience.

Dans Philadelphie même, l'influence des quakers reste aujourd'hui à peine visible. Cette grande et belle ville, à la fois commerciale et industrielle, diffère peu des autres cités du nord des États-Unis. Peut-être les rues, qui se coupent à angle droit, y sont-elles un peu plus monotones encore et plus régulières, peut-être y a-t-il un peu d'affectation dans la propreté des maisons, dont les petits escaliers de marbre blanc, sans garde-fous, sont lavés tous les jours ; les portes et les fenêtres sont aussi de marbre, et des volets pleins, peints en blanc, remplacent les persiennes vertes qu'on voit partout ailleurs. Dans les maisons en deuil, les volets sont fermés, et à l'entrebâillement pend un long crêpe noir. Si tout dans cette ville a je ne sais quoi de grave et de décent, on n'y voit cependant pas un seul homme qui porte le

costume sévère et traditionnel de Penn, pas une femme dont la tête soit enveloppée des coiffes blanches des quakeresses. A côté des douze églises ou *meeting-houses* des *amis* (le mot de *meeting-house* remplace aussi celui de *church* dans les villages puritains de la Nouvelle-Angleterre), construites avec une extrême simplicité, les épiscopaliens ont élevé trente et une églises, dont plusieurs ont l'aspect monumental; les presbytériens en ont jusqu'à cinquante et une, les catholiques quatorze, sans parler d'une grande cathédrale qui vient d'être terminée. Les baptistes sont très-nombreux et ont vingt-deux temples, les méthodistes vingt et un, les luthériens huit, sans compter plusieurs autres sectes de moindre importance. Cette énumération montre du moins que Philadelphie n'a point perdu son caractère religieux; elle est également restée fidèle à son rôle philanthropique : ses hôpitaux, ses écoles de médecine, sont dignes de leur vieille réputation ; elle a des asiles pour les sourds-muets, pour les aveugles, des dispensaires pour les pauvres, des établissements de toute sorte pour les orphelins, pour les femmes sans ressources, des sociétés sans nombre pour l'éducation des prisonniers, des gens de couleur, etc. Son système pénitentiaire a été copié par beaucoup de pays. La grande prison cellulaire, qui a la forme d'une vaste roue, semble avoir servi de modèle à notre prison de Mazas; les bâtiments affectés aux détenus forment autant de rayons qui vont conver-

ger vers un centre commun et qui sont séparés par des préaux angulaires. L'isolement des prisonniers n'est plus aussi complet qu'autrefois ; ils voient plus fréquemment des figures humaines et peuvent échanger quelques paroles avec leurs gardiens, ainsi qu'avec les personnes autorisées à les visiter. C'est du toit du collége de Girard que j'aperçus l'ensemble de cet immense édifice. Ce collége est un temple grec où tout est de marbre, jusqu'au toit. Girard était un Français qui émigra jeune en Pensylvanie, et qui, s'étant enrichi dans la ville des quakers, lui légua sa fortune pour la fondation d'une école d'orphelins. Il spécifia dans son testament qu'aucun prêtre ne serait reçu à l'intérieur du collége, que le terrain serait entouré d'un mur de dix pieds de haut, et que le bâtiment aurait un toit de marbre. Pour appuyer un semblable toit, on n'a trouvé rien de mieux que de faire un temple gigantesque : qu'on se figure la Madeleine remplie à l'intérieur de salles d'études et de dortoirs pour quatre cents enfants. Le mur de dix pieds empêche de voir le monument. Enfin l'exclusion des ministres est restée une lettre morte, attendu qu'il n'y a personne qui s'enquière de la profession des visiteurs, et par le fait on m'a assuré que l'administration du collége est entièrement tombée entre les mains de la secte épiscopalienne.

Ce que la ville de Philadelphie offre peut-être de plus intéressant aux philanthropes et aux économistes,

ce sont les logements de la classe ouvrière. Depuis longtemps, on y a résolu les problèmes qui commencent seulement à occuper aujourd'hui l'attention en Europe : presque toutes les rues où se loge la population ouvrière et même la petite bourgeoisie ont été bâties par des associations. Rien de plus simple que le système qu'elles ont adopté. Quelques ouvriers en bâtiment s'associent temporairement; ils achètent un terrain et le payent en partie au moyen d'un emprunt hypothécaire. Chacun d'eux fournit à l'association son travail spécial, maçonnerie, serrurerie, menuiserie, vitrerie, etc. Les maisons, aussitôt achevées, sont revendues, et les bénéfices sont partagés au prorata des journées de travail. La moitié de Philadelphie a été bâtie de cette façon, et les ouvriers construisent ainsi pour leur propre usage des maisons qui ont très-bonne apparence ; elles sont saines, aérées, munies de tout ce qui peut ajouter quelque chose au bien-être et à la salubrité. Le propre des associations ouvrières de Philadelphie est d'être temporaires ; les conventions varient suivant les circonstances, les prix, le nombre des associés. Ce n'est point un conclave d'économistes ou d'administrateurs qui préside à leurs efforts en imposant des programmes, des dessins, un mode de comptabilité. Aux États-Unis, on déteste les entraves permanentes, les systèmes, l'uniformité. Il n'est certainement pas une ville au monde où la population ouvrière soit logée comme elle l'est à Philadelphie, et il

faut ajouter qu'elle ne doit cette supériorité qu'à elle-même et à ses efforts intelligents. L'éducation du peuple commence dans les écoles publiques : 56 000 enfants reçoivent l'instruction dans 55 écoles dites écoles de grammaire, dans 48 écoles secondaires et 156 écoles primaires ; de nombreuses bibliothèques sont accessibles à tout le monde ; la presse enfin livre à la population de Philadelphie 8 journaux du matin, 4 journaux du soir, 29 journaux hebdomadaires, sans compter une foule de recueils périodiques, religieux, littéraires ou scientifiques. La ville de Penn n'a point oublié les paroles de son fondateur : « Un gouvernement a beau être bon, si les hommes sont mauvais, ils gâteront le gouvernement ; ce qui conserve le gouvernement, c'est la sagesse et la vertu des hommes, lesquelles, n'étant point héréditaires, doivent être propagées par l'éducation de la jeunesse. » Le dirai-je pourtant ? jusque dans ces dernières années, la sagesse et la vertu de Philadelphie ont pu être trop souvent comparées à la piété du pharisien. Sous le manteau de la bigoterie religieuse et philanthropique se sont souvent cachés l'égoïsme, l'esprit de lucre, la dureté ; la ville des quakers a été l'un des derniers asiles du commerce honteux de la traite ; les efforts courageux des abolitionnistes de la Nouvelle-Angleterre n'y ont jamais trouvé beaucoup d'encouragement ni d'appui. Le parti démocratique a longtemps régné en maître dans une ville où l'émigration lui apportait sans cesse

de nouvelles recrues; mais, depuis que la guerre civile a éclaté, Philadelphie est sortie de sa longue apathie morale : la cause fédérale a réveillé des flammes endormies et y a trouvé des défenseurs nombreux, enthousiastes et résolus. En ce point, Philadelphie ne diffère pas de la plus grande partie de l'Union : dans presque toutes les provinces, la conscience publique s'était endurcie par la prospérité. Complice de l'esclavage, le Nord avait fini par confondre les idées de servitude et de liberté ; l'habitude des sophismes, des compromis et des mensonges politiques avait par degrés éteint cette vertu sans laquelle Montesquieu dit que ne peuvent vivre les démocraties. Il arrive souvent qu'un malheur soudain, en troublant les joies d'une jeunesse étourdie et frivole, la prépare mieux que toutes les leçons des moralistes à la sagesse et aux sévères responsabilités de l'âge mûr. Il est permis de dire aussi que la guerre civile n'a pas été sans profit pour la république américaine, car elle l'a rendue en quelque sorte à elle-même et à ses nobles traditions.

En parcourant deux fois dans des directions opposées les États-Unis du Nord, je trouvai partout l'expression de ces sentiments; le langage ne changeait point avec la longitude ou la latitude : les différences politiques qu'autrefois il était possible de signaler entre les États de la Nouvelle-Angleterre, entre les États de l'Ouest, les *border-States*, les grands États du centre, s'étaient effacées graduellement. Les passions

et les doctrines qui jadis n'avaient eu pour foyer que les provinces de la Nouvelle-Angleterre s'étaient répandues, comme une inondation, sur la surface entière du pays ; l'ébranlement causé par la guerre civile s'était communiqué jusqu'aux populations oubliées et perdues dans les hautes vallées de la Pensylvanie : dans les plaines sans fin des États centraux et de l'Ouest, rien n'avait pu l'arrêter ; la vague court plus lentement d'un bout à l'autre de l'Atlantique. L'esprit provincial avait abdiqué partout devant l'esprit national. Il est permis cependant, même aujourd'hui, de tracer dans la grande confédération certains groupes naturels fondés en même temps sur l'histoire et sur la géographie. Les États de la Nouvelle-Angleterre, serrés autour du Massachusetts, seront bien longtemps encore les inspirateurs politiques, intellectuels et religieux de la nation. La région qui depuis le Maine jusqu'à Washington confine à l'Atlantique restera toujours ouverte aux idées européennes ; ses grandes métropoles commerciales, Boston, New-York, Philadelphie, serviront de lien entre l'ancien et le nouveau monde. Au delà de la chaîne des Alleghanys s'étendent de vastes provinces où le génie américain, isolé du reste du monde, se montre déjà plus indépendant, plus original. J'ai montré dans les États de l'Ouest une population imbue de passions démocratiques, vigoureuse, fière, confiante dans ses destinées, sans autre frein que le travail et l'orgueil national. Les États centraux remplis-

sent, entre les grands lacs du nord du continent et l'Ohio, la vaste zone qui sépare du *Far-West* les États-Unis de l'Atlantique. C'est le propre de ces grands États centraux, l'Indiana, l'Ohio, la Pensylvanie, de servir en quelque sorte d'intermédiaire entre toutes les parties de la république. Leur masse est trop compacte pour qu'on puisse songer à la diviser; qui pourrait la rattacher à je ne sais quelle confédération du Nord-Ouest, alors que par la Pensylvanie elle s'étend jusqu'à l'Atlantique? Au moment même où la fortune des armes semblait sourire à la rébellion, quelqu'un pouvait-il avoir la folle prétention d'annexer à un empire noir des provinces qui ne connaissent point l'esclavage, et dont la population se pénètre chaque jour de toutes les idées, de tous les sentiments, de toutes les passions des États septentrionaux? La solidarité manifeste, inévitable des États centraux avec les États de l'Est d'une part et de l'autre avec ceux du Nord-Ouest autorise à repousser comme improbable une rupture entre l'Atlantique et le Mississipi, et tant que les vastes ressources d'une zone si riche, si peuplée et si étendue demeureront entre les mêmes mains, on aura le droit de considérer comme chimérique toute tentative faite par les États méridionaux pour échapper à l'Union, qui les domine et les enveloppe de toutes parts.

Les États du centre forment donc, au point de vue politique, une grande masse conservatrice qui sépare les deux ailes extrêmes de la Nouvelle-Angleterre et

des États de l'Ouest, où le bouillonnement des doctrines nouvelles est toujours le plus tumultueux. La vie politique est, si l'on me permet le mot, plus intense aux extrémités qu'au centre : l'indépendance absolue du pionnier, l'orgueil du *Yankee*, fondé sur une culture intellectuelle très-avancée, sur la longue pratique des institutions libres, exercent aux deux bouts du territoire de l'Union la même influence. Entre les plus anciens et les plus nouveaux États vit un peuple plus calme, plus ennemi des nouveautés, moins facile à émouvoir et à passionner, excepté lorsqu'il s'agit de ce qui touche à l'existence même de la nation. Les États frontières enfin ont été longtemps un terrain neutre, où les idées incompatibles du Nord et celles du Sud ont pu vivre passagèrement côte à côte. La guerre civile déchaînée, ces provinces sont devenues le champ de bataille des deux confédérations rivales. Elles ont appris, au prix de grandes douleurs et de terribles sacrifices, qu'elles ne pouvaient séparer leur cause de celle du Nord : instruites par l'expérience, elles seront bientôt les champions les plus ardents, et déjà elles sont devenues les foyers les plus actifs de la propagande émancipatrice. C'est là peut-être qu'il faut chercher aujourd'hui les hommes d'État les plus résolus, les plus hardis, ceux qui se préoccupent le plus vivement d'empêcher le retour de la guerre civile et de désarmer les partisans de l'esclavage. Puisse le jour venir bientôt où ce mot de *border-State* n'aura plus de sens,

et où, sous des institutions communes, l'Union régnera dans les cœurs depuis le Maine jusqu'au Rio-Grande, comme elle est maintenant rétablie par les armes !

Si ces souvenirs de voyage ont montré quelle puissante énergie la société américaine déployait encore après quatre ans de guerre civile, j'aurai atteint mon but. Quand les blessures aujourd'hui encore saignantes seront cicatrisées, on verra que la guerre a fortifié plus qu'elle n'a affaibli l'Union. Elle a révélé au peuple américain toute la profondeur du sentiment qui l'y attache. En lui imposant de terribles sacrifices, en le condamnant à de grandes douleurs, elle l'a porté comme d'un coup de la jeunesse à la maturité. Elle a rendu à la constitution fédérale son caractère primitif, au pouvoir exécutif la force dont l'école démocratique l'avait par degrés dépouillée; elle a mis fin à la contradiction fatale entre la servitude et la liberté; elle a donné à la nation plus de confiance en elle-même, dans la grandeur de ses destinées, dans la noblesse de ses idées épurées et désormais sans alliage. Elle a montré que la liberté est assez forte, non-seulement pour soulever un jour les hommes contre une tyrannie, mais pour fonder des institutions, une nation, une patrie. Après tant de sacrifices faits par le peuple américain à l'Union, tant de sang versé, tant de richesses perdues, peut-on redouter que ce peuple ne sache point faire les sacrifices désormais bien plus légers, bien plus faciles, qui seront nécessaires pour

consolider son œuvre? Croit-on qu'il cédera trop facilement aux instigations de la rancune et de la colère, et qu'il se jettera, par exemple, à plaisir dans les complications de la guerre étrangère? Il a reconquis tout son territoire, mais il n'a aucune envie de l'étendre. Il sait mieux que personne combien les difficultés qu'il a eu à vaincre ont grandi par l'immensité même de ce territoire. Son ambition ne rêve point l'annexion de provinces nouvelles : il lui importe bien plus d'effacer dans les anciennes toute trace de la guerre civile. Il n'est pas à craindre non plus que dans l'enivrement de son triomphe, il se montre sans pitié pour les vaincus; tout sera pardonné à ceux qui cesseront d'être les ennemis de l'Union. Le Nord tirera lui-même le Sud de l'abîme de ruine et de misère où il s'est volontairement jeté : il lui offre ses capitaux, ses bras, ses machines, ses écoles, ses institutions municipales, le secours de son intelligence et de son activité. Il ne lui demande qu'une chose en retour : c'est l'abdication de cette puissance sinistre et barbare qui a pris pour armes, non-seulement des fusils, mais des fouets et des poignards, qui a fait répandre des torrents de sang humain et failli amener la ruine de la république. Pour que l'Union vive, il faut que l'esclavage périsse, et que périsse avec lui tout ce qui reste encore de son œuvre politique et sociale.

CHAPITRE XI

UNE VISITE A L'ARMÉE DU POTOMAC.

Les États-Unis ont démenti pendant quatre ans la plupart des prophéties de l'Europe; les pessimistes, qui annonçaient la rupture définitive de l'Union, la voient aujourd'hui triomphante; à les en croire, une république pacifique ne pouvait recruter des armées, et les armées sont sorties du sol; un peuple habitué à ne point payer d'impôts ne consentirait point à abandonner à l'État une part considérable de son revenu, et le congrès américain a voté un nombre infini de taxes nouvelles, sans pouvoir satisfaire assez vite l'impatience de l'opinion publique, préoccupée de mettre les ressources du gouvernement au niveau de la grandeur du péril, et de donner au monde une preuve éclatante de la richesse de la nation. La liberté devait périr dans les troubles et le tumulte de la guerre civile, et la liberté n'a pas seulement reçu une blessure. Elle ne protége plus seulement une race

privilégiée; elle couvre aussi de son égide retrempée la race longtemps opprimée et vouée à la plus cruelle servitude. L'imagination des Cassandres politiques s'est surtout complu à grossir les dangers qui naissaient des gigantesques armements des États-Unis, et pour les institutions libres, et pour la paix du monde. Le pouvoir exécutif aurait-il assez de vertu pour ne point user, dans ses propres intérêts, de la force nouvelle que les circonstances mettaient à sa disposition? Ne se trouverait-il point quelque chef heureux et hardi, qui conduirait son armée au Capitole, et qui dicterait les termes de la paix? Les hostilités terminées, ces milliers d'hommes, habitués à la vie des camps et au désordre de la guerre, ces généraux, encore enivrés par l'ardeur des combats et par les fumées de la victoire, consentiraient-ils à rentrer dans l'obscurité silencieuse de la vie privée? Pénétrée du sentiment de sa force, comme un lutteur encore pantelant, la république n'éprouverait-elle pas invinciblement le désir d'user de ses armes nouvelles, et de punir les nations qui avaient douté de son courage? Il était naturel de poser ces questions; il était imprudent d'y répondre à l'avance. Les précédents de l'histoire ne sont point facilement applicables à une nation où presque tout est nouveau; jusqu'à présent, toutes les fois que de grandes commotions civiles ont agité une nation, les armées ont survécu aux révolutions, et, le plus souvent, c'est leur épée qui a tranché les nœuds serrés par la discorde. Pendant les

époques de trouble où tout s'ébranle, les armées, liées par la discipline, groupées autour de quelque chef en qui se résument les passions dominantes du moment, deviennent facilement les instruments de grandes révolutions politiques. Qui ne connaît le rôle joué dans l'histoire par l'armée de César, par l'armée de Cromwell, par l'armée de Napoléon? Quelle n'a pas été leur influence sur les fortunes de Rome, de l'Angleterre, de la France? Ces masses disciplinées, en qui s'incarne une même volonté, font à certains moments plier tous les obstacles, et tracent un sillon qui ne peut plus s'effacer. Qu'a-t-on vu, au contraire, aux États-Unis? D'immenses armées combattant pendant quatre années, s'exerçant au grand art de la guerre par les revers autant que par les victoires, et ne cessant pas un moment d'être l'instrument docile du pouvoir exécutif; encore ces armées n'étaient point composées de soldats de profession, se battant par métier, et dès longtemps accoutumés à l'obéissance; elles étaient formées presque entièrement de volontaires, qui, dans les camps, suivaient encore toutes les péripéties de la vie publique, qui conservaient sous le drapeau l'esprit de parti et les droits du citoyen. Au lendemain de la victoire non plus que pendant la lutte, les armées américaines n'ont jeté leur épée dans la balance politique; les héros de tant de batailles sont rentrés tranquillement dans l'ombre domestique, comme ces rois de théâtre qui pendant quelques heures ont porté la couronne. Cette force,

devenue irrésistible, qui s'était si lentement, si péniblement agrégée, s'est décomposée sans aucun effort. Spectacle étrange autant que nouveau, qui étonne à bon droit le monde, et qui ne saurait être regardé de trop près.

C'est au mois de janvier 1865 que je visitai l'armée du général Grant, devant Richmond et Pétersburg; depuis longtemps déjà l'attention s'est détournée des champs de bataille de la Virginie; aussi voudrais-je moins parler d'opérations militaires que faire connaître la composition de l'armée américaine, ses mœurs, son esprit, la façon dont s'était opéré le mélange de la petite armée régulière antérieure à la guerre et de tant de milliers de soldats improvisés; la part qui revient à ces deux éléments, si différents, et pourtant également nécessaires. Ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu a laissé dans mon esprit une triple impression : les États-Unis, bien qu'ayant fait la grande guerre, ne deviendront point une puissance militaire. Ils conserveront toujours une armée permanente, peu nombreuse, mais fortement constituée et soumise à la plus stricte discipline. Cette armée permanente ne fera courir aucun péril aux libertés de la nation.

Je quittai Washington le 15 janvier pour me rendre à City-Point, le quartier général de l'armée fédérale, muni d'une passe que le président Lincoln m'avait donnée, et que je conserve précieusement, car elle est entièrement écrite de sa main. Je trouvai le quai d'embarquement, sur le Potomac, occupé par un

poste de soldats. Je présente ma passe, et monte sur le bateau à vapeur avec un grand nombre de soldats, d'officiers de tout rang, de *civilians*, payeurs, traitants, fournisseurs de l'armée. On oblige tous ceux qui ne portent point l'uniforme à déposer leurs bagages dans une chambre de l'étage inférieur du steamer; cette précaution rigoureuse est prise contre les incendiaires, qui, à plusieurs reprises, ont apporté des matières inflammables à bord des transports de l'armée. Un factionnaire est à la porte du bureau des bagages; un autre au bas de l'escalier qui conduit au premier. Les soldats et les sous-officiers s'installent à l'étage inférieur; les officiers montent au salon, grand couloir bordé par les cabines. Le bateau se met en mouvement, et déchire les minces croûtes de glace qui bordent la rive; on passe devant les grands bâtiments de l'arsenal, les vastes cours où gisent silencieusement les noirs canons de toute forme et de tout calibre, les piles de boulets, les mortiers béants; un peu plus loin, devant le dépôt des foins, entouré d'une flottille de schooners, dont le pont se recouvre de meules immenses.

Vu de loin, Washington a un aspect fort imposant: au-dessus du grand fleuve, pareil à un ruban d'argent, et des lignes horizontales des grands édifices publics, monte le dôme hardi du Capitole; le soleil joue sur son marbre luisant. Aux bornes de la large vallée, les collines du Maryland tracent leurs lignes violettes et ondulées : une lumière fine et transparente

baigne ce tableau, [qui a une ampleur surprenante. De distance en distance, les hauteurs qui bordent le Potomac se couronnent de forts, si bien défilés, qu'on les reconnaîtrait à peine, si la terre n'était fraîchement remuée et dépouillée de gazon sur les talus. Tout autour, les arbres ont été coupés, et les bois n'ont été respectés que sur les pentes inférieures qui se lient au fond de la vallée. A tout moment nous croisons d'autres bateaux : tout ce qui peut flotter à vapeur a été mis en réquisition, jusqu'à de vieux bateaux-bacs, larges et écrasés, sans poupe ni proue.

Sur les collines d'Arlington j'aperçois la maison du général Lee, entourée d'un beau parc. Cette propriété a appartenu autrefois à madame Washington. La maison, abandonnée par Lee, est encore à peu près dans le même état qu'au commencement de ce siècle. Je l'avais visitée quelques jours auparavant. Dans l'antichambre, restent quelques mauvaises peintures représentant des épisodes de la guerre de l'indépendance : la maison est délabrée, mais on n'a touché ni aux vieux meubles de bois, ni aux portraits de famille.

Le portique, qu'on aperçoit du fleuve parmi les cèdres et les pins, est aussi prétentieux que s'il couvrait un grand édifice : d'énormes colonnes de brique, peintes de plâtre blanc, soutiennent un lourd fronton triangulaire. Palais de loin, masure de près : c'est bien le symbole de la société du Sud, demi-barbare et demi-civilisée.

Nous nous arrêtons un moment à Alexandria, petite ville sale et dilapidée : on embarque des soldats convalescents qui retournent à l'armée. Sur le quai s'agitent en tous sens les ouvriers du port, presque tous noirs, vêtus de pantalons et de vestes militaires usés, coiffés de képis déformés ou de chapeaux mous qui n'ont plus rien de la forme d'ordonnance. Les soldats déroulent les toiles cirées qui enveloppent leurs sacs, et qui, suivant les circonstances, servent de manteau, de tente ou de lit. Ils étendent leurs couvertures de laine sur ces toiles et, la tête appuyée sur leurs sacs, se préparent de bonne heure au sommeil. Le Potomac, ridé par une fraîche brise, se colore des plus beaux tons crépusculaires. L'eau fendue par l'avant a des couleurs mauves d'une douceur inouïe, et sur le fond trouble et jaunâtre du fleuve, en ce moment très-grossi, les ombres allongées de quelques bateaux légers dessinent de longues taches d'azur. On repart, et nous glissons devant les hauteurs de *Mount-Vernon*, la retraite favorite de Washington. J'aperçois un moment les murs blancs derrière les branches des arbres qui couvrent tout le promontoire.

Au delà d'Alexandria, le *clerk* se met à son bureau et vend les billets de cabine. Les officiers en obtiennent les premiers, mais je remarque que tous les rangs sont mêlés au guichet ; le lieutenant ne se fait aucun scrupule de passer avant un capitaine ou un colonel. Un jeune colonel de l'État de New-York avec lequel j'ai lié connaissance a la complaisance de prendre une

cabine pour moi, sans quoi je courais risque de passer la nuit sur un fauteuil du salon en compagnie de quelques autres *civiliens*. Après quatre ans de guerre, les officiers conservent encore, quand ils ne sont point de service, toutes les habitudes de la vie civile; je remarque qu'ils ne se parlent point quand ils ne se connaissent pas déjà, qu'ils se présentent les uns aux autres, comme ils feraient dans un salon. Le jeune colonel qui m'a pris sous sa protection a conservé sous l'uniforme toutes les allures du gentleman anglais; presque tous ses compagnons de voyage, qui reviennent de congé, sont comme lui assez silencieux: ils appartiennent à des classes si diverses qu'ils ne se recherchent pas beaucoup les uns les autres. Que de types différents! Voici un officier du génie allemand, à tête carrée et fortes moustaches grises; il a été un des meneurs du mouvement révolutionnaire en Hesse-Darmstadt en 1848, et depuis, où le hasard ne l'a-t-il pas mené? en Missouri, en Californie; aujourd'hui à l'armée, il a déjà changé d'arme deux fois; il se plaint de la jalousie des Yankees. « Quand on a besoin de nous, on nous flatte; quand nous avons fini, nous ne sommes plus que les maudits Allemands (*damned Dutchmen*)! » Aussi pourquoi laisse-t-on simple lieutenant un officier qui est l'aîné de Sigel, nommé d'emblée général? Un peu plus loin, on reconnaît au liséré double de son pantalon (les volontaires ont le liséré simple) un major des *réguliers*. Celui-ci parle de la guerre en homme du métier; il se moque des

généraux tombés du ciel (*heavenborn*) qui ne sortent point de Westpoint; il m'invite à aller avec lui faire une promenade dans le fort ***Hell***, ainsi nommé parce qu'on y fait souvent un feu d'enfer. Major dans un régiment d'infanterie régulière, il me raconte que le colonel, le lieutenant-colonel, trois majors et quatre capitaines de son régiment sont devenus généraux dans l'armée des volontaires. Cela ne les empêche point de conserver dans l'armée régulière leur ancien grade; quand un corps de volontaires est dissous, tel officier qui a commandé à des milliers d'hommes peut se retrouver à la tête d'une compagnie. Parmi nos officiers, j'observe les figures pensives de jeunes gens qui sans doute pensent tristement à leurs mères, à leurs sœurs, à leurs fiancées qu'ils viennent de quitter; d'autres, à la tête maigrie, jaune, usée, portant les cheveux et la barbe presque incultes, sont de véritables Yankees, tout faits de nerfs, gens infatigables, qui vivent de rien, soutenus par un feu intérieur qui se montre seulement par éclairs dans leurs yeux clairs et inquisiteurs. Dans toute cette foule, aucun sentiment visible de la hiérarchie. Au moment des repas, on se presse sans ordre dans la salle à manger et chacun prend la place qui lui convient. On ne distingue les grades qu'en étudiant les divers ornements des pattes qui remplacent l'épaulette sur les tuniques bleues toutes semblables.

Nous arrivons vers le soir à l'embouchure du Potomac; le pilote aperçoit un grand feu; tout le monde

court à l'avant. On se livre à mille conjectures, c'est sans doute un steamer incendié. Le bateau hâte sa marche, mais quand nous arrivons plus près, on découvre que la grande flamme rouge sort d'une simple maison de pêcheur abandonnée. L'incendie a perdu immédiatement tout charme et je reste seul à regarder la tache de feu lointaine et le panache noir que le vent courbe et rejette sur le fleuve. Nous descendons pendant la nuit l'immense golfe de la Chesapeake, et je ne me réveille qu'à peu de distance du fort Monroë, placé, comme une sentinelle de pierre, à l'extrême pointe de la péninsule virginienne. J'aperçois sur la droite un long cordon de sable qui luit au soleil: au second plan s'étend la ligne ondulée des forêts de pins. Les lourdes murailles de l'immense forteresse, la plus importante de toute cette côte, dominent l'entrée de la belle rade de Hampton-Roads : sur toutes les courtines, et les bastions s'ouvrent les trous noirs des casemates. Au haut des murailles se pressent les noirs canons de quinze pouces: en face du fort Monroë, on travaille à finir un autre fort, plus petit, qui couvre l'îlot des Rip-Raps, pour défendre plus complétement l'entrée des Hampton-Roads et l'accès du James. Quelques vaisseaux seulement étaient en rade, et leur fine silhouette se dorait dans la lumière matinale. La flotte de l'amiral Porter avait pris la mer quelques jours auparavant pour retourner devant Wilmington ; il ne restait que des transports, des barques et des navires légers. Arrivée au quai,

nous recevons la nouvelle que la deuxième attaque contre Wilmington a réussi : les troupes de débarquement, commandées par le général Terry, ont fait l'assaut du fort Fisher et s'en sont emparées après plusieurs heures de lutte acharnée. Nos officiers, nos soldats se félicitent de ce beau triomphe : une frégate et un transport de l'État se pavoisent, et l'on salue de hourrahs les flammes légères qui s'agitent gaiement sur le ciel bleu. Après un arrêt de quinze minutes au fort Monroë, nous entrons dans la gigantesque rade de Hampton-Roads ; toutes les flottes du monde pourraient y trouver un asile et s'y remuer à l'aise. Derrière la forteresse se voit la masse blanche et élevée d'un hôpital militaire ; les maisons de la petite ville semblent sortir de l'eau : bientôt l'horizon s'enferme entre de longs cordons sableux, derrière lesquels se montrent les forêts de pins de la péninsule virginienne d'un côté, de l'autre de la côte de Norfolk. En avançant dans la rade, on aperçoit, sur la grève du bord, le squelette du vaisseau *Congress*, que le célèbre *Merrimac* a coulé la veille de sa lutte avec le *Monitor*. Un peu plus loin sont les restes usés, rongés par l'eau, du *Cumberland*, qui succomba dans le même combat. Cette belle frégate, éventrée par l'éperon du *Merrimac*, coula lentement avec tout son équipage, en lâchant des bordées jusqu'à ce que ses canons fussent à fleur d'eau. Un peu au delà, sortent de l'eau les mâts inclinés de la *Florida*, un corsaire confédéré que le capitaine Collins a été

prendre dans le port de Rio-de-Janeiro. Amenée dans la rade de Hampton-Roads, la *Florida*, qui avait déjà une voie d'eau, eut une collision avec un bateau-transport et coula immédiatement.

Nous arrivons en face de Newport-News : il y reste encore un petit poste militaire et quelques constructions en bois. Un corps d'armée y fut longtemps campé, quand le général Wool commandait au fort Monroë : quelques petits combats furent livrés dans les environs, mais la fièvre y a tué plus d'hommes que les boulets. On voit briller les pierres blanches d'un cimetière, sur les sables du rivage, abritées seulement par quelques pins de Virginie. Bien qu'au mois de janvier, l'air est doux ; les pins de Virginie, au tronc élancé, à la cime touffue et arrondie, rappellent les beaux pins d'Italie. Je ressens une impression nouvelle sur le James, large et paresseux, dont les eaux jaunes et limoneuses coulent entre des rives désertes et partout boisées ; la monotonie des grandes forêts de pins s'harmonise avec l'immense largeur du fleuve. A tout moment nous rencontrons quelque transport qui monte ou redescend le James; leurs balcons de bois sont couverts de soldats : il n'est pas un coin du navire où l'on n'aperçoive les capotes bleues. Sur la dunette d'un transport, une musique de régiment est occupée à jouer; les steamers se croisent si promptement que l'on n'entend qu'un moment les joyeux éclats du cuivre, mêlés aux hourrahs dont se saluent les soldats; sous le soleil

d'hiver, le fleuve a encore un air de fête : les rayons obliques jouent dans les petites rides que le vent soulève sur les eaux orangées. Les droites colonnes des pins semblent sortir de l'eau; çà et là la ligne jaune de quelque retranchement abandonné marque plus nettement le bord des plaines d'alluvion où croissent les hautes forêts. Les parties les plus basses et les plus marécageuses sont favorables aux cyprès; leurs racines trempent dans l'eau et parfois chaque tronc reste isolé sur une petite île, comme sur un piédestal. Ces beaux arbres sont de très-haute taille, et leur tronc puissant pousse horizontalement des branches robustes et très-épaisses. De distance en distance on aperçoit les pilotis délabrés de quelque quai d'embarcation, voisin d'une plantation abandonnée. A quelque distance des grandes maisons d'habitation, la plupart blanchies à la chaux, j'aperçois les petites cases des nègres On voit bien que la guerre n'a pas été cruelle sur ces rives : on n'a jamais brûlé les maisons lors même que leurs propriétaires étaient dans l'armée rebelle. Ces plantations, isolées de loin en loin le long du fleuve, produisaient en abondance, avant la guerre, du blé de qualité supérieure : on n'y cultivait presque pas de coton. On m'en montre une dont la maison d'habitation, placée presque sur le fleuve, a été bâtie il y a deux siècles avec des briques apportées d'Angleterre. Je vois sortir d'une autre maison une vieille négresse qui descend les pentes de la rive et vient puiser de l'eau dans le James. C'est le seul

être vivant qui frappe ma vue sur ces belles rives virginiennes.

Le steamer, pendant ce temps, est aussi animé qu'un camp. Je vais me mêler aux soldats pour écouter leurs conversations ; avec la permission du capitaine, un *land agent* (agent-foncier) vient leur faire un discours et leur explique au long le *Homestead bill*, loi que le congrès a faite pour donner des terres aux soldats à la fin de la guerre. En versant 16 dollars à l'État sur sa paye, chacun peut s'assurer à l'expiration de son service la propriété d'un lot de 150 acres sur le territoire de la confédération : en cas de mort sur le champ de bataille, la propriété de ce terrain passe à ses héritiers. L'agent se charge, moyennant une rémunération de 4 dollars, de choisir les lots pour les soldats qui l'acceptent pour mandataire, de régulariser leurs titres de propriété et de les transmettre à leur famille. Sur le vu de sa commission signée du ministre de la guerre, quelques soldats consentent à signer les papiers qu'il leur présente et à lui verser la somme de vingt dollars. La paye d'un simple soldat est de treize dollars par mois ; mais un assez petit nombre d'entre eux se laisse persuader par l'agent : la plupart ont déjà des fermes, et préfèrent envoyer leur paye à leur famille. Malgré toutes les explications, il semble rester aussi un peu d'incrédulité dans beaucoup d'esprits. La loi offre de si grands avantages aux volontaires, qu'ils sont tentés de n'y pas croire. Le hasard ne devient-il pas

d'ailleurs le seul guide du soldat ? Celui que la mort menace à tout moment ne pense pas volontiers à l'avenir.

Sur une falaise de limon sableux se dessine le fort Powhattan, dont la gorge est tournée vers le fleuve. A l'intérieur du fort on voit des tentes, de petites maisonnettes en bois, un grand mât surmonté de la flamme étoilée. Autour des ouvrages, qui sont en terre et revêtus à l'intérieur de troncs de pins, sont couchés les abatis, enchevêtrement de branches hérissées qui couvre tous les glacis. Le fort Powhattan domine entièrement une plaine basse, située sur la rive gauche du James ; c'est sur ce terrain marécageux, couvert de joncs et d'herbes dures, qu'arriva l'armée du général Grant, après la campagne de 1864, marquée par les sanglantes étapes de Wilderness, de Spottsylvania et de Cold-Harbor. Dans sa marche du Rapidan au James, Grant, combattant presque chaque jour, et essayant en vain de tourner ou de détruire les forces de Lee, protégées par les forêts et par la configuration du terrain, avait vu son armée diminuer d'au moins 70 000 hommes par les combats et les marches forcées. On aperçoit encore sur la rive du fleuve la route de bois (les Américains nomment ces chemins, improvisés en mettant des troncs d'arbre côte à côte, chemins *Corduroy*) qui fut construite pour les transports de l'armée. Les ponts furent jetés un peu au-dessous du fort Powhattan, et c'est de ce point que les divers corps se dirigèrent vers Petersburg. En voyant ce large fleuve libre de-

puis le fort Monroë jusqu'au fort Darling, placé en avant de Richmond, et sans cesse parcouru par les canonnières fédérales, on ne peut s'empêcher de se demander pourquoi le général Grant n'a point transporté directement ses troupes par eau au sud de Petersburg et de Richmond, si c'est de ce côté qu'il voulait diriger son attaque sur ces villes. Pourquoi ne point profiter du premier coup des avantages que procurait aux fédéraux la possession incontestée des voies de communication fluviatiles? A quoi servait-il de laisser tant de victimes inutiles dans les forêts et sur les routes du nord de la Virginie? A cela on peut répondre qu'à la guerre, un général en chef est obligé de se guider souvent par des considérations politiques en même temps que par des considérations militaires. En se portant de suite au sud de Richmond sur le James-river, le général Grant aurait eu l'air de recommencer la première campagne virginienne du général Mac-Clellan; campagne dont le plan était excellent, mais qui avait eu le tort d'aboutir à un échec en laissant libres toutes les routes du nord de la Virginie. S'il n'avait d'abord porté à son adversaire des coups redoublés pour le mettre hors d'état de prendre une offensive soudaine, il laissait naître des inquiétudes nouvelles sur le sort de Washington. Le général Grant enfin espérait bien qu'une heureuse bataille lui livrerait Richmond, et il ne se replia sur le James-river pour commencer la lente guerre des siéges que parce qu'il n'avait pu obtenir la victoire que la for-

tune refusa à son indomptable énergie et au courage de ses troupes.

Au delà du fort Powhattan, j'aperçois encore quelques plantations abandonnées; dans le nombre est la maison Harrison, que l'armée de Mac-Clellan a respectée. Harrison's Landing resta pendant deux mois le quartier général du commandant de l'armée du Potomac, après qu'il se trouva contraint de traverser les marécages du Chickahominy pour venir mettre son armée, décimée par des opérations aussi stériles que sanglantes, sous la protection des canonnières fédérales. Le terrain dénudé montre encore les traces des campements où l'armée du Potomac resta enfermée jusqu'au moment où elle fut rappelée à Washington pour repousser la première invasion du Maryland. Tout auprès, un *gunboat* était à l'ancre : je n'ai jamais contemplé sans une sorte de respect ces canonnières grises, armées de leurs lourds canons, qui ont joué un si grand rôle dans la guerre. Grâce à quelques-uns de ces bateaux qui faisaient en quelque sorte la police du fleuve, la navigation du James était aussi sûre que celle de l'Ohio.

Voici enfin City-Point, placé au confluent du James et de l'Appomatox. Une forêt de mâts l'annonce de loin : le steamer ralenti approche au milieu d'une flotte de schooners, de transports, de remorqueurs. Tout le long des quais s'élèvent des magasins de bois, et derrière s'allonge le chemin de fer que l'armée fédérale a construit pour avoir des communications

plus rapides. La guerre a donné une animation extraordinaire à un lieu autrefois presque inhabité, bien que sa position au confluent de deux belles rivières semble le désigner pour un établissement important. Je descends de bateau, montre ma passe et me dirige vers le quartier général, qui, placé au sommet d'une sorte de petite falaise, domine le port et se reconnaît au pavillon étoilé flottant au sommet d'un grand mât. Je suis un chemin à peine tracé, tout défoncé par les voitures et les chevaux, et me trouve parmi les tentes et les abris de bois qui recouvrent le plateau. Au milieu d'un bouquet de cèdres et de pins, j'arrive à la petite place d'armes quadrangulaire entourée par les maisonnettes du quartier général. Celle du commandant en chef est un simple *loghouse*, tout semblable à ceux que j'ai vus dans les forêts de l'Ouest : elle est à peine plus grande que celle de ses officiers; la plupart des *loghouses* n'ont point de toit et sont simplement recouvertes de toile. Un soldat me conduit à l'*office*, petite maison carrée qui ne renferme qu'une pièce où, pendant la journée, se tiennent les officiers de l'état-major. Je suis reçu par l'un d'eux, le colonel Bowers, qui s'occupe immédiatement de m'assurer un gîte dans une des maisons-tentes du quartier général. En attendant l'heure du dîner, je vais me promener au hasard : derrière les maisons de bois du quartier général est une grande maison d'habitation que le général Grant a abandonnée au quartier-maître. Dans le jardin,

aujourd'hui dévasté, on voit encore quelques magnolias en pleine terre et des tulipiers. Du sommet de la petite falaise qui domine le James je contemple tout le pays avoisinant.

Au confluent de l'Appomatox et du James avance, comme un cap, la pointe dite de Bermuda Hundred. Le James la contourne, et sa large nappe est couverte d'une flottille animée de steamers et de transports. Le long du quai, je vois sortir des schooners éventrés, les caisses, les barils, les sacs qui sont ensuite chargés sur le chemin de fer et portés aux diverses stations jusqu'à l'extrême gauche de l'armée, encore dite du Potomac. Les transports de l'armée du James qui occupe la pointe de Bermuda et la rive gauche du James se font par eau, et sans cesse on voit aller et venir des bateaux dans cette direction. Tout en face de City-Point, de l'autre côté du fleuve, fuit un terrain bas, entièrement couvert de pins : dans la lumière du soir, leur verdure paraît plus grise entre l'orange rosée du fleuve et le pâle azur du ciel. Entre la pointe de Bermuda et cette plaine serpente le fleuve, et les fumées de quelques steamers, en rampant au-dessus des lignes de verdure, marquent ses sinuosités les plus lointaines. Sur la rive droite s'élèvent tout au loin quelques hauteurs qui tracent des rubans bleuâtres à l'horizon. Sur ces collines, voisines de Richmond, campe l'extrême droite de l'armée.

City-Point est placé au bord d'un vaste plateau boisé

comme le reste du pays, faiblement ondulé et traversé par les plis marécageux de quelques ruisseaux. De beaux cèdres, des pins magnifiques au tronc élancé et au feuillage en parasol, des junipers, des arbustes à baies rouges, semblables à de gigantesques bouquets, montrent encore ce que ce lieu charmant devait être avant que la guerre n'y apportât la dévastation que partout elle traîne après elle. Je cheminai longtemps à travers les camps; tous les régiments avaient déjà achevé leurs quartiers d'hiver. L'été, on couche sur la dure ou sous la tente. L'hiver, les soldats construisent de petits *loghouses*, auxquels les toiles de la tente servent de toit. Les murs de ces maisonnettes sont faits de bois non équarris; chacune a sa cheminée en bois noyé dans du pisé; au haut de la cheminée se dresse souvent un tonnelet percé qui lui donne un peu plus de hauteur et par conséquent un meilleur tirage. Les portes sont faites d'ordinaire avec les débris des caisses à biscuit. A l'intérieur, quatre hommes couchent sur des planches élevées un peu au-dessus du sol sur des tasseaux. Pour qui n'est point soldat, un camp est un assez triste spectacle : des hommes vivant sur la terre comme des animaux, dans la boue, sous la pluie qui traverse les tentes, dans l'âcre et épaisse fumée des feux de bois. Les camps sont des villages sauvages et primitifs; ils font penser aux tribus sans nom, sans histoire, qui vivaient jadis dans les forêts : et ce sont pourtant leurs habitants qui écrivent l'histoire. Ce triste appa-

reil, ces toiles salies, pourries, ces habits usés par la boue, ces voitures dont chaque mouvement est un cahot, ces mulets efflanqués, ces chevaux amaigris, tout cela sert d'enveloppe sordide à la force humaine organisée.

Les premiers soldats que j'aperçus à City-Point étaient des noirs : leur régiment était à la parade (1). La musique était composée uniquement de jeunes

(1) L'État du Massachusetts recruta les premiers régiments de noirs ; cet exemple fut bientôt suivi par Rhode-Island, la Pensylvanie, New-York et Ohio : le gouvernement créa plus tard un grand nombre de régiments qui portaient le nom de United States Coloured Troops. Les officiers de ces derniers régiments, qui formaient une sorte d'armée régulière noire, étaient nommés, à la suite d'examens, par le ministre de la guerre. Ils furent choisis avec beaucoup de soin, car de leur conduite devait dépendre en grande partie le succès de l'expérience qui fut tentée quand on arma les noirs. Il y avait dix de ces régiments dans l'armée du James : le général Butler, qui commanda longtemps cette armée, est un de ceux qui concoururent le plus activement à l'organisation d'une armée noire. Le 20 octobre 1864, d'après les documents officiels publiés par le ministère de la guerre, il y avait 140 régiments noirs sous les armes, comprenant 101 950 hommes qui se décomposaient ainsi :

12	régiments d'artillerie.....	12 226
8	batteries d'artillerie légère.....	853
6	régiments de cavalerie.....	5 605
121	régiments d'infanterie.....	83 286
	Total.....	101 950 hommes.

nègres d'une quinzaine d'années, qui portaient sur la tête une toque avec un long gland vert. Ils jouaient du tambour et du fifre avec un entrain étourdissant. Le régiment fit l'exercice avec assez de précision, puis se forma par compagnies pour défiler et rentrer au camp. Les officiers étaient sans exception blancs : les sous-officiers tous nègres. J'ai entendu dire souvent que tous les noirs se ressemblent : il faut en voir un régiment pour perdre cette illusion. Que de nuances et de types divers ! Certaines têtes ont encore l'expression bestiale, les lèvres massives, les mâchoires allongées : chez d'autres la laideur est comme ennoblie par une physionomie franche et courageuse ; d'autres enfin ont une véritable beauté mâle, bronzée, étrange. Toute la plaine retentissait des rumeurs confuses et entremêlées des musiques militaires : les ombres commençaient à descendre et l'on voyait de tous les camps monter les fumées plus épaisses du soir. Tout lieu habité, ne fût-ce que peu de temps, par une armée devient une sorte d'immense Champ de Mars, sans culture, sans prairies, sans fleurs, une lande défoncée, ravinée, nue et stérile. A tout moment passait quelque cavalier enveloppé de son manteau bleu qui traversait au lourd galop de son cheval les grands espaces qui séparaient les campements. Je me sentais pour la première fois au milieu d'une armée, perdu dans cette foule où les volontés et les vies ne comptent plus pour rien. Je venais de quitter Washington et

il me semblait que j'avais été porté sans transition loin de toute civilisation. Qu'étais-je venu faire, inutile témoin, au milieu de ces scènes nouvelles? Tout m'apparaissait comme un rêve, ces noirs armés et vêtus d'uniformes, les *corrals* des mulets, dont les toits légers étaient recouverts d'énormes branches arrachées à des pins, tous ces petits villages sans nom épars dans la vaste plaine, les longues files de chevaux au piquet, ce paysage enfin où la nature n'était plus rien et où l'homme était partout. Je revins lentement sur mes pas et retrouvai bientôt l'avenue de beaux cèdres que la hache avait en partie épargnée et qui conduisait au quartier-général. Je dînai avec les officiers de l'état-major : dîner court, frugal et silencieux. On ne buvait que de l'eau à la table du général Grant, qui donnait ainsi un exemple salutaire à une armée où l'ivrognerie avait, au début, eu les effets les plus pernicieux. Le général avait été jusqu'à interdire entièrement la vente du *whisky* dans les camps : tout traitant dans les marchandises duquel on en trouvait un seul baril, était immédiatement expulsé. La soirée se passa au bureau à fumer, à causer et à lire les derniers journaux de Richmond, qu'on recevait régulièrement tous les jours à l'état-major.

Le quartier-général à City-Point était placé un peu en arrière des longues lignes fédérales occupées par les deux armées dites du Potomac et du James. Le général Grant commandait en chef aux deux armées ;

celle du Potomac était sous le commandement immédiat du général Meade, le vainqueur de Gettysburg; celle du James était restée depuis le commencement du siége sous les ordres du général Butler; mais au moment de mon arrivée, il venait d'être remplacé par le général Ord.

Au printemps de 1864, pendant que le général Grant conduisait l'armée du Potomac du Rapidan au James river en livrant presque tous les jours bataille, l'armée du James, forte de trente-cinq mille hommes environ et commandée par Butler, remontait la rivière James et prenait pied à la pointe de Bermuda. Ce confluent de l'Appomatox et du James dessine avec Richmond et avec Petersburg les trois sommets d'un triangle presque équilatéral, dont les deux rivières forment deux côtés et le chemin de fer de Richmond à Petersburg marque le troisième. Le général Beauregard ramassa en hâte quelques troupes et défendit heureusement ce chemin de fer contre les forces bien supérieures de Butler. Avec un peu d'audace et plus d'expérience militaire, celui-ci aurait aisément pu s'emparer alors de Petersburg, qui était la véritable clef de Richmond; mais il n'y réussit pas, et après quelques démonstrations insignifiantes, il s'enferma derrière les lignes de Bermuda Hundred. De ce point comme d'un centre, les lignes fédérales s'étendirent bientôt à droite et à gauche sur Petersburg et Richmond. Construites au jour le jour, sans plan arrêté d'avance, elles présen-

taient une extrême complication et leur tracé subit de fréquentes modifications. Le sol virginien est éminemment propre à la construction des ouvrages de campagne : c'est un limon jaune un peu sableux, fort léger et des plus faciles à remuer : l'armée avait acquis une telle expérience de la pioche dans ses campagnes, que les forts en terre et les *rifle-pits* (ouvrages de terre avec parapet et fossé), s'élevaient comme par enchantement.

Les lignes de l'armée du Potomac s'étendaient depuis l'Appomatox, à peu de distance de Petersburg, autour du côté sud de cette ville : elles furent poussées d'abord jusqu'au chemin de fer dit chemin de Weldon qui, de Petersburg, se dirige droit au sud, et pour la possession duquel une bataille assez sanglante avait dû être livrée; on l'avait étendue ensuite toujours vers l'ouest dans la direction du chemin de fer de Petersburg à Danville. L'armée, en même temps qu'elle travaillait à sa ligne offensive, en tournant autour de Petersburg, protégeait son centre et sa gauche par une ligne défensive qui, de l'extrême gauche allait se relier en arrière, aux marécages du Black-water-Swamp. L'arc-de-cercle qui contournait Petersburg se terminait de la sorte par un immense crochet.

Je quittai City-Point de grand matin, pour visiter les lignes de l'armée du Potomac, avec un officier de l'état-major de Grant. Nous prenons place dans une voiture du chemin de fer, avec quelques officiers. Les soldats montent simplement au som-

met des grandes boxes dans lesquelles on transporte les munitions et les vivres. La voie, grossièrement construite et très-inégale, traverse une grande plaine couverte de forêts : aux pins de Virginie, au tronc élevé, dont les piquants sont groupés en longues touffes, se mêlent quelques autres pins plus aigus (pike-pine), et des chênes. L'immense forêt a été livrée à des bûcherons impitoyables : on les voit partout occupés à couper du bois de chauffage, à tailler de grosses branches pour les revêtements intérieurs des lignes. Autour de la première station, le sol est entièrement dépouillé, foulé qu'il est sans cesse par les hommes et par les chevaux. On aperçoit des camps épars sur la clairière : çà et là des soldats font l'exercice. Nous traversons la ligne des retranchements qui servent d'enceinte à City-Point : ce sont de simples *rifle-pits*, lignes de terre revêtues à l'intérieur de troncs horizontaux, fixés par des pieux transversaux. On rentre de suite dans la forêt : nous passons auprès d'une petite maison de campagne, entourée de cerisiers et de pêchers; peu après, auprès de hangars de bois où s'amassent les peaux des bœufs mangés par l'armée; des poignées de sel sont jetées sur les tas encore saignants; les os des pieds, les cornes, sont entassés avec ordre, auprès de vastes chaudières, où l'on fait bouillir ces débris. Dans un champ dénudé s'aperçoivent les restes d'un camp abandonné; une forêt de petits piquets sort encore de terre; tout le reste a

disparu. Un peu au delà, le chemin de fer bifurque : la branche droite, qui n'est autre que l'ancien chemin de fer de City-Point à Petersburg, va à l'aile droite de Meade, campée sur l'Appomatox : la branche gauche a été faite entièrement par l'armée; elle se dirige vers l'ouest et sert à approvisionner le centre et la gauche. Nos vieilles voitures, engagées sur cette voie, n'avancent qu'en cahotant. Par une éclaircie de la forêt, j'aperçois un moment les clochers aigus de Petersburg ; combien semblent rapprochées ces pointes encore inaccessibles à une armée si nombreuse et si aguerrie ! Nouvelle station dite station de Meade : toute la plaine est couverte de camps qui s'étendent à perte de vue, jusqu'à la ligne orange des retranchements, que surmonte à l'horizon le rideau bleuâtre des pins. Le 9e corps, groupé aux environs de la station Meade, appartient à la droite de l'armée: il est formé de 4 divisions, renfermant 13 brigades et commandé par Parke qui, simple capitaine au début de la guerre, dans un régiment du génie *régulier*, a été nommé, en 1862, major général dans l'armée des volontaires. Autour de la station Meade, sont des boutiques en plein vent, où l'on vend journaux, livres, papier à lettre, couteaux, toutes sortes de *Yankee notions*. — Le chemin de fer se rapproche ensuite tellement de la ligne ennemie qu'on a dû élever un remblai pour le protéger contre les boulets. La voie traverse tantôt des fourrés que les soldats-bûcherons n'ont pas encore

entamés, tantôt des clairières où les petites maisons de bois des camps dessinent de vastes carrés; à tout moment, on voit des log-houses, sur lesquels serpente un bas nuage de fumée, des corrals protégés par d'énormes branches de pins : souvent, les camps eux-mêmes sont abrités contre le vent par une sorte de haute muraille faite de branches suspendues à de légères palissades. Çà et là, un régiment a eu le loisir de surmonter ces palissades de quelques emblèmes ou de chiffres de verdure. A côté de camps presque sordides, on en voit auxquels l'ordre, la propreté, les vertes aigrettes des pins arrangées avec soin donnent un air de fête. La station de Hancock est en face du 5e corps : formé de trois divisions comprenant dix brigades, ce corps a pour commandant Warren, qui, simple capitaine du génie en 1861, a été d'emblée nommé brigadier général de l'armée des volontaires au commencement de la guerre. Les deux dernières stations desservent le 2e corps et le 6e placés à la gauche : au milieu du 2e corps, on voit le drapeau du quartier général de Meade, au sommet d'un renflement de terrain qui domine une plaine immense toute couverte de camps. Le service du quartier général est fait par un régiment de zouaves : mais cet uniforme, très en faveur au commencement de la guerre, ne se voit plus que très-peu dans l'armée, dont presque tous les régiments ont adopté l'uniforme bleu-gris. Le 2e corps est sous le commandement immédiat de

Humphreys, lieutenant-colonel du génie en 1861, et devenu, en 1862, brigadier général dans la grande armée des volontaires. Son corps a 3 divisions et 11 brigades; la 2e division est commandée par le plus jeune général de l'armée, Barlow, qui s'est engagé comme simple soldat en 1861, et a assisté à toutes les grandes batailles de la guerre. Le sixième corps est sous les ordres de Wright, un ancien major du génie.

Les lignes construites par cette nombreuse armée se composent d'une succession de forts et de lunettes reliées par des *rifle-pits* ou longues courtines de terre. Depuis l'extrême droite, placée sur l'Appomatox, jusqu'à l'extrémité de la large boucle qui entoure les derrières de la gauche et du centre, il y a 19 forts, et 41 lunettes ou batteries. On a mis en position 54 canons obusiers de 12 livres à âme lisse, 52 canons rayés de 3 pouces de diamètre, sans compter un petit nombre de canons de siége (canons Parrott de 30 livres et canons Rodman de 4 pouces et demi de diamètre) et quelques mortiers de 8 et de 10 pouces.

Les forts renferment des magasins et des abris casematés construits avec des troncs de pins recouverts d'une épaisse couche de terre. Les traverses sont faites de même; dans ses longs loisirs, l'armée a mis une sorte de luxe à remplir les fossés et à couvrir les glacis de tous les obstacles que l'on peut opposer à un assiégeant : trous de loup, chevaux de

frise, etc. : des arbres sans nombre ont été abattus pour la double ligne des abatis qui hérissent les abords des glacis tout le long des retranchements. En certains endroits, on s'est amusé à fixer à de petits pieux un réseau invisible de fils de fer, dans le but de faire tomber les assaillants. On ne peut plus s'étonner de voir les forêts si dévastées en voyant le solide revêtement qui protége à l'intérieur les murs de terre des *rifle-pits* et des redoutes.

Au moment où je visitais les lignes, les deux armées observaient nne sorte de trêve tacite, qui ne s'interrompait qu'assez rarement. On pouvait, sans courir le moindre danger, examiner les forts et leurs défenses. Je sortis même du fort Welsh, situé à l'extrémité des lignes, pour aller, en compagnie du général Hunt, le commandant en chef de l'artillerie, examiner les lignes des piquets. Du fort même, nous voyons, à une petite distance dans la plaine, la ligne des piquets fédéraux marquée par le liséré vaporeux des feux de bois parallèle à la ligne des défenses : plus loin, un second liséré indique la position des piquets rebelles : à l'extrême horizon, la mince ligne jaunâtre des forts et des lignes de l'ennemi est seulement dominée par un rideau de bois lointain. Nous distinguons très-nettement et sans le secours d'une longue-vue un fort considérable qui s'élève en face du Fort-Welsh et auquel on travaille avec beaucoup d'activité. Nous sortons du fort, traversons le fossé et, dépassant la forêt hérissée des abatis, nous arri-

vons dans un grand champ où traînent encore quelques tiges de maïs; la garde s'y tient abritée derrière une simple muraille de terre; un peu plus loin, les piquets de vedette sont blottis à mi-corps dans des trous, et se tiennent abrités derrière un peu de terre et des branches de pin. Les fusils chargés sont à portée de leur main : quelques soldats sortis des trous font sentinelle et marchent en long et en large. Sur la gauche, nous sommes séparés des ennemis par un très-léger renflement du terrain, à droite par un petit bois, où des soldats sont occupés à couper du bois; en face, il n'y a rien entre nous et les piquets confédérés. Nous apercevons leurs groupes espacés de distance en distance, leurs sentinelles qui se promènent lentement d'un groupe à l'autre, le fusil sous le bras. Je distingue à l'œil nu les détails de leur uniforme gris : quelques-uns portent une couverture sur le dos pour se défendre du froid. En criant un peu fort, je pourrais aisément causer avec eux. Sur cette frontière extrême, où les armes sont le plus rapprochées et la mort est le plus imminente, les yankees et les johnnies, les *blue coats* et les *grey coats* sont presque amis. Les piquets des deux camps ont de fréquents rapports, que les ordres les plus sévères ne peuvent empêcher. On échange volontiers, à l'occasion, du café contre du tabac, des journaux de New-York contre des journaux de Richmond. Un moment avant notre arrivée, quelques confédérés étaient venus sans façon

demander du bois aux bûcherons fédéraux. Je cause un moment avec un piquet de soldats allemands : ils ne se plaignent pas de leur sort, bien que mes paroles soient pour eux comme un souvenir de leur première patrie. De temps en temps, des déserteurs confédérés, la nuit surtout, traversent le petit espace qui sépare les piquets des deux armées et viennent se réfugier chez les fédéraux, au risque de recevoir pendant le trajet les balles des deux côtés. Au mois de janvier, on recevait environ cent déserteurs par jour, non plus de ces soldats qu'on rencontre malheureusement dans toutes les armées et qui sont indignes de porter les armes, mais beaucoup de vétérans, dégoûtés de la guerre et ayant perdu toute confiance dans le triomphe du Sud. J'eus l'occasion d'en voir plusieurs : ils étaient habillés d'un drap gris grossier, fait quelquefois dans les manufactures improvisées du Sud, mais plus souvent de provenance anglaise. Ils ne paraissaient point émaciés par les privations : les rations de l'armée de Lee étaient plus faibles que celle de l'armée de Grant, traitée presque avec prodigalité, mais restèrent jusqu'à la fin suffisantes pour la santé du soldat. Je revins de l'extrême gauche au quartier général de Meade, en prenant tantôt sur les routes *corduroy*, étendues comme de longues lanières de bois à travers les forêts et leurs plis marécageux, tantôt sur les espaces nus, où çà et là s'élevaient les hauts échafaudages de bois des signaux. Les lourdes charrettes, attelées

de huit ou dix mulets, se dirigeaient en tous sens. Les fumées rampaient sur les grands carrés des camps et se montraient comme des brouillards à travers les colonnades des grands pins; les roulements des tambours, les sons cuivreux des musiques militaires, le galop saccadé des chevaux lancés sur la plaine, les hennissements des mulets renfermés dans les *corrals*, les beuglements des bœufs amassés dans les parcs, remplissaient l'air de rumeurs étranges et confuses.

Au delà de l'extrême droite de Meade, appuyée sur l'Appomatox, la ligne de défense des fédéraux se continuait par le fleuve lui-même, puis par les retranchements de la pointe de Bermuda-Hundred qui allaient de l'Appomatox au James; sur la rive septentrionale de ce dernier fleuve, la ligne dessinait une immense courbe dont le sommet était assez rapproché de Richmond et qui se retournait en arrière pour envelopper l'extrême droite de l'armée du James. Cette dernière armée, composée de trois corps d'armée, avait sa gauche sur la pointe de Bermuda, son centre et sa droite sur la rive droite du James. Ses lignes étaient soutenues et protégées par douze forts, sans compter les lunettes et les batteries; le fort le plus considérable était le fort Harrison, élevé sur une éminence dont l'armée du James n'avait obtenu la possession qu'après une lutte assez sanglante. Dans leur ensemble, les lignes des deux armées du Potomac et du James avaient une longueur de 67 kilo-

mètres; elles étaient placées à cheval sur deux rivières; et de ce gigantesque camp retranché, le général Grant menaçait à la fois Richmond et Petersburg. Le général Lee avait l'avantage de se tenir sur des lignes intérieures : il pouvait mouvoir rapidement ses troupes sur le chemin de fer qui unissait Richmond et Petersburg. Profitant toutefois de la supériorité numérique de ses forces, Grant obligeait son adversaire à garder fortement une ligne déjà fort longue, bien que de moindre rayon que la sienne; menaçant perpétuellement tantôt la gauche de Lee, tantôt sa droite, il tenait en échec et neutralisait l'armée de son ennemi pendant que ses lieutenants, Sheridan dans la vallée de la Shenandoah et Sherman dans les Carolines, portaient à la cause rebelle des coups contre lesquels elle ne pouvait plus se défendre. Rarement, je crois, des opérations militaires se sont développées sur un plan plus grandiose et de si vastes espaces. Tout se tenait dans le plan conçu par Grant : il s'y était réservé la part la plus rude, la plus ingrate, et tenait son armée impatiente enfermée dans des camps, toujours sur l'alerte, usant son ardeur dans de simples escarmouches, tandis que la cavalerie de Sheridan balayait la petite armée d'Early dans la vallée de Virginie, et que Sherman exécutait ses marches surprenantes, faisait tomber Savannah et Charleston et ressortir aux yeux les plus incrédules l'épuisement de la rébellion. M. Seward a, un jour, comparé spirituellement la confédération

à une coquille d'œuf dont les deux bouts étaient Richmond et Atlanta, dans la Géorgie : la coque est résistante, disait-il, mais une fois percée, on traversera aisément l'intérieur. Sherman, en prenant Atlanta, s'était chargé de démontrer une partie de cette proposition ; mais restait encore Richmond et cette armée de vétérans, commandée par Lee, la plus aguerrie, la plus compacte et la plus nombreuse armée du Sud, confiante en son vieux chef et soutenue par les souvenirs de trois années de lutte. Aujourd'hui que l'Union est rétablie, les Américains du Nord n'ont plus intérêt à rabaisser leurs anciens adversaires ; mais il est peut-être permis de dire que l'opinion a un peu trop prodigué l'éloge à l'armée confédérée aux dépens de l'armée fédérale. Il n'est rien qu'on n'eût pu entreprendre avec les troupes, qui, sous les ordres de Grant, étaient campées devant Petersburg et Richmond. Je n'en voudrais d'autre preuve que la conduite des régiments détachés de cette armée, au mois de janvier 1865, sous le commandement du général Terry pour l'attaque du formidable fort Fisher qui commandait l'entrée du port de Savannah. Le général Butler était allé une première fois tenter l'attaque sous la protection de la flotte de l'amiral Porter : il opéra un débarquement, fit une reconnaissance à la suite de laquelle un général du génie déclara que le fort ne pouvait être pris d'assaut, et rembarqua ses soldats. Grant fit ôter le commandement de l'armée du James

à Butler et renvoya, quelques jours après, les mêmes régiments devant le fort Fisher, sous le commandement de Terry : l'assaut fut donné et, après cinq heures d'un combat corps à corps, les assaillants restèrent maîtres de la forteresse : mille fédéraux furent tués et blessés sur les ouvrages disputés pied à pied. Comparez ces trois actions, Bull Run, où les volontaires se débandent dans une panique ; Gettysburg, où, pour la première fois, les deux armées se rencontrent sur un terrain ouvert et, se regardant pour ainsi dire en face, se livrent une vraie bataille rangée ; l'attaque du fort Fisher enfin, où les fédéraux, prenant l'offensive, enlèvent des ouvrages que leurs propres officiers avaient déclarés imprenables. Au point de vue purement militaire, ces trois épreuves résument l'histoire de l'armée du Potomac : une force déréglée, ignorante, sans direction, sans lien, gênée par sa propre masse, apprend d'abord à se concentrer, à grouper ses éléments, à les appuyer les uns par les autres, s'organise, en un mot, puis, arrivant à la pleine possession d'elle-même, se trouve enfin capable de porter des coups irrésistibles en même temps que de résister aux chocs les plus violents.

L'armée du Potomac renfermait deux éléments numériquement bien inégaux, mais égaux peut-être en importance, les réguliers et les volontaires. Les réguliers ont donné à l'armée son organisation militaire ; les volontaires, son esprit patriotique. Quand je visitai l'armée du Potomac, elle n'avait plus

d'autres chefs que d'anciens officiers de l'armée régulière. Tous ceux qui, à la faveur de la guerre civile, avaient été portés d'emblée aux plus hauts commandements, sans traverser aucun des rangs inférieurs, les *heavenborn generals*, avaient un à un perdu la confiance de l'armée. Le général Nathaniel Banks, ancien député et *speaker* de la chambre des représentants, s'était fait battre en Virginie, dans la campagne de 1862. Nommé commandant du département militaire de la Louisiane, en remplacement de Butler, il avait fait une expédition désastreuse sur la rivière Rouge et avait fini par ne plus s'occuper que de la réorganisation politique de la Louisiane. Butler avait longtemps conservé le commandement de l'armée du James, grâce au prestige que lui donnaient dans l'opinion l'énergie qu'il avait déployée à la Nouvelle-Orléans et la part importante qu'il avait prise dans l'organisation des régiments noirs; mais, après sa malheureuse expédition devant le fort Fisher, il dut aussi rentrer dans la vie civile. Franz Sigel et Karl Schurz, qu'on avait nommés généraux au commencement de la guerre, pour flatter le patriotisme de la population allemande, avaient depuis longtemps perdu leurs commandements. Le général Sickles, brillant officier, et le seul parmi les généraux civiliens des premières fournées qui ait montré quelques qualités militaires, avait perdu la jambe à la bataille de Gettysburg, et M. Seward, pour le récompenser de ses services, venait de lui confier

une mission diplomatique dans l'Amérique centrale.

Parmi les volontaires entrés dans l'armée comme officiers ou même comme soldats, quelques-uns étaient devenus d'excellents généraux divisionnaires, mais ils avaient fait leurs preuves sur les champs de bataille, et devaient leur avancement à leur mérite. La guerre fait saillir des qualités militaires chez les gens qui ne les soupçonnaient pas eux-mêmes; de même, elle en révèle souvent l'absence chez des soldats de profession, qui, toute la vie, se sont préparés à une tâche que, le jour venu, ils ne peuvent accomplir. On a vu, toutefois, que le général Grant, lui-même ancien élève de West-Point, avait confié à ses camarades le commandement de tous les corps d'armée. Il l'avait moins fait systématiquement que par la force même des choses. Les réguliers avaient rendu des services de tout genre; dès longtemps habitués à la discipline la plus stricte, ils en avaient donné l'exemple aux régiments des volontaires; dans toutes les occasions critiques, on les avait retrouvés aussi fermes dans la défaite que dans la victoire, toujours en main, pour ainsi dire, et prêts à se porter sur les points où une action soutenue, calme, intelligente, pouvait faire violence à la fortune indécise, sachant aussi bien servir d'avant-garde que de réserve. L'Amérique, avant la guerre civile, connaissait à peine ses réguliers; elle méprisait le métier des armes et ignorait jusqu'au nom de ses officiers, occupés à lutter sans gloire contre des tribus indiennes. Quand la

guerre éclata, cent quatre-vingts officiers élevés à West-Point s'enrôlèrent sous les drapeaux de la rébellion, et une certaine impopularité s'attacha au nom de l'École militaire des États-Unis, qui avait servi de pépinière à tant de traîtres. Mais cette impression ne fut pas durable ; le congrès reconnut les services rendus par les réguliers restés fidèles à l'Union, et grossit les cadres de l'armée permanente. L'ancienne armée des États-Unis n'avait que dix régiments d'infanterie de dix compagnies, comprenant sur le pied de guerre 5780 hommes ; on créa neuf régiments nouveaux de vingt-six compagnies, comprenant 21 996 hommes (1). L'armée entière des réguliers s'élève en ce moment à plus de 40 000 hommes. Presque tous les généraux qui ont acquis quel-

(1) D'après les documents officiels, l'armée régulière était ainsi composée à la fin de la guerre :

6 régiments de cavalerie.....	7512	hommes.
1er, 2e, 3e et 4e régiment d'artillerie. .	3085	—
5e régiment d'artillerie.....	1861	—
10 régiments d'infanterie (vieille armée)..	5780	—
9 id. (de formation nouvelle).	21996	—
Ordnance department.....	984	—
Corps de génie.....	805	—
Corps médical.....	849	—

Le total, en comptant les officiers généraux, les aides de camp, le corps des signaux, les prévôts, les quartiers-maîtres, etc., s'élevait à 43 332 hommes. Cette armée est sous le commandement de cinq majors généraux et de neuf brigadiers généraux.

que renom appartiennent à l'armée régulière : Grant, Meade, Sheridan, Mac Clellan, Rosencranz, Hooker, Hancock, Buell, Humphreys, Wright, Gillmore, Parke, Warren, Abbot, Pleasanton, Sedgwick, Stoneman, Thomas, Custer, Schofield, Ord, Barry, Hunt, Franklin, Reynolds, Heintzelmann, Sumner, Mansfield. Ces officiers apportèrent parmi les volontaires les habitudes et l'esprit militaires, les plièrent à la discipline, et corrigèrent, autant qu'il dépendait d'eux, ce que leur organisation première avait de vicieux. D'une autre part, leurs sentiments personnels, peu sympathiques au début, il faut l'avouer, à la cause abolitionniste, furent, par degrés, noyés dans l'enthousiasme et dans l'ardent patriotisme des volontaires. L'esprit de West-Point, de tout temps asservi à l'oligarchie du Sud, fut forcé d'abdiquer devant l'esprit national. Une armée sortie, pour ainsi dire, du sol, sans traditions, sans passé, ne pouvait avoir d'autres sentiments que ceux du reste de la nation. On la vit, sous le commandement du général Mac Clellan, hésitant, comme le pays lui-même, entre son amour de l'Union et la crainte de donner à la guerre le caractère d'une guerre d'émancipation et de rendre ainsi toute réconciliation impossible avec le Sud. Ces scrupules, ces hésitations ôtèrent aux opérations militaires la promptitude et la vigueur; l'enthousiasme des premiers jours s'usa par degrés, et vint expirer enfin dans les marais de la Chickahominy.

Jamais armée ne fut soumise à de telles épreuves : elle changea six fois de commandant en quatre années : toujours vaincue en Virginie, elle ne semblait reprendre ses forces qu'en touchant le sol du Nord ; battue à Bull Run sous Mac Dowell, dans la péninsule virginienne, avec Mac Clellan, devant Fredericksburg avec Burnside, à Chancellorville avec Hooker, elle retrouvait la victoire à Antietam et à Gettysburg. Tout par moment sembla tourner contre elle, les fautes de ses chefs, leurs divisions, l'hostilité entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, les défauts de son organisation, la nécessité de prendre l'agressive dans les circonstances les plus défavorables, sur un terrain où la nature semblait avoir tout préparé pour la défense. Au milieu des revers, l'armée ne douta pourtant jamais d'elle-même; elle était soutenue par son patriotisme. Des légions mercenaires n'auraient jamais eu cette constance, ce courage; on peut douter même si des soldats de profession, mieux exercés, plus familiers avec l'art de la guerre, auraient consenti à reprendre tant de fois un dessein, toujours interrompu, sous tant de chefs différents, en face de telles difficultés. Ce qui, je crois, caractérisait le mieux l'armée du Potomac, c'était la disposition à toujours agir ; toujours elle était prête à marcher ; ces volontaires qui avaient quitté leurs femmes, leurs familles, leurs fermes, voulaient en finir. Ils ne demandaient qu'à se battre : à une telle armée, rien n'est fatal comme l'inaction, qui amène forcément

les désertions, l'ivrognerie, la démoralisation. On ne peut obtenir des volontaires ni la tenue ni la précision des mouvements à l'exercice et à la manœuvre qu'on exige partout des soldats de profession. Au bout de deux mois, ils ont appris tout ce qu'ils veulent savoir et ce temps passé, ils ne gagnent plus rien qu'en faisant campagne. Ce fut une très-grande erreur de retenir, au début de la guerre, l'armée du Potomac pendant des mois entiers dans des camps autour de Washington; aussitôt que le volontaire connaît l'usage des armes à feu, du fusil ou du canon, ce n'est pas à la revue qu'il faut l'envoyer, c'est au combat. Dans une armée où presque tous les soldats étaient bons, mais où les officiers subalternes manquaient, il n'y avait d'autre moyen de créer un bon corps d'officiers que la guerre : le soldat ne pouvait avoir de respect pour des chefs aussi ignorants que lui, et qui ne devaient leurs brevets qu'au patronage politique. Plus tard, l'officier dut son avancement au courage, à la présence d'esprit qu'il avait montrés sur les champs de bataille; il obtint alors sans difficulté l'obéissance. — Les gouverneurs conservèrent pendant toute la guerre le droit de faire toutes les promotions dans les régiments de leurs États; cette faculté leur est garantie par la constitution et l'on ne pouvait songer à la leur enlever. Mais en pratique, ils ne donnèrent aucun avancement, une fois la guerre commencée, que sur la recommandation spéciale des chefs de corps et du mi-

nistre de la guerre. Il n'en est pas un qui n'ait fait céder les considérations politiques devant la nécessité de donner à la république une armée fortement organisée : les maladies, la mort, et surtout les démissions firent très-rapidement sortir des rangs une foule d'officiers, nommés d'abord au hasard et par complaisance. Les avancements ne furent plus dus qu'au mérite et au courage, et si le général en chef n'avait point le droit de faire des promotions sur le champ de bataille, une recommandation de sa part transmise par le ministère de la guerre était toujours prise en considération. Je vis à l'armée du Potomac plusieurs officiers de l'État de New-York, abolitionnistes ardents et tout dévoués à l'administration, qui tenaient leurs brevets d'un gouverneur démocrate. Bien qu'en aient dit les détracteurs des États-Unis, les armées recrutées de 1860 à 1864 ont toujours conservé le caractère national : les éléments étrangers qui y entraient étaient absorbés et comme étouffés par l'élément américain : les Irlandais, les Allemands, attirés par l'attrait des fortes primes d'engagement ne sortirent point des rangs les plus obscurs et n'altérèrent en rien ses sentiments ni son caractère. Le corps d'officiers, avec peu d'exceptions, était recruté exclusivement parmi les citoyens des États-Unis. Les enrôlements volontaires remplirent jusqu'au bout presque tous les vides causés par la guerre et la maladie : le 1er janvier 1863, les États du Nord avaient déjà fourni plus d'un million de volontaires.

Les appels répétés du président avaient élevé extraordinairement le chiffre des primes payées par les États et les communes ; et le congrès, en mars 1863, vota une loi de conscription pour maintenir l'effectif des armées sur un pied suffisant. Cette loi, peu populaire, rencontra de grandes difficultés dans l'exécution ; la plupart des communes aimèrent mieux voter des subsides élevés, afin d'obtenir assez de volontaires pour fournir leur contingent. Le dernier rapport officiel du ministère de la guerre montre que du 1er novembre 1863 au 31 octobre 1864, la conscription ne fournit que 42 727 combattants ; pendant la même période on obtint 366 459 recrues volontaires pour des régiments de une, deux ou trois années. (Les régiments furent levés pendant toute la durée des hostilités, les uns pour servir un an, les autres deux ou trois : au début de la guerre, quand on espérait vaincre facilement la rébellion, il y avait beaucoup de régiments à un an, plus tard les enrôlements se firent de préférence pour trois années). La conscription ne joua donc qu'un rôle assez insignifiant dans le recrutement des armées : elle fut mal appliquée et pendant trop peu de temps pour entrer dans les mœurs. Pour l'armée régulière, elle a été de tout temps composée d'engagés ; du 1er janvier 1864 au 31 octobre de la même année, 13 019 hommes y sont entrés.

Une armée de volontaires pouvait-elle être autre chose qu'une armée nationale? sans cesse en com-

munication avec le pays, elle en partageait toutes les émotions, toutes les passions. Sous l'uniforme on retrouvait toujours le citoyen. Le service de la poste se faisait avec la plus grande régularité à l'armée du Potomac, comme dans toutes les stations où se trouvaient des troupes fédérales, et c'est par milliers que les lettres partaient des camps. Les journaux y étaient lus aussi avidement qu'à Washington, à Boston et à New-York. L'armée se sentait sous les yeux du pays; elle pouvait lire chaque jour ce qu'elle avait fait la veille; les encouragements, les applaudissements la suivaient partout où elle portait ses pas. Dans les tentes du quartier général de Grant, je vis entrer plus d'une fois les *reporters* des journaux, familiers avec tous les officiers, toujours en quête de nouvelles et souvent prêts à courir des dangers véritables pour en obtenir.

L'armée avait pleine conscience des sacrifices que la nation faisait pour elle : les soldats étaient devenus les favoris de la nation : je ne les ai jamais entendu appeler que « nos soldats », *our soldiers*. Que de fois, dans un train de chemin de fer, j'ai vu de jeunes femmes élégantes se déranger pour faire place à un malade, à un convalescent qui portait la capote bleue. Je me rappelle un jour en avoir vu descendre un à la station de sa petite ville ; il était pâle, amaigri, et ne marchait qu'avec difficulté. Une calèche attelée de deux chevaux attendait une dame à la même station : elle insista pour y faire monter le soldat et pour le

mener chez lui, avant de rentrer chez elle. Jamais armée ne fut traitée avec autant de libéralité par une nation : la paye d'un simple soldat était de treize dollars par mois : les rations étaient énormes : on distribuait de la viande fraîche tous les cinq jours aux régiments de l'armée du Potomac. Mais cela même n'était point assez : la *commission sanitaire*, la *commission chrétienne*, avaient leurs agents dans les camps, dans les hôpitaux, qui s'ingéniaient à satisfaire aux besoins et aux désirs des soldats. Les soldats en congé trouvaient presque à chaque étape des *soldier's homes*, asiles improvisés où, sur le vu de leurs feuilles de route, on les nourrissait, on leur donnait un lit, on gardait leurs sacs et leur argent pendant leur séjour.

Une armée, sans cesse en communion avec le peuple, restait ouverte à toutes les émotions, à toutes les passions qui agitaient le pays : elle ne s'isola jamais dans un esprit de parti exclusif, ni dans des opinions propres, ni dans un attachement excessif pour aucun de ses chefs. Elle vit avec quelques regrets s'éloigner le général Mac Clellan, quand M. Lincoln lui retira le commandement, mais la pensée d'une résistance aux décisions du pouvoir exécutif n'y traversa que quelques esprits et n'osa même jamais se formuler ouvertement. Quand elle fut mise en demeure, comme le reste de la nation, au mois de novembre 1864, de choisir entre M. Lincoln et son ancien commandant en chef, elle donna beaucoup plus de voix

au premier qu'au second ; ni les soldats, ni les généraux ne se trompèrent sur les caractères et sur l'importance de cette grande lutte électorale, dont l'issue devait décider de la destinée même des États-Unis. En face des problèmes solennels posés à la nation, toutes les prétentions particulières, les préférences, les préjugés, abdiquèrent sans regret.

Il n'y avait presque plus trace à cette époque dans l'armée du Potomac de ce qu'on pourrait nommer l'ancien esprit de West-Point, je veux dire de cet esprit professionnel, mesquin, jaloux, dédaigneux des grandes luttes de la vie civile, affectant le mépris pour les avocats, les politiciens, les abolitionnistes, pour les conducteurs éloquents de l'opinion. Les réguliers, portés presque à tous les hauts grades élevés, s'étaient bien vite réconciliés avec une administration qui avait tant fait pour eux, avec une guerre qui vouait leurs noms à l'admiration populaire. Leurs dédains pour les volontaires s'était changés en estime, au milieu de tant de dangers partagés en commun, et sur tant de champs de bataille. Dans l'armée régulière toutes les nominations et dans l'armée des volontaires les promotions au delà du rang de colonel restaient à la discrétion du ministre de la guerre et devaient être approuvées par le sénat. Les officiers supérieurs avaient donc intérêt à ne point se mettre en hostilités avec l'administration.

Le congrès, pour les retenir dans une indépendance plus étroite, et les soumettre à une sorte de surveil-

lance perpétuelle, avait institué dès le commencement de la guerre un comité nommé *committee on the conduct of the war*, qui à la suite de chaque campagne, et surtout de chaque revers, faisait subir des interrogatoires aux officiers de tout grade; sans craindre de compromettre la discipline, il recevait les dépositions des inférieurs contre les supérieurs, et personne n'échappait à son inquisition exigeante et jalouse. Les rapports de ce comité remplissent des volumes entiers, et bien qu'il s'y trouve quelques lacunes et beaucoup de contradictions, ils resteront certainement parmi les matériaux les plus importants qui serviront un jour à écrire l'histoire de la guerre civile des États-Unis. Contraints de se ménager des patrons dans le sénat, presque entièrement composé de républicains, d'éviter les colères de l'irritable ministre de la guerre, M. Stanton, et les défiances du comité du congrès, les généraux s'enfermèrent dans le strict accomplissement de leurs devoirs militaires. L'exemple était donné à tous par le commandant en chef. Le général Grant ne permettait point les discussions politiques dans son état-major : très-réservé lui-même et fort silencieux, il exigeait de ceux qui l'entouraient pareille réserve. Toutes les fois que M. Lincoln venait à son camp, il le traitait avec une déférence qui ne s'inspirait pas seulement de ses sympathies pour la personne même du président. Il avait écarté dédaigneusement les tentateurs qui étaient venus lui offrir

la présidence, quand commença la campagne électorale de 1864. Le vainqueur du fort Donelson, de Wiksburg, le rude capitaine de l'Ouest, le lutteur infatigable de la Virginie, mis en face de M. Lincoln, s'inclinait devant celui que la Constitution proclamait commandant en chef des armées et de la marine de l'Union : Grant avait su, par son attitude ferme et droite, inspirer une égale confiance à M. Lincoln et à l'armée : l'administration de la guerre ne contrariait aucun de ses plans et ne cherchait pas même à trop soulever les voiles dont aimait à s'entourer sa volonté solitaire et muette. Les soldats de même, bien qu'il fût un chef rigoureux, n'avaient rien à lui refuser; sans chercher à comprendre ses desseins, ils le suivaient partout, se fiant à sa ténacité, à ses combinaisons patientes ou hardies, à cette volonté de fer qui broyait lentement ce qu'elle ne pouvait briser du premier coup.

L'unité s'était donc faite dans l'armée; ses chefs avaient épousé la grande cause pour laquelle tant de milliers de volontaires avaient offert leur sang : au milieu d'événements d'une grandeur presque épique, les caractères s'étaient élevés. Après tant de campagnes sanglantes, soldats et généraux n'avaient plus rien à apprendre : ils se connaissaient et s'étaient mutuellement éprouvés. Un même esprit, une même volonté remuait cette grande masse, devenue un instrument formidable et presque parfait. L'armée n'avait aucun doute sur le résultat final de la campa-

gne : elle était assez intelligente pour comprendre que les lignes derrière lesquelles elle s'ennuyait étouffaient lentement la rébellion ; elle attendait avec impatience le moment où elle serait appelée à les franchir et à frapper le dernier coup.

Avec quelle promptitude, quelle énergie ce coup fut porté, chacun le sait. L'Europe, qui depuis plusieurs années assistait avec émotion aux péripéties d'une lutte où les chances semblèrent longtemps se balancer presque également, demeura confondue devant les résultats de cette campagne de dix jours qui livra aux armées du Nord Petersburg, Richmond et les deux armées encore imposantes de Lee et de Johnston. Si modeste qu'il fût, le général Grant avait maintes fois annoncé que la campagne du printemps de 1865 serait courte et décisive : il avait souvent déclaré publiquement que l'évacuation de Richmond n'était plus qu'une question de temps. Quand tout fut prêt, quand le magnifique corps de cavalerie de Sheridan eut détruit les dernières forces confédérées dans la vallée de Shenandoah, et put rejoindre la grande armée, quand Sherman avançant rapidement vers la Virginie avec ses magnifiques régiments de l'Ouest, obligea Lee de s'affaiblir en envoyant des renforts à Johnston, le signal fut donné : ne laissant qu'un rideau de troupes sur la rive gauche du James, Grant jeta Sheridan et la plus grande partie de l'armée du Potomac vers son extrême gauche pour déborder l'ennemi; en même temps qu'il s'ouvrait

l'accès du chemin de Danville, la dernière grande ligne de communication de Petersburg et de Richmond, le 6e et le 9e corps restés dans les lignes de l'armée du Potomac assaillirent à la fois sur deux points les lignes confédérées, réussirent à les percer en dépit de tant d'obstacles accumulés depuis près d'un an, et il ne resta plus d'autre ressource à Lee que d'évacuer précipitamment la capitale que depuis si longtemps il s'acharnait à défendre. Tous ces mouvements furent exécutés comme ils avaient été combinés, avec une sorte de précision mathématique. On en connaît les conséquences : la capitulation successive de l'armée de Lee, de celle de Johnston et enfin des dernières troupes qui, placées sur des champs de bataille plus excentriques, ne cherchèrent pas à prolonger dans des combats stériles une lutte qui ne pouvait plus avoir d'objet.

De cette armée qui a fait de si grandes choses il ne reste plus que le souvenir. On l'a vue encore une fois, après la prise de Richmond, défiler au milieu des applaudissements d'un peuple, le long de cette magnifique avenue de Washington qui conduit du Capitole à la Maison-Blanche ; puis tous les corps ont été l'un après l'autre licenciés : les volontaires ont repris le chemin de leurs États et sont rentrés immédiatement dans la vie civile. Il a fallu sans doute quelque vertu au peuple américain pour consentir à briser lui-même un instrument qui lui avait tant coûté, au moment même où il était devenu parfait

et où il semblait qu'on pouvait tout en attendre. En laissant un moment de côté toutes les questions politiques, quiconque aime le grand art de la guerre éprouvera aussi une sorte de regret à la pensée qu'une armée aguerrie par tant de luttes et de combats, et qui, malgré tous les vices d'organisation inhérents à sa constitution première, était devenue si homogène, si maniable, si sûre d'elle-même, ait disparu ainsi en un jour. Née au bruit du canon tiré contre le fort Sumter par les révoltés de Charleston, elle abdiqua peu de temps après que le drapeau fédéral fut replanté sur les remparts ruinés de l'insolente forteresse. Comme les soldats de l'armée révolutionnaire de Cromwell, les volontaires de l'armée du Potomac, leur œuvre achevée, sont rentrés sans bruit dans les ombres de la vie civile. Dans mes conversations avec les officiers ou les soldats, je n'ai jamais, au reste, surpris aucune trace de cet esprit purement militaire qui, nourri de gloire, d'orgueil et d'insouciance, roidi par la discipline et la routine, amoureux ou de fortes émotions ou de loisirs sans trouble, finit, chez les gens pour qui la guerre est une profession, par devenir une seconde nature. Je me rappelle encore les confidences d'un jeune capitaine du Vermont, un *green-boy* (c'est ainsi qu'on nommait familièrement les soldats de cet État), qui revenait avec moi de City-Point à Washington. Il avait vingt-trois ans et trouvait bien lent le bateau qui le ramenait vers sa famille. Depuis trois ans il suivait les fortunes de

l'armée du Potomac; il avait été dans je ne sais combien de batailles, et cent fois avait vu la mort de près. Je lui demandai s'il avait pris goût à la vie militaire : « Non, monsieur, me dit-il; je crois avoir rempli mon devoir aussi bien qu'aucun autre, mais ce que j'ai fait je ne l'ai fait que comme un devoir et souvent j'en ai trouvé l'accomplissement bien rude. Il me tarde de rentrer parmi les miens, de me trouver au milieu de mes amis, de mes égaux, de choisir une carrière. Je recommencerais ce que j'ai fait si mon pays l'exigeait de moi; mais ce qui a été pour quelques-uns un plaisir a été pour moi un sacrifice. » Tout cela fut dit avec une sorte de modestie fière, sans embarras, sans artifice, bien mieux que je ne puis le répéter. J'entendis maintes fois semblable langage. Est-ce à cause de ces sentiments que les soldats américains ont rarement cette allure indescriptible, qui partout en Europe fait reconnaître l'homme de guerre? Je ne sais, mais tant qu'il semblera naturel à un officier américain de dire qu'il n'aime point le métier des armes, il n'y aura point lieu de craindre que la nation s'engoue de gloire militaire. Elle conservera toujours une armée régulière et, de toute nécessité, cette armée sera plus nombreuse qu'avant la guerre civile. Les réguliers serviront dans l'avenir, comme ils l'ont fait depuis quatre ans, d'instituteurs aux armées de volontaires si des circonstances nouvelles l'exigent. Ils ne seront jamais d'ailleurs un danger pour les libertés du pays; disséminés dans de

nombreuses garnisons, ils occuperont pendant longtemps les principaux points stratégiques du vaste territoire reconquis, les ports de mer, les jonctions de chemins de fer. Sentinelles du Nord, ils demeureront toujours loin de la capitale des États-Unis, du président, du congrès. Il est à peine nécessaire de se préoccuper des dangers que pourraient faire courir aux institutions démocratiques quelques corps isolés les uns des autres, éloignés du théâtre habituel des conflits politiques. A peine serait-il nécessaire de le faire si, pendant les dernières années, on avait vu percer dans les rangs de l'armée des ambitions sans scrupules, dédaigneuses des lois, et prêtes à user à leur profit des occasions qui peuvent naître dans le trouble des luttes civiles. Mais au milieu de tant d'amères épreuves, cette humiliation et ce danger ont été épargnés aux États-Unis. A l'heure des plus grands périls, la démocratie est restée fidèle à la liberté : et comme elles ont lutté de concert, elles peuvent aujourd'hui triompher ensemble.

CHAPITRE XII

LE PRÉSIDENT LINCOLN.

Au-dessus de tous les hommes que la guerre civile américaine a mis en relief et voués à la gloire, Abraham Lincoln a désormais sa place marquée comme le plus pur et le plus grand. Après quatre années de luttes et d'inquiétudes, après avoir longtemps espéré contre l'espérance, et vu tant de sang précieux se perdre inutilement dans le sol de la Virginie, le président deux fois élu croyait toucher au terme de ses efforts; il avait presque accompli la tâche redoutable que les événements et la volonté populaire lui avaient imposée, et dans le moment même où il semblait que la fortune n'avait plus rien à lui refuser, quand il allait recueillir le fruit tardif de tant de peines, la mort l'a saisi, une mort lâche et traîtresse. Une succession de brillantes victoires avait enfin ouvert les portes de Richmond, et les restes de cette armée qui, si longtemps, avait défié le Nord,

dernier un général capable de mener les opérations de la guerre avec suite, énergie et succès. Le moins qu'il le pouvait, il intervenait dans le détail de ces opérations, surtout dans les derniers temps. Il n'imposait aux généraux qu'une obligation absolue, celle de conserver à tout prix à l'Union sa capitale.

Le trait du caractère de M. Lincoln qui a été peut-être le plus méconnu est sa ferme et inflexible volonté; c'est que, n'ayant aucune des vanités de la puissance, il s'attachait plutôt à la voiler qu'à en montrer sans cesse l'appareil. Cette volonté d'ailleurs ne s'appliquait qu'à certains points capitaux : sur les détails, sur les questions d'ordre secondaire, elle laissait la place à une complaisance affable et indifférente. Elle était aussi, qu'on me passe le mot, plutôt défensive qu'agressive, elle évitait les conflits inutiles, les victoires stériles. On n'eût jamais soupçonné un si grand fonds de ténacité chez un homme qui écoutait tout le monde, chez ce causeur bienveillant qui accueillait avec la même cordialité les députations de toutes les parties de l'Union. Il était plus accessible qu'aucun de ses ministres, que M. Seward, enfermé dans la secrétairie d'État et tout occupé à tenir les fils embrouillés de la diplomatie américaine, que M. Stanton, le ministre de la guerre, travailleur infatigable, visant à mériter ce nom de Carnot américain que M. Seward lui a un jour donné. Pour qui connaît Washington, il semblera merveilleux que M. Lincoln ait réussi à préserver l'indépendance et l'intégrité de sa volonté

personnelle, tout en restant aussi débonnaire, aussi abordable. Washington est en effet une ville purement politique : ôtez la Maison-Blanche et le Capitole, il n'y reste rien ; les hôtels, les maisons particulières n'y sont que des antichambres du congrès. On y coudoie sans cesse sénateurs, députés, envoyés de toutes les parties de l'Union, gouverneurs des États. Aucune influence durable, sociale, religieuse ou simplement mondaine, ne s'y mêle à l'exercice des droits et des devoirs de la vie publique ; les députés de Nevada ou de la Californie n'ont à débattre avec ceux du Massachusetts et du Maine que des questions générales. On est toujours sur le forum ; dans un tel milieu, l'esprit de parti s'aiguisant, s'exaltant sans cesse, il est difficile de conserver la mesure et la froideur qui sont les défenses de la volonté individuelle. Pendant les quatre années de sa présidence, il ne s'est peut-être point passé un jour où M. Lincoln n'ait subi la pression des ambitions, des rancunes, des prétentions personnelles. Il se défendait par sa discrétion, se dérobait par sa souplesse, et au milieu de l'agitation universelle conservait son calme avec sa modération résolue.

Jamais il n'eut de véritable cabinet, bien qu'il réunît quelquefois le conseil des ministres. S'isolant dans sa responsabilité, il enferma ces derniers dans les affaires extérieures, dans les finances ou dans la guerre, laissant à chacun, dans le cercle de ses attributions, une autorité à peu près complète. S'il s'isolait ainsi

de volonté, des rangs les plus obscurs jusqu'au grand théâtre de la vie publique. La vie des champs, le grand air des plaines de l'Ouest formèrent cette robuste nature, et la préparèrent aux luttes qu'elle eut à soutenir. Comme presque tous les gens de l'Ouest, il fit un peu tous les métiers; il conduisit un *flat boat* (bateau plat) sur le Mississipi; il se fit *rail-splitter*, coupa et scia du bois pour les clôtures des fermes de l'Illinois; les grands fleuves et la prairie lui en apprirent plus que les livres. C'est, il le racontait lui-même, au temps de ses navigations sur le Mississipi qu'il commença à détester l'esclavage en observant le contraste entre les États où cette *institution* avait été conservée, et les provinces qui ne l'avaient jamais connue. C'est au désert, parmi les bois, les fleurs sauvages, les champs nouvellement semés, qu'il prit le goût de l'indépendance, le dédain de toute étiquette, le respect du travail. Il ne commença qu'assez tard à étudier les lois; son originalité était déjà épanouie, et sous les formules et les circonlocutions [illegible] du légiste, il resta toujours quelque chose de [illegible] l'ingénu, et comme un parfum de terroir. De la loi à la politique, il n'y a qu'un pas aux États-Unis; tout *lawyer* est doublé d'un *politician*.

La carrière politique de M. Lincoln ne fut pas très-longue : du premier coup, il se trouva jeté en face d'un adversaire qui, pour tout autre, eût été trop redoutable. Pendant plusieurs années, M. Lincoln lutta dans l'Illinois contre l'influence alors prépondérante

de ce Douglas qu'on nommait « le petit géant de l'Ouest». Doué d'une merveilleuse éloquence, sachant flatter et pousser jusqu'au délire les populations occidentales, si vives, si enthousiastes et si faciles à entraîner, Douglas fut étonné de trouver un compétiteur digne de lui dans cet homme un peu gauche, sans habileté oratoire, qui n'avait guère eu le temps de lire que la Bible, Shakspeare et quelques ouvrages de loi : la rhétorique savante de l'agitateur démocrate fut déroutée par cette logique acérée, par ce robuste bon sens, par cette parole familière, tantôt sérieuse, tantôt railleuse, toujours virile et honnête. On a trop souvent répété que, dans la convention du parti républicain qui se réunit à Chicago en 1860, M. Lincoln ne fut choisi comme candidat à la présidence que parce qu'il ne portait ombrage à personne, et que son obscurité même y fut considérée comme son titre principal. Il est vrai que, pendant quelque temps, l'on s'attendit à voir M. Seward choisi comme le candidat de son parti : la nomination de M. Lincoln fut une flatterie pour l'Ouest, dont l'importance politique avait tant grandi, et qui devait faire pencher la balance du côté où il se porterait; mais cette flatterie n'aurait pas eu de sens, si, parmi les populations occidentales, M. Lincoln n'avait joui d'un très-grand crédit. Ce n'était donc pas un candidat de hasard; ses grands tournois oratoires avec Douglas l'avaient fait remarquer de tous; on reconnaissait en lui un *debater* redoutable, un jurisconsulte habile; mais ses

deux grands titres étaient son intégrité sans tache, et sa constante opposition aux empiétements de l'esclavage.

Il faut l'avouer pourtant, M. Lincoln, en arrivant au pouvoir, n'avait pas aux yeux de l'Union tout entière le prestige d'un Madison, d'un Jefferson, d'un Adams ; il le savait mieux que personne, et son premier acte fut d'offrir la secrétairerie d'État à son rival M. Seward, l'éminent homme d'État, dont il appréciait le vaste savoir, l'esprit souple, ingénieux et fertile en ressources, la haute autorité acquise par une longue expérience parlementaire. On sait ce qui suivit : une fois l'Union déchirée et la guerre commencée, il se trouva que M. Lincoln était mieux préparé qu'aucun autre, par son tempérament, son caractère, par les circonstances mêmes de son élévation, à représenter le peuple américain dans les grandes crises qu'il allait traverser. La passion dominante, maîtresse et pour ainsi dire unique, se trouva être chez lui la passion nationale. Il ne faudrait peut-être point user du mot passion pour exprimer une conviction résolue, calme, inflexible, une sorte de foi innée et congénitale dans les destinées du peuple américain. Je l'ai dit en parlant de l'Ouest, nulle part le sentiment national n'est entré aussi profondément dans les âmes que parmi les populations qui vivent au delà des Alleghanies. L'habitant du Massachusetts peut se montrer fier de l'histoire de son petit État, la plupart des provinces baignées par l'Atlantique ont des traditions, des

souvenirs; mais l'Indiana, l'Ohio, l'Illinois n'ont pas encore d'histoire. L'habitant de ces vastes régions, qui se sentent invinciblement appelées à de si hautes destinées, est avant tout un *Américain ;* il est, il veut être le citoyen d'un grand pays ; il veut en mesurer la puissance à l'immensité des provinces qu'il habite, et son patriotisme ne connaît littéralement pas de bornes. Pendant les longues années de paix et de prospérité de la première moitié de ce siècle, la passion nationale du peuple américain s'était presque ignorée elle-même ; elle avait, de distance en distance seulement, eu quelques éruptions, mais elle avait paru, aux yeux des observateurs superficiels, s'user dans les interminables luttes des intérêts hostiles. La guerre civile la fit éclater dans toute sa force. L'Europe avait pu croire que les États-Unis étaient devenus une simple agglomération de provinces, et quelques esprits en Amérique même avaient fini par se tromper sur les caractères véritables de la confédération. Quand son drapeau fut insulté, le peuple américain se révéla à lui-même : il se jura de rester un peuple. Il vit d'un côté le principe de l'Union, c'est-à-dire la grande patrie, de l'autre celui de la souveraineté des États, c'est-à-dire la petite patrie. Il ne balança pas un moment, il choisit la grande patrie, et il se prépara pour elle à tous les sacrifices. Qui mieux que l'ancien député de l'Illinois pouvait représenter les vœux et les instincts populaires et devenir l'image vivante de ce patriotisme sans alliage, fier du

passé, mais plus fier encore des promesses de l'avenir?

La foi dans l'Union, tel a été le trait dominant de la politique de M. Lincoln. Tout s'explique sans difficulté dans sa conduite, quand on cherche sous la confusion des événements, des actes et des paroles, cette trame forte et serrée. Du premier coup d'œil, il comprit le caractère de la guerre; il connaissait bien ses ennemis et les savait redoutables : on ne trouve pas dans son langage un mot qui prouve qu'il se fit jamais illusion sur les difficultés de sa tâche. Il les pressentait déjà quand il prit congé de ses voisins et amis de Springfield en ces termes touchants, où il me semble qu'on le trouve déjà tout entier, tel qu'il dut plus tard se révéler à son pays : «Personne ne peut comprendre la tristesse que j'éprouve au moment de cet adieu. C'est à ce peuple que je dois tout ce que je suis. Ici j'ai vécu plus d'un quart de siècle; ici mes enfants sont nés, et l'un y est enterré. Je ne sais pas si je vous reverrai jamais. Un devoir m'est imposé, plus grand peut-être que celui qui a été imposé à aucun citoyen depuis les jours de Washington. Washington n'eût jamais réussi sans le secours de la divine Providence, en laquelle il eut toujours foi. Je sens que je ne puis réussir sans la même assistance, et c'est de Dieu que, moi aussi, j'attends mon appui. Encore une fois, je vous dis adieu. » Ce n'est point par fierté que d'avance il choisit sa place historique à côté de Washington : il n'y a dans son langage que

douceur, modestie, bonté; mais il comprend les dangers du présent, et déjà l'avenir se révèle à cet esprit doué de la clairvoyance propre aux âmes pures et désintéressées. C'est avec ces pensées qu'il quitta le pays qu'il aimait tant, et qu'il ne devait jamais revoir. Qu'on se rappelle les circonstances au milieu desquelles il recueillit le pouvoir des mains débiles de son prédécesseur. Washington et le Capitole même remplis de traîtres, le trésor vide, point de marine, point d'armée, quelques officiers, tous amis personnels des rebelles, les chambres profondément divisées, l'opinion publique presque aussi vivement soulevée contre les abolitionnistes que contre les sécessionnistes et les confondant dans ses colères irréfléchies, une disposition tacite ou avouée à éviter toute lutte immédiate ou directe avec l'esclavage, dans la pensée de ramener, s'il était possible, ceux que l'on considérait encore comme des frères égarés, le sentiment national s'abritant sous cette formule « *the Union as it was* » (l'Union telle qu'elle était), mais disposée en réalité, dans son aveugle ferveur, à rendre au Sud bien plus que ses anciens priviléges,— voilà ce que M. Lincoln trouva autour de lui. Dans le flux des opinions, des passions, des projets contraires, il n'aperçut qu'un point immobile, et il s'y fixa. Tout devait changer, mais une chose devait rester debout, l'Union. La grande sagacité de M. Lincoln pénétra vite ce qu'il y avait dans les sentiments du peuple américain de faux, d'artificiel, de périssable, et ce

qu'il y avait de stable et de fondamental. Les yeux n'aperçoivent pas la racine tenace qui sous le sol fait presque partie du rocher : ils ne contemplent que les branches, les feuilles, les fleurs avec lesquelles jouent l'air et le soleil; mais quand un vent fougueux a emporté ces dernières, la vie se réfugie encore dans la racine.

L'attitude prudente, presque timide, de M. Lincoln au commencement de sa présidence, s'explique par sa grande déférence pour l'opinion publique ; une grande réserve lui était aussi imposée par les circonstances mêmes de son élévation au pouvoir. Depuis longues années, le parti démocratique régnait en maître à Washington ; le parti républicain n'avait ni les traditions ni le prestige qui s'acquièrent par le long exercice de l'autorité ; il n'avait même triomphé dans les élections que grâce à la division de ses adversaires. M. Lincoln était regardé comme un intrus dans cette capitale, où des hommes tels que Sumner, Seward, Chase, furent si longtemps considérés comme des étrangers. Je suis, pour ma part, convaincu que, le jour où il entra à la Maison-Blanche, M. Lincoln se dit à lui-même, dans le silence solennel de sa conscience : « Je serai le libérateur de quatre millions d'esclaves; ma main a été choisie pour frapper de mort l'institution servile. » Devait-il, pouvait-il le dire tout haut, du balcon du Capitole? S'il l'eût fait, il eût passé pour un fanatique et un insensé. Peut-être une semblable déclaration eût-elle provoqué une

guerre civile dans le Nord ; elle eût du moins soulevé de telles résistances que, dans la division des partis, tout eût fait naufrage, la constitution, les lois et le principe même de l'Union. M. Lincoln n'avait qu'une mission : sauver ce principe. Et comment pouvait-il la remplir, s'il se séparait audacieusement de l'opinion publique? Il fallut donc attendre patiemment que le pays reçût, l'une après l'autre, ces rudes et sévères leçons que donne la guerre, que la conscience populaire, troublée jusque dans ses profondeurs, s'ouvrît aux inspirations héroïques, aux grandes et généreuses émotions. M. Lincoln fut comme un médecin qui sait qu'il a un remède, mais qui ne peut s'en servir avant qu'une crise suprême soit passée. Ceux-là ont été bien injustes envers lui et envers le Nord lui-même qui les ont accusés de n'avoir saisi l'arme de l'émancipation qu'à la douzième heure, dans un accès de désespoir et par haine de leurs ennemis. Cette haine n'était ressentie ni par le président ni par le peuple, et d'ailleurs, si grande que soit la cause de l'émancipation,—et ce n'est pas nous qui essayerons jamais de la diminuer,—on comprend que pour le peuple américain elle ne vînt qu'après la cause nationale elle-même : tant que le maintien de l'Union parut se lier en quelque manière à celui de l'institution du Sud et des garanties que la constitution lui avait réservées, on peut s'expliquer le trouble et les embarras des hommes d'État, placés entre l'amour de leur pays et leur haine de l'esclavage.

M. Lincoln n'échappa pas entièrement à ces incertitudes. Il avait toute sa vie sincèrement détesté l'esclavage, il en avait cent fois prophétisé les dangers. Il n'avait jamais voulu croire avec M. Douglas que les lois sur l'esclavage fussent de même nature que les *oyster laws* (lois sur les huîtres) de la Virginie ou toute autre loi locale des États. Il disait publiquement le 17 juin 1858 à Springfield, dans l'Illinois : «Une maison divisée contre elle-même ne peut durer. Je crois que ce gouvernement ne peut se maintenir d'une façon durable, soutenu d'un côté sur l'esclavage, de l'autre sur sa liberté. Je ne crois pas que cette Union sera dissoute ni que la maison tombera; mais elle cessera d'être divisée. » A Chicago, le 10 juillet 1858, il disait : « J'ai toujours détesté l'esclavage, autant, je crois, que tout abolitionniste. Le peuple américain regarde l'esclavage comme un grand mal social. » Et dans l'un de ses débats publics avec Douglas, à Ottawa, en 1858, il répétait : «Je ne puis que haïr l'esclavage. Je le hais à cause de sa monstrueuse injustice. » Jamais il ne varia sur ce point. Pendant comme avant la présidence, il répétait fréquemment cette maxime : « Si l'esclavage n'est pas un mal, rien n'est un mal. » Voilà le langage du moraliste; mais le président des États-Unis était retenu par toute sorte d'entraves : il n'avança que pas à pas dans la voie de la politique émancipatrice; il ne pouvait aller plus vite que le peuple, mais il pressait incessamment ses amis d'agir sur l'opinion publique.

Lui-même ne redoutait rien de la publicité et faisait appel aux mille voix des tribunes, des chaires, de la presse.

La constitution lui interdisait formellement toute immixtion dans le gouvernement intérieur des États restés fidèles ; sa première préoccupation fut d'ailleurs de retenir dans le cercle de l'Union les États frontières, le Maryland, le Kentucky, le Tennessee, le Missouri, où l'esclavage existait encore au début de la guerre. Il ne pouvait songer à leur imposer l'abolition, mais il les pressa de modifier eux-mêmes leurs constitutions, et leur offrit généreusement l'appui de l'Union tout entière pour faciliter la transition entre l'ancien régime et le nouveau. Il songea quelque temps à peupler avec la race noire des colonies lointaines, la croyant impropre à se mêler à la race blanche; mais il abandonna cette pensée quand on lui prouva que le projet ne pouvait être exécuté. Quand on lui parla pour la première fois de lancer une proclamation pour émanciper les noirs dans les états rebelles, il se plaça d'abord à un point de vue tout pratique. « Une proclamation, dit-il, n'émancipera personne. Autant vaudrait qu'un taureau essayât ses cornes contre la queue d'une comète. » Il se laissa persuader pourtant et comprit bientôt que, si la proclamation libératrice n'avait point d'effets matériels, elle aurait une immense portée morale dans le Nord, dans le Sud et dans le monde entier; que si elle n'avait point d'action dans le présent, elle en aurait

dans l'avenir. Il en saisit si bien les conséquences indirectes et lointaines qu'il l'annonça d'avance et solennellement aux États du Sud, et durant plus de trois mois les tint sous la menace. Le 1er janvier 1862, la proclamation fut lancée, et de ce jour on peut faire dater l'abolition de l'esclavage aux États-Unis.

Parfois néanmoins le président était repris par quelques inquiétudes, troublé par quelques doutes sur les futurs effets de ce grand acte. Il pouvait craindre que la cour suprême ne rendît quelque jour un arrêt qui fît de la proclamation une lettre morte et la déclarât inconstitutionnelle. Il profita de la mort du *chief-justice* Taney, qui pendant près de trente ans avait été l'instrument docile de l'oligarchie du Sud, pour offrir la plus haute fonction judiciaire du pays à un ennemi résolu de l'esclavage, M. Chase, bien qu'à ce moment M. Chase, sorti du ministère, eût pris vis-à-vis de l'administration une attitude mécontente, sinon hostile. Toutes les fois que les abolitionnistes exprimaient quelque crainte au sujet de la proclamation, il les rassurait; il faisait comprendre, quand il le pouvait, au peuple américain, qu'en ce qui le concernait au moins, cet acte avait un caractère irrévocable. Il lui disait dans son message du 8 décembre 1863 : « Je n'essayerai point de rétracter ou de modifier ma proclamation émancipatrice, et je ne rendrai jamais à l'esclavage une seule personne qui aura été déclarée libre aux termes de cette proclamation ou d'aucun acte du congrès. » Un an après, en

prévision de l'élection présidentielle, dont le terme allait arriver, il répétait la même déclaration et ajoutait : « Si le peuple, par quelque moyen ou procédé, faisait jamais au pouvoir exécutif une obligation de rendre à l'esclavage ceux que ma proclamation a affranchis, c'est un autre, non moi, qu'il devra choisir pour l'instrument de sa volonté. »

Il s'était fixé à la politique émancipatrice avec autant de ténacité qu'au principe même de l'Union dès que la nation confondit ces deux causes en une seule. Pendant l'été de 1864 des commissaires du Sud entrèrent en pourparlers officieux, sur la rive canadienne du Niagara, avec quelques hommes politiques du Nord. M. Lincoln ne voulait point traiter directement avec les agents de la rébellion et se contenta de donner à ceux qui allaient représenter le Nord dans cette conférence un billet ainsi conçu, où l'on retrouve quelque chose de la finesse du *lawyer* avec la sagacité de l'homme d'État : « A tous ceux que cela peut concerner. Toute proposition qui embrassera le rétablissement de la paix, l'intégrité de l'Union et l'abandon de l'esclavage, et qui sera présentée avec et par l'assentiment de ceux qui contrôlent les armées actuellement en guerre contre les États-Unis, sera reçue et examinée par le pouvoir exécutif des États-Unis, et l'on y répondra par des termes libéraux en ce qui touche tous les points collatéraux et secondaires. » Au printemps de 1865, le vice-président de la confédération, M. Stephens, ayant demandé à conférer

personnellement avec M. Lincoln, le président consentit à le voir dans la rade du fort Monroe ; là encore il insista aussi énergiquement sur l'abolition de l'esclavage que sur la reconnaissance immédiate de l'Union, et tout en témoignant des intentions les plus conciliatrices, il refusa de se laisser entraîner dans aucune compromission dangereuse pour les grands principes qu'il avait charge de défendre.

Pendant cette longue conférence, tenue sous les canons du fort Monroe, il ne perdit pas de vue un seul instant l'objet principal qu'il s'était proposé d'atteindre. En vain M. Stephens lui fit-il entrevoir que les armées du Nord et du Sud se réconcilieraient bien vite sur de nouveaux champs de bataille où se mêleraient les drapeaux de tous les États, que dans l'ivresse de grandes victoires obtenues contre un ennemi du dehors les passions excitées par la guerre civile céderaient la place à des passions nouvelles, que, l'honneur militaire du Sud une fois sauf, les sacrifices politiques coûteraient moins à son orgueil, M. Lincoln resta inflexible ; il ne voulut ni acheter le triomphe de l'Union au prix d'une guerre étrangère, ni sacrifier la race noire à l'ambition de son peuple.

M. Lincoln sentait toutefois que l'abolition de l'esclavage ne devait point conserver le caractère d'une mesure de salut public défensive et militaire en quelque sorte. Aussi, quand la convention de Baltimore, qui le porta pour la seconde fois à la présidence, lui

demanda de soumettre au Congrès d'abord, puis aux États, un projet d'amendement à la constitution, il s'empressa de le faire, pour effacer des lois du pays la dernière trace de la fatale institution qui avait failli le perdre. Je me trouvais à Washington pendant que la proposition d'amendement fut discutée, et je sais avec quel intérêt le président suivit toutes les phases de ce mémorable débat. Son langage s'était depuis quelque temps empreint d'une singulière solennité toutes les fois qu'il parlait de l'esclavage. On aime à répéter les paroles qu'il adressait au congrès dans son message du 1er décembre 1862 : « Concitoyens, nous ne pouvons échapper à l'histoire. Nous tous qui faisons partie de ce congrès et de cette administration, on se souviendra de nous en dépit de nous-mêmes. Notre insignifiance ou notre valeur personnelle ne peut garantir aucun de nous. L'épreuve à travers laquelle nous passons laissera autour de nos noms une auréole d'honneur ou d'infamie jusqu'à la plus lointaine génération. Nous disons que nous défendons l'Union : le monde ne l'oubliera pas. Nous nous disons capables de la sauver : le monde en a pris acte. En donnant la liberté à l'esclave, nous assurons la liberté de ceux qui sont libres. D'autres moyens peuvent réussir, celui-là ne peut faillir. »

Ce ton, déjà si noble, ne fait que s'élever et devient tout à fait religieux dans le discours qu'il prononça le 4 mars 1865, le jour de sa deuxième inauguration : « Si Dieu a voulu que soit engloutie toute la richesse

accumulée par des esclaves pendant deux cent cinquante ans de travail sans rémunération, et que chaque goutte de sang tirée par le fouet soit payée d'une autre goutte de sang versée par l'épée, qu'il en soit ainsi, car les jugements de Dieu sont justes et sont vrais! — Sans malice pour personne, pleins de charité pour tous, pleins de confiance dans le droit, en tant que Dieu nous permet de voir le droit, travaillons à finir notre ouvrage, à cicatriser les blessures de la nation; n'oublions pas ceux qui ont affronté les batailles, et leurs veuves, et leurs orphelins; faisons tout ce qui peut contribuer à établir et à consolider une paix durable parmi nous-mêmes et avec toutes les autres nations. »

Après de telles paroles, comment pourrait-on encore accuser M. Lincoln de n'être entré qu'à regret dans la voie où, dès le début, le poussaient les abolitionnistes? S'il n'y avança qu'avec lenteur, c'est qu'il savait qu'il ne pouvait se séparer de la nation. La patience, la modération, n'étaient pas seulement chez lui des qualités naturelles; il les regardait comme les devoirs de sa haute position. Tandis qu'autour de lui tous pouvaient s'abandonner sans réserve aux élans du patriotisme, de l'indignation, de la colère, lui seul devait rester calme, il était le président de tous les États, rebelles ou fidèles. Quand l'Union recevait de si cruelles blessures, il ne voulait pas lui-même la frapper. Jamais un mot blessant, une parole amère ne sortait de sa bouche. Il m'arriva, pendant mon

séjour à Washington au commencement de 1865, de causer avec lui de M. Jefferson Davis. On jugera de la modération et de la modestie de son langage par ces paroles que je me rappelle textuellement: « Nos adversaires ont été plus heureux que nous, ils ont eu cette bonne fortune que leur chef est un homme des plus habiles, très-capable de mener en même temps les affaires civiles et celles de la guerre. Comme ministre de la guerre, M. Davis avait connu tous les officiers de l'armée régulière ; moi, je n'en avais vu que trois avant d'arriver à Washington comme président. » Longtemps son âme clémente recula devant les nécessités les plus impérieuses : on eut beaucoup de peine à obtenir de lui la permission de fusiller les déserteurs. Il était toujours prêt à faire grâce. Il n'avait pas besoin de pardonner les attaques et les injures contre sa personne, il les ignorait. Cette bonté n'était point de la faiblesse ; il n'y avait point de place pour ce dernier sentiment chez cet homme si robuste, si dur à lui-même, qui toute sa vie avait respiré l'air de la liberté et subi les frottements de la vie démocratique.

Avec cette âme si haute, et qui par moments se réfugiait dans des pensées supérieures à la politique vulgaire, M. Lincoln n'avait pourtant rien d'un doctrinaire. Il avait été élevé à la rude école de l'expérience ; elle resta toujours son seul guide. Il ne se piquait point d'une inflexible logique, et sa volonté dédaignait l'appareil des vaines formules. Les livres

lui avaient appris moins que les hommes ; il ne se croyait point meilleur que l'humanité. Homme du peuple, il pensait qu'on ne sauve point un peuple en dépit de lui-même. Quand il arriva au pouvoir : « Telle quelle, dit-il, je ferai marcher la machine. » On l'a vu, sur la question de l'esclavage, variant de langage et suivant avec docilité la pression de la nécessité, n'insistant d'abord que pour empêcher l'extension de l'institution servile dans les nouveaux territoires, se prononçant plus tard pour l'émancipation graduelle d'abord, puis immédiate, arrivant enfin, après deux ans de guerre civile, aux résolutions suprêmes, délivrant d'un trait de plume trois millions d'esclaves et n'hésitant pas en dernier lieu à demander à la nation de modifier sa charte fondamentale pour rétablir l'unité et l'harmonie dans les mœurs et dans les lois.

La question de la réorganisation, ou, comme l'on dit aux États-Unis, de la *reconstruction* des États du Sud reconquis par les armes fédérales, préoccupa M. Lincoln depuis l'origine même du conflit. Sur ce point encore, on ne peut dire qu'il eût un système bien arrêté. Il répugna toujours à sa pensée d'en venir à ne plus considérer les États du Sud comme des États véritables, à les regarder comme de simples territoires déchus de leur ancienne dignité et faisant partie de ce domaine extérieur à la confédération proprement dite que les armes ou la diplomatie de l'Union peuvent toujours accroître. Il était disposé à

reconnaître dans un État pacifié tout simulacre, tout fantôme de gouvernement, pourvu qu'il se déclarât fidèle à l'Union. Il permit un peu arbitrairement, il faut bien qu'on l'avoue, à un dixième des babitants de l'État, à la simple condition de prêter le serment d'allégeance, de reformer des cadres politiques, de nommer des conventions, des législatures, des gouverneurs; il se montra toujours impatient de replacer un pouvoir civil, si fragile encore et si éphémère qu'il pût être, à côté du pouvoir militaire, pour enlever à l'occupation les caractères ou du moins l'apparence de la conquête. Cette préoccupation put l'entraîner à quelques fautes, mais il nous semble qu'elle faisait honneur à son libéralisme. Comme il le disait au reste dans sa proclamation du 9 juillet 1864, il ne voulait point inflexiblement se lier à un plan de reconstitution définitif. Il répétait encore le 11 avril dans le dernier discours qu'il prononça en public : « Nous sommes, dit-il, tous d'accord sur ce point que les États séparés ne se trouvent pas dans une situation normale vis-à-vis de l'Union, et le but du gouvernement est de les placer dans une situation régulière. Je vois qu'il est possible et même facile de le faire en n'examinant pas si ces États sont jamais sortis de l'Union. Les trouvant dans l'Union, ne cherchons pas s'ils ont été dehors. Je voudrais que le corps électoral de la Louisiane se composât de cinquante mille, de trente mille, ou même de vingt mille électeurs, plutôt que de douze mille. Il est aussi

regrettable que le droit électoral n'appartienne pas encore aux hommes de couleur. Je voudrais que ce droit fût au moins conféré aux hommes de couleur intelligents et à ceux qui ont servi comme soldats. Cependant la question reste la même. La Louisiane ayant maintenant un gouvernement d'État, faut-il essayer de le modifier et de le fortifier, ou faut-il le rejeter entièrement? Il y a dans cet État douze mille électeurs qui ont juré fidélité à l'Union, organisé un gouvernement, adopté une constitution libre (c'est-à-dire abolissant l'esclavage). Faut-il désorganiser ce corps et retirer la coupe de la liberté des lèvres des noirs? Au contraire, si l'on encourage ce nouveau corps électoral, il adhérera à son œuvre, il fera des prosélytes, et l'homme de couleur finira par obtenir la franchise électorale. Admettons que le gouvernement de la Louisiane ne soit qu'un œuf: ne vaut-il pas mieux le couver que de le briser? Ce qu'on peut dire de la Louisiane, on peut le dire des autres États. Les principes sont inflexibles; mais il n'est pas possible, dans une transformation aussi extraordinaire, de poser une règle inflexible; je devrai peut-être faire une nouvelle proposition au Sud, quand le moment sera venu. »

M. Lincoln ne tenait pas plus obstinément aux hommes qu'aux mesures: dès qu'ils pouvaient servir son grand dessein national, tous lui étaient bons; dès qu'ils devenaient un obstacle, tous étaient rejetés. Il

ne sacrifia jamais le plus mince devoir à ses amitiés personnelles. Les démocrates avaient accès aussi facilement auprès de lui que les gens de son propre parti. Il n'eut jamais de favori et se déroba toujours aux influences trop envahissantes. Seul responsable, et dans un temps où cette responsabilité était devenue un poids presque écrasant, il sut garder entière son indépendance. Il usa de sa prérogative avec une fermeté qui parfois put sembler de l'audace, sans jamais subordonner l'intérêt de l'Union à la vaine satisfaction de son orgueil. Il rendit à l'Angleterre les commissaires confédérés pris à bord du *Trent* sans consulter le congrès, le sénat ni le cabinet, sans se laisser troubler par les murmures de l'amour-propre national ; il ôta au général Mac-Clellan le commandement de l'armée du Potomac presque au lendemain de la victoire d'Antietam, parce que les sentiments de ce général n'étaient plus en harmonie avec ceux du pays, et qu'il voulait épargner à la république les conflits entre la puissance militaire et le pouvoir civil. Il frappa sans hésiter le général Fremont à Saint-Louis, le général Hunter dans la Caroline du nord, parce que leurs proclamations abolitionnistes dépassaient et devançaient l'action du gouvernement. Il destitua deux fois le général Butler, une fois à la Nouvelle-Orléans, puis à l'armée du James river, quand cet auxiliaire énergique devint une gêne et cessa de se plier à la discipline. Il essaya successivement Mac-Clellan, Burnside, Hooker, Grant, jusqu'à ce qu'il eût trouvé dans ce

avaient été réduits à mettre bas les armes. Au milieu des transports et des cris d'une joie presque délirante, M. Lincoln ne fit entendre que des paroles de douceur. Jamais triomphateur ne fut plus modeste, on pourrait presque dire plus humble ; il était allé à Richmond ; il était entré un moment dans la maison de M. Jefferson Davis. Quelques régiments noirs avaient défilé devant lui ; il avait montré à la Virginie le président des États-Unis ; mais, au milieu des fumées de la ville incendiée, aux étincellements des baïonnettes, dans le bruit et le désordre de la guerre, il ne songeait, lui, qu'à la paix. Il n'alla point au Capitole de Richmond signer des listes de proscription ; nulle bouffée de haine ou d'orgueil n'enfla cette âme naturellement humaine, et que tant d'émotions avaient encore attendrie depuis quelques années. Que de fois, allant de Washington aux camps, et des camps à Washington, n'avait-il pas descendu et remonté les fleuves paresseux de la Virginie, visiteur sombre et soucieux que l'armée s'était accoutumée à voir plus souvent au lendemain des défaites qu'à la veille des victoires ! Cette fois tout était fini. Grant et Sheridan parcouraient à leur gré ces provinces où, pendant si longtemps, chaque pouce de terrain avait été disputé ; pour la première fois, M. Lincoln pouvait revenir d'un cœur léger vers sa capitale ; mais sa joie, pour rester discrète, ne devait pas être de longue durée. A peine arrivé, il convoqua ses ministres, s'entretint avec eux des derniers événements, de la pacification

des États du Sud ; il parla de Lee avec bonté, tout prêt à tendre sa main loyale à un capitaine qui, sur les champs de bataille, avait été un loyal ennemi ; il tenait ce langage le 14 avril au matin ; le soir même, il était assassiné. L'histoire nous montre un petit nombre de grands souverains frappés de même au milieu de grands desseins, à la veille d'importantes résolutions, ou au lendemain d'actions mémorables ; mais, s'ils ont payé d'un tel prix la grandeur et la gloire, ils les ont du moins achetées pour toute leur vie, pour leurs enfants, pour leur race entière. La démocratie tire des ombres de la vie domestique un favori d'un jour, et après lui avoir imposé quelque temps l'accomplissement de tâches quasi-royales, elle lui impose l'abdication. Voudra-t-elle maintenant que quelques années passées dans l'exercice d'une autorité précaire et sans lendemain, se payent du même prix que les empires et les couronnes ? Ses chefs seront-ils aussi des victimes désignées pour le sacrifice ? L'assassinat, qui n'a rôdé jusqu'ici qu'autour du palais des rois, guettera-t-il jusqu'à ces magistrats populaires qu'un jour amène, et qu'un autre jour emmène ? Et faudra-t-il aussi qu'ils marchent entourés de piéges et d'épées ?

La vie de M. Lincoln appartient dès ce moment à l'histoire, qui ne se rappellera son humble origine que pour la mettre en contraste avec la grandeur de sa fin. L'histoire ne le suivra point pas à pas, tandis qu'il s'élevait, à force de patience, d'intelligence et

un peu trop suivant ses détracteurs, ce n'était ni par ambition ni par orgueil : la nécessité l'obligeait à faire travailler en même temps pour le bien de l'État des ministres quelquefois séparés par des méfiances et des antipathies personnelles. Sur presque toutes les matières, il manquait de leurs lumières spéciales. Sa grande science était la connaissance des hommes. Il savait s'en servir, et trouver les meilleurs ouvriers pour les tâches qu'il se sentait lui-même peu capable d'accomplir. Aussi ignorant des affaires de l'Europe, de ses dynasties, de ses hommes d'État, de sa politique enchevêtrée qu'il connaissait bien son propre pays, il avait eu le bon sens d'abandonner entièrement le labeur diplomatique à M. Seward, plus capable que personne de faire respecter les droits et la dignité des États-Unis sans les jeter dans des complications extérieures. Sur un point seulement, il s'était mis d'accord avec lui : il voulait, par tous les moyens honorables, préserver son pays de la guerre avec les puissances européennes tandis qu'il était déchiré par la guerre civile. Malgré bien des provocations, il n'employa jamais à l'égard de ces puissances que le langage le plus amical et le plus réservé. En cela, il ne se montra pas seulement politique habile; il obéissait aussi à l'instinct secret de son cœur : homme de l'Ouest, il n'éprouvait pas, à l'endroit de l'Europe, de ses appréciations, de ses critiques, les susceptibilités si vives des habitants des États de l'Atlantique. Il y avait au fond un peu d'indifférence, peut-être même

une pointe de dédain, dans l'uniforme tranquillité de son langage.

Son grand amour, son grand respect étaient pour le peuple américain. Mandataire de la nation, il ne prétendait ni la guider ni lui résister, il voulait marcher avec elle. Il excellait à conduire les hommes politiques, qui naïvement croyaient parfois le conduire; il ne visa jamais à mener le peuple. Il avait une foi entière, absolue dans la sagesse, le bon sens, le courage, le désintéressement de sa nation. Cette foi était restée aussi vierge à Washington que dans les déserts de l'Illinois; son esprit n'était pas emprisonné dans cette étrange capitale, demi-ville, demi-village, où, comme les palais de marbre y avoisinent les masures, les hautes vues des hommes d'État sont étouffées et obscurcies par la bassesse des solliciteurs, les convoitises éhontées, les mensonges et les intrigues des ambitions vulgaires. Ses yeux allaient au delà et se portaient sans cesse du Massachusetts au Missouri, de l'Illinois à la Pensylvanie. Il savait se débarrasser des importuns par des bons mots, il répondait aux prétentieuses exhortations par des anecdotes piquantes ou des paraboles. Sa nature élastique et ferme se roidissait contre les coups les plus imprévus de la fortune, et souvent il relevait le courage de ses amis par sa bonne humeur stoïque. Sous son langage bizarre, parfois trivial, perçait un bon sens profond. Ses mots allaient droit au peuple et se gravaient dans tous les esprits. Quel discours prononcé pendant la

campagne présidentielle de 1864 vaut ce simple trait de M. Lincoln : « Ce n'est pas au milieu d'un gué qu'on change de chevaux? »

La causticité de M. Lincoln n'était pas seulement l'enveloppe d'une grande sagesse : elle cachait aussi une âme un peu timide et douée d'une douceur presque féminine. Sa verve comique était, qu'on me passe le mot, une sorte de pudeur. La pureté de sa vie avait donné à ses sentiments une délicatesse touchante dans une nature aussi robuste, mais qui restait enveloppée dans une écorce rugueuse. « Venez voir, me dit un jour mon ami Charles Sumner, saint Louis sous le chêne de Vincennes. » Il m'apprit alors que le président, une fois la semaine, quelque pressantes que fussent ses occupations, ouvrait son cabinet à tous ceux qui désiraient lui adresser une demande ou une réclamation. Nous partîmes pour la Maison-Blanche et pénétrâmes dans le cabinet de M. Lincoln où nous prîmes place, sans être annoncés, avec une douzaine de personnes qui attendaient leur tour. Sur tous les murs étaient tendues d'immenses cartes géographiques représentant les diverses parties du théâtre de la guerre. Au-dessus de la cheminée pendait le portrait du président Jackson, figure sèche et dure, empreinte d'une extrême énergie; sur le marbre, il n'y avait qu'une belle photographie de John Bright, l'éloquent défenseur de l'Union américaine dans le parlement anglais. Par deux vastes fenêtres, j'apercevais les lignes blanches du Potomac, les collines si-

nueuses du Maryland et l'obélisque interrompu de Washington se dressant sur le ciel bleu. Entre les deux fenêtres était placé transversalement un vaste bureau devant lequel était assis le président. Il ne remarqua point l'entrée de M. Sumner, étant occupé à causer avec un pétitionnaire qu'il renvoya presque aussitôt après notre arrivée. L'huissier, vêtu comme tout le monde, fit avancer une femme : elle était fort émue et eut beaucoup de peine à expliquer que son mari était un soldat de l'armée régulière, qu'il avait servi fort longtemps et demandait l'autorisation de quitter son régiment pour venir en aide à sa famille. Elle s'embarrassait à chaque instant. « Laissez-moi vous aider, » lui dit M. Lincoln avec bonté, et il commença à lui adresser des questions avec la méthode et la clarté d'un avocat. Sur le rectangle lumineux de la fenêtre, traversée par un flot de soleil, son profil se détachait en noir; sa main droite, que souvent il passait dans ses cheveux, les avait hérissés en touffes désordonnées. Pendant qu'il parlait, tous les muscles de la face, mis en mouvement, imprimaient des contours anguleux et bizarres à sa tête un peu méphistophélique : mais sa voix avait une douceur presque paternelle. Après avoir interrogé la pauvre femme : « Je ne puis, lui dit-il, vous accorder moi-même ce que vous demandez. J'ai le droit de licencier toutes les armées de l'Union, ajouta-t-il avec un rire étrange, mais je ne puis donner son congé à un soldat. Le colonel du régiment de votre mari peut seul satisfaire

votre désir. » La femme se lamentait sur sa pauvreté. — Jamais, disait-elle, elle n'avait autant souffert. «Madame, lui répondit M. Lincoln en changeant le ton de sa voix avec une lente et pénétrante solennité, je participe à votre chagrin; mais songez que tous, tant que nous sommes, nous n'avons jamais souffert ce que nous souffrons aujourd'hui, Nous avons tous notre charge à porter. » Il se pencha ensuite vers elle, et pendant quelque temps on n'entendit que le murmure de deux voix. Je vis M. Lincoln écrire quelques mots sur un papier, il le donna à la solliciteuse et la congédia avec toutes les formes de la plus scrupuleuse politesse. Le moment d'après s'avança un jeune homme qui, offrant la main au président, cria d'une voix retentissante : « Moi je ne suis venu que pour serrer la main d'Abraham Lincoln. — Bien obligé, répondit le président en offrant sa large main; c'est le jour des affaires. »

Ce respect pour le peuple se retrouve dans son langage quand il parle de l'armée. Lorsque fut inauguré le cimetière national de Gettysburg, M. Everett, en face de ce champ de bataille où s'étaient jouées les destinées de l'Amérique, fit un long discours, où il épuisa toutes les ressources de sa merveilleuse éloquence. Combien j'eusse pourtant préféré entendre ces simples paroles que M. Lincoln prononça en face de toutes ces tombes : « Nous sommes réunis sur un grand champ de bataille de cette guerre ! Nous sommes venus ici pour dédier une portion de ce champ

à ceux qui ont donné leur vie pour que la nation puisse vivre. Cela est juste, cela est bien; mais, dans le sens le plus large, nous ne pouvons dédier, nous ne pouvons consacrer, nous ne pouvons sanctifier ce sol. Les braves gens, vivants ou morts, qui ont combattu ici, l'ont consacré mieux que notre pauvre pouvoir de louange ou de critique. Le monde tiendra peu de compte et se souviendra peu de temps de ce que nous disons ici, mais il ne pourra oublier ce qu'ils ont fait. C'est plutôt à nous, vivants, d'être consacrés ici à la grande tâche qu'ils ont laissée interrompue, afin que ces morts honorés nous inspirent un dévouement plus grand à la cause pour laquelle ils ont donné la dernière, la pleine mesure du dévouement, afin que nous résolvions ici hautement que ces morts ne sont pas morts en vain; que la nation, Dieu aidant, renaîtra dans la liberté, et que le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple, ne périra point sur cette terre. »

N'est-ce point là la véritable éloquence, celle que l'orateur n'a point cherchée, et qu'il trouve sans y penser? Sous le poids d'une puissante émotion, il rejette les vains ornements, et atteint la pureté, la concision, la noblesse des plus grands modèles classiques. Ne sent-on pas aussi, sous ces accents pathétiques et contenus, quelque chose de cette tendresse dont j'ai parlé? On eût dit par moments, à voir M. Lincoln, qu'il portait dans son cœur le deuil de de tous ceux qui étaient morts dans les terribles an-

nées de sa présidence. Une tristesse presque surhumaine passait parfois sur ce front où les rides étaient devenus des sillons, sur ce visage étrange où le rire des anciens jours s'était changé en un rictus douloureux. Je me rappelle, comme si c'était hier, avoir un soir rencontré le président à la nuit tombante. Il sortait de la Maison-Blanche, et, suivant son habitude, il allait chercher des nouvelles au département de la guerre. Personne ne l'accompagnait, bien que souvent on l'eût prié de ne jamais s'aventurer seul; il dédaignait le danger et détestait toute contrainte. Enveloppé dans un *plaid* pour se protéger contre le froid, il marchait lentement, perdu dans sa rêverie, pareil à un grand fantôme. Je fus frappé de l'expression pensive et souffrante de son visage. Les agitations, les inquiétudes, les émotions avaient lentement plié et brisé enfin cette nature forte et rustique, usé les nerfs d'acier de ce géant. Pendant quatre ans, il n'avait pas eu une heure de repos. Ses fêtes mêmes étaient d'horribles souffrances; quand les salons de la Maison-Blanche s'ouvraient, le flot des visiteurs passait sans s'arrêter devant lui; sa large et loyale main serrait toutes celles qui se présentaient. Esclave du peuple américain, il était condamné à rester à Washington quand tout le monde en fuyait la poussière et la chaleur; il s'échappait seulement pour aller chercher un peu de verdure sur les riantes collines où se trouve la maison de campagne présidentielle, à côté du *Soldier's Home*, asile où l'État garde

quelques invalides de la guerre du Mexique. Dans ses promenades, il voyait les beaux bois coupés pour faire place aux parapets et aux glacis des forts ; à peu de distance, il rencontrait un grand cimetière, où sont alignées dix mille tombes encore fraîches. J'ai vu, au milieu des bois, cette cité des morts, avec ses longues allées parallèles, où se dressent dix mille pierres blanches, toutes semblables, et chacune portant le nom d'un soldat. Il semble qu'on passe une revue en longeant ces interminables files, dont la monotonie a quelque chose de terrible. Ces soldats qui dorment aujourd'hui dans un ordre que rien ne viendra plus troubler, M. Lincoln les avait vus jeunes, vigoureux, pleins de santé !

Sa retraite des champs ne fut pas toujours à l'abri des alertes ; la cavalerie de Breckenridge s'aventura une fois jusqu'au pied des forts voisins, et de sa fenêtre M. Lincoln vit brûler la maison de son ami M. Blair. A une portée de fusil de sa campagne est la demeure d'un partisan du Sud qui, au début de la guerre, faisait la nuit des signaux aux rebelles postés de l'autre côté du Potomac. On l'arrêta, il fut jeté en prison ; mais M. Lincoln le fit relâcher. Partout autour de lui il apercevait l'image de la guerre : le pavillon étoilé flottant dans le ciel au-dessus des rouges lignes dont les angles déparent aujourd'hui le sommet des charmantes collines qui entourent Washington, les noirs canons dormant sur leurs affûts, les canonnières, les vapeurs, les transports descendant ou remontant

le Potomac. Sur sa route, entre les hauteurs boisées du *Meridian Hill* et la Maison-Blanche, il traversait une plaine aride et déchirée, où l'on ne rencontre que de vastes hôpitaux de bois, bâtis à la hâte depuis le commencement de la guerre. Il vivait, on peut le dire, dans un camp; partout des habits bleus, des troupes de cavaliers lancés au galop, des détachements en marche, des généraux à cheval suivis de leurs ordonnances, des ambulances, des voitures du train menées par des nègres et traînées par des mulets, tout le désordre de la guerre sans aucune de ses grandes émotions. Cette existence affairée, inquiète, n'avait ni loisirs ni plaisirs. La fortune modique de M. Lincoln ne lui permettait point d'offrir à beaucoup de personnes l'hospitalité de la Maison-Blanche; il n'avait jamais voulu recevoir ses appointements qu'en papier-monnaie, comme tous les autres fonctionnaires publics, quoique le congrès eût bien volontiers consenti à ce qu'ils fussent payés en or. Il s'appauvrit, loin de s'enrichir, en tenant pendant quatre années les rênes du gouvernement, alors que le budget des États-Unis atteignait d'un bond un chiffre comparable seulement à celui du budget des États européens les plus anciens et les plus riches. Il ne dérobait aucun de ses instants aux affaires : il n'entra qu'une fois pendant ces quatre ans dans la belle serre attenante à la maison présidentielle. Pour seule distraction, Mme Lincoln le conduisait de loin en loin, presque malgré lui, au théâtre. Il aimait Shakspeare avec passion. » Il m'importe

assez peu, me dit-il un jour, que Shakspeare soit bien ou mal joué ; chez lui, la pensée suffit. »

J'eus un jour, au mois de janvier de cette année, l'honneur d'être invité à l'accompagner à la représentation du *Roi Lear*. Je me rendis avec lui à ce même théâtre de Ford et dans cette même loge où il a été si lâchement assassiné. Le théâtre de Washington est petit et délabré ; on arrivait à la loge présidentielle en suivant un passage laissé libre derrière les spectateurs des galeries, et il n'y avait qu'une porte à ouvrir, un rideau à écarter, pour y entrer. L'appui de la loge était couvert d'une pièce de velours rouge, mais on n'avait pas même pris la peine de recouvrir à l'intérieur de velours ou de drap les planches de sapin qui formaient le devant. Je fus, on le comprendra facilement, plus occupé du président que de la pièce. Pour lui, il écoutait attentivement, bien qu'il sût tout le drame par cœur : il en suivait tous les incidents avec intérêt, et ne causait avec M. Sumner et avec moi que durant les entr'actes. Son second fils, âgé de onze ans, était auprès de lui : M. Lincoln le tenait presque tout le temps appuyé contre lui, et souvent pressait la tête rieuse ou étonnée de l'enfant sur sa large poitrine. A ses nombreuses questions il répondait avec la plus grande patience. Certaines allusions faites par le roi Lear aux douleurs de la paternité faisaient passer comme un nuage sur le front du président : il avait perdu un jeune enfant à la Maison-Blanche, et ne s'était jamais consolé de sa mort.

Qu'on me pardonne de réveiller des souvenirs si personnels, qu'en d'autres circonstances je n'eusse jamais songé à livrer à d'autres qu'à quelques amis, car c'est là même, dans ce lieu où je le vis entouré des siens, que la mort vint frapper cet homme plein de mansuétude, plus doux qu'une femme, aussi simple qu'un enfant. C'est là qu'il reçut la flèche du Parthe de l'esclavage vaincu, et qu'il tomba pour ne plus se relever, noble victime de la plus noble des causes.

Même en mourant, M. Lincoln a encore servi l'Union, à laquelle il avait déjà tant donné, car il y a des émotions si puissantes qu'elles servent comme de ciment à toutes les âmes: elles élèvent le cœur des nations, imposent silence aux grondeuses résistances, jettent comme un voile d'oubli sur le passé et rapprochent toutes les volontés. Il ne faut donc point trop plaindre les États-Unis, comme nation, d'avoir perdu ce chef en qui ils avaient mis leur confiance : il restera, président invisible, à la Maison-Blanche, et inspirera longtemps encore les conseils de la nation. C'est d'ailleurs le propre des gouvernements libres que de former assez d'hommes pour qu'aucun d'eux ne devienne jamais absolument nécessaire; les destinées de la nation n'y sont point suspendues au fil fragile d'une existence unique ; ceux qui se trouvent élevés aux plus hautes fonctions de l'État s'y adaptent avec une merveilleuse aisance aux nouvelles circonstances où ils se trouvent placés : la liberté a commencé leur éducation, la responsabilité l'achève. Que

l'on compare les jugements que l'Europe portait il y a quatre ans sur M. Lincoln aux témoignages de respect qu'elle prodigue aujourd'hui tardivement à sa mémoire ! Sans doute l'exercice du pouvoir au milieu des circonstances les plus critiques l'avait grandi, mais il était bien le même homme quand il acceptait avec une résolution modeste le fardeau de l'autorité, et quand ses premières paroles n'éveillaient d'autres échos que ceux d'une froide et frivole critique.

S'il n'est pas besoin d'offrir à la république américaine, frappée dans l'élu de son choix, mais déjà groupée autour d'un chef nouveau, les témoignages d'une inquiète pitié que sa fierté repousse, on peut du moins plaindre ce rude travailleur qui n'a pas reçu le prix de sa tâche, et qui pendant toute sa vie n'a pas connu le repos. Aux États-Unis, son deuil fut autant un deuil privé qu'un deuil national. Les crêpes noirs ne flottèrent pas seulement sur les palais des administrations publiques, ils pendirent tristement devant les plus humbles maisons. Des populations en larmes suivirent le cercueil qui de Washington se dirigea lentement vers l'Illinois. Comme il arrive toujours, le peuple, surpris par sa douleur, ne sentit bien qu'après la mort de M. Lincoln tout ce qu'il avait perdu. Condamné par les événements à devenir un grand homme, M. Lincoln a obtenu la gloire, qu'il n'avait jamais convoitée. Avec quel empressement et quelle joie il l'eût repoussée, s'il eût à ce prix pu épargner à son pays les douloureuses épreuves

parmi lesquelles son nom devait lentement s'élever ! Cette gloire survivra à bien des renommées bruyantes et mensongères ; elle ajoutera des traits nouveaux à ce pur idéal qui place la grandeur dans la simplicité, qui incline la puissance devant la loi, et qui ne sépare plus l'héroïsme de l'abnégation. J'aurai tout dit si j'appelle M. Lincoln un homme d'État chrétien, en prenant ce mot dans le sens le plus sublime. Il ne pensa jamais à lui-même : aussi son pays et le monde se souviendront-ils toujours de lui.

CHAPITRE XIII

LES FINANCES DE LA GUERRE.

Dans l'histoire de la guerre civile des États, les questions financières forment le chapitre le plus aride, mais non le moins intéressant. L'Europe a vu avec stupéfaction la dette des États-Unis, si insignifiante avant la guerre, s'élever par bonds prodigieux au niveau de la dette des plus vieilles et des plus riches nations de l'ancien monde. Tout le monde sait que la nation américaine s'est imposé les plus lourds sacrifices pour maintenir les principes de son gouvernement et son existence nationale, mise en péril ; mais l'histoire financière des dernières années mérite d'être étudiée de près : elle est féconde en enseignements de plus d'un genre. Tant de lois ont été votées en quatre ans, tant de titres divers jetés sur le marché, tant d'emprunts souscrits à des conditions changeantes, qu'on a quelque peine à se retrouver dans le labyrinthe actuel des finances américaines. Je me

propose donc de passer en revue la série des actes par lesquels le congrès fit face aux dépenses de la guerre et maintint le crédit de la nation, au milieu d'une crise épouvantable, dont pendant longtemps on ne put prévoir le terme.

Il faut remonter à la fin de 1860, quand M. Buchanan était encore président, mais ne faisait plus, en quelque sorte, que conserver le fauteuil présidentiel pour son successeur. Les États du Sud se détachaient alors l'un après l'autre de l'Union par les actes dits de *sécession;* le 17 décembre 1860, M. Buchanan approuva l'acte du trente-sixième congrès intitulé : « *Acte pour autoriser l'émission de bons du trésor et pour autres objets.* » Cet acte permettait au président d'émettre des billets du trésor, jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars. Ces bons ne devaient pas être inférieurs à 50 dollars; ils étaient remboursables un an après l'émission et portaient intérêt à 6 pour 100.

Au commencement de 1861, on commence à emprunter. L'acte du 8 février 1861 autorise le président à emprunter avant le 1er juillet une somme de 25 millions de dollars, pour subvenir aux besoins du trésor et rembourser les bons en circulation. L'émission devait se faire par *certificats* de 1000 dollars, portant intérêt de 6 pour 100 au maximum, et remboursables de dix à vingt ans (je veux dire dans dix ans au plus tôt et dans vingt ans au plus tard).

Avant le 1er juillet, on vota un nouvel emprunt de 21 millions de dollars, aux mêmes conditions que le précédent, avec lequel il se fondit. Au début, on ne s'était préoccupé que de remplir à la hâte les coffres de la trésorerie ; mais bientôt on dut songer à créer quelques ressources permanentes. Avant de les demander à l'impôt, on les demanda aux douanes : le tarif fut révisé et l'acte qui le modifia fut approuvé par le président le 2 mars 1861. Les droits d'entrée furent un peu relevés, et dans un grand nombre de cas des droits spécifiques se substituèrent aux droits « *ad valorem* » établis par des lois précédentes. La loi du 2 mars 1861 avait aussi pour objet d'autoriser un emprunt nouveau. Elle donnait au président la faculté, dans un laps de douze mois, d'emprunter 10 millions de dollars, pour subvenir aux nécessités des services publics. Les certificats d'emprunt, qui ne devaient pas être inférieurs à 1000 dollars, portaient intérêt à 6 pour 100. Le gouvernement se réservait le droit de rembourser ces certificats à telle époque qu'il lui plairait après un laps de dix années à partir du 1er juillet 1861, après en avoir informé le public trois mois à l'avance. Le remboursement devait être fait au plus tard au bout de vingt ans. Dans le cas où les banques ne feraient point de propositions assez avantageuses à l'État, le président pouvait émettre, au lieu de titres d'emprunt, des billets du trésor (d'au moins 50 dollars) portant intérêt à 6 pour 100. Ces billets devaient être reçus en payement de toutes les dettes ou créan-

ces fédérales; ils devaient également être reçus en payement des droits de douanes, et pendant quelque temps ils servirent en effet à cet usage. Une grande quantité de ces billets furent donnés aux quartiers-maîtres et aux fournisseurs de l'armée et revinrent ensuite à la trésorerie en remboursement des droits d'entrée.

Cependant l'esprit de révolte avait dépassé les bornes de l'agitation politique. L'attaque et la prise du fort Sumter avait fait courir dans tout le Nord un frisson d'indignation et de colère; le sang avait coulé dans les rues de Baltimore, où les soldats du Massachusetts, accourus à la défense de Washington, avaient été attaqués par une multitude furieuse, devouée aux intérêts du Sud. Le peuple, après avoir longtemps refusé de croire à la guerre civile, vit s'envoler les dernières espérances d'arrangement et de paix; le congrès dut enfin se résoudre à prendre des mesures rigoureuses pour vaincre la rébellion. Je ne m'occuperai ici que de celles qui regardent les finances. Le 11 juillet 1861 fut approuvé un « *Acte qui autorise un emprunt* ». Nous sortons du coup des chiffres modestes des actes précédents; cette fois le secrétaire de la trésorerie est autorisé à emprunter 250 millions de dollars, soit sous forme de coupons d'emprunt, soit sous forme d'obligations ou de billets du trésor. Les obligations doivent rapporter au plus 7 pour 100 d'intérêt, et ne peuvent être remboursées avant vingt ans. Les billets, si connus plus tard sous

le nom de *seven-thirties* (sept-trentièmes), doivent être d'au moins 50 dollars et sont remboursables trois ans après l'émission, avec l'intérêt accru de 7,30 pour 100 par an. Le trésor peut en outre émettre des billets, dits *demand-notes*, pour des chiffres inférieurs à 50 dollars, ne portant pas intérêt, mais remboursables à toute réquisition, aussi bien que des billets du trésor remboursables au bout d'un an et portant un intérêt de 3,65 pour 100. Les billets payables sur réquisition (*demand-notes*) ne doivent point dépasser le chiffre de 50 millions.

L'emprunt des 250 millions de dollars fut le premier pas fait dans la voie des grands emprunts populaires. On ouvrit des livres de souscription, où l'on reçut jusqu'à des sommes de 50 dollars. Le peuple américain répondit à l'appel du gouvernement; la loi avait autorisé le ministre des finances à placer 100 millions de dollars de l'emprunt sur les marchés européens, mais on se jeta avec autant d'avidité en Amérique sur les *sept-trentièmes* qu'on mit peu d'empressement en Europe à les acheter.

On n'aurait pourtant pu émettre une si grande masse de papier, si grand que fût le patriotisme de la nation, si l'on ne s'était préoccupé d'assurer le payement des intérêts du grand emprunt national. C'est dans cette vue que le congrès vota un tarif de guerre, et fit peser une taxe directe sur le peuple des divers États. La loi du 5 août 1861, intitulée « *Acte pour assurer de plus grands revenus par les importations, pour*

le payement de l'intérêt de la dette publique et autres objets », répondit à ces deux besoins.

Le nouveau tarif éleva dans une très-forte proportion tous les droits d'entrée, particulièrement ceux qui frappent les articles de luxe. On fit rentrer dans cette catégorie tous les objets de consommation qui ne sont point d'une utilité absolue, même les sucres, les épices et les esprits.

La même loi frappa les États-Unis d'un impôt direct annuel de 20 millions de dollars, répartis d'avance entre les divers États, tant du Nord que du Sud. Cette taxe directe devait être fixée d'après la valeur de la terre et des impenses qu'elle avait supportées. Des employés des États-Unis (assesseurs et collecteurs) devaient en fixer et en percevoir le montant. Chaque État, toutefois, avait le droit de prélever sa quote-part à sa guise, auquel cas on lui accordait une remise de 15 pour 100.

Le même acte créa l'impôt sur le revenu. A partir du 1er janvier 1862, un impôt de 3 pour 100 dut frapper tout revenu dépassant la somme de 800 dollars. Dans le cas où ce revenu provenait de l'intérêt des fonds fédéraux, la taxe était réduite à 1 1/2 pour 100. La taxe du revenu fut plus tard modifiée par l'acte dit du revenu intérieur, du 1er juillet 1862.

En même temps qu'on s'efforçait d'augmenter les recettes, on continuait à emprunter. Un acte du 5 août 1861 autorise le secrétaire de la trésorerie à émettre des obligations portant intérêt à 6 pour 100, et rem-

boursables après un laps de vingt ans. Il pouvait, soit à l'époque du remboursement, soit auparavant, échanger ces obligations contre des billets dits *sept-trentièmes ;* les obligations devaient avoir au moins une valeur nominale de 500 dollars, et leur somme totale ne pouvait excéder la somme totale des *sept-trentièmes.* La même loi autorisait l'émission de billets de 5 dollars, et déclarait que l'État recevrait en payement les billets d'une valeur inférieure à 50 dollars.

Cet acte clôt la série des mesures financières du trente-septième congrès, qui siégea du 4 juillet 1861 au 6 août de la même année. La deuxième session du même congrès s'ouvrit le 2 décembre 1861, et se termina le 17 juillet 1862 ; pendant cette période, les questions de finances ne le cédèrent pas en importance aux questions politiques. Le régime de l'impôt fut entièrement modifié, et, bien qu'il ait depuis subi encore quelques modifications, il fut arrêté dès lors dans ses traits principaux. La guerre était devenue une lutte gigantesque ; les armées sortaient du sol, et la marine prenait un développement formidable. Les dépenses courantes étaient énormes ; il fallait courir au plus pressé, et créer les ressources sans trop avoir le choix des moyens ni songer à l'avenir.

A peine assemblé, le congrès révisa le tarif et éleva encore, par l'acte du 24 décembre 1861, les droits sur le thé, le café et le sucre.

Le 12 février 1862, il autorisa une nouvelle émis-

sion de billets des États-Unis. Outre les 50 millions de billets dits *demand-notes*, ne portant point intérêt et remboursables à vue, émis en vertu de la loi du 17 juillet 1861, le gouvernement fut autorisé à émettre 10 millions de dollars de billets semblables, qui, toutefois, formaient une part de l'emprunt des 250 millions de dollars, voté l'année précédente.

A ce moment, le trésor s'était graduellement vidé à la suite d'incessantes demandes. De tous côtés surgissaient des projets en vue de procurer des ressources à l'État; les idées les plus absurdes et les plus chimériques étaient discutées par la presse. Le congrès alarmé voyait le péril grandir, et ne trouvait dans son sein aucun financier capable de le guider parmi des difficultés toujours croissantes et de raffermir le crédit public. Cette session fut peut-être l'ère la plus sombre du grand drame de la guerre civile. Après de longues et verbeuses discussions, où les plus noires prédictions ne furent point épargnées à la république, le congrès se décida enfin à sortir des expédients, et à entrer franchement dans la voie des mesures extrêmes. L'ère révolutionnaire commença pour les finances.

Jusqu'alors, il n'avait été émis de *papier-monnaie* véritable que les 50 millions de dollars des *demand-notes*. La loi de février 1862 inaugura le règne des fameux *green-backs* (dos verts, ainsi nommés à cause de la couleur des premiers billets). La trésorerie fut autorisée par cette loi à émettre 150 millions de

billets des États-Unis, ne portant point intérêt, payables au porteur et de toute dénomination décimale, jusqu'au chiffre minimum de 5 dollars. L'émission n'était en réalité que de 100 millions, car les 50 autres millions se substituaient aux *demand-notes*, qui devaient être aussi promptement que possible retirés de la circulation. Les nouveaux billets étaient déclarés monnaie légale, et pouvaient servir à payer toute dette publique ou privée.

La même loi autorisa l'émission des obligations dites cinq-vingtièmes (remboursables après cinq ans au minimum et vingt ans au maximum), qui devinrent le placement favori du peuple, et se répandirent promptement dans toutes les parties de l'Union. L'émission du papier-monnaie se liait à celle de ces derniers billets, car ceux-ci, dans l'esprit de la loi, devaient servir à retirer quelque jour le papier à cours forcé de la circulation. Le chiffre des cinq-vingtièmes, mis à la disposition du gouvernement, était de 500 millions; leur intérêt de 6 pour 100 par an était *payable en or*. Ces billets étaient exemptés de toute taxe locale et des taxes d'État, et devinrent ainsi un placement privilégié.

Mais comment assurer le payement en or de l'intérêt d'une somme aussi considérable? On ne trouva d'autre moyen que d'obliger les importeurs à payer tous les droits d'entrée en espèces. Les recettes des douanes devinrent ainsi la garantie de l'emprunt; d'une façon indirecte, le tarif douanier se trouva

fortement relevé, car l'or était déjà devenu fort cher, et le commerce, assujetti à s'en servir, n'en trouvait sur le marché qu'au prix de lourds sacrifices. La connexion entre le payement en or de l'intérêt de la dette et celui des droits de douane fut l'idée originale de l'administration de M. Chase; ce dernier avait aussi songé à l'amortissement; la loi qui spécifie que les droits de douane seraient payables en espèces dit aussi que l'or ainsi obtenu serait employé à l'achat de 1 pour 100 de la dette entière des États-Unis, « achat qui devra se faire chaque année à partir de juillet 1862. »

Le congrès sentait bien qu'on ne pouvait demander des ressources indéfinies à l'emprunt; le présent devait porter une partie au moins des charges de la guerre et ne pas les liguer toutes à l'avenir. Pendant la session presque entière, on discuta donc les chapitres et les articles d'une loi qui créait un système complet de nouveaux impôts. Jamais on n'avait vu pareil spectacle; d'ordinaire les parlements luttent contre des impôts anciens, cherchent à les supprimer ou à en alléger le poids; on vit au contraire le parlement américain s'ingénier à inventer des impôts, n'épargner rien de ce qui pouvait être soumis à une taxe, et organiser une sorte de procédure financière aussi minutieuse qu'impitoyable.

L'acte du 1er juillet 1862, dit « Loi du revenu intérieur », est tout un volume. A peine peut-on trouver la trace d'une idée générale, d'un système dans cet

amas de stipulations et de règles. Il semble pourtant qu'on s'attacha surtout à frapper tous les produits fabriqués, tous les métiers, et tous les articles de luxe. On fit peser l'impôt du timbre sur toutes les ventes. Dans chaque district électoral, deux employés des États-Unis, un assesseur et un collecteur, devaient répartir et prélever les nouveaux impôts.

Le 11 juillet 1862, un nouvel emprunt fut autorisé et on vota l'émission de 150 millions de dollars de billets des États-Unis payables au porteur, sans intérêt, de telles dénominations que la trésorerie jugerait convenable d'admettre. C'est sous le bénéfice de cette loi que l'on commença à faire circuler des billets de 2 dollars et de 1 dollar. La circulation des billets inférieurs à 5 dollars fut toutefois limitée par la loi à 35 millions de dollars. Ces billets furent déclarés monnaie légale, ce qui en assurait le cours forcé. La limite des dépôts chez les trésoriers de l'État, qui avait déjà été portée de 25 millions de dollars à 50 millions le 17 mars 1862, fut élevée jusqu'à 100 millions.

Peu après, le 14 juillet 1862, on fit une nouvelle loi pour « augmenter temporairement les droits à l'importation ». Une fois encore le tarif fut entièrement révisé et ses exigences furent rendues encore plus impérieuses ; à tout prix on voulait s'assurer des recettes en or afin d'être en état de payer les intérêts de la dette publique.

J'arrive à un des actes les plus importants de l'administration financière de M. Chase ; à sa loi sur les

banques. La pensée secrète de M. Chase était de créer une banque fédérale et de faire disparaître toutes les banques particulières, indépendantes de l'État : pensée politique qui par des liens visibles se rattachait aux doctrines du parti appelé à combattre le principe de la souveraineté des États. Supprimer d'un coup les vieilles banques était toutefois impossible ; leur substituer une banque des États-Unis, semblable à la banque de France ou à celle d'Angleterre, n'était pas plus facile ; le souvenir de la lutte victorieuse du président Jackson contre la banque des États-Unis n'était pas encore oublié, le parti démocratique avait toujours repoussé comme inconstitutionnels les projets d'établissement d'une banque fédérale et unitaire. M. Chase, ne pouvant arriver directement à ses fins, s'efforça de trouver des moyens indirects pour diminuer graduellement l'influence des vieilles banques et pour lier aussi étroitement que possible le crédit des banques nouvelles au crédit national. Il renonça à fonder une banque unique, placée directement sous le contrôle de l'autorité centrale, mais il établit entre les banques nouvelles une étroite solidarité, et les réduisit à être les agents multiples de la même politique financière.

Le titre même de la loi sur les banques, approuvé le 25 février 1863, en indique bien l'esprit. C'est « un acte pour établir un médium circulatoire *national*, garanti par les fonds des États-Unis ». Aux termes de la loi, toute banque nationale doit avoir

un capital d'au moins 50 000 dollars; le tiers doit être versé au moment où commencent les opérations, le reste est payé par dixièmes du capital entier, les versements ne pouvant avoir lieu à des intervalles moindres que deux mois. Comme garantie de ses émissions, la banque est tenue de déposer entre les mains du trésorier des États-Unis à Washington des obligations des États-Unis : les billets de banque sont livrés aux banques par l'administration elle-même. L'émission totale des billets est limitée à 300 millions de dollars. Les banques nationales ne peuvent émettre de billets que jusqu'à concurrence de 90 pour 100 de la valeur des obligations fédérales qui constituent leur dépôt. Elles sont investies par la loi d'un privilége important, car les États ne peuvent taxer leur capital; au lieu que les anciennes banques subissent une taxe locale variable qui équivaut à environ 1 pour 100 de leur capital. Aussi vit-on rapidement les vieilles banques se transformer et se constituer en banques dites nationales. Ce mouvement de transformation trouvera son terme naturel quand l'émission des banques nouvelles atteindra 300 millions; le nombre des banques nationales ne pourra plus dès lors être accru ; celles qui se trouveront constituées à ce moment jouiront d'un véritable privilége au point de vue de l'impôt, et seront comme autant de succursales d'un vaste établissement financier qui n'aura, il est vrai, pas de centre apparent et nominal, mais dont les opérations se trouveront forcément guidées par un

intérêt unique et purement national. Les billets des nouvelles banques nationales circulaient déjà dans toutes les mains, quand je quittai les États-Unis en mars 1865; dans toutes les grandes villes que je traversais, j'apercevais les inscriptions : *First national Bank*, — *Second national Bank*,— *Third national Bank*, etc.

Le 3 mars 1863, le congrès autorisa un nouvel emprunt de 300 millions de dollars pour l'année fiscale courante, sans compter 600 millions de dollars réservés pour l'année fiscale à venir; l'émission devait être faite sous forme d'obligations remboursables, au gré du gouvernement, après un terme de dix ans au minimum et de quarante ans au maximum, d'où leur est venu le nom de vingt-quarantièmes (*ten-forties*). Ces obligations portent un intérêt de 6 pour 100, payable en espèces. La même loi autorisait l'émission de 400 millions de dollars de ce vaste emprunt, sous forme de billets du trésor remboursables dans un laps de temps qui ne pouvait dépasser trois ans, et portant un intérêt de 6 pour 100, payable en toute monnaie légale et par conséquent en papier-monnaie. Ces billets eux-mêmes étaient déclarés monnaie légale. Dans le but d'assurer le remplacement facile de ces billets du trésor par les billets des États-Unis, le secrétaire de la trésorerie fut autorisé à émettre 150 millions de dollars du même emprunt en billets des États-Unis semblables à ceux des émissions précédentes. Il fut autorisé également à appliquer, s'il était nécessaire, 150 millions de dollars de pa-

pier-monnaie, sans intérêt, aux payements de l'armée et de la marine. Dès le 17 janvier 1863, une résolution commune (*joint resolution*) des deux chambres, avait permis l'émission pour le même objet de 100 millions de papier-monnaie. Ces 100 millions devaient être inclus dans les 150 millions autorisés par la loi du 3 mars. Divers articles fixèrent les termes de l'échange entre les nouvelles obligations et celles qui avaient été créées par les lois du 25 février 1862 et du 11 juillet 1862. L'administration fut ainsi mise en mesure de créer pour 850 millions de dollars de papier-monnaie, sous les deux désignations de billets des États-Unis et de billets du trésor; les premiers, ne portant pas intérêt, s'élevant à 450 millions, et destinés à former la circulation courante; les seconds, portant intérêt, qu'on espérait voir se retirer de la circulation, attendu qu'ils n'étaient estimés comme monnaie légale qu'à leur valeur nominale, sans tenir compte de l'intérêt.

On autorisa l'émission de dépôts pour les matières d'or, et les certificats furent déclarés recevables pour le payement de l'intérêt de la dette publique et des droits de douane. La loi permit au gouvernement d'émettre pour 50 millions de papier, devant servir de petite monnaie, afin d'empêcher l'emploi des timbres-poste et de timbres de commerce, dont le public se plaignait vivement. La loi imposa enfin une taxe sur la circulation des banques à partir du 1er avril 1863.

En même temps qu'on faisait appel au crédit et qu'on empruntait sur une si vaste échelle, on amendait la loi du revenu intérieur, dans le but d'obtenir de plus fortes recettes. Les droits dans cet acte additionnel étaient relevés sur un très-grand nombre d'articles.

Le trente-huitième congrès se réunit le 7 décembre 1863 et se sépara le 4 juillet 1864. Son histoire fut, comme celle des congrès précédents, marquée par d'importantes mesures financières. La première, en date du 3 mars 1864, servit simplement de supplément à la loi du 3 mars de l'année précédente, qui a déjà été analysée. Il fut enjoint à l'administration de pas emprunter au delà de 200 millions de dollars dans l'année fiscale (au lieu de 300 millions), et cela sous forme d'obligations 5-40 (remboursables après 5 ans au minimum, 40 ans au maximum) remboursables en espèces, portant intérêt à 6 pour 100, et exemptes de toute taxe comme les autres obligations des États-Unis.

A une période postérieure de la session, le 30 juin 1864, le congrès revint encore sur la loi du 3 mars 1863 et décida que ses termes n'étaient valables que pour les 75 millions de dollars dont l'administration avait déjà annoncé publiquement l'émission; elle fut autorisée à émettre 400 millions d'obligations dites 5-40. On lui donnait aussi la faculté de substituer à la moitié de ces obligations 200 millions de billets du trésor, qui pourraient être déclarés mon-

naie légale et qui porteraient un intérêt de 7,30 au maximum, payable en monnaie légale, et convertibles au gré de l'État en obligations 5-40. Le secrétaire de la trésorie fut autorisé à substituer à tous les billets du trésor déjà émis une quantité équivalente de nouveaux billets; mais le chiffre maximum des billets anciens ou nouveaux fut fixé à 400 millions.

Durant la même session, le congrès fit une loi pour empêcher l'agiotage sur l'or; mais les effets désastreux de cette mesure, qui produisit une hausse prodigieuse de l'or, nécessita son abrogation presque immédiate. Enfin, on éleva encore sur quelques points les tarifs douaniers (loi du 30 juin 1864), on amenda la loi sur les banques (loi du 3 juin 1864) et on vota une taxe de guerre rétrospective de 25 pour 100 sur les revenus de 1863, supérieurs à 600 dollars.

La dette publique, qui au 1er juillet 1861 n'était que de 90 millions de dollars, a pendant la guerre atteint successivement des chiffres de plus en plus formidables : le 1er juillet 1862, elle était de 514 millions; à la même date, en 1863, de 1098 millions; en 1864, de 1740 millions. Le 31 mars 1865, elle atteignit 2366 millions. Le chiffre d'accroissement quotidien dépassa à une certaine époque plus de 20 millions par jour. Au 31 juillet 1865, la dette était ainsi composée :

Dette portant intérêt en or.....	1 108 662 641	dollars.
Dette portant intérêt en papier.....	1 289 156 545	—
Dette ne portant pas intérêt.....	357 906 968	—
L'intérêt était expiré sur.....	1 527 120	—
Dette totale.....	2 757 253 275	dollars.

L'intérêt annuel payable en or était de 64 521 837 dollars, l'intérêt en papier de 74 740 631. — Total, 139 262 468 dollars.

Le chiffre des billets en circulation (monnaie légale) était à cette date de 685 236 269 dollars (sans compter les 25 750 000, billets de petite monnaie, inférieurs à un dollar).

Le grand danger, et, j'oserai le dire, le grand vice des finances américaines depuis l'adoption du papier monnaie a été l'écart trop considérable entre la masse du médium circulatoire et les nécessités du pays. Ajoutez aux émissions de l'État celles des anciennes et des nouvelles banques, et vous arriverez à un total formidable qui excède ce qui est nécessaire aux échanges, même dans un pays où la spéculation est aussi active et aussi générale. L'écart que je signale devait avoir pour effet invincible d'augmenter considérablement la valeur de l'or, et d'imposer ainsi des sacrifices toujours croissants au pays, car au bout de tout emprunt, de toute opération de crédit, si loin qu'on reporte les échéances finales, le créancier a en vue un payement en espèces. Après avoir d'abord émis des emprunts dont l'intérêt était payable

en or, on en a prudemment émis d'autres dont l'intérêt n'est payé qu'en papier, mais on n'a pu les placer qu'en élevant le taux de cet intérêt et qu'en subissant des conditions de plus en plus onéreuses. L'accroissement graduel de tous les prix qui devait suivre celui de l'or a bientôt révélé au pays que la circulation s'était avilie. L'histoire des fluctuations des valeurs pendant la guerre est des plus instructives. Je donnerai à cet égard quelques chiffres.

Le prix de l'or (100 étant regardé comme le pair), s'éleva en 1862, après l'émission de 150 millions de dollars de papier-monnaie, de 109 à 120; il toucha 137 en octobre 1862. L'hiver suivant, nouvelle émission de 100 millions plus 50 millions de petite monnaie; l'or en janvier est coté 160, en mars 171. — En octobre 1863, il est à 156. La circulation fut grossie par les certificats de la dette (*certificates of indebnedness*), dont le 30 juin 1863 on avait émis pour 157 479 261 et dont une grande partie jouait le rôle de monnaie. Les banques firent d'énormes émissions, quand elles purent rembourser leurs billets en *green-backs* au lieu d'espèces.

La prise de Wicksburg et la victoire de Gettysburg ramenèrent un moment l'or à 122 en 1863, mais il remonta bientôt à des cours plus élevés. La confiance s'était toutefois assez accrue pour que le trésor trouvât des ressources suffisantes dans l'emprunt sans recourir à de nouvelles émissions de papier-monnaie.

A la fin de 1863, l'or s'élève graduellement; en mars 1864, il atteint 169, en avril 187, en mai 190, en juin 251, en juillet 286; il retombe en avril à 262, en septembre à 255, en octobre à 229. En novembre, il est coté 260, en décembre 244. La hausse presque insensée de 1864 était due à l'émission des billets à 6 pour 100, payables en trois ans, aux nombreuses levées, au découragement causé par les événements militaires. Dans l'automne de 1864, Sherman commence sa fameuse marche vers l'Atlantique, M. Lincoln est réélu président. En quatre mois l'or tombe de 75 pour 100. L'acte de juin 1864 avait fixé 450 millions comme maximum au papier-monnaie émis en billets inférieurs à 10 dollars; les billets du trésor 7-30 de 10 dollars ou de sommes supérieures pouvaient plutôt être regardés comme des placements que comme de la monnaie d'échange. L'or continue cependant à osciller en novembre entre 200 et 260.

Les heureuses campagnes de Grant et de Sherman, au printemps de 1865, ramènent le cours de l'or à 150, et le jour même de l'assassinat de M. Lincoln il se cote à 145. Depuis ce temps il est resté à peu près stationnaire. Le gouvernement a hautement déclaré qu'il ferait tous les efforts possibles pour réduire la circulation fiduciaire, et cette résolution a contribué puissamment à maintenir la confiance exaltée par la grande victoire du Nord.

Les fluctuations inouïes des cours de l'or devaient d'abord régir sur les valeurs de bourse, sur les ac-

tions des chemins de fer, etc. La sensibilité de certaines de ces valeurs, choisies par la spéculation, s'est montrée presque aussi grande que celle de l'or pendant le cours de la guerre. Les marchandises de tout genre obéirent moins docilement à l'élan, mais leur hausse, pour avoir été plus lente, a été plus permanente. L'élévation des droits d'entrée fut pour beaucoup d'articles une cause durable de renchérissement. Citons quelques prix : avec l'or, au pair, en décembre 1861, la farine valait 5,50 dollars ; en décembre 1862, elle se paye 6,60 ; en décembre 1863, de 6,90 à 9,25. Depuis cette époque elle a suivi l'or assez complaisamment, sans toutefois obéir aussi facilement à la baisse qu'à la hausse. La fonte américaine monta de 23 à 43 dollars la tonne, le café du Brésil de 19,50 à 34,75 dollars les 100 livres, l'acajou de 35 à 110 dollars la tonne, le sucre de Cuba de 8,75 à 13 dollars les 140 livres. Les cotonnades triplèrent de prix.

La propriété foncière, on devait s'y attendre, suivit bien plus lentement la hausse de l'or : pendant fort longtemps elle conserva les anciens prix nominaux, avec l'or à 200 ou au delà ; dans les temps fiévreux, la spéculation se jette d'abord sur les valeurs les plus aléatoires : ce n'est que quand beaucoup de fortunes ont été faites par la spéculation qu'elles cherchent à se consolider dans la propriété foncière. Ce n'est donc que sur la fin de la guerre que la terre a commencé à augmenter de valeur, et cette hausse modérée a survécu aux hostilités. Le prix

de la main-d'œuvre suivit au contraire très-docilement les prix des objets de consommation ; car ceux-ci ne sont qu'une transformation du travail humain. La main-d'œuvre, pendant la guerre, quand l'armée réclamait tant de bras, put faire ses conditions et les fit très-onéreuses. Le chiffre moyen des salaires pour les ouvriers de tout genre s'éleva jusqu'à 4 dollars par jour.

Emprunter, c'est sacrifier l'avenir au présent. Quand la guerre civile éclata, le peuple américain n'avait pas les moyens de faire peser sur le présent une grande partie des sacrifices réclamés par l'Union. La loi du 1er juillet 1862, dite du Revenu intérieur, montra pourtant que la république était prête à s'imposer immédiatement de lourds sacrifices. Les citoyens appelèrent l'impôt au lieu de s'y refuser : mais si les dépenses peuvent, du jour au lendemain, s'accroître dans de formidables proportions, il n'en peut être tout à fait de même des recettes : le mécanisme de l'impôt ne se crée pas en un jour, et il faut un temps assez considérable pour que des droits nouveaux produisent tout ce qu'on peut en attendre.

Les deux sources de revenu principal du trésor aux États-Unis sont le Revenu intérieur et les droits de douanes. La loi du Revenu intérieur ne fut mise en vigueur que durant 10 mois pendant l'année 1863 ; les recettes mensuelles s'élevèrent graduellement de 2 millions de dollars à 9 millions ; la recette des dix mois fut de 34 769 257 dollars. Les recettes s'élevèrent

beaucoup en 1864, grâce à des corrections faites par le congrès à la loi primitive et aux perfectionnements apportés dans les modes de perception. Elles atteignirent le chiffre de 102 214 165 dollars : chiffre inouï, si l'on songe qu'il s'applique au deuxième exercice durant lequel les nouveaux impôts ont été perçus. La loi primitive du revenu intérieur fut amendée sur quelques points le 30 juin 1864, mais les effets de ces modifications ne se firent pas immédiatement sentir. L'idéal financier poursuivi par le congrès est une recette de 300 millions de dollars provenant du Revenu intérieur : dans son dernier rapport officiel, le commissaire du Revenu intérieur estimait que ce chiffre serait atteint dans l'année fiscale 1865-1866. Il ne se trompait pas : du 1er juillet 1863 au 1er juillet 1864, la recette totale provenant du Revenu intérieur a été de 136 983 422 dollars. L'année suivante, du 1er juillet 1864 au 1er juillet 1865, elle s'éleva à 203 millions. Enfin, du 1er juillet 1864 au 1er juillet 1865, elle a largement dépassé 300 millions.

En parcourant la loi du Revenu intérieur et ses divers amendements, on a quelque peine à se débrouiller dans le chaos de ses prescriptions : dans son ardeur à obtenir des recettes, il semble que le congrès ait voulu tout taxer, sans exception : il ne s'est laissé guider par aucun des principes favoris de l'économie politique, il n'a pas cherché à faire peser les impôts sur un petit nombre d'objets de grande consommation, à opposer le moins d'obstacles possible à la produc-

tion, à ne frapper que la consommation ; la circulation elle-même a été atteinte par des impôts sur les ventes ; le capital a été frappé par la loi sur le revenu. A la différence des pays où les impôts sont nés, si l'on me permet le mot, les uns après les autres, à des intervalles souvent fort éloignés, tous les impôts américains sont, quelle que soit leur nature, perçus par les mêmes mains. Il n'y a qu'un assesseur et qu'un collecteur par district électoral, et toutes les recettes se versent directement dans la caisse de ce dernier employé, qu'elles proviennent de taxes directes ou indirectes, du revenu ou du timbre, des patentes ou des manufactures, des eaux-de-vie ou du revenu. L'assesseur et le collecteur, largement rétribués, ont à se pourvoir eux-mêmes de tous les agents secondaires nécessaires au service, et sont seuls responsables vis-à-vis de l'administration.

Le Revenu intérieur n'est qu'une des deux grandes ressources fiscales du gouvernement, la seconde est fournie par les Douanes. Les droits d'entrée, comme je l'ai dit, sont versés en or. Ils ont fourni :

En 1861 (du 30 juin 1860 au 30 juin 1861)..	39 582 125 dol.
En 1862 (du 30 juin 1861 au 30 juin 1862)..	49 056 397 —
En 1863 (du 30 juin 1862 au 30 juin 1863)..	69 059 642 —
En 1864 (du 30 juin 1863 au 30 juin 1864)..	102 316 152 —
En 1865 (du 30 juin 1864 au 30 juin 1865)..	81 874 616 —

Je ne parle point des sources de revenus accessoires, ventes des terres, etc., dont le gouvernement

pourrait au besoin tirer beaucoup plus qu'il n'a fait jusqu'à présent.

Enfin, si les sources actuelles de revenus devenaient insuffisantes pour les besoins du trésor, les États-Unis auraient encore la faculté de prélever des droits à l'exportation sur le coton, le tabac et le pétrole qu'ils fournissent à l'Europe.

Au budget des dépenses des États-Unis il faut désormais inscrire l'intérêt de la lourde dette dont j'ai analysé tous les éléments. Cet intérêt était en mars 1865 égal à 139 262 468 dollars : en y ajoutant les dépenses courantes, on peut évaluer à 170 millions environ le chiffre des dépenses futures annuelles, à condition toutefois que toutes choses rentrent dans l'état normal et que de nouvelles révoltes ou des guerres extérieures n'apportent point au budget une part d'inconnu. De nouveaux emprunts deviendront sans doute nécessaires quand on voudra retirer le papier-monnaie de la circulation, et l'on ne saurait trop tôt le tenter. On ne peut guère évaluer approximativement à moins de 30 millions l'intérêt de cet emprunt éventuel qu'on pourrait nommer l'emprunt de liquidation; il faut donc se résigner à voir le budget normal des dépenses s'élever à environ 200 millions de dollars. Avec le produit des douanes et du revenu intérieur, on peut faire face à cette dépense et il restera encore une marge considérable pour l'amortissement de la dette. Diminuer la circulation devrait être la première préoccupation actuelle des

financiers aux États-Unis: la monnaie fiduciaire peut être évaluée en ce moment à 1 milliard de dollars; tout le monde sent que ce chiffre est trop élevé. La moitié sans doute serait déjà suffisante. Comment endiguera-t-on le torrent de la circulation? Comment reviendra-t-on aux payements en espèces? Comment ramènera-t-on l'or au pair? Il n'y a pour cela qu'un moyen, l'anéantissement du papier-monnaie : tout le reste est chimère. Mais on ne peut ressaisir le papier-monnaie que de deux manières : par l'impôt ou par l'emprunt. Si l'impôt donne au gouvernement de forts excédants de recettes, il est en son pouvoir de retenir ou de détruire ses propres billets : il peut aussi racheter le papier-monnaie en le payant avec de nouveaux titres d'emprunt. En usant judicieusement de ces deux moyens, on ramènera les finances du pays à des conditions normales.

La guerre est toujours destructive, elle anéantit une partie des capitaux créés par la paix. J'ai souvent entendu dire aux États-Unis que la guerre, loin de ruiner, avait enrichi la nation : elle ne l'a ni ruinée, ni enrichie, elle l'a certainement appauvrie. Les flottes et les armées ne sont pas des producteurs, mais des consommateurs d'un effrayant appétit. La guerre a certainement imprimé une activité prodigieuse à toutes sortes d'industries, mais la même activité, sans la guerre, eût trouvé ailleurs des emplois plus féconds et plus durables. On ne peut nier, toutefois, qu'à l'abri du système protecteur, les usines, les manufactures

des États-Unis se développent comme par enchantement : on ne veut plus rien demander à l'injuste, à la rapace Europe : le sol américain doit fournir tout ce qu'il faut à l'Amérique. L'économie politique, la science anglaise, est méprisée : il sera temps de s'en occuper, quand tous les flancs des Alleghanies auront été fouillés, quand des milliers de hauts fourneaux fumeront dans leurs vallées, quand les fabricants de Manchester viendront visiter des filatures modèles dans le Massachusetts, quand toutes les industries nouvelles auront traversé la période de création et d'organisation. Jusque-là, les tarifs de douanes seront maintenus juste assez haut pour empêcher toute concurrence sérieuse de l'étranger, juste assez bas pour faire entrer une certaine somme annuelle dans les coffres de l'État. Telle est l'humeur du pays, tel est le langage que les intérêts prêtent aux passions et les passions aux intérêts.

J'en ai dit assez, je crois, pour montrer que les États-Unis peuvent faire face aux lourds sacrifices que la guerre civile leur a imposés. Ils pourront, sans trop de difficulté, payer l'intérêt de la dette et en éteindre même une grande partie avec le temps; ils feront bien d'en conserver une large part, comme un gage d'union entre tous les États, comme un lest et une garantie contre l'esprit de sécession. S'il y avait eu une dette en 1860, les États du Sud n'auraient peut-être pas songé à se séparer de ceux du Nord.

CHAPITRE XIV

APRÈS LA GUERRE

Un pays ne doit point toucher légèrement à ces chartes, qui sont le lien des générations successives, les colonnes autour desquelles s'enroulent et se fixent les traditions; le respect d'un peuple pour sa constitution doit être encore plus grand, quand elle n'est point une simple collection de maximes et de formules politiques, mais est véritablement une portion de la loi, la plus haute, la plus fixe et la plus durable. C'est là, il faut bien le comprendre, le caractère particulier de la constitution des États-Unis; elle fait partie intégrante de la *loi*. Aussi n'est-il pas exact de dire, comme l'ont fait la plupart de ceux qui l'ont étudiée et commentée, que la cour suprême ait été instituée pour l'interpréter; il n'y a pas de juge aux États-Unis, quel que soit le degré de sa juridiction, qui ne puisse se trouver contraint de le faire, s'il est possible d'opposer l'un de ses articles aux codes, aux statuts d'État, aux règlements de

police, aux prescriptions locales, sur lesquels se fondent les jugements quotidiens. La seule différence qu'il y ait entre un juge ordinaire et les juges de la cour suprême, c'est que le jugement de ces derniers est sans appel; mais, pour les uns comme pour les autres, la constitution est essentiellement le couronnement de la loi; la cour suprême, non plus qu'aucune autre, ne fait elle-même la loi; elle l'applique seulement dans des cas particuliers, sans que ses jugements, en réalité, aient d'autre force que la force toute morale des précédents. Rien donc n'est supérieur à cette loi suprême, qui se nomme la constitution; elle domine également les trois pouvoirs, qui y puisent une égale indépendance et une pareille sécurité.

C'est pour cela que les altérations de la loi fondamentale ont été rendues si difficiles; une majorité de hasard et d'un jour n'y peut rien changer. Tout projet d'amendement à la constitution doit être appuyé par les trois quarts des voix dans le sénat comme dans le congrès; alors seulement il peut être soumis aux législatures des divers États, et l'amendement doit être adopté, pour être définitif, par les trois quarts de ces législatures. Dès le début de la guerre civile, je me hasardai à prédire qu'elle ne se terminerait pas sans un amendement à la constitution, qui supprimerait les trois articles relatifs à l'esclavage. J'eus la satisfaction, au commencement de 1865, d'assister à Washington aux grands débats que souleva la pro-

position d'amendement. J'entendis presque tous les orateurs dans les deux chambres; les républicains n'avaient point de peine à montrer que l'abolition constitutionnelle de l'esclavage était la conséquence logique et fatale de la rébellion ; les démocrates parlaient contre l'amendement, plutôt pour ne point paraître trop infidèles à leur passé et à leur parti que pour convaincre leurs adversaires. Aussi ces débats verbeux demeurèrent-ils assez froids. Chacun sentait que la question avait été décidée d'avance et ailleurs qu'au Capitole; quels arguments pouvaient être mis en balance avec tant de sang, de luttes, de sacrifices, de douleurs ? Je passai plusieurs jours dans les belles salles du Capitole, plus occupé, je l'avoue, à étudier les physionomies, les visages, les usages parlementaires, qu'à suivre les oscillations monotones d'une discussion dont le résultat était connu d'avance. L'amendement constitutionnel obtint dans les deux chambres la majorité des trois quarts des voix, et, depuis, un grand nombre de législatures l'ont déjà ratifié. La seule qui, jusqu'ici, se soit déclarée contre l'amendement est celle de New-Jersey. Mais il n'est point douteux que bientôt il n'ait obtenu assez de voix pour devenir partie intégrante de la constitution. Voilà donc effacée la seule tache qui ternissait la belle œuvre des grands hommes qui ont fondé l'Union américaine ! Désormais, l'admiration que lui accordent les cœurs libéraux n'aura plus besoin de s'envelopper de réserves.

La grande habileté, et peut-être aussi le grand bonheur de ceux qui ont organisé la démocratie américaine, est d'avoir trouvé sans peine quelque chose à opposer à la simple et brutale domination du nombre. Cette force particulière, qui fait contre-poids à la tyrannie des majorités, qui retient le peuple dans la démocratie sans lui permettre de glisser dans la démagogie, qui protége la loi contre les surprises et les entraînements de l'opinion, c'est le principe fédéral. Les amis comme les ennemis des États-Unis se figurent trop souvent que son gouvernement est le gouvernement du nombre; ils ne font pas assez attention à la part d'influence qui a été attribuée au principe fédéral. Le nombre a pour lui la chambre des représentants; le principe fédéral a le sénat; il ne viendra jamais à la pensée d'un démocrate américain, si passionné qu'il puisse être pour la souveraineté populaire, qu'on puisse gouverner avec une chambre unique. La nécessité d'une chambre haute est si universellement reconnue, qu'on en trouve une dans tous les États. Chacun d'eux, modelant sa constitution particulière sur celle des États-Unis, s'est donné un sénat en même temps qu'une chambre des représentants. Les deux chambres, il est vrai, y sortent directement de l'élection populaire; les sénateurs sont, dans beaucoup d'États, renommés à des intervalles aussi rapprochés que les représentants; le principe dualiste n'en porte pas moins de bons fruits; il n'est pas besoin que la chambre haute soit

plus conservatrice que la chambre basse ; il se peut même qu'elle soit plus radicale, plus disposée aux changements. L'important, c'est d'avoir deux chambres, deux nuances d'opinion, deux contrôles; de pouvoir en appeler de Philippe ivre à Philippe à jeun.

Dans le gouvernement central, le sénat a une part d'autorité aussi grande que le congrès, et les sénateurs ne sont ni les élus du nombre, ni même ceux du suffrage direct, car ils sont désignés par les législatures de leurs États. A quelques pas de l'énorme salle du congrès où parlent, crient et s'agitent des centaines de députés, que de fois je suis entré dans la petite salle où cinquante personnes refont, défont, amendent, corrigent sans cesse les lois qui leur sont renvoyées. J'ai montré à diverses reprises comment le principe fédéral ou sénatorial se glisse dans toute l'organisation politique des États-Unis, dans les cadres des partis, dans leurs conventions, dans les élections présidentielles.

La guerre civile n'a point porté atteinte à ce principe qui, à mon sens, exerce une heureuse influence sur les mœurs politiques des États-Unis. L'unité nationale, et avec elle l'autorité centrale, a été affermie, mais elle ne l'a pas été aux dépens de ce principe. En combattant pour l'Union, les soldats du Massachusetts ou du Maine combattaient aussi pour la gloire du Massachusetts ou du Maine. Qu'est-ce, au fond, que la politique, sinon un compromis perpétuel entre le passé et l'avenir? Dans le système américain, le prin-

cipe fédéral représente le passé, l'œuvre du temps, l'histoire; le principe numérique ou démocratique ne représente que les volontés encore éparses, impatientes, en quête de l'avenir.

Une chose pourtant menace aujourd'hui, à mon sens, le principe fédéral : c'est la dette. Avant la guerre, l'égalité politique des États dans le sénat était admise sans murmure ; mais n'est-il pas à craindre que les sénateurs d'un État comme celui de New-York, qui porte la plus lourde partie de la dette publique, ne se sentent bientôt plus importants que ceux du Minesota et du Kansas? Tant que les différences d'État à État ne portaient que sur la population, l'égalité sénatoriale ne semblait pas trop choquante, parce qu'elle était contre-balancée par le mode de représentation dans le congrès. Mais si les charges publiques restaient trop longtemps écrasantes, les États les plus imposés ne seraient-ils point jaloux d'avoir la plus grande part possible dans le pouvoir législatif? Ce sont là des dangers vagues, lointains, qui peut être se dissiperont avant de devenir imminents, comme ces nuages qu'on voit se former le soir d'un jour d'été et qui s'évanouissent sans orages. Tout invite cependant les États-Unis à amortir le plus promptement possible une grande partie de la dette: qu'ils en conservent assez pour l'unité nationale, mais qu'ils n'en gardent pas assez pour obliger les États à mesurer, à peser les services qu'ils rendent à la confédération.

Si le principe fédéral est menacé par la création d'une dette énorme, le principe démocratique court en ce moment un péril bien plus certain, plus immédiat et plus pressant. Je l'aperçois dans la réorganisation des États rebelles et dans la situation de la race affranchie. Recevra-t-elle, outre ce qu'on pourrait nommer les droits naturels, des droits politiques, ou restera-t-elle une caste méprisée, sans représentants, sans influence et sans pouvoir? Telle est la question qui a pris la première place dans les préoccupations des États-Unis et qui réclame une prompte solution.

Le rôle des abolitionnistes proprement dits s'est terminé brusquement le jour où M. Lincoln a lancé sa proclamation d'émancipation: les abolitionnistes n'avaient jamais réclamé pour leurs clients que la liberté personnelle, la liberté nécessaire et de droit naturel. Mais, si l'œuvre des philanthropes et des moralistes est achevée, celle des hommes politiques commence : le sort de tant d'hommes, d'ilotes convertis en citoyens, ne saurait leur rester indifférent. Qu'on leur accorde ou non des droits électoraux, ils comptent désormais pour des unités (et non plus pour les deux tiers d'une unité, comme avant la guerre civile et sous le régime de l'esclavage), dans les chiffres sur lesquels se base la représentation nationale. L'émancipation donnera ainsi au Sud une trentaine de siéges nouveaux dans le congrès, le jour où ses représentants pourront y être admis.

Cette accession de puissance politique n'offre-t-elle

Point des dangers sérieux, si l'on n'arrive à réduire, à dominer cet esprit qui a mis au Sud les armes à la main et que la défaite a humilié sans l'anéantir? Ceux qui se préoccupent de l'avenir, et qui ne se laissent pas étourdir par les protestations actuelles des anciens meneurs de la rébellion, ne reconnaissent pour l'instant d'alliés sûrs que parmi les affranchis. Ils les cherchent en vain parmi les blancs du Sud qui n'appartiennent pas à l'aristocratie des anciens marchands d'esclaves; les *petits blancs* sont encore trop aveuglés, trop ignorants pour comprendre que leurs véritables intérêts devraient les lier, comme les noirs eux-mêmes, à l'Union ; ils ont été pendant quatre ans les soldats courageux d'une cause au triomphe de laquelle ils n'avaient rien à gagner. Leurs sentiments grossiers et naïfs ne peuvent être modifiés que bien lentement, par le temps, par l'éducation, par le contact des émigrants du Nord, par la fécondité du travail libre, par le dépérissement de tout ce qui a obtenu leurs premières admirations.

Mais comment la race noire peut-elle obtenir l'égalité politique dans les États où hier encore elle était soumise à la plus dure oppression ? Le président Johnson pouvait l'imposer au Sud comme une condition de la paix; il ne l'a point fait; il n'a rien voulu ajouter aux conditions que son prédécesseur offrait aux rebelles : il ne leur a demandé que le retour à l'Union et l'adhésion à l'acte d'émancipation de M. Lincoln. Il a craint d'abuser de la victoire et

du droit du plus fort. Il a craint aussi d'outre-passer sa prérogative; ancien démocrate et ami des *state-rights*, il s'est souvenu que le gouvernement fédéral a toujours laissé à chacun des confédérés le droit de limiter ou d'étendre à son gré les droits électoraux. La constitution n'impose aux États aucun mode de suffrage particulier, le suffrage universel non plus qu'aucun autre; il n'en exige qu'une forme de gouvernement *républicaine*.

Cette condition unique, absolue, fournira peut-être au congrès les moyens d'obtenir pour les noirs l'égalité politique que M. Johnson ne leur a point donnée. Quand les nouveaux représentants, sénateurs et députés, des anciens États rebelles, arriveront à Washington et viendront frapper à la porte du congrès, on leur demandera : Qui êtes-vous? quel État vous envoie? Où est votre nouvelle constitution? Est-ce une constitution républicaine, c'est-à-dire fondée sur l'égalité? Vous n'avez plus d'esclaves, mais n'avez-vous plus de priviléges? Représentez-vous seulement ceux qui ont porté les armes contre nous et venez vous continuer la guerre au Capitole? Qu'avez-vous fait, que faites-vous de ceux qui nous ont toujours été fidèles, qui ont porté les armes et versé leur sang pour nous?

Les représentants des États qui se réorganisent en ce moment dans le Sud, sous la protection des armes fédérales, dans la confusion de tous les pouvoirs, au milieu d'une sorte d'anarchie morale et politique,

n'espèrent pas sans doute rentrer en triomphateurs dans ces salles du congrès où, depuis quatre ans, leurs siéges restent vides. Le congrès vérifiera leurs pouvoirs et pourra les renvoyer dans leurs provinces, s'ils représentent la rébellion au lieu de l'union, le privilége au lieu de la justice.

Si pourtant on ne peut amener les États à détruire un à un, dans leurs constitutions nouvelles, les distinctions fondées sur la couleur, il ne reste qu'une ressource : c'est celle d'un amendement à la constitution semblable à celui qui a consacré l'acte d'émancipation. Sans s'ingérer dans le détail des lois organiques des divers États, il suffirait de voter un article ainsi conçu : « Aucun État ne pourra dans ses lois introduire des distinctions fondées sur la race ou sur la couleur. » Cela suffirait pour sauvegarder l'avenir de la race affranchie. Cet amendement serait le digne couronnement de la grande œuvre qui s'est accomplie depuis cinq ans aux États-Unis.

L'avenir de la race noire serait trop affreux si la justice des États-Unis ne devait point s'étendre sur elle, comme une protection et une espérance. Tant que le nègre était esclave, l'homme du Sud le méprisait sans le haïr; libre, il le haïra en même temps qu'il le méprisera. On doit d'autant plus une tardive justice à la race noire qu'elle est destinée à disparaître assez promptement dans le Sud : l'esclavage lui soufflait une vitalité factice et monstrueuse. La population, dans les haras humains des États fron-

tières, s'accroissait avec une vitesse anormale. Librement mêlée à la race blanche, la race noire, sous l'influence de lois naturelles et fatales, perdra graduellement sa force reproductive. Le sang noir se perdra dans le sang blanc, comme un grand fleuve dans la mer. Il n'en restera sans doute qu'assez de traces pour préparer dans les États du Sud l'avénement d'une race, mieux disposée à en subir le climat sans s'énerver et sans perdre le goût du travail. Puisque les jours de la race noire sont comptés et que des lois fatales la condamnent à mourir ou plutôt à se transformer, qu'on lui épargne au moins de nouveaux outrages et de nouvelles injustices. Douce, humble, obéissante, enfantine, est-il nécessaire qu'elle laisse toujours une trace aussi sombre dans l'histoire de la civilisation du nouveau continent? Si la liberté la condamne à la stérilité, qu'elle lui donne au moins le repos. Les races supérieures n'ont pas besoin d'user de violence pour se substituer aux races inférieures : tout sert leur ambition, et leurs injustices retardent plus souvent qu'elles n'accélèrent le sourd travail de l'irrésistible nature.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

INTRODUCTION V

CHAPITRE Ier. Les causes de la guerre civile 1

— II. Trois ans de guerre 19

— III. Trois ans d'agitation politique 40

— IV. L'élection présidentielle de 1864. — Les candidats 61

— V. Le duel des partis 82

— VI. De Boston au Niagara 106

— VII. Détroit et Chicago 138

— VIII. Les populations de l'Ouest 158

— IX. Un État frontière. — L'invasion du Missouri. — Saint-Louis 77

— X. Les États du centre. — Cincinnati. — Philadelphie 206

— XI. Une visite à l'armée du Potomac 252

— XII. Le président Lincoln 288

— XIII. Les finances de la guerre 327

— XIV. Après la guerre 353

Paris. — Imprimerie de E. MARTINET, rue Mignon, 2.

71:2034.084 08120